

P. RONDOT

DESTIN
du
PROCHE-ORIENT



LE POIDS DU JOUR - EDITIONS DU CENTURION

PIERRE RONDOT

Pierre Rondot a occupé en Orient les postes les plus divers, jeune « officier politique » sur les confins syro-transjordanien, attaché au Haut-Commissariat de France à Beyrouth, observateur de l'O. N. U. en Palestine, etc. Il a donc pu observer, dès leur origine, le développement de tous les grands phénomènes modernes : nationalisme arabe, sionisme, mouvement kurde, boom pétrolier, etc.

Mais surtout, il a ajouté à ses fonctions administratives l'activité d'un sociologue, formé par son professeur Robert Montagne dans le cadre de l'Institut français de Damas. Tout particulièrement orienté par son maître vers l'étude des populations et des langues du Levant : Kurdes, chrétiens du Liban et de Mésopotamie, il a passé plus de dix ans en divers pays du Proche-Orient et accumulé, au cours de nombreux voyages, avec une expérience directe des problèmes locaux, une connaissance intime des hommes.

Directeur du Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie moderne depuis 1955, Pierre Rondot assure, dans plusieurs instituts d'Etudes politiques et autres établissements d'enseignement, des cours sur le Proche-Orient, auquel il a également consacré de nombreux articles.

Quelle est aujourd'hui la question du Proche-Orient ?

C'est en réponse à cette interrogation que Pierre Rondot nous apporte une information sérieuse d'une passionnante actualité.

21 MARS 1959

Institut kurde de Paris

PRE. 763

Liv-fre-Pre-n763

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

Institut kurde de Paris

DU MÊME AUTEUR

LES INSTITUTIONS POLITIQUES DU LIBAN,
des communautés traditionnelles à l'Etat moderne
(G.-P. Maisonneuve, 1947)

LES CHRETIENS D'ORIENT
Cahiers d'Afrique et d'Asie, IV
(Peyronnet, 1955)

L'ISLAM ET LES MUSULMANS D'AUJOURD'HUI
(Editions de l'Orante, 1958)

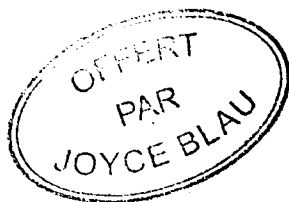
En préparation :
ECRITS DES MUSULMANS D'AUJOURD'HUI
(Editions de l'Orante)

franceschini
100

PIERRE RONDOT

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

à la mémoire de mes parents
en pieux hommage



LES EDITIONS DU CENTURION
Collection « Le Poids du Jour »

Institut kurde de Paris

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	14
Chapitre premier. — ETÉ 1958 : DÉSORDRE EN ORIENT.	19
I. — <i>La crise bat son plein en juillet</i>	21
L'intervention anglo-saxonne au Levant. — Faiblesses de la force. — Le Liban déchiré. — Du royaume hachémite à la république d'Iraq.	
II. — <i>A la lisière du « Northern Tier » grondent les ambitions nassériennes</i>	32
Chez les associés, volontaires ou forcés, de l'Occident : Iran, Turquie, Chypre. — L'Egypte nassérienne, cœur et cerveau de la République arabe unie. — La Syrie, victime volontaire sur l'autel de l'unité.	
III. — <i>Avec les dernières monarchies arabes, l'Israël moderne fait un vif contraste</i>	44
La Jordanie et les bastions britanniques à la périphérie de la péninsule arabique. — Deux Etats médiévaux engagés dans le siècle : Arabie séoudite et Yémen. — Une écharde dans la chair arabe : Israël.	
Chapitre II. — LE DAMIER ORIENTAL ET LES PIÈCES DU JEU.	57
I. — <i>L'Orient séduit et se ferme, accueille et se dérobe</i>	59

Une scène variée et des acteurs divers. — Les grandes voies à travers l'Orient. — Les obstacles : montagnes et déserts. — Les ressources magiques : de la Toison d'or aux pétroles.

II. — *Les hommes dominent les routes*..... 66

La mosaïque humaine. — L'influence des grandes dominations sur le carrefour oriental. — La leçon des routes historiques à travers l'Orient.

III. — *Recenser et peser les forces*..... 73

Forces de mouvement et forces de conservation. — Le ferment chrétien. — L'Islam rénové. — L'essor du nationalisme. — Les réactions conservatrices. — Les influences extérieures.

Chapitre III. — L'ÈRE DE L'AFFIRMATION NATIONALE
ARABE (1919-1936)..... 81

I. — *L'Empire ottoman s'efface*..... 83

La « question d'Orient » de nos aïeux. — Les puissances au chevet de « l'homme malade ». — L'agonie ottomane.

II. — *Le nationalisme arabe jette ses premiers feux*. 89

L'éveil national jeune turc et arabe. — La « Révolte dans le désert ». — Le choix de Lawrence : Faysal, champion de l'arabisme. — Maîtrise et équivoque britanniques. — Les accords interalliés sur le monde arabe et les mandats. — La promesse Balfour. — L'éveil contrarié de l'Egypte.

III. — *Le jeu britannique sur l'Iraq éclipse tout*..... 100

Une discrète et provisoire tutelle britannique sur l'Iraq. — L'Iraq, avant-garde de l'arabisme. — L'essor de la Turquie kémaliste. — L'abandon des nationalismes kurde et chrétiens par l'Occident. — Le Liban et la France. — Les incertitudes du mandat français sur la Syrie.

IV. — *Londres cantonne le sionisme*..... 111

Sionisme et arabisme. — Missions et prérogatives du Foyer national juif en Palestine. — La Transjordanie, marche frontière de l'arabisme et Etat-tampon. — Des mouvements arabes nationaux à l'unité générale arabe. — La nation arabe et le rêve d'Azzam Pacha.

Chapitre IV. — L'ÈRE DE L'ANTAGONISME ARABO-ISRAËLIEN (1936-1955)..... 121

I. — *Contre le sionisme, l'arabisme mise sur l'Axe..* 123

Premières résistances arabes en Palestine. — Tardive évidence du nationalisme juif. — Les Britanniques devant le conflit aigu entre Juifs et Arabes. — L'arabisme séduit par le nazisme. — Mesures pour le temps de guerre. — Réactions juives. — Première formule d'un « neutralisme » arabe. — Les remous de l'Iraq et la rébellion de Rachid Ali Gaylani.

II. — *La Grande-Bretagne relance l'arabisme.....* 136

Bataille anglaise pour l'Orient. — Nouvelle prime britannique pour l'unité arabe. — « Croissant fertile » et Ligue arabe.

III. — *Le choc palestinien bouleverse l'Orient.....* 142

Les Etats-Unis dans la politique orientale. — Echec d'un règlement palestinien : le plan de partage de 1947. — La guerre de Palestine et la naissance d'Israël. — L'armistice et le blocus arabe. — Le problème des réfugiés arabes de Palestine. — Les coups d'Etat militaires en Syrie. — La Révolution égyptienne et la montée de Nasser.

IV. — *Le neutralisme arabe fait échec à la défense occidentale* 154

Les incertitudes de l'Occident. — Un essai occidental de stabilisation : la déclaration de 1950. — Un premier plan occidental de défense : le M. E. D. O. — Réactions arabes : le neutralisme.

V. — *L'Occident reprend l'initiative au Caire et à Bagdad.* 161

La Grande-Bretagne traite avec l'Egypte. — Washington mise sur Le Caire. — Londres renouvelle ses rapports avec Bagdad. — Le pacte de Bagdad. — Les réactions arabes devant le pacte.

Chapitre V. — L'ÈRE DE L'IMMIXTION SOVIÉTIQUE DANS L'ORIENT ARABE (DEPUIS L'AUTOMNE 1955)..... 169

I. — *Les Soviets entrent en scène.....* 171

Illusions occidentales sur l'action soviétique en Orient. — Les Soviets et la nation arabe. — La livraison des armes

soviétiques aux pays arabes. — Essais de parade avec le pacte de Bagdad. — Les séductions de l'aide soviétique.

II. — *L'Occident hésite à Assouan et se désunit à Suez.* 179

Un test : le financement du haut barrage d'Assouan. — Raisons et déraison du retrait de l'offre américaine. — La satisfaction naïve de l'Occident et la rispote de Nasser : nationalisation du canal. — Le durcissement franco-britannique et l'initiative préventive d'Israël. — L'intervention franco-britannique à Suez et les veto américain et soviétique.

III. — *Les Etats-Unis prétendent assumer la charge de l'Orient* 189

Une « nouvelle donne » américaine en Orient : la doctrine Eisenhower. — L'application de la « doctrine » : quelques succès d'avant-postes. — Echec américain dans la crise syrienne.

IV. — *Nasser foment un nouvel arabisme*..... 195

L'essor de la solidarité arabe : le « Bandoeng populaire » du Caire. — La formation de la République arabe unie. — Les lendemains de la fusion syro-égyptienne. — Les réactions hachémites : l'Union arabe. — Interventions anglo-saxonnes au Levant.

EPILOGUE. — LE PROCHE-ORIENT DANS L'OMBRE DE L'ASIE. 207

La crise de juillet se résorbe. — La Ligue exécute devant l'O. N. U. une démonstration d'arabisme unitaire. — Des solutions provisoires interviennent en Jordanie et au Liban. — Le particularisme irakien s'affirme. — La Syrie est mise au pas. — La question kurde rebondit. — L'affaire des pétroles arabes mûrit lentement. — L'U. R. S. S. relance l'affaire du haut barrage d'Assouan. — En Orient, les Soviets jouent sur tous les tableaux. — La sagesse d'un vieux peuple d'Orient dira le dernier mot.

INDEX 231

LES GRANDES DATES DU PROCHE-ORIENT CONTEMPORAIN. 247

DOCUMENTS ANNEXES..... 265

CROQUIS ILLUSTRANT LES DONNÉES FONDAMENTALES DES PROBLÈMES ORIENTAUX..... 269

Je suis attentif à cet amas de périls, qui s'accumulent du côté de l'Asie et qui vont s'écrouler sur l'Europe.

ARTHUR DE GOBINEAU

ENTRE toutes les personnes qui, directement ou non, l'ont aidé dans l'établissement de cette étude, et auxquelles il adresse ici ses remerciements, l'auteur doit une particulière reconnaissance à MM. André Mathiot, Maxime Perrin et Lucien de Sainte-Lorette, respectivement directeurs de l'Institut d'études politiques de Grenoble, de l'Ecole des hautes études commerciales et du Collège libre des sciences sociales et économiques, ainsi qu'aux RR. PP. d'Ouinçe, Villain et Le Blond, S. J. ; Emile Gabel et Antoine Wenger, A. A. respectivement et tour à tour directeurs de la revue *les Etudes* et rédacteurs en chef du journal *la Croix*. En le chargeant de cours sur le Proche-Orient et en lui confiant une chronique régulière sur cette question, les uns et les autres lui ont permis, durant les huit dernières années, les réflexions dont le présent travail est sorti.

L'auteur ne saurait manquer, au seuil de cet ouvrage, de marquer avec une pieuse reconnaissance tout ce qu'il doit à la féconde direction de son maître très regretté, Robert Montagne, qui l'a initié à l'Orient, sur son sol même, et à ses études d'une clairvoyance inégalée. Il tient à dire également tout le bénéfice qu'il a tiré des travaux originaux, livres et articles de Mrs Elizabeth Monroë, de Mme Simonne Lacouture et M. Jean Lacouture, de MM. le général d'armée Georges Catroux, J.-J. Berreby, Marcel Colombe, Elie Kadourie, A. H. Hourani, J. C. Hurewitz, Vincent Monteil,

Edouard Sablier, Benjamin Shwadran¹; et, d'une façon générale, des revues : *l'Afrique et l'Asie* (Paris), *Middle Eastern Affairs* (New-York), *Orient* (Paris), *Politique étrangère* (Paris), *The World to day* (Londres), ainsi que des quotidiens *le Monde* (Paris) et *l'Orient* (Beyrouth). Deux bons petits ouvrages récents : Hans Roerig, *Die arabische Welt* (Francke Verlag, Bern, 1955), et : Guy Wint and Peter Calvocoressi, *Middle East Crisis* (Penguin Books, Harmondsworth, Middl., Grande-Bretagne, 1957), l'ont particulièrement incité à tenter d'offrir au public de langue française, bien que sur un plan très différent, un analogue instrument d'initiation.

Enfin, il a constamment recouru à ces indispensables instruments de toute étude sur l'Orient moderne : *Cahiers de l'Orient contemporain* (G.-P. Maisonneuve, Paris), publications diverses de la *Documentation française* (Paris), *The Middle East* (Chatham House, Londres), *Oriente Moderno* Instituto per l'Oriente, Rome), enfin les collections du C. H. E. A. M. (Centre de hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie modernes, autrefois Centre de hautes études d'administration musulmane).

*
**

Le dessein de l'auteur a été de rassembler, sous un volume aussi restreint et sous une forme aussi accessible que possible, les éléments essentiels d'une réflexion sérieuse sur les bouleversements de l'Orient d'aujourd'hui. Il a moins cherché à accumuler des faits qu'à discerner le sens et les grandes étapes d'une évolution. Ce propos l'a amené à des choix, cer-

1. En nous bornant aux livres en langue française, nous suggérerions surtout la lecture des ouvrages suivants, dus à ces auteurs : général G. CATROUX, *Dans la bataille de la Méditerranée* (Juillard), et *Deux missions au Moyen-Orient* (Plon) ; M. COLOMBE, *L'évolution de l'Egypte : 1925-1950* (G. P. Maisonneuve) ; J. et S. LACOUTURE, *L'Egypte en mouvement* (Ed. du Seuil) ; J.-J. BERREBY, *La péninsule arabique* (Payot) ; V. MONTEIL, *Les musulmans soviétiques* (Ed. du Seuil).

tainement discutables, et qui lui furent souvent cruels ; beaucoup de données utiles, mais qui ont paru secondaires dans une vue d'ensemble, ont été plus ou moins complètement sacrifiées, au bénéfice de traits qui semblent plus caractéristiques et propres à éclairer. D'autre part, le regroupement, autour d'idées centrales, des éléments présentés, a souvent conduit à sacrifier l'ordre chronologique des événements ; pour aider le lecteur à le rétablir, les principales étapes de l'évolution seront énumérées, à leur date, dans une liste annexe.

Il ne s'agit pas ici d'un répertoire, mais d'un modeste guide. Dans ce labyrinthe oriental, si déconcertant, si dangereux peut-être, mais que notre opinion nationale dans son ensemble ne peut plus se permettre d'ignorer, ce mince volume n'entend pas être autre chose qu'un fil d'Ariane.

**

Notre souhait étant donc de rester aussi accessible que possible, nous avons, à de très rares exceptions près, conservé pour les noms propres orientaux la graphie habituelle dans la presse française d'aujourd'hui.

Toutefois, c'est délibérément que nous heurtons, sur un point, une coutume déjà générale, bien que récente : nous parlons de « Proche-Orient » et non de « Moyen-Orient ». Cette dernière expression, décalquée de l'anglo-saxon « Middle East », nous paraît, du point de vue français, fort peu convenir à ces pays du Levant dont la plupart sont, comme le nôtre, riverains de la Méditerranée, et que tant de liens, traditionnels ou récents, unissent à l'Europe. Que pour les Etats-Unis, les pays arabes, turcs ou iraniens, s'estompent dans l'éloignement d'une Asie « moyenne », ce ne saurait être une raison pour que nous cessions de sentir et de dire proche cet Orient qui fut le berceau de notre foi et une des sources de notre civilisation, et qui reste lié de si près à notre pensée et à notre destin.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Introduction

**PROBLÈMES ORIENTAUX
OU QUESTION D'ORIENT ?**

Institut kurde de Paris

Ce petit livre est issu d'un souvenir de prime jeunesse auquel les événements, tant d'années plus tard, sont venus donner un sens inattendu. « Mais qui donc a jamais guéri de son enfance ? » Si, en l'occurrence, comme il se doit, « le poète a raison », le lecteur aura peut-être quelque indulgence pour cette trop personnelle évocation liminaire.

Celui qui trace ces lignes était, à l'automne de 1912, « un enfant amoureux de cartes et d'estampes ». Au moment où éclatait la guerre entre les Turcs et la coalition des Etats balkaniques, une carte lui fut donnée, présent inestimable. Durant des semaines, il y piqua les épingles à tête de couleur : bleu turquoise pour les Grecs, préférés ; vert sombre pour les Serbes ; jaune pour les Monténégrins ; rouge pour les Bulgares, qui marquaient la progression des armées. Pour lui, ces noms qui mêlaient des prestiges exotiques à des résonances devenues familières : Janina, Kirk-Kilissé, Lulé-Bourgas, Tchataldja, eurent une saveur qu'il n'oubliera jamais et qui sans doute devait secrètement déterminer en lui, plus tard, une vocation d'observateur de l'Orient moderne.

Durant les premiers mois se déroule donc, sous ses yeux, l'harmonieux tableau d'une campagne victorieuse, aux lignes claires. Puis la rupture de la coalition brouille tout ; le sort des armes devient indistinct. Naguère mêlés fraternellement, les rouges, qui refluent en Thrace, affrontent les verts et les bleus. Devant la confusion attristée de l'enfant, les « grandes personnes » essaient de le consoler : « Que

I N T R O D U C T I O N

veux-tu, mon petit, c'est la Question d'Orient ! C'est difficile à comprendre. »

Comme elle nous paraît simple aujourd'hui, cependant, cette Question d'Orient de 1913 ! Elle se réduisait, en dernière analyse, à ce seul dilemme : souscrire ou non au partage de l'Empire ottoman. Les choses, à notre époque, sont devenues infiniment plus compliquées : aussi n'est-ce plus d'une « Question d'Orient » que l'on parle, mais des « Problèmes orientaux » ; et devant leur confusion apparemment inextricable, les esprits se troublent, les passions se nouent et le jugement s'égare.

Pourtant, cette confusion orientale d'aujourd'hui n'est-elle pas plus apparente que réelle ? Ne serait-il pas possible, au prix d'un effort d'analyse, de discerner parmi ces « Problèmes orientaux » l'essentielle « Question d'Orient », toujours unique ? Ne suffirait-il pas, dès lors, de maîtriser cette question pour comprendre, à partir d'elle, l'ensemble de la situation ?

De l'essor des nationalismes orientaux, entre 1920 et 1935, à l'affrontement du nationalisme judéo-israélien et de l'arabisme, de 1936 à 1955, et à l'apparition, depuis lors, d'une immixtion soviétique qui aide une grande idée-force, le prestige nassérien, à susciter un nouvel élan de l'arabisme, unitaire et populaire à la fois, l'évolution du Proche-Orient moderne marque ses principales étapes. Rechercher et définir la ligne directrice de cette évolution, en marquer les inflexions essentielles, ordonner autour d'elle quelques traits accessoires, mais caractéristiques, tel sera le dessein de ce petit livre.

Peut-être estimerait-on qu'il est, quant à la méthode envisagée, bien ambitieux. Mais l'Occident, actuellement en plein désarroi, aurait sans doute beaucoup à gagner à renouveler audacieusement sa pensée. Quoi qu'il en soit, si le propos de cet ouvrage est hardi, l'on s'efforcera de compenser ce risque en teintant la réalisation de prudence et de modestie. Ce livre sera bref, aussi allégé que possible des rappels historiques, des considérations politiques et des détails techniques qui

I N T R O D U C T I O N

n'apparaîtraient pas strictement indispensables pour la compréhension de l'Orient actuel. On n'oubliera pas qu'il s'agit ici, non de présenter un manuel à l'usage des spécialistes, mais d'établir un simple guide, aussi clair et commode que possible, en vue de secourir le lecteur décontenancé de la presse quotidienne.

Le but de cet ouvrage sera donc atteint s'il contribue à fournir, à l'opinion publique de notre pays, les moyens de porter sur les affaires d'Orient un jugement plus serein et plus sûr. La France peut beaucoup en faveur de l'équilibre de cette partie du monde : non, certes, par la force, mais par la réflexion, la sagesse politique, l'amitié perspicace et désintéressée. Puisse ce petit livre, à son rang très modeste, figurer parmi ses armes, pour le meilleur accord d'un Orient mieux compris avec un Occident réconcilié !

19 juillet-11 novembre 1958.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

I

**ETE 1958 :
DESORDRE EN ORIENT**

Institut kurde de Paris

*« Vais-je cesser d'être Orlante ?...
accepter un destin plus humble et
me ranger à la décision d'une
volonté qui doute de sa puissance ? »*

MAURICE BARRÈS.

I. LA CRISE BAT SON PLEIN EN JUILLET

L'intervention anglo-saxonne au Levant

16 juillet 1958 : les Etats-Unis, au nom d'un monde occidental dont ils entendent être, à la fois, la conscience, le cerveau et le bras, prennent parti devant les désordres de l'Orient ; ils agissent enfin.

Une crise d'une exceptionnelle gravité secoue en effet, depuis plusieurs mois, cette région du monde ; ses cheminement sournois et ses dramatiques rebondissements annoncent les dangers les plus graves. Mais les Américains, qui à l'automne 1956 avaient retenu Britanniques et Français sur la route du Caire, ont par la suite longuement hésité à se rendre, à leur tour, suspects d'interventionnisme. Un fait dramatique les décide enfin : l'assassinat du roi Faysal d'Iraq, de son premier ministre et du régent prince héritier, préludes sanglants à la proclamation de la République à Bagdad.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

Comment les Américains resteraient-ils, en effet, dans ces conditions, indifférents à l'appel que leur lance, de Beyrouth, le président Camille Chamoun ? Le laisseront-ils abattre à son tour ? Refuser de le protéger, n'est-ce pas courir le risque de déshonorer, de ridiculiser un Occident qui laisserait, inerte, périr tous ceux qui avaient compté sur lui ?

Quelques heures plus tard, un appel du roi Hussein de Jordanie met les Britanniques devant le même cas de conscience, qu'ils trancheront de la même façon.

Les dés sont jetés. Dès lors se déploie, selon un rythme sûr et continu, avec précision et minutie, une machinerie implacable. L'ordre méthodique des prévisions militaires longuement préparées, minutées de façon stricte, enchaînées avec logique, fait se succéder les opérations qui, en quelques heures, placeront sur le sol de l'Orient arabe deux forces expéditionnaires parfaitement armées et pourvues.

Le déroulement du scénario donne, à la fois, le sentiment d'une puissance implacable et, comme on aime à dire aujourd'hui, l'impression d'un « processus irréversible », moderne évocation de la vieille fatalité. A sa vue, adversaires et amis, et même indifférents et sceptiques, sont également frappés. La discipline silencieuse de ces soldats, la visible efficacité de ces conducteurs, de ces mécaniciens, de ces radios, la calme indifférence de ces troupes qui campent sur le sol arabe comme sur n'importe quel polygone, le luxe extraordinaire de leurs moyens modernes font songer à un engrenage bien huilé, qui tourne à coup sûr, et qui sert, sans défaillance, la volonté qui l'a construit. L'ordre occidental déploie, aux yeux de l'Orient, la plus frappante de ses manifestations.

Faiblesses de la force

Quelques jours auront suffi, cependant, à montrer que cette date du 16 juillet 1958 ne fera pas époque dans le monde oriental. Non que le mécanisme occidental se soit enrayé, ni que ses maîtres aient conçu des remords, ou qu'en face d'eux l'âpre partenaire soviétique ait sonné le branle-bas. Londres

et Washington demeurent résolus, et Moscou se réserve pour de plus subtiles manœuvres. Mais le déploiement occidental s'est en quelque sorte opéré dans le vide, sans rien modifier apparemment aux réalités orientales qui l'entourent, sans engrener sur elles. Autour des minimes îlots qu'il préserve, parcs bien gardés pour deux chefs d'Etats, les profonds remous de l'Orient subsistent, inchangés, et roulent sans obstacles leurs eaux profondes. Les désordres orientaux persistent intacts auprès de ces minuscules îlots d'un « ordre » occidental purement matériel et formel, qui ne les touche pas.

L'âge où l'on employait efficacement la force est dépassé. Mais sans doute est dépassé aussi, à son tour, celui où l'on peut utilement montrer la force pour éviter d'avoir à s'en servir. Il est en effet des cas où, par définition, la force ne peut valoir : elle pourrait courber des hommes, elle ne saurait infléchir des sentiments ; et dès lors elle renonce à elle-même. La presse anglo-saxonne le constate vite : toute solution qui serait imposée par les armes anglaises et américaines demeurerait sans valeur, et ferait contre elle, quelle qu'elle soit, l'unanimité. A peine les unités d'intervention sont-elles en place que l'on s'interroge, à Londres et à New York, sur les moyens de les retirer un jour sans compromettre à jamais les régimes qu'elles auront soutenus ou protégés. Leur apparition n'aura, de toute façon, été qu'un épisode dans un ensemble complexe ; elle sera utile, peut-être, mais comme un élément partiel dans un jeu plus vaste.

Les armes traditionnelles et classiques ne constituent plus une *ultima ratio* respectable ; seule la bombe atomique pourrait prétendre à pareil honneur ; mais, si même il était moralement possible, son emploi en Orient ne serait pas plus commode que celui du fameux pavé qui ne peut servir à écraser une mouche. La politique de la canonnière, *gun-boat policy*, est donc périmée ; et sans doute depuis plus longtemps que nous ne le pensons. Napoléon songeait peut-être spécialement à l'Orient, à l'Est, lorsqu'il opinait qu'à la longue l'esprit l'emporterait toujours sur le sabre.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

Si l'Occident, à l'égard de ces désordres orientaux qui, pour toutes sortes de raisons, le concernent aussi et le menacent, veut dire son mot et veut que ce mot pèse lourd, il ne lui suffit pas de frapper. Il lui faut, en tout état de cause, d'abord, et avant tout, comprendre. Entreprise, d'ailleurs, à coup sûr difficile : la complexité des tourbillons orientaux déroutent aujourd'hui plus que jamais l'observateur, même averti : elle lui donne aisément le vertige, l'étourdit et le décourage.

Essayons d'abord, comme première étape de notre recherche, d'esquisser un rapide tableau de cet Orient chaotique, tel qu'il apparaît à la fin de juillet 1958¹. Nous nous bornerons ici à décrire, à l'intérieur de chacun des Etats, la situation actuelle et ses principaux facteurs locaux, issus des conditions du pays et des faits immédiats. Ce n'est que plus tard qu'en nous efforçant à un coup d'œil d'ensemble nous tâcherons, en même temps, de remonter à l'origine des événements, de retrouver leur enchaînement général et, si possible, d'entrevoir quelques-unes de leurs clés. Pour le moment, bornons-nous à regarder une série de photos d'actualité, éclairées d'une légende sommaire.

Le Liban déchiré

Il semblera naturel de fixer d'abord nos regards sur le Liban. C'est là, en effet, la terre orientale la plus proche de nous, non seulement par sa position géographique, mais aussi par le caractère de ses habitants, vieux riverains de la Méditerranée et, pour une bonne part, chrétiens. N'est-ce pas aussi le lieu où s'est produite, en ces dernières semaines, l'intervention américaine ? D'emblée, cependant, le paysage politique apparaît ici prodigieusement compliqué ; en sorte que l'on pense, aussitôt, qu'un acte aussi sommaire qu'un simple

1. Un épilogue relatera les faits survenus entre le 1^{er} août 1958 et l'impression des dernières pages de ce livre ; il s'efforcera de les insérer dans les perspectives de l'évolution prévisible, en même temps qu'il esquissera quelques conclusions.

débarquement militaire avait vraiment peu de chances de s'insérer de façon efficace dans les réalités locales.

Dans cette montagne étroite et haute, située en bordure du monde arabe et qui surplombe la mer, des nécessités de refuge ont groupé, depuis un temps immémorial, les non-conformistes de toutes les fois et les opposants à toutes les dominations. Obligés de vivre ensemble et de se défendre, en commun, contre les adversaires de l'extérieur, les habitants si divers de cette montagne, chrétiens et musulmans de toutes les sectes, ont développé entre eux, dans un souci général de liberté et d'équilibre réciproque, une tolérance sans équivalent dans le reste de l'Orient. Leurs institutions reposent sur l'équitable partage entre les diverses « communautés » ou groupes socio-religieux (chrétiens maronites, grecs-orthodoxes, grecs-catholiques) ; musulmans sunnites et chiïtes, druzes, etc.) des responsabilités et des charges de l'Etat, devenu de la sorte, pour ainsi dire, « multi-communautaire » et islamo-chrétien.

Même si, comme c'est au Liban le cas, un sentiment national puissant anime, au cœur du pays, de solides traditions, un tel partage ne peut être que délicat, un tel équilibre que fragile. Les influences occidentales touchent d'ailleurs, en ce pays, les chrétiens, tandis que les musulmans ressentent, par-dessus les frontières, une sorte d'allégeance de surcroît à l'égard de la communauté musulmane de tout l'Orient. Du côté chrétien, l'on s'enthousiasme à l'idée de constituer un pont entre Orient et Occident ; du côté musulman, on songe que la présence musulmane sur cette rive, comme les fonctions tenues par les musulmans dans cet Etat indépendant, assurent mieux sa solidarité avec le monde arabe. Le loyalisme peut être le même, les raisons et les résonances en sont différentes, et en cas de crise des divergences peuvent survenir. Or, les motifs possibles de crise sont multiples, et souvent concurrents.

A l'intérieur même du Liban, le maintien de l'équilibre traditionnel a conduit à préserver, non seulement le rôle

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

socio-politique des « communautés » religieuses¹, mais l'influence des notables quasi féodaux et des clans. Le système des partis et le régime parlementaire n'ont pu s'introduire que de façon formelle et partielle. L'esprit public ne surmonte pas suffisamment les divergences familiales et cantonales pour que les hommes au pouvoir ne soient pas tentés d'exercer, sur le jeu des élections, de trop faciles influences, auxquelles toutes sortes de justifications sont données, parfois de bonne foi. Les orientations extérieures agissent, en l'occurrence, ouvertement ou non ; il s'agira de préserver les indispensables contacts avec l'Occident, contacts dont, au demeurant, vit matériellement ce pays de transit, en même temps qu'il en alimente sa pensée et sa civilisation ; ou bien l'on entendra sauvegarder les intérêts du monde arabe, dont un « Liban au visage arabe » ne saurait manquer d'être solidaire, sous peine de compromettre à la fois un trait important de son originalité et la clientèle commerciale de son arrière-pays.

Depuis l'affaire de Suez, tous ces motifs de désaccord et de trouble ont joué à la fois. En novembre 1956, au plus fort de la crise de Suez, le président Chamoun s'est refusé à rompre, comme les autres Etats arabes d'Orient, avec la France et la Grande-Bretagne² ; il a remplacé le gouvernement pro-arabe de M. Abdallah Yafi par un Cabinet présidé par M. Sami Solh, avec M. Charles Malik aux Affaires étrangères, tous deux pro-occidentaux ; en mars 1957, il a très complètement adhéré à la doctrine Eisenhower de coopération américaine avec l'Orient.

De la sorte, les éléments les plus pro-arabes du Liban pouvaient reprocher au président de la République une

1. On sait que l'Islam confond aisément le politique et le religieux, et les chrétiens orientales ont dû se plier à ces conceptions. Nous nous permettons de renvoyer, sur ce point, à nos ouvrages : *L'Islam et les musulmans d'aujourd'hui*, p. 65 et suiv., et *Les chrétiens d'Orient*, p. 72 et suiv.

2. Avec celle-ci, l'Iraq a maintenu également ses relations diplomatiques.

D E S O R D R E E N O R I E N T

complaisance excessive à l'égard de l'Occident et surtout des Anglo-Saxons, dont il passait d'ailleurs pour avoir été personnellement le client jadis ; et les cercles plus modérés s'alarmaient de lui voir compromettre l'équilibre libanais traditionnel entre Orient et Occident, et menacer éventuellement, par là même, la cohésion islamo-chrétienne du pays. Mais ces griefs généraux se compliquaient de rivalités partisans, qu'ils renforçaient d'ailleurs en fournissant de nouveaux et meilleurs arguments au clan hostile à celui du président ; et ce avec d'autant plus de vigueur que s'approchait le terme fixé pour l'élection de son successeur, en juillet 1958.

C'est dans un tel climat, qui mettait en jeu à la fois l'équilibre islamo-chrétien, la balance entre Orient et Occident et la prépondérance interne des clans, que par exemple S. B. Mgr Méouchi, patriarche maronite, personnellement adversaire du clan présidentiel, prenait parti pour l'opposition, qu'il contribuait d'ailleurs ainsi à empêcher d'acquérir une coloration trop exclusivement musulmane ; c'est dans ces conditions également que MM. Camille Chamoun et Sami Solh faisaient ou laissaient exercer, lors des élections législatives de mai 1957, la pression des « gouvernementaux » ; ainsi était assurée la défaite formelle de l'opposition, vilipendée d'ailleurs pour son hostilité à l'égard de l'Occident.

On prêta dès lors, sans trop d'in vraisemblance, au président Chamoun, le dessein de profiter de la confortable majorité parlementaire ainsi acquise pour faire voter un amendement constitutionnel qui eût permis sa réélection ; et d'aucuns, hors même de son clan, envisageaient avec faveur cette série d'opérations, qui face à la montée du prestige nassérien et des ambitions de l'arabisme leur semblaient nécessaires pour assurer le maintien de l'indépendance du Liban et son adhésion au monde libre. L'opposition ne désarmait cependant pas ; le meurtre, survenu la nuit du 7 au 8 mai, d'un de ses membres en vue, le journaliste maronite

Nassib Metni, la ralliait pour un effort d'ensemble qui dégénérerait bientôt en soulèvement armé.

Sans qu'il y ait réellement clivage communautaire, l'insurrection active fut surtout le fait de musulmans, sunnites ou chiites, et de druzes, et se développa en foyers locaux : le quartier musulman de Beyrouth, Basta, sous M. Saeb Slam ; Tripoli, sous M. Rachid Kéramé ; le Hermel, sous M. Sabri Hamadé ; enfin le Chouf druze, sous M. Kémal Joumblatt, socialiste gandhien et neutraliste, habituel élu de sa clientèle para-féodale de ce canton, écarté cette fois du Parlement par une manœuvre évidente. Aidée (moralement, à coup sûr, matériellement selon les officiels libanais) par les Syriens, la rébellion était dénoncée à Beyrouth comme une entreprise nassérienne ; et il est vrai que l'immense prestige du colonel Nasser, que celui-ci y mit directement la main ou non, soutenait et surexcitait désormais, au Liban comme ailleurs, tout mouvement qui pût se dire en faveur de l'arabisme.

Le gouvernement libanais portait donc plainte auprès du Conseil de sécurité et obtenait l'envoi d'observateurs des Nations Unies, dont il déplorait bientôt l'inefficacité, en même temps que la presse loyaliste mettait en doute la clairvoyance, voire la bonne volonté et l'efficacité, du secrétaire général de l'O. N. U., M. Dag Hammarskjöld. Sollicités d'intervenir, les Etats-Unis se déroberent longtemps, car en dépit de leurs sympathies pour le président Chamoun et de leur désir de préserver au maximum les positions de l'Occident, ils voyaient bien que le problème ne pouvait plus se poser en termes aussi simples, et qu'assurer la défaite des rebelles ne suffirait point à permettre la reconstruction d'un pays, dont la structure complexe exigeait que tous les éléments socio-religieux fussent associés à la conduite des affaires.

Il ne faudra pas moins que l'assassinat du roi Faysal II en Iraq pour provoquer enfin le débarquement américain, qui constituera une mesure de précaution plutôt qu'une immixtion dans les affaires locales. En partie peut-être pour éviter que ne se précise cette intervention étrangère, les

DESORDRE EN ORIENT

députés libanais se mettent enfin d'accord le 31 juillet pour porter à la présidence un candidat de compromis, le général Fouad Chéhab, dont la personnalité impartiale s'imposait depuis le début de la crise ; mais c'est là une amorce de solution, et non point encore un règlement complet du problème libanais.

Du royaume hachémite à la république d'Iraq

L'Iraq apparaît aussi comme un facteur essentiel de la crise orientale. Jusqu'à ces dernières semaines, en effet, l'on voyait volontiers en lui non seulement un allié solide de l'Occident, mais aussi le plus sage et partant le plus stable des Etats orientaux. Les Français furent donc surpris, en ouvrant leur radio, le matin du 14 juillet, d'apprendre que le peuple iraquien avait proclamé la République et choisi ce jour pour fête nationale.

En réalité, si la date de l'événement pouvait surprendre, ainsi que certaines de ses circonstances, le fait lui-même ne devait être inattendu pour aucun observateur impartial des affaires du Proche-Orient.

Il est vrai que le gouvernement de Bagdad, bénéficiaire des fastueux versements de l'Iraq Petroleum Company, à laquelle étaient concédés ses pétroles, gérait ces fonds dans un remarquable esprit de prudence et de prévision : il en affectait, en effet, la plus large part, sous la direction d'un *Board of Development* conseillé par des experts étrangers, à l'édification systématique d'une économie, agricole et industrielle, qui puisse prospérer indépendamment des ressources extraordinaires, mais peut-être précaires, du pétrole. Contrôle, par de grands barrages, des crues dévastatrices du Tigre et de l'Euphrate ; drainage des terres noyées de la basse Mésopotamie ; irrigation des pays secs du Nord ; production d'énergie hydroélectrique ; édification d'usines de produits chimiques, d'engrais, de pâte à papier, de textiles,

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

de matériaux de construction, devaient en quelques années assurer à l'Iraq un sûr avenir économique. Mais cet excellent plan ne tenait pas un compte suffisant des aspects humains, psychologiques et sociaux, des problèmes irakiens : les paysans chiites du bas Euphrate mettraient fort longtemps à se persuader que les inondations périodiques étaient définitivement jugulées, et ce grâce aux adroits travaux réalisés par le gouvernement ; en revanche, il était immédiatement clair pour chacun que les améliorations rurales, n'étant assorties d'aucune réforme agraire, profiteraient exclusivement aux gros propriétaires, de même que les bénéfices de l'industrie nouvelle, à l'exclusion de quelques salaires, iraient aux seuls possédants.

Mais le gouvernement, estimant plus aisé de faire le bonheur du peuple en dehors de celui-ci, pensait qu'à longue échéance la prospérité du pays profiterait aussi aux masses. Il croyait avoir le temps devant lui. Depuis un tiers de siècle, le vieux compagnon d'armes du colonel Lawrence, Nouri Pacha Saïd, le dirigeait, sous la seule réserve de quelques brèves éclipses souvent volontaires ; il avait, grâce aux Britanniques, fait de l'Iraq émancipé, dès 1932, le premier champion de l'arabisme, et comptait bien lui procurer, dans le monde arabe, le rôle flatteur et avantageux d'une Prusse unificatrice ; mais il estimait que pareil projet nécessitait la persistance d'un puissant concours anglo-saxon. Sans doute tarda-t-il longtemps à reconnaître que les masses et la jeunesse, enfiévrées de passions nationales, ne supportaient plus désormais ces compromis encore admissibles dans le passé.

Les événements prémonitoires n'avaient, cependant, pas manqué. De nombreux mouvements avaient secoué, sous le trône hachémite, la plate-forme politique encore instable de l'Iraq : coup d'Etat militaire de Békir Sidqi et Hikmet Suleiman en 1936, rébellion pro-axiste de Rachid Ali Gailani en 1941, protestations populaires de 1948 contre les essais d'accord avec Londres, tentative de soulèvement à Bagdad en novembre 1952. La répression aisée de ce dernier

mouvement, par une police et une armée encore loyales, avait accru l'assurance des autorités, qui ne virent pas à temps que le bouillonnement croissant de la jeunesse et l'exaspération des petits partis d'opposition, privés par des élections préfabriquées, comme en 1954, de toute possibilité de représentation régulière, entamaient peu à peu le corps des officiers ; ceux-ci, frappés par l'exemple de la révolution égyptienne de l'été 1952, devenaient, à l'instar de la masse, de plus en plus sensibles au prestige, immense depuis l'automne 1956, du colonel Nasser.

Par le pacte de Bagdad, conclu, en grande partie, à son instigation, en février 1955, le gouvernement iraquien achevait de se lier à l'Occident anglo-saxon. Il pensait, de la sorte, accroître de façon décisive sa position de puissance ; en fait, il se plaçait désormais en marge de l'arabisme ; et si celui-ci était incapable de réagir politiquement sur le plan des Etats, il travaillait puissamment les esprits. Les signes d'une grave tension interne se multiplièrent durant le printemps 1958, et plusieurs purent être relevés publiquement. C'était évidemment en vain que les gouvernements de Fadhel Jamali et d'Abdelwahab Mourjan avaient esquissé quelques tentatives de rapprochement avec les pays de l'arabisme actif, et que Nouri Pacha Saïd, revenu au pouvoir le 3 mars 1958, s'efforçait de donner un caractère plus national au *Board of Development*. Au demeurant, la conclusion d'une « Union arabe » avec la Jordanie, le 14 février, pouvait difficilement passer pour autre chose qu'un essai de riposte au nassérisme.

En juillet, le projet iraquien d'envoi de troupes au Liban, pour lutter aux côtés des forces de l'ordre contre les insurgés pro-nassériens, fournit sans doute aux « officiers libres » un dernier motif pour le soulèvement, de longue date préparé et décidé. Le mouvement devait aboutir en quelques heures. Il fût demeuré, selon le désir de ses chefs, non sanglant, si la foule de Bagdad, ivre d'une exaspération trop longtemps contenue, n'avait massacré le prince héritier

et ancien régent Abdulillah, et le premier ministre Nouri Pacha Saïd, responsables de la répression de 1941 comme de l'alliance avec la Grande-Bretagne et de la conclusion du pacte de Bagdad ; le roi Faysal II, trop jeune cependant pour avoir encouru aucune responsabilité personnelle, fut également abattu, dans le désordre des premiers instants.

Ces excès illustrent la violence des passions populaires arabes ; mais le nouveau gouvernement de Bagdad, qui a tenté de les empêcher et a du moins su les limiter, ne saurait être confondu avec leurs auteurs. Le président du Conseil de souveraineté, le major général Néjib Roubaï, et le président du Conseil des ministres, le brigadier Abdulkériim Kassem, sont des officiers patriotes et éclairés qui ont fait des études militaires en Angleterre ; leur souci immédiat est de ne rien brusquer : ils ont tenu dès l'abord à rassurer les résidents étrangers, souvent associés aux grands travaux irakiens, et l'*Iraq Petroleum Company*, dispensatrice des indispensables *royalties* ; s'ils ont rompu l'Union fédérale, conclue au printemps dernier avec la Jordanie, ils ne semblent pas, pour l'instant, vouloir inclure l'Iraq dans l'Etat arabe unifié présidé par Nasser, ni même, à l'instar du Yémen, le fédérer avec lui. Pour eux, après une longue période de fièvre, l'abcès irakien est crevé ; le pays pourra désormais, sous l'égide d'un gouvernement vraiment national, reprendre un équilibre qui reste, d'ailleurs, à définir avec plus de précision.

II. A LA LISIERE DU « NORTHERN TIER » GRONDENT LES AMBITIONS NASSERIENNES

*Chez les associés, volontaires
ou forcés, de l'Occident :
Iran, Turquie, Chypre*

A la différence de l'Iraq, les trois autres partenaires orientaux du pacte de Bagdad : Iran, Turquie et Pakistan, n'ont pas suscité, durant ces dernières semaines, l'attention interna-

tionale. Mais, si le Pakistan se situe hors du domaine géographique de la présente étude, Iran et Turquie doivent prendre place dans le panorama de cette crise du Proche-Orient à laquelle, en dépit de certaines apparences, ils participent profondément.

De tous les partenaires orientaux du pacte de Bagdad, l'Iran semble le moins « engagé ». Durant l'été 1956, le chah se rend, premier parmi les souverains, en déplacement officiel en U. R. S. S., tandis qu'affluent en son pays les livraisons militaires américaines du pacte, dont il souligne simplement le caractère défensif. Au printemps 1958, la route du chah, en voyage privé aux Etats-Unis, comporte une escale significative au Japon. Ces deux faits peuvent constituer le symbole d'une persévérante recherche d'avantageux équilibres, rendus possibles peut-être parce que l'Iran aura subi sa grande crise nationale avant les Etats arabes, et pour ainsi dire en vase clos.

C'est en 1951, en effet, que le gouvernement Mossadegh, désireux d'obtenir de l'*Anglo-Iranian Oil Company* l'application de la règle magique, partage par moitié des bénéfices pétroliers, nationalise ses gisements. Mais les acheteurs occidentaux s'abstiennent d'autant plus aisément que les autres pays orientaux : Iraq, Arabie Séoudite, Koweït, loin de marquer la moindre solidarité, accroissent leur production d'huile brute pour livrer à sa place. Un compromis intervient en 1954 : Mossadegh disparaît, les gisements restent nationalisés, mais un consortium étranger les prend en location auprès de la Société nationale ; aux côtés des Britanniques, déchus de leur monopole, apparaissent Américains et Français, puis Italiens et Japonais, qui offrent des conditions plus séduisantes encore.

Certes, l'U. R. S. S. n'a jamais donné à l'Iran un appui décisif, mais elle l'a constamment ménagé. Peut-être songe-t-elle que si ce pays, quant à la structure sociale et à l'équipement stratégique, reste encore relativement faible, mieux vaut qu'il soit un allié de l'Occident qu'un encombrant satel-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

lite soviétique ou un « neutre » trop voyant. Le pacte de Bagdad n'aurait-il pas, dans cet Iran trop vaste et difficile à défendre, son « ventre mou » ? Quoi qu'il en soit, devant la crise qui a si fortement secoué son voisin de l'Ouest, l'Iran n'a guère réagi que pour réclamer un renforcement du pacte, c'est-à-dire un accroissement de l'aide reçue. Mais sa politique extérieure reste pleine de nuances, et sans doute d'adresse.

Le style de la Turquie apparaît assez différent. La crainte que lui inspire le voisinage de l'U. R. S. S., surtout depuis que celle-ci, en 1945, a fait mine de vouloir mettre en cause l'intégrité du territoire, le statut des Détroits et le régime « non démocratique » d'Ankara, la rejette vers l'Occident et en particulier vers les Etats-Unis, dont elle s'efforce de tirer le plus possible de concours et d'appuis : bénéficiaire de l'aide Truman depuis 1947 ; associée à l'O. T. A. N., dès février 1952, sur ses demandes répétées ; premier artisan, avec l'Iraq, du pacte de Bagdad durant l'hiver 1955, la Turquie est un insatiable client de l'aide américaine sous toutes ses formes : grâce à cet appoint, qu'elle n'estime jamais suffisant, elle accroît sans cesse son équipement général, industriel et stratégique, et se hausse peu à peu à la taille de la grande politique qu'elle entend jouer en Orient.

De la sorte, la Turquie est assurément en crise, mais c'est une crise de pléthore et d'ambition. De la période héroïque des réformes kémalistes (1920-1938), prolongée par le régime du parti républicain du peuple (1938-1950), elle conserve sous le parti démocrate (depuis mai 1950) totalement l'élan national, partiellement le laïcisme, mais en aucune manière la sévère autarcie et le cantonnement prudent à l'intérieur du « pré carré » anatolien. Les crédits américains obviennent à une crise financière et commerciale désormais chronique (inflation, déficit, balance déséquilibrée), car il ne saurait être question d'abandonner cet irremplaçable bastion ; moyennant quoi, la Turquie s'engage en flèche pour tous les plans occidentaux de défense de l'Orient, qu'il s'agisse du *M. E. D. O. (Middle East Defence Organisation, 1951)* ou du pacte de Bagdad

(1955) ; et, en pareilles occasions, elle s'emploie de plus en plus volontiers à des pressions politiques sur les pays arabes, comme durant l'été 1957 à l'égard de la Syrie, que la disproportion des forces militaires ne pouvait manquer d'impressionner.

Membre le plus oriental de l'O. T. A. N., la Turquie semble parfois « engager » la coalition occidentale, comme le ferait une avant-garde trop audacieuse ; le crédit que sa fermeté antisoviétique lui vaut auprès des Etats-Unis n'est pas sans influencer considérablement la politique orientale de Washington : elle est enfin la seule puissance militaire appréciable dans le monde proche-oriental. Toutes ces circonstances conjuguées confèrent aux attitudes turques un dangereux pouvoir d'aggravation des affaires arabes. La « crise de croissance » turque joue de la sorte un rôle indirect, mais considérable, dans les événements de l'été 1958. Ce rôle apparaît surtout dans la délicate question de Chypre.

Île méditerranéenne, dont le peuplement grec est assorti d'une minorité turque d'un cinquième, Chypre constitue une médiocre base navale, mais une excellente plate-forme aérienne, à proximité du monde arabe. Remise en gage, en 1878, à la Grande-Bretagne par l'Empire ottoman, devenue en 1914 colonie de la Couronne, son destin naturel eût été d'être, tôt ou tard, réunie au royaume hellène, comme le furent, en 1945, Rhodes et le Dodécanèse, de composition ethnique et d'histoire analogues. Mais la liquidation, forcée et rapide, des positions politiques et surtout militaires de la Grande-Bretagne en Orient, au lendemain du deuxième conflit mondial, accroissait d'autant la valeur de cette île aux yeux des Britanniques, qui répugnèrent à la céder.

Tout se passe comme si, appliquant d'instinct la vieille recette : « Diviser pour régner », Londres avait essayé de tirer parti, contre les revendications grecques, de la minorité turque dont elle a encouragé les prétentions, bientôt soutenues avec énergie par le gouvernement d'Ankara.

Ainsi s'est prolongée, durant des années et jusqu'à maintenant, une lutte inexpiable, au cours de laquelle la population grecque a recouru à la guérilla et au terrorisme. La Turquie suggère un partage, qui lui procurerait la côte septentrionale de l'île ; les Grecs de l'île, soutenus par ceux du Royaume et épaulés jusqu'à un certain point par le gouvernement de celui-ci, demandent l'*enosis*, la réunion, ou une indépendance qui leur permettrait de l'accomplir. Toutes les sympathies des masses arabes de l'Orient vont aux rebelles grecs cypriotes : Chypre est la base occidentale qui a permis, à l'automne 1956, l'intervention franco-anglaise sur le canal de Suez, et la Grèce a toujours refusé de reconnaître Israël. Aujourd'hui le prestige de Nasser soutient donc, paradoxalement, les combattants de sang hellène, de foi chrétienne orthodoxe, qui, en heurtant la minorité turque, de confession musulmane, luttent pour la libération de l'île.

L'Egypte nassérienne, cœur et cerveau de la République arabe unie

Chaque aspect local de la crise de l'Orient ramène donc notre pensée vers le maître de l'Egypte. Il est temps d'indiquer ici le rôle que Le Caire joue dans le monde arabe d'aujourd'hui.

L'Egypte est, incontestablement, au centre du cyclone arabe, et, comme il sied, ce centre est apparemment calme. De là rayonne, vers les pays arabes et même (Chypre nous l'a montré) le Proche-Orient tout entier, le prestige de Gamal Abdel Nasser. Le *bikbachi*¹ d'hier est aujourd'hui président de la République arabe unie, qui englobe, à titre de « provinces », l'Egypte et la Syrie, et s'associe, à titre fédéral, le Yémen. Mais cette fonction officielle ne recouvre qu'une

1. Terme militaire d'origine turque : « chef de mille », correspondant à lieutenant-colonel.

faible partie de son pouvoir réel. Pour les masses arabes, des cités populeuses du Levant aux villages mésopotamiens, et jusqu'au fond des oasis de la Péninsule, il est le héros sans égal, le chef incontestable, le maître.

L'opinion occidentale, qui se flatte d'être objective, a longtemps tardé à reconnaître l'ampleur et la force du « mythe » nassérien, faute de pouvoir en analyser les raisons. Sans doute, en effet, Gamal Abdel Nasser n'est-il pas le premier de ces officiers arabes qui, navrés et scandalisés par la défaite de 1948 devant Israël, ont chassé des gouvernants qu'ils jugeaient incapables et indignes, et assumé à leur place, pour sauver le peuple et l'Etat, les responsabilités du pouvoir : Husni Zaïm et Adib Chichakli l'ont, en Syrie, précédé dans pareille entreprise. Mais, à leur différence, il a su garder les rênes, si ce n'est par intelligence raisonnée, du moins par un sûr instinct qui ressemble fort au sens politique ; il a éliminé aussi bien son sage aîné, le général Néguib, que les inquiétants activistes de la confrérie des Frères musulmans, que la plupart de ses premiers compagnons de lutte, et que les politiciens retors, vétérans des luttes nationales.

Nasser, en effet, n'a pas non plus été le premier en Egypte à lutter contre les « traités inégaux » qui consacraient et concrétisaient la présence et l'influence de l'étranger. Contre les Britanniques, il n'a pas été jusqu'à la guérilla, comme le Wafd en 1951. Mais il a su négocier et obtenir, en août 1954, l'évacuation des bases du canal de Suez, qui s'achèvera en juin 1956.

Sa politique extérieure a parfois subi des échecs. Tout en poursuivant, fût-ce au défi du droit, le blocus d'Israël jusque dans le canal de Suez, il n'a pu, avant le choc de 1956, faire progresser la solution du problème palestinien. Ni sur le Soudan, que Néguib avait presque séduit, ni sur la Libye, il n'a su étendre l'hégémonie égyptienne dont il rêvait. Les Etats-Unis lui ont assuré, comme à tout demandeur, leur

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

aide ; mais c'est l'Iraq que la politique anglo-saxonne a pratiquement investi en Orient des grandes responsabilités profitables. Les Soviets ne lui concéderont que bien tard, et bien chichement, en vue de la construction du haut barrage d'Assouan, œuvre capitale pour la survie économique du pays, ces crédits à long terme dont l'espoir lui a fait négliger les offres américaines.

Mais, grâce à une extraordinaire faculté de retournement, Nasser a toujours su, très vite, masquer ses échecs et les « recouvrir », en quelque sorte, par des exploits que l'opinion arabe a seuls retenus. Déçu par ses immédiats voisins d'Afrique, il a séduit une bonne partie des pays de l'Asie antérieure. Paralysé par les restrictions occidentales : obligation de respecter le *statu quo* politique de l'Orient, limitation des ventes d'armes, restriction de crédits, il s'est retourné vers les Soviets : la fourniture, sans restrictions ni réserve, des armes tchèques et russes, à partir de septembre 1955, a constitué pour lui un succès retentissant : de la sorte, en effet, l'Egypte contrebalançait l'Iraq, préféré par les Occidentaux, et faisait peser sur Israël une menace majeure, redevenant ainsi la glorieuse avant-garde des pays arabes contre l'ennemi commun.

Dans un style analogue, Nasser a masqué l'échec du projet du haut barrage d'Assouan, en proclamant la nationalisation du canal de Suez. Ses troupes ont été mises en déroute dans le Sinaï par les Israéliens et chassées de Port-Saïd par les Franco-Britanniques ; cependant, non seulement il a su résorber ce désastre militaire dans un triomphe diplomatique de grande envergure, en obtenant que l'O. N. U., les Etats-Unis et l'U. R. S. S. contraignent Grande-Bretagne, France et Israël à interrompre les opérations et à évacuer le sol égyptien, mais encore il a réussi à transformer aux yeux des peuples arabes, par une habile propagande, ces défaites militaires en faits d'armes éclatants.

Le prodigieux prestige ainsi acquis par Nasser dans tout l'Orient n'a cessé depuis lors de s'accroître. Après l'avoir

sauvé, les Etats-Unis n'ont su s'ils devaient l'aider comme un nationaliste sincère ou le tenir en lisière comme un dictateur ; leurs hésitations ont montré à tous qu'ils le redoutaient. Ses projets économico-sociaux, tels que la réforme agraire et la mise en valeur de la « Province de la Libération » (Fayoum), ont tourné court, mais seul l'Occident a vu dans ces insuccès une faiblesse du régime ; pour les Arabes, dans la mesure où ils ont été perçus, ils n'ont constitué qu'une raison de plus de haïr l'impérialisme, fauteur de ces difficultés ; les bruyantes intentions réformatrices, d'ailleurs sincères, de Nasser, suffirent à sa renommée. Pour les foules arabes, Nasser est non seulement un Bismarck dont on peut attendre la réalisation de l'unité, mais encore, par l'ambitieuse ampleur de ses desseins sociaux et son hostilité effective aux gouvernements conservateurs soutenus par l'étranger, une sorte de Garibaldi. Certes, bien des îlots de résistance subsistent, et les rivalités inter-arabes, nous le verrons, sont loin d'être apaisées ; mais, aux yeux du plus grand nombre, l'étoile de Nasser monte et promet un avenir radieux.

Le prestige de Nasser est, de la sorte, plus grand sans doute hors d'Egypte, où l'on peut ne voir que son efficacité au service de la cause arabe, que dans le pays même, où l'éclat de cette action éblouit certes le plus grand nombre, mais laisse encore quelques autres, à divers échelons de la société, constater certains faits. C'est ainsi que le souvenir des fuyards du Sinaï et de la grande peur du Caire au début de novembre 1956 empêchent d'aucuns, rares il est vrai, de croire que Nasser a été militairement vaincu. On peut constater aussi que, bénéficiaire de divers accommodements, appuis et succès partiels (déblocage de capitaux à Washington et Londres, accord avec l'ancienne Compagnie de Suez, coopération financière et technique limitée des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'U. R. S. S., relations économiques avantageuses avec l'Allemagne, la France, etc.,

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

exploitation normale et rentable du canal de Suez), l'économie égyptienne reste précaire et au fond médiocre ; elle dépend de son coton, pas toujours aisé à vendre et objet de concurrences diverses, et, faute de suffisamment d'eau retenue (donc de terres irriguées et d'énergie hydro-électrique), elle ne peut disposer ni des possibilités gigantesques de production à bon marché de coton de haute qualité qui lui vaudraient presque un monopole mondial, ni des cultures vivrières et du développement industriel qui assureraient à sa population en expansion démographique constante un niveau de vie suffisamment élevé et stable. La vraie solution demeure la construction du haut barrage d'Assouan, objectif encore inaccessible à terme prévisible. L'amélioration du canal de Suez, projet moins ambitieux, plus à sa portée, mais cependant grandiose, lui vaudrait un rang décisif dans le transit pétrolier, ainsi que des ressources fortement accrues, mais encore insuffisantes pour une solution totale du problème social et économique ; encore le terme, s'il peut ici être actuellement calculé, reste-t-il lointain. Quant à la réforme agraire, pas plus ici qu'ailleurs elle n'a dépassé le stade des réalisations très partielles, de valeur surtout psychologique. La crise économique-sociale reste donc latente en Egypte.

Dans le domaine politique, la situation est certainement plus saine. L'opposition : Wafd, monarchistes, Frères musulmans, extrémistes de gauche, a été écrasée ou réduite au silence ; ce qui en demeure secrètement n'est certes pas insignifiant, mais reste actuellement sans puissance ; et si l'incertitude économique et sociale concourt à l'entretenir, les succès extérieurs du nassérisme, dont nous n'avons pas encore fait la revue complète, lui ôtent beaucoup de son possible crédit. Tant que Nasser fait des émules à Bagdad, s'impose à Damas, trouble Washington, compte à Moscou, intéresse Belgrade et Pékin, pose des problèmes à Londres et à Paris, il serait naïf de penser qu'il puisse être efficacement défié dans Le Caire lui-même.

La Syrie, victime volontaire sur l'autel de l'unité

C'est peut-être aujourd'hui la Syrie qui constitue le meilleur exemple de cette efficacité nassérienne. En effet elle est maintenant comme l'Egypte, mais évidemment au second rang, une province de la République arabe unie, créée au début de cette année et présidée par Nasser, et cette réunion de la Syrie semble bien avoir été le premier fait qui ait révélé à l'Occident, tardivement d'ailleurs, la puissance de l'attraction exercée en pays arabe par le dictateur égyptien.

Féru d'indépendance, foyer d'un réel particularisme national, mais exaltée par un goût violent de l'arabisme, et menée par une élite à l'esprit mobile et vif, la Syrie a fait, au début de cette année, le sacrifice de son indépendance de droit au profit de l'unité arabe. Après avoir esquissé le bilan des forces dans l'Orient contemporain et retracé, en fonction de ses thèmes dominants, l'évolution politique récente de cette région, nous comprendrons mieux les conditions et les raisons de cet étonnant sacrifice ; nous apercevrons peut-être mieux aussi sa portée et ses chances de durée.

Contentons-nous de souligner ici que ce sabotage politique n'a guère été qu'un moment dans une crise syrienne ouverte de longue date et qui, sous des formes diverses, subsiste au même titre que la personnalité réelle de ce pays. Revenue, le 28 février 1954, après cinq ans de paternalisme populaire sous la dictature militaire, à un régime parlementaire que son degré d'évolution et d'éducation politique lui a permis de faire fonctionner plus strictement que nulle part ailleurs dans l'Orient arabe, la Syrie n'a pu cependant trouver, dans le libre jeu des partis et des courants d'opinion, le moyen de résoudre immédiatement ses plus urgents problèmes politiques.

La Syrie souffre chroniquement d'un sentiment d'isolement qui, dans les derniers mois de son existence politique

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

séparée, a pris les proportions pathologiques de la fièvre obsidionale. Elle se trouve d'emblée particularisée par les souvenirs historiques de Damas, jadis capitale de la dynastie des Omeyyades, et par l'empreinte de la culture, voire un instant du mandat français, facteurs non négligeables de son esprit républicain. Trop engagée cependant au cœur du monde arabe pour se sentir solidaire d'un Liban dont la vocation est d'être un trait d'union entre Orient et Occident, la Syrie s'est trouvée cernée, en quelque sorte, par des cercles superposés de méfiance et d'hostilité : front maussade de la Turquie vers l'arabisme, alliance des monarchies hachémites d'Iraq et de Transjordanie puis Jordanie, visant à l'unification d'un « Croissant fertile » dominé par Bagdad ; coalition irako-turque du pacte de Bagdad ; danger du sionisme, puis d'Israël, dont les avant-postes sont à moins d'une heure d'auto de la capitale syrienne ; constellation de la doctrine Eisenhower à laquelle se rallient en fait tous les Etats qui l'entourent. Méfiante, exagérément peut-être, à l'égard de l'aide américaine (le général Chichakli lui-même avait refusé l'aide du Point IV), la Syrie ainsi isolée se tourne, d'un geste également excessif, vers une exclusive aide russe dont les proportions deviennent telles, l'été 1957, que les pays voisins et les Etats-Unis même réagissent avec une visible méfiance qui accroît encore les susceptibilités syriennes.

A ces diverses tensions et pressions, un Etat fortement uni eût peut-être fait aisément face, mais en Syrie coexistaient un nationalisme (surtout damascène) particulariste, un socialisme baassiste anticommuniste, mais féru d'unité arabe, un populisme (surtout alépin) pro-iraquien pour des motifs essentiellement économiques, une armée que son patriotisme même jetait dans la politique et qui s'enchantait du prestige nassérien, des conservateurs effrayés par la vigueur des forces de gauche et par le poids de l'aide soviétique, des activistes pseudo-fascistes, des utopistes musulmans, des trublions et des ambitieux d'extrême gauche.

Nous comprendrons mieux, après avoir examiné les mobiles du courant unitaire arabe et les raisons supplémentaires de sa force actuelle, comment toutes ces diversités syriennes ont pu soudainement se rencontrer, un jour de l'hiver dernier, pour un rassemblement enthousiaste sous l'égide du président Nasser. Mais il faut dès maintenant noter qu'en dépit du prestige de ce nom, l'intégration de la Syrie à l'Égypte se révèle laborieuse ; non seulement sur le plan politique, où tous les traits du particularisme syrien subsistent, provoquant de graves querelles intestines et mettant à rude épreuve les nerfs des administrateurs égyptiens, souvent maladroits d'ailleurs, mais surtout dans le domaine économique, où les intérêts divergent si évidemment que les autorités du Caire, elles-mêmes, semblent hésiter à rendre effective une unité qui contredit la nature des choses et le sens jusqu'ici habituel des intérêts. La fièvre syrienne ne tombe donc pas. L'aide de la République arabe unie à la rébellion libanaise semble bien une manifestation propre de la province syrienne, et tout particulièrement le fait des socialistes du *Baas* et des militaires les plus exaltés ; tout fait penser que Nasser, redoutant que l'entreprise ne soit dangereuse et prématurée, l'a seulement tolérée à titre de dérivatif pour l'impatience des Syriens.

A cette persistante crise syrienne, les événements de juillet apportent deux facteurs nouveaux, en principe calmants, mais qui selon toute apparence provoqueront, à terme, de nouvelles réactions. D'une part la monarchie hachémite s'est écroulée à Bagdad ; d'autre part, une solution de compromis prévaut à Beyrouth. Ainsi se desserre, de deux côtés, l'étai multiple dans lequel la Syrie se sentait, à tort ou à raison, étranglée. Du même coup, celle-ci devrait logiquement se sentir moins obligatoirement liée à l'Égypte ; et d'ores et déjà s'élèvent à Damas, avec l'écho de cris de joie pour Bagdad et de réserves boudeuses pour Beyrouth, des rumeurs favorables à une formule arabe plus confédérale

qu'unitaire, en même temps que plus extensive que l'actuel État unifié. Mais la complexité syrienne pourrait-elle se réduire à des vues aussi simples, et la politique nassérienne rendre si vite la main à une province qui s'est déjà révélée trop rétive ? D'ailleurs, aux yeux du Caire comme à ceux de Washington et de Londres, d'autres pays que la Syrie bénéficient peut-être d'une considération d'urgence : la Jordanie et les territoires périphériques de l'Arabie, bastions d'une politique britannique orientale qui n'a pas renoncé.

III. AVEC LES DERNIERES MONARCHIES ARABES, L'ISRAEL MODERNE FAIT UN VIF CONTRASTE

La Jordanie et les bastions britanniques à la périphérie de la Péninsule arabe

Associé mineur du royaume d'Iraq dans le jeu anglo-hachémite en Orient, plus faible et apparemment plus menacé que lui, le royaume de Jordanie, en cette fin de juillet 1958, lui survit. Cependant, alors que sous la forme républicaine l'Iraq semble avoir trouvé un nouvel équilibre, la Jordanie demeure instable et fiévreuse ; et l'on peut redouter de voir à Amman, aux premières difficultés graves, non seulement s'écrouler le régime, mais peut-être se dissoudre l'État et disparaître le pays.

La petite monarchie quasi bédouine de Transjordanie, peu à peu autonome sous discrète tutelle britannique, est en 1948 devenue l'État de Jordanie. Du désastre palestinien elle a recueilli alors, en effet, d'une part quelques cantons qui l'agrandissent, mais d'autre part un surcroît de population, avec la paysannerie et la bourgeoisie de Cisjordanie (Jérusalem, Hébron, Naplouse, Samarie) et surtout plus de cinq cents mille réfugiés arabes issus des territoires devenus l'État d'Israël.

L'état d'esprit et l'équilibre politique du pays se sont

trouvés, de la sorte, gravement modifiés ; l'influence de l'Égypte nassérienne s'est exercée sur le pays, à l'encontre de l'autorité royale hachémite. Celle-ci, sévèrement avertie par des troubles tels que ceux déclenchés, à l'automne 1955, à l'occasion du passage du chef d'état-major impérial, le général Templer, a d'abord composé ; en mai 1956, le roi Hussein a renvoyé le plus voyant de ses conseillers et mentors britanniques, le général Glubb ; à la suite des élections pro-nassériennes du 21 octobre 1956, il a entériné la conclusion d'une alliance militaire égypto-syro-jordanienne ; enfin il a renoncé aux subsides des Britanniques, qui ont évacué les bases aériennes encore tenues par eux dans le pays.

Au lendemain de la crise de Suez, le souverain jordanien a cependant saisi la première occasion de se libérer de cette pression combinée de l'opinion nationaliste interne et de l'étranger ; en avril 1957, avec l'aide de quelques contingents séoudites expédiés par le souverain voisin, et avec l'appui virtuel de la 6^e flotte américaine ancrée alors dans les eaux du Levant, il a congédié le Parlement pro-nassérien et mis en place un ministère « modéré » à sa dévotion. Bien qu'il n'ait cessé de demeurer vigilant sur ses confins israéliens, les plus agités de la périphérie d'Israël depuis qu'une force de l'O. N. U. garde la ligne de démarcation vers le Sinaï, le nouveau gouvernement jordanien n'a évidemment pas conservé l'estime et l'appui de l'Égypte et de ses clients ; et les versements arabes qui devaient remplacer les subsides britanniques n'ayant été que très partiellement honorés, pour être bientôt complètement interrompus, il a recouru derechef aux facilités du Trésor britannique, en même temps que l'économie nationale, d'ailleurs squelettique et précaire, continuait de bénéficier d'une aide américaine.

Revenus ainsi, bien que de manière peu formelle, dans l'orbite anglo-saxonne, le trône et le gouvernement d'Amman ont, avec l'aide de l'armée et de la police et de la fraction transjordanienne de la population, mais en vive opposition

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

contre la majorité nationale, faite de Palestiniens, entrepris de faire échec aux ambitions nassériennes. A la constitution, par le dictateur égyptien, de la République unie, ils ont riposté en formant avec l'Iraq, le 14 février 1958, une confédération hachémite qui a pris le titre d'Union arabe.

L'assassinat, le 14 juillet 1958, à Bagdad, du roi Faysal d'Iraq, président de cette Union, et du premier ministre de celle-ci, Nouri Pacha Saïd, a ouvert à Amman une crise grave. Devenu, formellement du moins, de par le décès dramatique de son cousin, chef de l'Union, le roi Hussein a laissé voir un instant des velléités de reconquérir, au nom de cette fédération, le territoire iraquien ; mais, s'estimant lui-même menacé d'un sort tragique, il a fait appel à la protection de la Grande-Bretagne, qui a expédié le 16 juillet une brigade parachutiste sur l'aéroport de la capitale. Le caractère exceptionnel de pareille mesure, et le fait que, désirée par les autorités régulières de la Jordanie, elle est secrètement et vivement réprouvée par la très grande majorité de l'opinion publique, illustrent l'acuité de la crise jordanienne. Dans l'Orient troublé, que remue le nassérisme, la Jordanie apparaît donc, théoriquement, comme un point d'appui occidental, voire même une place d'armes ; en fait, il s'agit tout au plus d'un avant-poste très exposé dont beaucoup, parmi les Anglo-Saxons eux-mêmes, pensent que la conservation par la force constitue un danger et un risque d'affaiblissement et de complications, plutôt qu'un facteur de puissance et d'action efficace.

Moins aventurées malgré tout paraissent les autres positions conservées encore par la Grande-Bretagne à la périphérie orientale de la Péninsule arabique. Il s'agit d'abord d'une colonie de la Couronne, Aden, puis d'une série de territoires relevant de petits chefs ou potentats locaux liés à Londres par des « traités de consultation », *Advisory Treaties* : « protectorats » occidental et oriental d'Aden (Lahej, Hadramaout, etc.), sultanat de Mascate, cheikhats de la Côte de la Trêve (Abou Dhabi, etc.), île de Bahrein,

émirats de Qatar et de Koweït. Outre leur valeur de position, qui a suscité la présence de la Grande-Bretagne au temps où celle-ci entendait jalonner ainsi diverses variantes de la route des Indes, et qui subsiste sous la forme renouvelée de postes de revers au flanc de l'Orient arabe, ces territoires présentent l'intérêt de recéler soit des probabilités, soit, pour les trois derniers cités, des réalités actuelles de production pétrolière ; l'émirat de Koweït, en dépit de l'exiguïté de son territoire d'ailleurs à peine peuplé, est actuellement au premier rang des producteurs pétroliers en Orient, surclassant même la vaste Arabie Séoudite.

A des degrés divers et sous des formes variées, ces territoires sont touchés par les mouvements arabes, de plus en plus fréquemment sous l'inspiration de Nasser ; les Britanniques s'efforcent, en aidant leurs maîtres à se défendre, de conserver leurs propres positions. En certains cas, particulièrement sur la face sud-est de la Péninsule arabique, il s'agit de véritables rébellions, plus ou moins ouvertement soutenues du dehors. Si, en 1955, l'affaire de Bouraïmi n'a été qu'une vive contestation de frontières, soulevée par les Séoudites contre le cheikh d'Abou Dhabi efficacement épaulé par les Britanniques, dès juin 1956 la révolte de l'Oman met en jeu la souveraineté du sultan de Mascate sur une partie importante de son territoire, où les agents du Caire prétendent installer un pouvoir « indépendant », et dès la fin de la même année les combats dans les confins occidentaux d'Aden, survenus avec des rebelles soutenus par le Yémen, visent en fait à détacher de la tutelle de Londres les protectorats de cette région.

Ainsi est-il possible de reconnaître en ces divers incidents l'effet de desseins assez vastes, orchestrés au Caire ; mais en ces pays de structure archaïque, les événements se déroulent encore sous les formes traditionnelles du soulèvement de tribu ou du coup de main de clan, et les vieux routiers éprouvés de l'Orient britannique, appuyés par de faibles contingents et par la *Royal Air Force*, trouvent là le der-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

nier domaine où employer efficacement leur expérience et leur savoir-faire. En ce début de l'été 1958, l'effervescence paraît calmée dans l'ensemble de ces territoires marginaux ; le trouble qui subsiste dans un seul d'entre eux, le sultanat de Lahej, provoque le 10 juillet une réaction britannique du style colonial le plus pur, la déposition du sultan, et en dépit de quelques protestations, le procédé se montre efficace ; on hésite toutefois, même en certains milieux britanniques, à croire que pareilles méthodes puissent longtemps encore se survivre.

Dans les petits territoires de la face nord-est de la Péninsule, du moins à l'ouest de la Côte de la Trêve, les choses se présentent déjà d'une manière bien différente. Qatar, Bahrein et surtout Koweït, mieux ouverts d'ailleurs aux influences et pénétrations occidentales que les pays montagneux du sud, ont été visités par les prospecteurs avec un tel succès que l'exploitation pétrolière est devenue pour eux la seule réalité, politique et sociale aussi bien qu'économique. C'est par la technique industrielle et financière moderne que Londres renforce les liens politiques tissés jadis avec ces petits souverains ; bénéficiaires de fastueuses *royalties*, ils laissent à la Cité le soin de gérer les fonds que ni leur luxe, ni leurs largesses ne parviennent à épuiser ; et un émir de Koweït résiste donc assez aisément à la tentation, murmurée par Le Caire, de faire de son petit Etat le « frère banquier » de la Ligue arabe ou de quelque nouvelle fédération, en même temps que son large paternalisme facilite le gouvernement de ses nombreux sujets. Parcils édifices risquent cependant des fissures, dont les premiers signes s'annoncent : il se constitue là aussi, à échelle si réduite que ce soit, un prolétariat arabe sensible à diverses forces subversives ; une opinion publique commence de surgir, naturellement sous l'inspiration du prestige nassérien ; quelques surenchères étrangères, japonaises par exemple, menacent le quasi-monopole des pétroliers britanniques et de leurs associés.

En envoyant des parachutistes à Amman le 16 juillet,

Londres a pu avoir le sentiment de défendre préventivement Koweït, et de façon plus immédiate, Aden. Ce sentiment était légitime, mais les degrés d'urgence restent, à coup sûr, différents.

Deux Etats médiévaux engagés dans le siècle : Arabie Séoudite et Yémen

Pour ces petits territoires de la marge arabe compte aussi, on l'aura déjà senti, la présence à leur revers des deux Etats majeurs de la Péninsule, Arabie Séoudite et Yémen. Dans le passé déjà, il a fallu parfois renforcer d'artifices diplomatiques les obstacles, montagnes ou déserts, qui les séparent ; ainsi est née entre Koweït et l'Arabie Séoudite une « zone neutre », elle aussi enfiévrée, par la suite, par la surenchère des pétroliers.

Arabie Séoudite et Yémen ont été « saisis par le siècle » alors qu'ils conservaient encore, la première dans le puritanisme wahabite, le second sous un imamat zeidite¹, la stabilité traditionnelle de leurs institutions médiévales. Leurs réactions, certes différentes, ont tendu, dans les deux cas, à préserver les souverains des effets de la crise de l'Orient modernisé ; dans une certaine mesure, le succès a couronné, provisoirement du moins, ces tentatives conservatrices.

En Arabie Séoudite, le roi Abdelaziz Ibn Séoud, comme après lui le roi Séoud Ibn Abdelaziz, ont évité de se laisser enfermer dans le dilemme : « Ford ou Gandhi ? » entre les deux termes duquel certains observateurs occidentaux prétendaient les contraindre ; mais ils ont entendu être, jusqu'à un certain point, Ford et Gandhi. Le monarque séoudite a donc emprunté à l'Occident moderne ses procédés : voitures automobiles et liaisons radio pour contrôler la

1. Sur cette forme de chiisme, voir notre ouvrage précité sur *L'Islam et les musulmans d'aujourd'hui*, p. 181.

steppe et les nomades, puis exploitation pétrolière pour assurer ses finances ; mais il a refusé de participer à son esprit, et il a continué de soumettre ses sujets à la dure morale traditionnelle à laquelle seuls échappent, avec lui-même, les membres de sa famille et les instruments de son gouvernement. Bientôt, les gigantesques revenus de l'exploitation pétrolière, concédée par lui à des sociétés américaines, ont accru à la fois les moyens de sa puissance et les fastes de son luxe, sans nullement amoindrir ses prétentions intégristes ni la sévérité de sa fêrule. Il a prétendu, de la sorte, cumuler prébendes occidentales et prestige musulman, et les Américains l'ont complaisamment suivi : au moment où ils ont lancé la doctrine Eisenhower, ils l'ont accueilli à Washington avec des égards inaccoutumés ; ils ont alors fait de lui le champion de leur politique et, en dépit du caractère médiéval de son gouvernement, une sorte de fidéicommissaire de l'Occident en Orient.

Si souple que se soit toujours montrée, dans les affaires arabes, la politique séoudite, qui même au sujet de la Palestine avait constamment préféré les affirmations de principe et les attitudes aux interventions effectives, elle ne put, ou ne voulut longtemps soutenir la gageure que lui imposait ce solennel endossement de la doctrine Eisenhower. Elle concourt efficacement, au printemps 1957, au sauvetage de la dynastie jordanienne : mais elle demeure impuissante, durant l'été de la même année, lorsque les Etats-Unis en attendent en Syrie une médiation, que de son côté le gouvernement de Damas cesse vite de souhaiter. Et l'évolution ainsi amorcée a continué de se poursuivre en dépit de nuances parfois contradictoires ; dès l'automne, le fait même d'une adhésion séoudite à la doctrine Eisenhower est pratiquement renié ; au printemps suivant, si Le Caire ne reçoit, à la différence de Bagdad, aucunes félicitations de Riadh pour ses réalisations unitaires arabes, et si l'on peut, à Damas, dénoncer à grands cris un complot séoudite contre le nouveau président de la République arabe unie, une concession

est, aussitôt après, faite à Nasser : le roi Séoud confirme solennellement à son frère Faysal, réputé pro-nassérien, une délégation de pouvoirs déjà ancienne, mais restée lettre morte, et il élimine, avec de grands éclats, quelques « mauvais » conseillers syriens et palestiniens.

En fait, cette révolution de palais en Arabie semble avoir eu moins d'importance que certains observateurs occidentaux ne l'avaient cru ; le pouvoir personnel du roi n'a été nullement ébranlé. mais peut-être, au contraire, la cohésion dynastique a-t-elle été renforcée ; en tout cas, comme on a pu le constater à l'occasion des récents événements du Liban, d'Iraq et de Jordanie, la politique extérieure du royaume séoudite demeure prudemment réservée. On peut cependant conclure que les rêves américains d'un décisif appui séoudite en Orient ont été complètement déçus.

La menace d'une crise intérieure figure-t-elle parmi les raisons, obscures comme il sied, de l'attitude actuelle de la monarchie séoudite ? Certes, moins encore qu'en Iraq où les bénéfiques pétroliers servaient au progrès économique sinon au bien-être social, les intérêts immédiats du peuple n'ont compté, en Arabie Séoudite, pour l'affectation des *royalties* ; celles-ci ont presque exclusivement servi, soit à l'influence politique à l'extérieur, sinon même à la corruption, soit aux dépenses personnelles du roi, des princes et de leurs familiers, si désordonnées que le Trésor s'est parfois trouvé vide, voire même endetté. On a, d'autre part, pu constater, à l'occasion, des signes d'agitation parmi les ouvriers des exploitations pétrolières du golfe Persique, et le développement d'une certaine mauvaise humeur, partagée peut-être par certains princes, dont l'émir Faysal, au sein de la bourgeoisie du Hedjaz. Mais l'une et l'autre de ces classes sociales sont sans doute trop réduites, l'ascendant du souverain sur les tribus trop étendu, et la force de l'appareil politique trop considérable, pour que de tels mouvements aient d'autre signification que celle de signes précurseurs. Cependant la propagande de Nasser s'exerce sans relâche, et le calme

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

actuel de l'Arabie Séoudite est peut-être plus apparent que réel.

Au Yémen, des structures également archaïques donnent une même impression de stabilité interne ; mais il faut tenir compte, ici, de la proximité d'Aden, des tentations que les territoires « irrédentes » des protectorats offrent aux ambitions de l'imâm, et des parades que les agents britanniques peuvent essayer de faire porter jusqu'au cœur même des pouvoirs yéménites. L'imamat zeidite, institution de droit divin, a tenu le Yémen aussi soigneusement que possible à l'écart des influences du siècle ; il a répugné même à emprunter, comme l'a fait l'Arabie Séoudite, des moyens d'action à l'Occident. Il n'a pu, pour autant cependant, éviter des remous, parfois sanglants, à l'intérieur même de la dynastie : l'imâm Yahia est mort assassiné en février 1948, et Aden accueille fréquemment des princes et notables dissidents qui, sous l'étiquette de « libéraux yéménites », reçoivent des Britanniques un concours nullement désintéressé. On a déjà mentionné, en effet, les revendications du Yémen sur les « protectorats occidentaux » d'Aden, et rappelé les combats qui, au début de cette année encore, se sont déroulés sur les confins. Associé à titre fédéral, le 8 mars 1958, à la République arabe unie, le Yémen, apparaît ainsi comme un avant-poste nassérien face au bastion britannique d'Aden ; il n'a cependant pas, pour autant, sensiblement accru son ardeur offensive au cours des derniers mois.

Une écharde dans la chair arabe : Israël

Reste enfin, sur la frange méditerranéenne du monde arabe, enfoncé en celui-ci comme une écharde dans la chair, l'Etat d'Israël : violent facteur de crise pour les peuples voisins, lui-même en crise intérieure presque constante ; mobilisant d'ailleurs à son profit les ressources et les émotions du

judaïsme mondial, mais devant, à son tour, tenir compte des tendances, souvent différentes des siennes, de cette diaspora.

En cette fin de juillet 1958, cependant, le nom d'Israël ne retentit que peu dans les tragiques éclats du drame oriental. La crise de l'automne 1956, au cours de laquelle cependant Israël a pris les armes contre les forces égyptiennes du Sinaï, et a pu avoir le sentiment d'être, par l'Occident même, frustré d'une victoire, s'est en effet terminée pour lui par une sorte d'apaisement partiel et précaire, mais bénéfique. Les forces de l'O. N. U., en cordon entre les antagonistes israéliens et égyptiens, « refroidissent » efficacement la ligne de démarcation, si brûlante naguère, entre Négueb et Sinaï ; postées à Charm ech Cheikh, face au détroit de Tiran, elles assurent enfin, à travers le golfe d'Akaba, le trafic israélien à partir du nouveau port oriental d'Eilath, véritable poumon qui ouvre à l'économie juive les vastes espaces de l'Asie. Israël n'a, dès lors, plus qu'un seul front virtuellement actif ; si l'on néglige les confins, toujours relativement calmes, du Liban, et l'étroit secteur syrien, inquiet, mais en face duquel l'assèchement des marais du Houlé a cependant pu se faire admettre, cette frange enfiévrée se réduit, de Tibériade à Akaba, au seul voisinage de la Jordanie.

Certes, les soucis d'Israël ne se limitent pas à la ligne de démarcation, symbole brûlant de son insertion difficile et dramatique en un monde arabe hostile. Il lui faut aussi, et même d'abord, vivre en un demi-blocus, en songeant aussi bien à développer énergiquement, à force de travail, d'ingéniosité et d'efforts, ses ressources internes, qu'à obtenir les indispensables concours du monde extérieur et particulièrement du judaïsme mondial ; et cette dernière obligation exige des ajustements exténuants, car l'esprit de la diaspora, généralement libérale, ou conservatrice à tendances religieuses, correspond mal à l'idéologie socialiste, majoritaire dans le pays même. A l'intérieur de l'Etat, l'équipe socialiste, d'ailleurs, ne peut œuvrer qu'à grand-peine ; elle s'exaspère ou s'ankylose devant les objections religieuses ou capi-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

talistes, et les structures coopératives ou collectivistes s'usent à cause du vieillissement et de l'embourgeoisement des pionniers, et aussi de l'impitoyable assaut des faits. Cependant c'est là un mal désormais chronique, passionnément discuté au sein du peuple israélien lui-même, mais qui retentit peu au dehors. En revanche, l'antagonisme avec la Jordanie est actuel et bruyant ; le 26 mai, un violent incident sur le mont Scopus, dans la banlieue nord de Jérusalem, au cours duquel le chef canadien des observateurs des Nations Unies trouve la mort, atteste encore sa constante virulence.

Les parachutistes britanniques qui, le 16 juillet, s'établissent sur l'aérodrome d'Amman, réconfortent donc un gouvernement arabe allié sans doute à l'Occident, mais dont Israël n'a nullement à se louer. Aussi le gouvernement juif de Jérusalem se plaint-il que le « pont aérien » de Chypre en Jordanie enjambe son territoire ; il ne concède en fin de compte qu'une précaire autorisation de survol, bientôt à demi révoquée.

Nous sommes ici en face d'un subtil détour de la crise orientale, qui en fait sentir toute la complexité. Bien des choses se passent comme si l'Israël d'aujourd'hui, à la différence de tant d'observateurs occidentaux, et surtout des Etats orientaux alliés ou associés de l'Occident, ne voyait pas nécessairement en Nasser, aussi sommairement et décidément qu'eux, l'irréconciliable trublion de l'Orient : on a relaté ci-dessus les dispositions de fait qui, depuis la fin de 1956, avaient en effet résorbé ou masqué les principales occasions de conflit direct entre Israël et l'Egypte. Ces éléments nouveaux, si importants qu'ils soient, ne suffisent peut-être pas d'ailleurs à expliquer complètement l'attitude présente d'Israël à l'égard du mythe nassérien et des bouleversements si graves qu'ils provoquent en Orient. On a remarqué, sans parvenir à l'expliquer rigoureusement, le sang-froid avec lequel le gouvernement israélien, par exemple, a accueilli la création de la République arabe unie. Faut-il penser qu'à ses yeux, une certaine entente est moins irréalisable avec un

voisin arabe puissant, mais unique, et avec un homme politique suffisamment prestigieux pour faire accepter par les siens ses décisions, fussent-elles impopulaires, qu'avec une sorte de meute d'adversaires rivalisant et surenchérissant entre eux, menés par des maîtres trop faibles pour ne pas recourir, afin de se maintenir, à l'excitation permanente de leurs sujets contre le danger israélien, représenté comme étant à l'origine de tous leurs maux ?

Cette hypothèse semble quelque peu corroborée si l'on observe, d'autre part, que loin de se poser en entité irrédûciblement différente, Israël suggère qu'il n'est autre, après tout, qu'un Etat oriental, et laisse ainsi penser qu'il pourrait fort bien s'entendre avec ses voisins orientaux. Ce n'est pas Israël, c'est une certaine propagande arabe qui représente cet Etat comme une émanation de l'Occident, un fragment de l'Europe abusivement insérée dans le sol du Levant arabe. En Israël, au contraire, on remarque à l'occasion que la population comporte, grâce au jeu de l'immigration, une proportion croissante « d'Orientaux » (juifs venant du Yémen, de l'Iraq, de la Libye, du Moghreb) ; la nation devient, de plus en plus réellement, orientale, et de mieux en mieux à sa place là où elle est. Pareille considération n'élimine certes pas les controverses quant à l'appropriation d'un territoire que les Arabes tiennent pour leur : l'usage qui en est fait montre cependant une tendance à rechercher accommodement et accord, et bien d'autres signes témoignent, chez certains Israéliens, d'un désir parfois non équivoque de négociation.

Ce n'est point encore ici le lieu de discuter les perspectives ainsi esquissées. Mais, en achevant par ce dernier trait un tableau sommaire du désordre de l'Orient en crise, on peut au moins faire sentir, une fois encore, l'extrême diversité des éléments, objectifs ou sensibles, qui entrent ici en jeu. Une conclusion semble s'imposer : c'est, précisément, qu'un exposé purement actuel des linéaments de la crise orientale ne peut suffire à fonder une opinion éclairée et

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

ferme. Il faut, de toute évidence, dépasser l'immédiat, remonter aux facteurs de base, retrouver le cheminement des grandes forces en présence et reconstituer l'évolution des lignes majeures du drame ; à ce prix seulement on pourra, peut-être, saisir l'essence, et pressentir l'ultérieur développement. C'est à cet effort d'analyse que nous allons, maintenant, essayer de nous livrer.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

II

LE DAMIER ORIENTAL ET LES PIÈCES DU JEU

Institut kurde de Paris

« La question se formule essentiellement en les termes que voici : à qui sera dévolu le contrôle de l'important carrefour intercontinental et de l'abondante aire des pétroles du Moyen-Orient ? »

Général GEORGES CATROUX.

I. L'ORIENT SEDUIT ET SE FERME, ACCUEILLE ET SE DEROBE

Une scène variée et des acteurs divers

L'exposé de la crise orientale d'aujourd'hui, que nous venons de tenter sous la forme d'une vue panoramique à la fin de juillet 1958, montre un enchevêtrement complexe d'actions et de résistances qui se déroulent sur une scène aux aspects variés, souvent contrastés. Il nous faut tenter maintenant d'analyser ces éléments.

Tout d'abord, le site : le damier oriental, dont un simple coup d'œil sur une carte montre déjà l'originalité : articulation complexe de passages, d'une importance souvent capitale, et d'obstacles ; réserve de ressources, la plupart du temps surprenantes pour l'Occidental et propres à susciter son désir,

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

mais dont le prix change du tout au tout selon les époques, en sorte que le tableau de cette région du monde est infiniment changeant.

Routes et richesses dépendent, au demeurant, beaucoup de ces hommes de l'Orient, qui peuvent les ouvrir ou les interdire, et qui au cours de l'histoire alternent en effet ces attitudes. Et la variété de ces hommes, quant à la race, la langue, la religion, est extrême elle aussi ; elle recouvre le complexe géographique d'une bigarrure sociale et nationale, non moins mouvante d'ailleurs que le dessin des valeurs vénales.

C'est, en dernière analyse, les facteurs de ces variations qu'il est important de connaître. On aboutira donc à un essai de recensement des forces, dans la mesure où elles jouent à notre époque : forces de mouvement ou de conservation, impulsions idéalistes ou efforts intéressés, poussées locales et ambitions étrangères.

Les grandes voies à travers l'Orient

Le Proche-Orient est situé à la jointure de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe. Au point capital où se rencontrent, ainsi, les trois vieux continents, il présente, avec l'alternance de profondes identations marines et de seuils terrestres, une extraordinaire combinaison de passages et d'obstacles, dont l'homme s'ingénie d'ailleurs à accroître, de manière positive ou négative, l'efficacité.

Ces traits géographiques sont bien connus, mais réfléchit-on assez à leur proximité, à leur enchevêtrement si remarquables, qui donnent à l'Orient une configuration infiniment articulée, en contraste avec les masses informes de l'Asie moyenne et de l'Afrique ?

Les Détroits de Constantinople, Bosphore et Dardanelles, ouvrent vers la Méditerranée le domaine de la mer Noire et de l'Orient caucasien, et surtout les plaines de Russie et

d'Europe centrale, drainées par les grands fleuves : Danube, Dniéper, Don ; à vrai dire, ce sont ces fleuves mêmes qui s'écoulent par cet exutoire, comme le montre le vif courant de ses eaux froides, à peine salées ; et au-delà de l'étroit seuil continental du Caucase se raccorde ainsi au monde méditerranéen un autre vaste système maritime et fluvial, Caspienne et Volga. Tout un ensemble nordique regarde, pour ses liaisons méridionales, vers ce passage privilégié.

Deux indentations maritimes profondes, pratiquement parallèles, le golfe Persique et la mer Rouge, elle-même prolongée par les golfes de Suez et d'Akaba, entament à partir de l'Océan Indien le socle de l'Asie antérieure. Elles préparent de la sorte, au commerce de l'Occident vers l'Asie, les voies les plus courtes et, abstraction faite des risques de la navigation le long de côtes rocheuses, accores, semées de récifs, les plus sûres. Encore faut-il, à travers les seuils terrestres, atteindre leurs extrémités. Ainsi, à partir du fond du golfe Persique, médiocrement prolongé par le Tigre et l'Euphrate, les voies caravanières classiques remontent-elles par Bagdad, Mossoul, Alep, Konia, vers les ports du Levant, ou vers le passage de Constantinople, porte de l'Europe orientale. Elles gagnent aussi, à travers l'Iran, les pays rivaux de la Caspienne et de la mer Noire.

Au-delà du cul-de-sac de Suez, les difficiles transports terrestres sont cependant, depuis près d'un siècle, remplacés par une voie d'eau, le canal de Suez, qui donne tout son sens au pédoncule de la mer Rouge. La grande voie moderne de l'Occident vers l'Orient a trouvé là son itinéraire : c'est le grand événement du siècle passé, encore très important dans le nôtre.

L'Orient se trouve caractérisé, de la sorte, par des couloirs maritimes exceptionnellement favorables, qui permettent de beaucoup réduire les trajets routiers, dirigés dès lors vers certains seuils privilégiés. Mais ces commodités ne permettent pas

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

de réaliser tous les courants nécessaires ; certains d'entre eux doivent encore emprunter de longs itinéraires terrestres. Ainsi aboutissent au Levant les grands chemins continentaux de l'extrême Asie qu'évoque une antique formule prestigieuse : la « route de la soie ».

Les obstacles : montagnes et déserts

Pour ces voies terrestres, courtes ou longues, le socle oriental n'offre pas que des facilités, loin de là. A l'obstacle ordinaire des montagnes, bien connu aussi en Europe, il ajoute celui, plus particulier et souvent plus redoutable encore, des déserts.

La montagne occupe, surtout dans la partie septentrionale du Proche-Orient, une place considérable. Le système européen des Alpes, si vaste qu'il soit, ne semble plus qu'une modeste ride auprès du formidable massif qui soude le Taurus, les montagnes de l'Arménie et du Kurdistan, le Caucase, le Zagros et l'Elbourz : ensemble compact, complexe, tourmenté, dans lequel fleuves et torrents dessinent rarement des vallées viables, mais le plus souvent des gorges inaccessibles. En outre, les côtes du Levant, de la mer Rouge et du golfe Persique sont, en maints endroits, dominées par des hauteurs, plus réduites certes, mais suffisantes pour verrouiller ces rivages : montagnes de l'Amanus, de l'Ansarieh, du Liban, du Sinaï, du Hedjaz, du Yémen, de l'Oman.

Dans la partie sud de la région, de relief généralement moins tourmenté, c'est le désert qui occupe de vastes étendues et les barre de façon non moins efficace. La steppe épuise et décourage, par son immensité et par la rareté de l'eau. Mais parfois la pierre volcanique, comme dans les Harra, ou le sable, comme dans les Néfoud, dresse par surcroît des obstacles absolus, qu'il faut pratiquement contourner ; toute une partie de l'Arabie orientale, le Rob al Khali, mérite de la sorte ce nom redoutable : « la demeure du vide ».

***Les ressources magiques :
de la Toison d'or aux pétroles***

De ces diverses barrières naturelles, cependant, l'homme a triomphé dans l'ensemble : grâce à lui, le rôle historique de l'Orient a été celui d'une route plutôt que d'un mur. C'est que, pour attirer les pionniers, cette région du monde a constamment eu, et conserve encore aujourd'hui, l'attrait de richesses que la renommée célèbre.

Les terres de l'Orient, dès que l'eau les favorise, sont celles des récoltes prodigieuses. Tous les fruits que nous connaissons en Europe n'en sont-ils pas issus ? Le limon du Nil fait croître, depuis des millénaires, des moissons renouvelées sans cesse. Les soins plus avertis des hommes font désormais jaillir cette manne d'argent, le coton, non plus sur les seules rives du fleuve africain, mais dans la Cilicie, naguère encore une « Egypte sauvage », et dans la Djézireh, centre de ce « Croissant fertile »¹, qui s'incurve entre les monts du Liban, de l'Anatolie et du Zagros. La Palestine, le Liban, la Syrie, se parent de vergers. Demain, la Mésopotamie retrouvera, elle aussi, son antique splendeur agricole. Cependant il y a autre chose encore, en ces terres d'Eden et de Canaan, que la profusion de productions généreuses, mais banales : c'est le lieu des biens magiques. Dans l'Orient, ou à travers l'Orient, quelque « Toison d'or » est toujours à conquérir.

L'antique mythe de Jason recèle, en effet, un sens permanent. Il n'est pas indifférent que ce Grec, le premier pionnier occidental en Orient, ait aventureusement franchi les Détroits pour acquérir, sur les rives du Caucase, une richesse encore inouïe. Le nom mystérieux du bien fabuleux qu'il convoitait pouvait s'appliquer au poil roux des chèvres mohair, textile incomparable, comme aux dépouilles de moutons employées par les orpailleurs pour tirer le métal précieux du sable des ruisseaux. Peu importe : l'essentiel est qu'il se soit

1. Voir croquis n° 2.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

agi d'un mythe éblouissant. A cet espoir, déçu ou comblé, à ce trésor devenu peut-être sans usage, d'autres ont succédé au cours des siècles. Il a fallu traverser l'Orient, au moyen âge, pour obtenir la soie de la Chine, les gemmes de Golconde, les épices de l'Inde ; de nos jours, il faut l'aborder pour se procurer le pétrole ; demain rendra, peut-être, cette quête vaine à son tour, mais c'est la grande affaire d'aujourd'hui.

Nul n'ignore en effet de quel poids pèse, sur les destinées de l'Orient contemporain, et sur les nôtres, cette moderne « Toison d'or », le pétrole arabe et iranien. Son histoire est brève encore, mais déjà houleuse.

Au début du siècle, un géologue australien, William Knox d'Arcy, interprète d'antiques indices et quelques indications précises dues à un archéologue français, Jacques de Morgan ; il fait de pénibles recherches dans le sud de l'Iran, et voit le succès les couronner au moment où, lassé, il allait les abandonner. Dès avant la guerre de 1914, l'Amirauté britannique acquiert, par l'intermédiaire de l'*Anglo Iranian Oil Company*, la haute main sur l'exploitation ; une entreprise analogue est lancée dans la région de Mossoul.

Durant l'entre-deux-guerres se révèlent complètement la richesse et l'étendue des ressources pétrolières de l'Orient, en même temps que leur contrôle se diversifie. Les Britanniques gardent le monopole de l'exploitation pétrolière en Iran ; ils bénéficient de l'association de capitaux américains, néerlandais et français, pour la mise en valeur des gisements de l'Iraq du nord, (*Iraq Petroleum Company*) dont le produit est évacué par pipe-lines vers les ports méditerranéens de Tripoli et de Haïfa ; mais dans le golfe Persique, ils le cèdent aux Américains en partie, comme à Koweït, ou en totalité, comme sur la côte de l'Arabie Séoudite, (*Aramco*) dont ils ont peut-être méconnu les possibilités.

Au lendemain de la guerre de 1939-1945, les Etats orientaux prennent conscience de l'importance de leurs ressources pétrolières, et commencent à exiger le partage par moitié des bénéfices qui proviennent de leur exploitation. Les Améri-

cains accordent le *fifty-fifty* à l'Arabie Séoudite ; pour avoir tardé à le faire en Iran, les Britanniques se voient, en 1951, évincés par cet Etat ; celui-ci, cependant, ne réussit pas à commercialiser son pétrole, tout de suite remplacé d'ailleurs par la production accrue de l'Iraq, de Koweït, de l'Arabie ; et il doit, dès 1954, recourir sous une formule nouvelle au concours d'un groupe international. Entre temps la production pétrolière de l'Orient, qui alimente en pratique l'expansion industrielle de l'Europe, prend un développement considérable.

Parallèlement, la situation des pétroles orientaux se complique à tous égards. A l'heure actuelle, on peut, à très grands traits¹, la représenter comme suit :

Avec 179 millions de tonnes en 1957, la production pétrolière de l'Orient représente environ 20 % du total mondial, proportion qui monte à 28 % au cours du premier semestre 1958. Mais ses réserves prouvées, qui dépassent 21 milliards de tonnes, constituent actuellement 80 % des ressources virtuelles du globe.

Les capitaux américains assurent près de 60 % de l'exploitation, les anglo-néerlandais 35 %, les français 5 %. En fait, par le jeu des sociétés mixtes, la situation du « pétrole sterling » (payable en cette devise) est meilleure que ces chiffres ne l'indiquent.

Le très petit émirat de Koweït, avec 56 millions de tonnes en 1957, est en tête des producteurs ; il fournit presque un tiers du total oriental. Aussitôt après lui viennent l'Arabie Séoudite (28 %), l'Iran (20 %), l'Iraq (15 %), enfin Qatar, Bahrein, l'Egypte, la zone neutre entre Koweït et l'Arabie.

L'évacuation du pétrole est assurée soit par pipe-lines vers la Méditerranée, soit par bateaux-citernes. La totalité des pétroles de l'Iraq du nord et une partie de ceux de l'Arabie Séoudite, soit un peu moins du quart du total oriental, sont acheminées par pipe-lines à travers les territoires syrien,

1. Voir croquis n° 5 et 12.

jordanien et libanais, vers Banyas (Syrie), Tripoli et Saïda (Liban). La majorité des bateaux-citernes empruntent, vers l'Europe, le canal de Suez ; les pétroles ont constitué de la sorte, en 1955, année « normale », avec près de 67 millions de tonnes, 77 % du trafic de cette voie d'eau dans le sens est-ouest et 62 % de son trafic total.

Ces dernières indications montrent à quel point la richesse capitale de l'Orient est liée au bon fonctionnement de ses routes. En effet, durant la crise ouverte à l'automne 1956 par la nationalisation du canal de Suez, aggravée par la coupure des pipe-lines de l'*Iraq Petroleum* en Syrie, la plus grande partie de la production pétrolière de l'Orient ne put être acheminée vers l'Europe que par le détour du cap de Bonne-Espérance ; en fait, vu la longueur du trajet et l'insuffisance du tonnage total des pétroliers, l'Europe dut, à grands frais, recourir pour partie au pétrole américain, et plusieurs Etats arabes, tels que l'Arabie Séoudite et surtout l'Iraq, subirent un important manque à gagner sur le chapitre des *royalties*.

II. LES HOMMES DOMINENT LES ROUTES

La mosaïque humaine

L'évocation de l'affaire de Suez vient ici à point pour nous rappeler que, dans cette revue des éléments du jeu oriental, on ne saurait trop longtemps se borner aux seuls éléments matériels ; avant même d'achever nos réflexions sur les communications et les productions de l'Orient, il faut considérer les hommes. A cette occasion encore, nous allons constater l'extrême diversité du monde oriental : par les races, les langues, les religions, l'Orient est une mosaïque, dont il faut caractériser les traits essentiels.

Le concept de race est fort imprécis ; mais en lui superposant le critère plus pratique de la langue, on est en mesure de discerner un aspect important du paysage humain de l'Orient. Trois grands groupes ethno-linguistiques se par-

tagent cette région : au Nord, les Turcs ; au Sud, les Arabes ; à l'Est, les Iraniens ¹.

Les Turcs sont une trentaine de millions dans la République turque et les régions adjacentes du Caucase et de l'Iran ; mais ils ne forment là que le prolongement géographique et historique des masses touraniennes de l'Asie centrale (Kazakhstan, Turkmenistan, etc.) dont l'importance numérique est comparable et les parlers fort voisins.

Les Arabes, issus du centre de la péninsule qui porte leur nom, ont, au cours de l'expansion islamique du moyen âge, arabisé autant qu'islamisé de nombreuses populations locales (Syriens, Araméens, Coptes, etc.) ; c'est surtout la communauté de langue, en dépit de légères différences dialectales, et, de plus en plus, de sentiment national, qui justifie l'usage selon lequel on nomme ces arabisés des Arabes. Sous cette réserve, une cinquantaine de millions d'Arabes peuplent l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Arabie, le Yémen et la plus grande partie de l'Iraq.

Les Iraniens sont, dans la région que nous envisageons, près d'une trentaine de millions ; prolongés à l'Est par les Afghans, les Béloutches, les Tadjiks, leur peuplement comprend ici non seulement les Persans, dans l'actuel Iran, mais encore les Kurdes. Ces derniers, qui parlent une langue iranienne mais parfaitement distincte du persan, sont caractérisés aussi par un sentiment socio-national très particulier ; ils sont actuellement partagés, en fait, entre Iran, Iraq et Turquie, avec des prolongements en Syrie et en Arménie soviétique.

On mentionnera à part le peuplement israélien, sémitique et parlant hébreu, de l'Etat d'Israël.

À ces diversités ethno-linguistiques de l'Orient, la religion ne superpose pas, en dépit de la prédominance de l'islam, une complète unité. Il subsiste en effet des éléments chrétiens, appartenant à des communautés diverses et en partie seule-

1. Voir croquis n° 1.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

ment unies à Rome¹ ; la plupart sont dispersés, à l'état de minorités très réduites en nombre, mais d'une réelle importance sociale, dans les divers Etats, à l'exception de ceux de la Péninsule arabique ; dans un de ces Etats toutefois, le Liban, ils constituent à peu près la moitié de la population, et assurent ainsi à ce pays une originalité très remarquable. Il a toujours subsisté également des Juifs en Orient ; on trouve encore en Turquie, en Syrie, au Liban, en Egypte, de petites communautés israélites dispersées, mais la majorité des Juifs d'Orient a désormais rejoint les immigrés, venus surtout d'Europe centrale et orientale, qui constituent en Orient, avec l'Etat d'Israël, un noyau juif (par le sentiment national, sinon toujours par la foi religieuse) d'une grande cohérence et d'une importance croissante.

La majorité musulmane, en dépit du culte de l'islam pour l'unité et d'un sentiment communautaire réel, n'est pas homogène. De longue date les Persans (mais non les Kurdes) et quelques éléments arabes (basse Mésopotamie, Yémen) ont suivi le schisme chiite, et les habitants de Mascate le schisme kharedjite, l'un et l'autre issus de dissentiments sur le mode de choix du calife, mais depuis lors fortement différenciés aux points de vue théologique, moral et social. Tout récemment les Turcs, qui jadis avaient adopté l'islam comme une sorte de consigne militaire, ont, dans le sursaut national du kémalisme, admis, contrairement aux habitudes musulmanes, la laïcisation de la vie publique et la séparation de la communauté musulmane et de l'Etat. Enfin l'agnosticisme touche divers milieux, surtout évolués ; mais la nature particulière de l'islam, à la fois doctrine religieuse et mode de vie sociale et politique, lui permet de continuer à mobiliser l'attachement effectif et sensible des musulmans, indépendamment même de leurs attitudes spirituelles profondes.

1. Nous nous permettons encore de renvoyer à notre ouvrage précité sur *Les chrétiens d'Orient*.

L'influence des grandes dominations sur le carrefour oriental

Au cours de l'histoire, l'islam sert de support en Orient à des dominations unificatrices, dont le souvenir reste prestigieux : Omevvides de Damas, Abbassides de Bagdad, Fatimites, Ayoubites et Mamelouks du Caire, Ottomans de Constantinople. Mais bon nombre de ces dynasties, si elles correspondent parfaitement au sentiment unitaire de l'islam en rassemblant sous un pouvoir centralisé les peuples naguère dispersés de l'Orient, empêchent par le fait même cette région de suivre sa vocation naturelle d'intermédiaire et de passage universel : elles isolent, elles obturent l'Orient. Dès le moyen âge certaines réactions de l'économie occidentale, associées au mouvement qui suscitera les Croisades, manifestent la gêne éprouvée dès lors par le commerce mondial. Plus nettement encore, à l'aube des temps modernes, l'obstacle mis par les Mongols et Mamelouks aux communications directes entre l'Europe et l'Asie obligera les Portugais à un héroïque détour, la route maritime du Cap, qui leur permet d'ailleurs de prendre littéralement l'Orient à revers.

L'Empire ottoman, qui au cours du ^{xvi}^e siècle assume à son tour la domination de l'Orient d'une manière plus complète encore, puisqu'il tient Constantinople et ajoute à la possession du Caire et de Bagdad celle de Tunis, de Belgrade et de Budapest (il s'en faut même de peu qu'il n'enlève Vienne), rouvre peu à peu les voies du commerce mondial. Sa décadence, il est vrai, à partir de la fin du ^{xviii}^e siècle, permet mal de distinguer, dans ses attitudes, ce qui est intelligente concession et ce qui est faiblesse devant les immixtions européennes. A travers les territoires dont il est le maître ou le suzerain, l'Europe en tout cas peut rétablir la voie directe des Indes.

Au ^{xix}^e siècle, les Britanniques jalonnent de diverses manières ce qui est pour eux, en terre étrangère, une véritable communication impériale : en garantissant l'intégrité de

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

l'Empire ottoman, ils tiennent le sultan sous une sorte de protectorat qui leur assure toute liberté d'action ; néanmoins, ils tentent de s'assurer dans l'Empire même d'exclusives influences sur certaines tribus bien placées, comme les Chamars de l'Arabie du Nord, susceptibles de dominer la voie terrestre la plus courte entre Méditerranée et golfe Persique ; ils étudient les moyens de moderniser les communications traditionnelles, comme la navigation de l'Euphrate ; ils négocient, sur les confins de l'Empire, des « traités de consultation » avec les petits souverains riverains du golfe Persique, devenus ainsi leurs clients. Ultérieurement, la rivalité impériale de l'Allemagne traversera littéralement ces desseins anglais par un autre projet ambitieux, la *Bagdadbahn*, voie ferrée de Berlin à Bagdad par Belgrade, Constantinople, Alep et Mossoul ; après la guerre de 1914-1918, ce projet s'achèvera lentement, mais dépouillé de son esprit de conquête.

Sans avoir les mêmes vues politiques, les Français sont, au milieu du XIX^e siècle, à l'origine d'une entreprise qui restituera complètement à l'Orient moderne sa vieille vocation transitaire : le percement de l'isthme de Suez. Les réticences initiales des Britanniques confirment indirectement la valeur du projet ; le khédive du Caire, comme son suzerain le sultan de Constantinople, accordent et garantissent la concession, qui recevra bientôt la consécration supplémentaire d'une convention internationale. Un développement considérable du commerce justifie pleinement la création de cette voie nouvelle, qui s'affirme bientôt comme la plus importante du monde moderne.

En dépit du caractère essentiellement pacifique souhaité par ses créateurs, le canal de Suez entre cependant à son tour dans l'ère des conflits. Tout d'abord, les Britanniques s'assurent son contrôle politique par l'occupation de l'Égypte, en 1882 ; même après avoir accordé l'indépendance à ce pays en 1922, et liquidé en 1936 les dernières séquelles de leur domination, ils maintiennent des garnisons dans la zone du canal qui ne sera évacuée, à contrecœur, qu'en mai 1956 ; en

effet, si le contrôle du canal a cessé, avec l'émancipation de l'Inde, d'être une nécessité impériale, il reste un élément capital du système stratégique de l'Orient, et il constitue encore un facteur considérable d'influence politique dans la région ; telles sont d'ailleurs précisément les raisons pour lesquelles la politique nationale de l'Égypte s'oppose désormais à ce qu'il soit assuré par une puissance étrangère.

C'est dans un sentiment analogue qu'en juillet 1956 le gouvernement égyptien nationalise la concession accordée à la Compagnie universelle du canal. En effet, si cette mesure est officiellement motivée par le désir de trouver les ressources nécessaires à la construction du haut barrage d'Assouan, elle ne s'en place pas moins, de manière avouée, dans le cadre d'une politique de souveraineté nationale intransigeante, qui s'était déjà traduite par l'extension au canal, contre tout droit, des mesures de blocus décidées par les États arabes à l'encontre d'Israël. Les réactions françaises et britanniques à la nationalisation du canal aboutissent à des hostilités, vite interrompues par la pression internationale ; mais le canal, « sabordé » alors par les Égyptiens, reste plusieurs mois hors de service, et le trafic du pétrole oriental doit alors, non sans grandes difficultés, être détourné par la voie du Cap. Une fois de plus les querelles des hommes, au grand détriment de tous, contrarient la vocation du Proche-Orient, terre de passage.

La leçon des routes historiques à travers l'Orient

Il nous est désormais possible, après le rapide rappel de ces expériences historiques, d'esquisser une conclusion sur la structure fondamentale de cette région du monde. Comme un damier juxtapose les cases blanches et les cases noires, le sol de l'Orient combine la facilité des passages et la rigueur décevante des obstacles ; mais ceux-ci, bien que sérieux, ne sont pas infranchissables ; en dernière analyse, ce ne sont pas ces

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

remparts naturels, ce sont les hommes qui, de temps à autre, ont réellement verrouillé l'Orient.

Un bref coup d'œil sur les routes historiques de l'Orient¹, tout en permettant d'apprécier la constance de ces itinéraires, confirmera cette influence prépondérante de la politique locale sur les destins mondiaux de cette région : selon qu'elle est ouverte ou rétive, les courants mondiaux l'irriguent ou s'en détournent. Dès la plus haute antiquité, l'esprit d'entreprise et l'ingéniosité des Occidentaux tracent des routes à travers les obstacles physiques de l'Orient : Jason brave les tempêtes du Pont-Euxin, future mer Noire ; Xénophon traverse les plus redoutables montagnes dans le pays des Carduques, le Kurdistan d'aujourd'hui ; Alexandre parcourt en tout sens la région et porte le génie grec jusque dans les domaines du bouddhisme asiatique.

Mais, au XIII^e siècle, l'itinéraire terrestre de Marco Polo vers l'Extrême-Orient semble constituer une étonnante et audacieuse nouveauté ; il ne fait cependant que rouvrir épisodiquement à l'Occident la vieille route de la soie chinoise et retrouver le chemin par lequel les missionnaires nestoriens ont les premiers porté la foi chrétienne en Asie. C'est que, dans l'intervalle, s'est inséré entre l'Europe et l'Asie l'écran de l'islam ; celui-ci rayonne, à partir de La Mecque, le long des itinéraires caravaniens qui avaient fait de cette cité, en dépit des déserts voisins, un centre de commerce et de contacts humains ; mais en développant et vivifiant ces routes, il prétend garder le monopole de leur usage.

Dès lors, l'Occident se voit contraint à de vastes détours, qui auront d'ailleurs aussi leur fécondité ; c'est ce même réflexe de défense offensive qui mène au XV^e siècle Diaz et Gama, par la pointe sud de l'Afrique, sur les arrières de l'Orient musulman, et provoque au XVIII^e siècle l'irruption en Méditerranée, par Gibraltar, de la flotte russe de l'amiral Orloff, qui tourne ainsi le verrou de Constantinople. Les efforts

1. Voir croquis n° 13.

du XIX^e siècle occidental pour libérer les grandes voies mondiales, assurer libéralement le « régime » des Détroits turcs comme le passage international dans le canal de Suez, seront souvent déjoués par les événements ou, plus exactement, par le jeu contraire des forces orientales ; et les vieux détours, sous des formes nouvelles, reprendront à l'occasion tout leur sens. Ainsi la Russie soviétique, face aux résistances turques, essaie-t-elle de s'assurer en 1945 le débouché méditerranéen des Balkans vers l'Albanie. Ainsi les pétroliers britanniques et français, devant les réactions du nationalisme arabe, reprennent-ils à l'automne 1956 la route négligée du Cap. L'histoire comporte, en ce vieil Orient, des enseignements dont, à tout instant, l'actualité restaure la valeur.

III. RECENSER ET PESER LES FORCES

Forces de mouvement et forces de conservation

Ce n'est donc pas sans quelque artifice que nous avons prétendu nous cantonner, tout au long des pages qui précèdent, dans l'examen du seul cadre géographique de l'Orient. Nous venons de l'éprouver : c'est l'irruption des forces historiques qui donne à ce cadre tout son sens et dessine ses véritables traits. Il est temps d'en venir à l'étude de ces forces, en nous bornant d'ailleurs aux traits qui conditionnent encore leur aspect actuel et vivant.

Nous allons ainsi aborder, trop tard peut-être, le sujet propre de cet essai : une vue simplifiée du problème oriental d'aujourd'hui. Jusqu'à présent, nous avons surtout considéré les diversités orientales : elles correspondent à une réalité profonde que nous éviterons certes d'oublier. Mais l'Orient nous resterait inconnaissable, insaisissable, si nous nous laissions indéfiniment fasciner par sa profusion déconcertante. Tout en nous gardant de l'esprit de système, qui comporte ici plus de dangers que nulle part ailleurs, il nous faut par un

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

effort d'analyse critique opérer des classements et des choix. Le premier de ces efforts nous sollicite dès à présent : il convient de dresser le catalogue des forces dominantes dans l'Orient d'aujourd'hui.

« Tradition » et « mouvement » s'opposent, rivalisent, luttent, et souvent compromettent, selon les nécessités de la vie. Mais dans le contraste de ces principes, les éléments humains qui en sont les vecteurs jouent un rôle capital et mettent leur marque. On évitera donc de parler de « tendances modernisatrices », « d'influence de l'Occident », de « résistance musulmane », sans lier ces concepts aux groupes sociaux dans lesquels ils s'incarnent, souvent d'ailleurs en se combinant.

Sans trop craindre de négliger, puisqu'il faut se réduire à l'essentiel, maints phénomènes curieux peut-être et même caractéristiques, mais mineurs en un panorama d'ensemble, nous réduirons donc à cinq les forces, mouvantes et d'ailleurs instables, autour desquelles s'est construit et continue d'évoluer l'Orient moderne : initiative et volonté d'émancipation des chrétiens d'Orient ; tentatives de réforme et de rénovation de l'islam ; développement des nationalismes orientaux (turc, et surtout arabe, puis israélien) ; réactions de défense des conservatismes locaux ; ambitions, pressions et ingérences de l'étranger. Nous caractériserons brièvement ici l'origine et la structure de ces forces, avant de montrer leur jeu dans les structures et la vie de l'Orient d'aujourd'hui.

Le ferment chrétien

En premier lieu, rappelons l'existence et le rôle des chrétiens d'Orient, trop souvent oubliés, de façon aveugle et injuste, par l'Occident chrétien. Ils ne sont certes, nous l'avons rappelé, que faibles minorités. Mais ils ont été, et demeurent, un puissant ferment, sans lequel l'Orient moderne n'eût pas pris, si vite et si pleinement, sa forme actuelle.

Rapprochés de l'Occident par une foi commune, associés de

ses premiers contacts commerciaux, bénéficiaires presque uniques d'abord, et toujours principaux, de son éducation et de son enseignement, interprètes de sa pensée sociale et politique et souvent agents de ses entreprises, les chrétiens locaux jouent dans cette région de transit, à tous égards, le rôle de truchement. A partir du milieu du XIX^e siècle, avec les Yazigi, les Boustani, les Takla, les Gemayel, ils jettent les bases de la renaissance culturelle arabe ; puis, avec les Négib Azouri, les Checri Ganem, les Khairallah Khairallah, les Edmond Rabath, les Farès Khoury, ils assurent un rôle de pionniers dans l'émancipation politique de l'Orient.

Supplantés, comme il convient à des novateurs peu nombreux, en raison de leur succès même, par la masse musulmane qu'ils ont tant contribué à éveiller et à susciter, et parfois rejetés par elle, ils semblent aujourd'hui au second plan, mais leur rôle n'est pas terminé. Certains restent, comme un Salama Moussa, à l'avant-garde du progrès social le plus hardi. D'autres (il faudrait citer ici vingt hommes politiques, journalistes et notables de Beyrouth, de M. Henri Pharaon à M. Georges Naccache) maintiennent inlassablement, au Levant, la vocation moderne et tolérante d'un Liban interconfessionnel, intermédiaire idéal entre Orient et Occident. Quelques-uns poursuivent bravement dans la pensée (la revue *Proche-Orient chrétien*) et dans l'action (le patriarcat maronite) la définition et la réalisation d'une sorte d'accommodement supérieur avec les musulmans, leurs concitoyens. Sans eux, l'Orient aurait moins de caractère, de saveur et de séduction. Ils sont le sel et le levain.

L'islam rénové

Cependant, presque en même temps que le christianisme oriental s'éveille à cette vocation moderne, l'islam d'Orient entre en travail pour une renaissance multiforme, infiniment féconde déjà, mais encore inachevée. Devant la décrépitude de l'Empire ottoman et l'extension presque universelle de la

colonisation occidentale, les meilleurs parmi les musulmans d'Orient, avec les Ahmed Khan, les Djémaleddine Afghani, les Mohamed Abdou, les Abderrahman Kaouakibi, les Rachid Rida, sentent la nécessité urgente d'une réforme. Pour opérer celle-ci, ils retournent à la Révélation et aux enseignements et pratiques des grands ancêtres, les *salaf*, en transposant avec plus ou moins d'audace et de continuité les méthodes de la pensée occidentale ¹.

Mais, puisque l'islam est une forme de vie sociale et politique aussi bien qu'une doctrine spirituelle, leur effort trouve ses prolongements dans les divers domaines de la vie publique ; il exalte le sentiment de la communauté musulmane, la valeur de la langue arabe, divin support de la Révélation, et les chances providentielles d'un développement de l'Orient musulman, à condition que celui-ci soit préservé non seulement du danger d'asservissement par les dominations occidentales, mais encore des risques de corruption issus d'influences occidentales privilégiées dans la culture comme dans la vie politique et sociale ; d'où les spectres, ainsi dénommés par l'Occident, qui les redoute, du « panislamisme » et du « panarabisme ».

De ce réformisme pourront également sortir, selon les cas, avec un Ali Abderrazak, le libre examen le plus audacieux, et d'ailleurs dénué d'influence pratique efficace ; avec les Frères musulmans, une réaction dogmatique intégriste, qui aboutira, dans l'ordre politique, à un véritable totalitarisme et à la doctrine médiévale d'un Etat coranique. D'une façon plus générale, le réformisme aura durablement exalté les valeurs socio-religieuses de l'islam en Orient, en préparant leur conjugaison dynamique avec les élans nationaux du monde arabe.

1. Sur le réformisme, on trouvera de plus amples développements dans notre ouvrage précité : *L'islam et les musulmans d'aujourd'hui*, p. 233 et suivantes.

L'essor du nationalisme

Le nationalisme est issu de l'Occident et singulièrement de la Révolution française ; son extension vers l'Orient contribue d'abord au démantèlement de l'Empire ottoman en provoquant le regroupement en Etats nationaux des populations chrétiennes : Grecs, Serbes, Bulgares des Balkans. Mais, dès qu'il touche les régions musulmanes, le nationalisme rejoint, pour s'en nourrir, les émotions religieuses de l'islam et les prétentions de ce dogme à poser en même temps les règles de l'essor spirituel et celles de la vie publique. Néanmoins, il évoluera de façon très différente selon les peuples.

Avec les Turcs, après l'exaltation panislamique du turquisme, prévaut le sentiment national que Moustafa Kémal organisera dans le cadre d'un Etat moderne, séparé en droit de la communauté musulmane. Chez les Arabes, une double tension se manifeste. D'une part, modernisme et tradition entrent en concurrence ; et, selon les temps et les lieux, s'affirment des gouvernements à tendance laïcisante, comme ceux de la République syrienne ; des nations attachées, comme l'Egypte et l'Iraq, à la règle plus ou moins effective de l'islam religion d'Etat ; enfin des royaumes de structure médiévale, comme l'Arabie Séoudite et le Yémen. D'autres part, le sentiment d'un destin et d'un devenir arabes communs se superpose à ces diversités sous la forme d'un mythe unitaire, plus ou moins efficace selon qu'il reste disputé entre des dirigeants aux ambitions rivales, ou qu'il trouve un champion, tel que Nasser, dont le prestige aide, bien au-delà des frontières de son pays, les peuples arabes à ressentir et à vivre leur solidarité. D'ailleurs, la poussée, en plein monde oriental, d'un nationalisme adverse en quelque sorte importé, le sionisme, exaspère davantage encore et, le cas échéant, contribue à rassembler ces forces tumultueuses des nationalismes arabes ou du nationalisme arabe.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

Les réactions conservatrices

Tant de principes de mouvement jetés en un vieux monde traditionaliste ne peuvent, malgré l'adroite exégèse d'un réformisme qui se donne comme un retour aux sources, aller sans vives réactions ; d'autant plus que l'influence occidentale, honnie dans le domaine de la puissance politique, fournit d'exaltantes incitations à la révolution sociale. Le conservatisme de l'Orient traditionnel subsiste et, sous des formes diverses, parfois rivales, en maintes occasions s'affirme.

Chez les chrétiens, l'esprit traditionaliste combat les éléments novateurs et continue de préconiser, plus ou moins ouvertement, les voies qui lui semblent moins scabreuses des vieilles protections occidentales ; chez les musulmans, en présence du réformisme, le conservatisme suscite l'attitude littéraliste et passéiste des Frères musulmans, pour lesquels la « rénovation » est chose purement formelle, et il justifie l'organisation médiévale des Etats de la Péninsule arabique, Séoudie et Yémen, qui prétendent avoir déjà découvert et continuer de suivre la règle intégrale de l'islam.

Le nationalisme enfin entre souvent en composition avec la puissance et la richesse des possédants, qui le confisquent ; sous l'égide traditionaliste d'une dynastie comme celle des Hachémites en Iraq et en Jordanie, des « gouvernements de pachas » défendent les intérêts des « féodaux » et de la grande bourgeoisie. L'afflux des richesses pétrolières offre en outre, aux souverains bénéficiaires, les moyens accrus d'exercer, selon leur goût et leur pouvoir, le paternalisme social et humanitaire, le faste des *Mille et une nuits* mis à jour pour les plaisirs du *xx^e* siècle, ou la corruption politique qui met à côté de chaque idéal un faux semblant mieux servi.

Les influences extérieures

Dans ces mouvements comme dans ces réactions, que d'occasions pour la volonté de puissance du monde extérieur ! Certes, l'ère du colonialisme est close, et des protectorats

ouverts sont, hors de certains cantons tribaux, désormais impossibles. Mais que de formes de domination plus subtiles, et que l'on espère plus sûres !

C'est l'indépendance très vite accordée, comme à l'Iraq dès 1930-1932, mais assortie d'accords discrètement inégaux. C'est le maintien, par exemple dans l'Iran méridional, jusqu'en 1951, d'une influence pratiquement exclusive, mais indirecte, par le truchement d'une compagnie pétrolière. C'est la coopération technique, financière et économique, offerte par l'U. R. S. S. ou par les Etats-Unis, avec un assortiment variable d'arrière-pensées politiques. C'est la propagande sous toutes ses formes, mettant en concurrence le « monde libre », avec ses qualifications morales et ses avantages économiques, et les « démocraties populaires », qui se prétendent détentrices, à la fois, de recettes pratiques de progrès pour peuples sous-développés, et d'irrésistibles moyens de briser les jougs impérialistes.

Objectif de toutes ces manœuvres, l'Orient n'est dupe qu'en partie ; il s'efforce, à son tour, de berner ceux qui veulent le séduire ; mais le déséquilibre des moyens matériels joue souvent à son détriment.

Telles sont les forces que nous allons, maintenant, essayer de voir à l'œuvre dans leurs combinaisons historiques concrètes depuis la fin du premier conflit mondial. Dans chaque phase de l'évolution, nous nous attacherons à discerner le trait majeur, autour duquel le destin s'ordonne. Parmi les multiples problèmes orientaux apparaîtra ainsi, nous l'espérons, la question d'Orient, différente selon les époques, mais, semble-t-il, unique dans sa primauté du moment, et qui domine secrètement le tourbillon confus des tendances et des faits.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

III

**L'ERE DE L'AFFIRMATION
NATIONALE ARABE (1919-1936)**

Institut kurde de Paris

« Si la race arabe devient prépondérante, avec elle les qualités parfaites prédomineront... Le besoin qu'ont les Arabes de l'unité ne fait pas de doute, pas plus que ne fait de doute le besoin que l'univers a des Arabes... Portez donc votre regard sur la nation de l'avenir, la nation arabe. »

ABDERRAHMAN PACHA AZZAM.

I. L'EMPIRE OTTOMAN S'EFFACE

La « question d'Orient » de nos aïeux

La configuration politique de l'Orient actuel remonte aux environs de 1920. Bien que, depuis trente ans, de nombreuses modifications aient été apportées aux frontières, et même à la nomenclature des Etats orientaux, rien de fondamental n'a apparemment été changé. La carte politique de 1958 rappelle encore, dans les grandes lignes, celle de 1928, mais l'une et l'autre diffèrent de façon frappante, au premier coup d'œil, de celle de 1914¹. C'est donc à la première guerre mondiale que remonte la naissance de l'Orient d'aujourd'hui ; plus

1. Voir croquis n° 3, 7 et 10.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

précisément, c'est la chute de l'Empire ottoman qui a permis la balkanisation de l'Asie antérieure, jusqu'alors unifiée sous sa férule.

Il nous faut ici rappeler en quelques mots ce que fut l'Empire ottoman : non par vain souci d'érudition historique, mais parce qu'une construction aussi ancienne et aussi vaste ne s'écroule pas sans laisser de traces.

Par sa puissance militaire et navale, l'ampleur de ses conquêtes et la cruelle domination qu'il avait instaurée jusque sous les murs de Vienne, l'Empire ottoman inspirait naguère à l'Europe terreur et horreur. La France, en en faisant au *xvi^e* siècle son « allié de revers », avait été la première à concevoir qu'il pût jouer un rôle dans l'équilibre européen. Au *xviii^e* siècle, la Grande-Bretagne se range à cette conception ; en effet, une fois l'Autriche et la Hongrie libérées, l'Empire ottoman, désormais éloigné du centre du continent, semble utile pour faire échec aux ambitions russes ; celles-ci visent, de façon redoutable, la Méditerranée orientale, Constantinople et les abords terrestres de la route des Indes devenues britanniques. L'Empire ottoman comble un vide qui, sans lui, serait vertigineux comme un abîme.

La classique « question d'Orient » de nos aïeux est désormais posée : comment maintenir, ni trop faible ni trop remuant, cet Empire en décadence ? Comment faire vivre, sans le guérir vraiment, « l'homme malade » ?

L'énoncé du problème est simple, mais sa solution difficile, car de multiples facteurs interviennent, souvent d'une déroutante complexité. En effet, les peuples, en grande partie chrétiens, subjugués jadis par l'Empire ottoman, veulent revivre, et revivre libres.

Depuis plusieurs siècles déjà, la France de la Monarchie a trouvé et fait accepter aux sultans ottomans, devenus ses alliés, une solution : grâce à sa protection, les communautés chrétiennes d'Orient jouiront de droits de plus en plus étendus, de mieux en mieux assurés : liberté religieuse, dignité humaine, voire égalisation civique, mais non encore libéra-

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

tion politique. Or, la France de la Révolution lance un nouvel idéal, qu'elle précisera au cours du XIX^e siècle : l'émancipation des nationalités : ne faut-il pas l'appliquer aussi aux peuples sujets de l'Empire ottoman ? France et Grande-Bretagne, en effet, aident dès 1828 la Grèce à se libérer.

Mais aller plus loin, trop vite, dans l'application de ce principe, ce serait permettre la destruction radicale de l'Empire ; la Russie entend en effet imposer au sultan, selon l'horrible jeu de mots de Gortschakoff : « autonomie ou anatomie », à défaut d'une émancipation totale des chrétiens passant sous l'égide des tsars, un découpage radical au bénéfice de l'Empire moscovite. Encore apparaît-il bientôt que les chrétiens ottomans ne sont pas seuls en cause. Presque aussitôt après la révolte grecque, l'Égypte a su conquérir une autonomie très proche de l'indépendance. Et dans le reste de l'Empire, les élites modernes de populations musulmanes en majorité, comme les Arabes, ou en totalité comme les Turcs eux-mêmes, articulent elles aussi, à l'encontre du pouvoir ottoman, des revendications dans lesquelles se combinent libéralisme et nationalisme.

À l'aube du XX^e siècle, il paraît donc fatal que l'Empire ottoman se rétrécisse comme une peau de chagrin, et dans un avenir plus ou moins lointain disparaisse. Les politiques des puissances, en présence de ces perspectives, divergent : déjà se montrent certains des traits qui les caractériseront, dans l'avenir et jusqu'à nos jours.

Les puissances au chevet de « l'homme malade »

Seule parmi les puissances européennes, l'Allemagne joue la conservation intégrale de l'Empire ottoman ; mais, derrière ce masque, elle songe en fait à sa colonisation d'ensemble. L'empereur Guillaume affiche un grand respect pour le sultan-calife et l'islam, dont il se prétend le défenseur ; sous ce couvert, il organise une pénétration économique puis-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

sante, qui vise à l'exclusivité et dont le grand projet de la *Bagdadbahn* constitue le symbole et l'instrument. Derrière l'Allemagne, en « brillant second », l'Autriche-Hongrie se propose le contrôle des petits Etats émancipés des Balkans. De la sorte, les deux puissances établiraient en commun, du Danube au Caucase, une solide digue contre les ambitions russes.

Les tsars, en effet, poursuivent avec opiniâtreté leur « grand dessein » : il s'agit d'éliminer la domination turque, comme Catherine l'envisageait avec son « projet grec », et de lui substituer une multitude de petits Etats clients. Depuis le milieu du XIX^e siècle, les autres puissances contrariaient efficacement l'exécution de ces plans, et à cet effet soutenaient à l'occasion le sultan ; c'est ainsi qu'en 1878, les armées moscovites avaient été arrêtées aux portes mêmes de Constantinople. Mais la pénétration russe continuait par des voies indirectes ; elle influençait les Etats chrétiens indépendants des Balkans, slaves (Serbie, Bulgarie) ou du moins orthodoxes (Grèce, Roumanie) et les nations chrétiennes encore sujettes, les Arméniens surtout, qu'elle pousse comme en 1895 à des révoltes désespérées, vouées à être noyées dans le sang.

Cette impatience des nations sujettes, c'est bien d'ailleurs ce qui empêche la Grande-Bretagne de complètement persévérer dans son dessein primitif : un discret protectorat sur un Empire paralysé, tel qu'au milieu du XIX^e siècle, sir Stratford Canning l'exerce encore auprès d'Abdulmedjid. Il lui faut, de plus en plus, tenir compte de ces nationalismes qui surgissent. Mais, parmi eux, elle fait un choix, dicté par la sagesse la plus pratique ; elle se contente de contrebalancer, auprès des chrétiens, les influences russe et française, mais elle noue des intelligences auprès des musulmans, druzes et surtout arabes, et tente déjà d'édifier parmi eux d'autres Etats vassalisés, comme l'Egypte qu'elle occupe en 1881, détache totalement de la suzeraineté ottomane et transfor-

mera formellement en protectorat, à l'occasion de la guerre, en 1914.

Quant à la France, elle persévère dans une action multi-séculaire, admirable en soi, de protection des droits des chrétiens orientaux. De saint Louis à Louis XIV, à la Convention, aux ambassadeurs de la troisième République, Constant et Bompard, elle peut prétendre n'avoir guère varié ; toutefois, Napoléon III, confirmant une pratique déjà affirmée, a fort noblement précisé que sa sollicitude n'irait pas aux seules plaintes des chrétiens, mais éventuellement aussi aux doléances des musulmans. Pour tous, elle multiplie écoles et hôpitaux. Plus que toute autre puissance, elle nourrit donc, à leur base même, les mouvements libéraux et nationaux ; mais comme elle escompte simplement que l'Empire s'humanisera en s'affaiblissant, elle ne discerne pas qu'auprès des Etats successeurs, s'ils sont vraiment libres, son attitude traditionnelle risque de ne plus valoir. Généreuse et désintéressée, la politique française en Orient est destinée à devenir de moins en moins efficace ; elle est périmée, par le fait même des progrès qu'elle favorise.

L'agonie ottomane

L'Empire ottoman subsiste donc, vaille que vaille, entre ces politiques, étayé par la contrariété même de leurs actions. Tantôt il cède au sort en concédant des abandons de souveraineté totaux (Libye, Rhodes) ou partiels (Chypre, Egypte) et en confirmant des autonomies (Mont Liban, La Mecque et Lieux saints de l'Islam) ; tantôt il tente de maintenir ou de restaurer au loin son autorité par des expéditions militaires (Yémen). Dans sa faiblesse croissante, il acquiert cependant, par ses contacts européens, quelques éléments de modernisation. Tout en l'enfermant dans la molle prison de la « dette ottomane », l'Europe équipe l'Empire de ports, de mines et de voies ferrées. Les meilleurs de ses sujets

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

sentent qu'il devra trouver dans ses ressources naturelles un facteur de renaissance : aux matelots qu'ils libèrent du service, les officiers de la marine turque montrent des morceaux de charbon, en leur recommandant de rechercher s'il n'existe rien de tel dans le sol de leurs villages, et ce procédé « artisanal » aboutit à la découverte du bassin houiller de Zonguldak.

Car cet Empire exténué conserve, du long usage d'une autorité sûre d'elle et volontiers despotique, mais avare de moyens, une sorte d'efficacité rustique. Dans les provinces anatoliennes les fonctionnaires sont durs et méfiants à l'égard des chrétiens, soupçonnés d'être clients de l'étranger ; mais, en pays arabe, leur rigueur sait se relâcher. L'un d'entre eux, devenu un important homme politique arabe, nous contait qu'au début de sa carrière, il occupait un poste administratif aux abords du Hedjaz ; il disposait là d'un petit crédit en faveur des recrues d'origine syrienne, envoyées faire leur service militaire au Yémen, garnison trop ingrate pour des Turcs de race ; par négligence ou par économie, on se gardait bien de démobiliser ces jeunes Syriens une fois terminé leur temps ; mais si, las d'attendre, ils décidaient de rentrer chez eux par leurs propres moyens, on les faisait modestement secourir, le long de leur route, par les agents mêmes qui, selon la bonne règle, eussent dû les poursuivre comme déserteurs.

Tel est, sur ses fins, l'Empire ottoman, nonchalant despote, tyran subtil, mais exténué, d'un Orient inorganique. Il apparaît presque irremplaçable ; mais, pensent les réalistes Britanniques, puisqu'il doit mourir bientôt, malgré tous les soins, il faut bien y pourvoir. A cette relève, eux seuls songent à temps : pourquoi pas, dans un style presque analogue, et sous bénéfice d'une identique tutelle, un Empire arabe ?

II. LE NATIONALISME ARABE JETTE SES PREMIERS FEUX

L'éveil national Jeune Turc et arabe

Férés de parlementarisme britannique et de doctrine française des nationalités, les novateurs turcs et arabes prennent inspiration et appui dans l'Europe occidentale. C'est à Londres que paraît, en 1868, le premier journal Jeune Turc. Mais c'est à Paris que sont fondés, en 1894, le comité « Union et Progrès », et peu après la « Ligue de la patrie arabe » et la « Ligue ottomane » ; c'est à Paris encore qu'est édité, en 1905, le *Réveil de la nation arabe*, de Négib Azouri, et que se réunit, en 1913, le premier Congrès national arabe ; c'est enfin à Beyrouth et à Damas, les villes du Levant les plus ouvertes aux influences profondes de l'Europe, que se développent les comités arabes qui réclament ouvertement « réveil », « décentralisation », « réformes », mais fomentent en secret l'indépendance. C'est au Caire enfin que, profitant à la fois de l'ouverture sur l'Occident de la dynastie khédiviale, vassale nominale et impatiente du sultan, de la restauration de l'administration publique par les Anglais et de l'essor général suscité par les colonies étrangères, des chrétiens du Liban lancent la grande presse arabe moderne.

Les Jeunes Turcs s'emparent du pouvoir à Constantinople, en 1908, et l'on peut croire un instant que le Parlement, rétabli par eux et qui accueille aussi, mais en trop faible nombre, des députés arabes, renovera de façon efficace les institutions ottomanes. Il n'en est cependant rien ; une nouvelle forme d'arbitraire prévaut seulement, sans plus d'efficacité. Les défaites extérieures, en 1912 contre l'Italie, en 1913 contre la coalition balkanique, favorisent tout au contraire une nouvelle poussée de xénophobie soupçonneuse et de surenchère islamique.

Dernière faute fatale : l'Empire ottoman, le 30 octobre

1914, participe aux hostilités aux côtés de l'Allemagne. Celle-ci domine son économie, vient de reconstituer son armée, et n'a cessé de flatter les tendances panislammistes de ses dirigeants. Elle obtient du sultan-calife, le 23 novembre, la proclamation de la guerre sainte contre « la Russie, la France, l'Angleterre et leurs alliés, ennemis mortels de l'islam ». Cet appel reste sans nul effet sur les contingents musulmans de l'Afrique du Nord, de l'Inde et du Turkestan, qui servent dans les armées alliées ; il n'empêchera même nullement, quelques mois plus tard, la révolte de l'Arabie, fomentée par le chérif de La Mecque avec le concours des Britanniques.

De longue date, en effet, les Britanniques suivent, et à l'occasion encouragent, l'éveil national des peuples arabes. Ils ne se contentent pas, comme on le fait à Paris et au consulat de France à Beyrouth, d'accueillir des intellectuels et de faire écho à leurs appels ; ils vont plus profond. Ils touchent aussi les notables traditionnels, les officiers d'origine arabe, les chefs de tribu, les personnages religieux ; et plus encore qu'aux cités remuantes du Levant, ils s'intéressent aux pays semi-désertiques de l'Arabie, à demi libres du joug turc ; mieux situées, ces steppes leur semblent plus aisées à transformer en une zone bien contrôlée, en vue de la couverture du canal et de l'Egypte aussi bien que de la réalisation d'une « bretelle terrestre » vers les Indes. Dès avant la guerre ils nouent, à cet effet, les contacts les plus variés.

La « révolte dans le désert »

Après l'ouverture des hostilités, rien de surprennant donc à ce que les Britanniques reçoivent au Caire les émissaires du chérif Hussein de La Mecque. Ce notable personnage, issu du Prophète, tient les Lieux saints de l'islam sous la suzeraineté lointaine du sultan-calife et en son nom. Impatient de secouer cette allégeance, il souligne le caractère non

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

canonique de la « guerre sainte » décrétée à Constantinople ; auprès des Britanniques il fait valoir, outre ses propres dispositions à la rébellion, les résolutions d'action prises à Damas, en présence de ses fils, par les comités secrets et particulièrement par *al Ahd*, organe des officiers arabes de l'armée ottomane.

Alors s'institue entre le haut-commissaire britannique en Egypte, sir Henry Mac Mahon, et le chérif Hussein, un échange secret de lettres qui se prolonge du 24 octobre 1915 au 30 janvier 1916. Par cette correspondance, qui ne prendra d'ailleurs jamais la forme d'un accord strict, signé des deux parties, les Britanniques promettent l'octroi aux pays arabes d'une indépendance absolue : sont seulement exclus Aden, colonie de la Couronne, la basse Mésopotamie où la Grande-Bretagne se réserve des droits, enfin une partie de la côte du Levant où jouent des influences françaises¹.

Cette dernière réserve aura une importance historique considérable ; elle sera, en effet, par la suite, invoquée par les Britanniques pour justifier leur politique sioniste en Palestine. Vingt ans plus tard, sir Henry Mac Mahon lui-même confirmera que « ce n'était pas son intention, en donnant cette promesse au roi Hussein, d'inclure la Palestine dans la région dans laquelle était promise l'indépendance arabe » (lettre au *Times*, 23 juillet 1937). Le texte du document litigieux, publié seulement à cette époque, ne laisse cependant pas de sembler ambigu : « Les deux districts de Mersine et d'Alexandrette, et les portions de la Syrie se trouvant à l'ouest des districts de Damas, Homs, Hama et Alep, ne peuvent être dits purement arabes et doivent être exclus des limites demandées... Dans les régions incluses dans ces frontières, où la Grande-Bretagne est libre d'agir sans porter tort aux intérêts de son alliée la France..., la Grande-Bretagne est prête à reconnaître et à

1. Voir croquis n° 8.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

soutenir l'indépendance des Arabes. » *Livre blanc*, Cmd 5937, p. 7-9.)

Mais cette difficulté ne sera, comme nous le verrons, soulevée qu'au lendemain de la guerre, lors de l'installation en Palestine du Foyer national juif. Sur le moment, les assurances britanniques semblent suffisantes pour que la révolte soit lancée. Le 10 juin 1916, les chérifiens annoncent l'indépendance arabe au commandant de la garnison turque de La Mecque, qui refuse de se rendre, risposte, écorne même la Kaaba d'un coup de canon. Le 27 juin, dans une longue proclamation, Hussein justifie sa rébellion par les manquements du sultan-calife à la loi de l'islam et aux devoirs de sa charge et par l'exécution des conjurés syriens membres des comités arabes secrets. Le 6 novembre, il se fait proclamer roi des Arabes, titre auquel les Britanniques auront soin de préférer, à son égard, celui plus modeste de roi du Hedjaz.

Un archéologue britannique que cette aventure rendra illustre, le colonel T. E. Lawrence, reçoit mission de guider la révolte et de conduire au combat les contingents arabes. L'action de ces derniers, en flanc-garde de l'armée Allenby, aura peu de signification militaire ; mais Lawrence accomplit une immense œuvre politique : il prépare les destins de l'arabisme.

Le choix de Lawrence : Faysal, champion de l'arabisme

Le public occidental a longtemps subi la fascination que Lawrence exerçait par ses attitudes et par ses écrits ; il a vu en lui une sorte de génie universel et à demi secret. Depuis que, sous les attaques des critiques, la légende de l'archéologue-soldat a commencé de s'écrouler, beaucoup ne veulent plus le tenir que pour un imposteur. C'est oublier, croyons-nous, que son action dans le désert en révolte est à la base d'une construction étatique dont l'Orient actuel garde

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

encore les traces, et qui a dû sa valeur au discernement dont l'auteur des *Sept Piliers de la Sagesse* avait fait preuve dans le choix des hommes.

Parmi les fils du chérif Hussein, directement associés à son entreprise, et qu'il avait pu éprouver au sein de ce microcosme arabe des tribus soulevées, dans les détours de la délibération et les difficultés de l'action, Lawrence avait retenu Abdallah, fin lettré, astucieux et subtil, pour des tâches complexes, mais secondaires ; en revanche il avait choisi son cadet, Faysal, pour le premier rôle. Chez le jeune émir, que son père avait intelligemment envoyé en tribu pour parfaire son sens psychologique et son éducation politique, il avait en effet discerné, à côté d'une suffisante possibilité d'adaptation à l'Occident et d'un sens élevé de l'autorité et de l'organisation, l'art d'exalter les passions arabes, c'est-à-dire la faculté souveraine de mouvoir ce monde en devenir.

Lawrence mise donc sur Faysal ; et, peut-être servi en l'occurrence par son tempérament ambigu, que révèle sa prose compliquée, il se sacrifie à son propre jeu. Il se met lui-même au second plan, refrénant tout désir d'action directe ou de contrôle étroit, oubliant tout amour-propre. De la sorte, il paraît parfois préférer son rêve arabe aux intérêts et à la dignité de sa propre nation ; en fait, il procure à celle-ci les seules positions, latérales et discrètes, qui puissent être efficaces et durables dans l'Orient nouveau ; et (c'est pourquoi nous insistons tant sur le personnage et son comportement), il fonde, pour un quart de siècle, la politique britannique de domination indirecte en Orient par le biais du nationalisme arabe.

Maîtrise et équivoque britanniques

Sur les vertus et les qualités des Arabes, et en particulier sur leurs capacités de construction et d'organisation, Lawrence n'a guère d'illusions ; il a lui-même évoqué

crûment ses heures de lassitude, voire d'écœurement, à leur contact. Quel désenchantement, par exemple, dans le récit de cette anecdote : un chamelier que Lawrence presse de soigner, par quelques applications de goudron, un chameau galeux, se lance dans une longue lamentation sur la misère des Arabes esclaves du joug turc, évoque avec enthousiasme l'Empire arabe de demain, les réalisations grandioses qu'il accomplira, et cet institut de médecine vétérinaire qui extirpera, par les méthodes les plus modernes, les maladies des troupeaux ; mais, faute des moindres soins, il laisse périr sa pauvre monture. Lawrence sourit amèrement ; toutefois, de cette petite désillusion après tant d'autres, il ne conclut pas qu'il faille renoncer à jouer sur l'arabisme.

Lorsque, le 30 septembre 1918, la petite force anglo-arabe de Lawrence paraît devant les portes de Damas, son chef ne peut guère se leurrer sur la part véritable qu'elle a prise à la victoire militaire, gagnée en fait par Allenby sur l'armée turque en Palestine ; il ne se dissimule pas non plus que le succès de son aventureuse expédition est dû à lui-même bien plus qu'au prince chérifien ; mais il s'efface devant celui-ci, pour qu'aux yeux du peuple libéré l'événement soit chose arabe, et il laisse Faysal et ses gens faire seuls leur entrée dans Damas, remise en leur pouvoir. Par ce geste, il symbolise et consacre la politique britannique de l'arabisme, qui dominera la scène orientale pendant plus de quinze années.

Le nouveau mouvement national a dès lors un drapeau, qui juxtapose les couleurs arabes : le vert du Prophète et des premiers califes, le blanc des Omeyyades, le noir des Abbassides, le rouge des Hachémites ; en les associant de façon différente, les divers Etats arabes pourront d'ailleurs, dans l'avenir, maintenir des pavillons particuliers tout en affirmant une unité sentimentale. A cette ambiguïté, imprévisible à l'époque, s'en ajoute dès l'origine une autre plus grave : ce drapeau arabe est l'œuvre d'un diplomate britannique, bon historien de l'Orient, sir Mark Sykes, qui, au

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

moment où il crée ce symbole unitaire, négocie avec les alliés de son pays le partage des terres arabes.

Dès l'origine, en effet, cette politique britannique n'a pas tout à fait le caractère absolu dont rêvent Hussein et Faysal, et peut-être aussi Lawrence qui, de toute façon, n'était pas seul en lice ; et au fur et à mesure qu'elle entre dans la phase des réalisations, elle doit tenir compte de diverses contingences, ménager des intérêts alliés et même adverses, laisser à l'occasion jouer aussi d'autres forces. D'où une série d'actes et de manœuvres politiques, qui d'ailleurs mécontentent, peu ou prou, tout le monde : les partenaires occidentaux et les associés orientaux non arabes de la Grande-Bretagne, persuadés souvent d'être desservis, voire joués ; et les Arabes eux-mêmes, déçus en leurs espoirs peut-être excessifs, et portés dès lors à suspecter la bonne volonté de la Grande-Bretagne, parfois même à se retourner vers ses adversaires. De toutes parts on reprochera aux Britanniques leur duplicité, d'autant plus qu'on enviera leur maîtrise.

Mais la Grande-Bretagne, qui en effet s'écarte parfois, de façon réaliste, de l'idéal absolu des politiciens arabes qu'elle patronne, et fait ça et là des concessions, subordonne cependant ces compromis à son idée centrale du jeu arabe ; à l'occasion, presque cyniquement, elle lui sacrifie tout. Et elle joue un rôle si considérable dans l'Orient de cette époque qu'il n'est sans doute pas abusif de centrer autour de sa politique l'examen de cette ère de l'histoire orientale, qui est celle de l'affirmation du nationalisme arabe.

Les accords interalliés sur le monde arabe et les mandats

Toutefois, passons d'abord en revue les compromis consentis par Londres hors de l'arabisme, sinon contre lui.

Le premier et le plus grave, c'est, au moment même où s'échange la correspondance Hussein - Mac Mahon, le projet de division et de mise sous tutelle des régions arabes, formulé

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

d'abord dans les arrangements interalliés secrets de 1915-1917 : accord anglo-franco-russe du 4 mars 1915 et convention tripartite du 19 février 1916, accord franco-britannique dit Sykes-Picot du 9 mai 1916, convention de Saint-Jean-de-Maurienne avec l'Italie du 21 août 1917.

Il est inutile de s'étendre ici sur les concessions faites aux Russes en Anatolie, et que les événements ultérieurs rendront sans conséquence. En revanche, il faut résumer brièvement l'arrangement franco-britannique, qui concerne essentiellement les régions arabes. Ces régions, aux termes de l'accord Sykes-Picot, ne reçoivent plus ni l'unité presque complète, ni l'indépendance absolue qui ressortent de la correspondance Hussein - Mac Mahon. Elles sont réparties : 1° en zones, dites A (sous influence française : vilayets de Damas, Alep et Mossoul) et B (sous influence britannique : territoires situés entre Palestine et Mésopotamie méridionale) où doit s'établir un « Etat arabe indépendant ou une confédération d'Etats arabes, qui réservera aux puissances intéressées l'exclusivité de la fourniture de conseillers et fonctionnaires et une priorité économique et financière » ; 2° en zones dites : bleue (sous administration française : Cilicie, Anatolie du Sud, côte syrienne, Liban) ; rouge (sous administration britannique : Mésopotamie méridionale, à laquelle s'ajoute, en pratique, l'enclave britannique de Haïfa et Saint-Jean-d'Acre) ; et brune (sous administration internationale : Palestine et Lieux saints) ; la gestion de ces zones pouvant être opérée sous forme d'administration directe ou indirecte, ou de contrôle, après entente avec l'Etat ou la confédération arabe¹.

Bien qu'elles n'aient pas été appliquées sous cette forme, ces dispositions, d'ailleurs confuses, sont capitales. On y trouve déjà l'amorce d'une répartition des pays arabes, une fois libérés de la domination turque, entre mandats britanniques et mandats français. En effet, après l'intervention de

1. Voir croquis n° 9.

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

divers accords qui restreignent, en particulier, le domaine de l'influence française (Traité de Sèvres du 10 août 1920 et accord d'Angora du 20 octobre 1921, portant la frontière méridionale de la Turquie vers le parallèle d'Alexandrette ; accords de San-Remo du 18-25 avril 1920, entérinant le transfert de la région de Mossoul et de la Palestine à l'influence britannique), Syrie et Liban d'une part, Palestine et Mésopotamie, d'autre part, sont placés par les mêmes accords de San-Remo sous les mandats respectifs de la France et de la Grande-Bretagne.

Le régime des mandats est défini par l'article 22 du pacte de la Société des Nations : « certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. » Libéral dans ses intentions, ce régime est loin de « l'indépendance absolue » promise naguère au chérif Hussein. Contre cette limitation, comme contre les divisions ainsi introduites au sein des « régions arabes libérées », le nationalisme arabe s'insurge de façon durable ; nous verrons plus loin comment, face à cette grave difficulté, la Grande-Bretagne manœvrera.

La promesse Balfour

Mais, entre temps, Londres pratique une nouvelle brèche dans l'édifice de ses rêves arabes qu'elle flatte d'autre part : il s'agit de la création en Palestine d'un « Foyer national juif ».

Le mouvement sioniste, qui, dès la deuxième partie du XIX^e siècle, se propose de réhabiliter et de regrouper le peuple juif persécuté, vise expressément, dès le Congrès de Bâle (24 août 1897), « l'établissement en Palestine, pour le peuple juif, d'un foyer garanti par le droit public ». Durant

la guerre de 1914, l'Organisation sioniste négocie avec sir Mark Sykes en vue de la réalisation de ce projet, pour laquelle insiste de façon décisive le Dr Haïm Weizmann ; ce chimiste juif, de nationalité britannique, qui a rendu d'importants services scientifiques à l'effort de guerre anglais, ne souhaite pas d'autre récompense que l'octroi de ce bienfait à sa communauté. Le 2 novembre 1917, le *Foreign Office* remet à Lord Rothschild la « déclaration Balfour » ; par ce document, le gouvernement britannique déclare « envisager favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et vouloir employer tous ses efforts dans ce dessein ».

Les Arabes considèrent désormais l'anniversaire de la « déclaration Balfour » comme un jour de deuil national ; là encore, les Britanniques s'ingénient, avec des résultats d'ailleurs peu durables, à limiter la portée politique de leur engagement ; mais, si strictement interprété que puisse être celui-ci, il apparaît vite à l'arabisme comme une impardonnable restriction à cette unité arabe que sir Henry Mac Mahon avait fait miroiter aux yeux du chérif Hussein.

L'éveil contrarié de l'Egypte

Enfin, en menant à l'égard de l'Egypte avide d'émancipation une politique restrictive, la Grande-Bretagne limite encore, une troisième fois, sa contribution à l'émancipation nationale arabe.

Pourtant, à l'époque dont nous traitons, l'Egypte est encore, en fait, en marge de l'arabisme. La requête présentée le 29 janvier 1919 par l'émir Faysal devant la Conférence de la Paix, et qui réclame « que les peuples de l'Asie parlant arabe... fussent reconnus comme des peuples indépendants et souverains » ne concerne pas l'Egypte. De même, le mémoire par lequel Saad Zaghloul Pacha, président de la Délégation égyptienne du Wafd, formule, le 10 février, les « revendications nationales égyptiennes », n'emploie nulle part le

terme « arabe » ; elle présente le peuple égyptien comme « formant un bloc ethnique entier... [qui] s'assimile... l'élément étranger... jusqu'à lui faire perdre ses caractéristiques propres » ; elle conclut même que « lorsque l'Europe juge que le Hedjaz, hier encore province turque, a droit à l'indépendance, elle ne peut que traiter l'Egypte, infiniment plus évoluée et possédant son autonomie, sur un même pied d'égalité ». Loin encore de revendiquer l'arabisme, l'Egypte flaire alors en lui un dangereux rival.

En fait l'Egypte, vice-royauté vassale de l'Empire ottoman, occupée depuis 1882 par les Britanniques et transformée le 18 décembre 1914 en protectorat, nourrit de longue date un mouvement nationaliste particulier. Les figures marquantes de ce nationalisme égyptien sont successivement Moustafa Kamel, son fondateur ; Saad Zaghloul dont l'action, à la tête du Wafd, obtient le 28 février 1922 une déclaration britannique « reconnaissant l'Egypte comme un Etat indépendant et souverain », mais réservant au gouvernement de Londres des responsabilités importantes, en matière en particulier de communications impériales et de défense ; enfin Moustafa Nahas, lieutenant puis successeur de Zaghloul, qui, après une lutte acharnée, obtient le traité du 26 août 1936, libérant totalement le pays, sous la seule réserve du maintien des forces britanniques dans la zone du canal et de leur libre usage du territoire en temps de guerre.

Toute l'évolution officielle des relations entre Le Caire et Londres s'est déroulée à l'écart de l'arabisme. La fierté de beaucoup d'Egyptiens patriotes consiste à se déclarer « pharaoniques » ; ils ne se sentent arabes que d'expression. Mais ce lien de la langue, combiné à celui de la religion, favorise une évolution politique vers la solidarité, qui deviendra bientôt décisive. L'opinion nationaliste égyptienne, surtout après 1930, vibrera de plus en plus en résonance avec celle des pays arabes « d'Asie », sur le thème de la résistance à l'impérialisme et de l'exaltation des valeurs musulmanes, mais avec l'ambition d'affirmer la suprématie du Caire. L'import-

tance religieuse de cette capitale, avec le rayonnement traditionnel de l'Université al Azhar et l'éclat plus neuf du réformisme ; le nombre et le degré d'évolution de l'élite nationale, les ressources matérielles du pays, donnent tout son poids à l'Egypte, séduite désormais par une solidarité arabe qui peut lui réserver la première place, si toutefois elle réussit à surclasser un dangereux rival, l'Iraq.

III. LE JEU BRITANNIQUE SUR L'IRAQ ECLIPSE TOUT

Une discrète et provisoire tutelle britannique sur l'Iraq

La politique britannique qui, jusqu'à la veille de la guerre de 1939, contraint encore sévèrement l'Egypte, dès la fin de la guerre de 1914, pousse en avant l'Iraq. Non certes sans considération de ses intérêts propres, mais décidée à jouer à plein, en compagnie d'un allié sûr, le nationalisme arabe, la Grande-Bretagne choisit délibérément et définitivement le nouvel Etat mésopotamien comme champion de l'arabisme. Réunis au Caire, en mars 1921, M. Winston Churchill, Gertrude Bell, le colonel Lawrence, et plusieurs autres experts, définissent les lignes nouvelles et les moyens particuliers de l'action à mener en Orient. Un invisible *Air Control* exercé par la *Royal Air Force*, à partir de bases bien gardées, mais éloignées des villes, devra se substituer à la trop pesante occupation militaire, et une discrète tutelle, sous le couvert de relations contractuelles honorables, mais subtilement inégales, dispensera d'installer de vexantes dominations politiques.

La Grande-Bretagne place donc sur le trône de Bagdad, le 23 août 1921, Faysal, chassé de Damas après avoir été en conflit avec les Français, et elle met à ses côtés un compagnon éprouvé de Lawrence, Nouri Pacha Saïd, destiné à devenir le parfait interprète d'une grandiose politique anglo-arabe.

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

Les débuts du nouveau royaume hachémite ne sont cependant pas faciles ; les « minorités », Chiïtes et Kurdes, dont le poids numérique, s'ils étaient unis, excéderait celui des Sunnites, se révoltent ou s'agitent ; le nationalisme impatient, dans la capitale, exige l'indépendance sans délai ni condition.

Devant ces difficultés, les Britanniques composent habilement. Ils retiennent les prérogatives et les responsabilités qu'ils estiment indispensables. Mais ils en usent le moins possible, en conformité avec les décisions prises au Caire. La tutelle de Londres sur le gouvernement de Bagdad s'exprime, non par l'exercice désobligeant d'un mandat imposé, mais sous la forme contractuelle d'un traité, conclu le 10 octobre 1922. Certes, il n'échappe pas aux extrémistes locaux que l'accord est des plus inégaux ; toutefois l'Iraq, vu de l'extérieur, a plus d'éclat national qu'aucun autre pays arabe, et le principe de son accession rapide à l'indépendance totale est d'ores et déjà proclamé nettement.

Durant le court délai dont ils disposent pour aider l'Iraq moderne à prendre forme, les Britanniques se gardent bien d'exaspérer davantage les impatiences nationalistes en insistant sur les délicats problèmes d'équilibre interne et de structure administrative que pose la présence des minorités, ou sur la nécessité d'un développement économique harmonieux et d'un progrès social qui remédieraient à l'inégalité flagrante des ressources et des conditions. Ils risqueraient, en effet, par ce zèle intempestif, de mécontenter les nationalistes modérés issus de la riche bourgeoisie sunnite, qui, avides du pouvoir, se lient à la Couronne et acceptent le concours protecteur des agents anglais, et ils donneraient des armes supplémentaires à l'extrémisme impatient dont les réactions sont parfois tragiques : c'est assez déjà qu'ils doivent enregistrer le suicide d'un premier ministre, Abdul Mohsen as Saadoun, désespéré par les lenteurs calculées et les restrictions habiles du Haut-Commissariat britannique.

L'Iraq, avant-garde de l'arabisme

Mais à ce prix, l'Iraq, discrètement introduit et soutenu par la Grande-Bretagne, et paré du prestige de son émancipation en cours, joue le rôle d'une sorte d'avant-garde de l'arabisme ; rôle indéfini certes, sans base juridique ni réalité diplomatique, mais riche de résonances sentimentales. Partout, dès lors, les passionnés de l'idéal arabe se tournent vers lui pour en faire leur champion. Forts de ce résultat, et soucieux d'en accroître la portée, les Britanniques émancipent totalement, par le traité du 30 juin 1930, un Iraq dont le degré de modernisation et d'efficacité reste cependant bien inférieur encore à celui qu'atteignent le Liban, la Syrie ou l'Egypte. Les protestations justifiées des minorités inquiètes, les objections assez timides de la commission des Mandats n'empêchent pas la ratification du traité et l'accession de l'Iraq à la S. D. N. ; et ces derniers événements, de façon fâcheuse, précèdent de peu un affreux massacre de populations assyriennes dans la région de Mossoul (11 août 1933).

Ce primat de la politique passionnelle arabe est donc acheté, par l'Iraq et ses tuteurs britanniques, au prix élevé de maints abandons, sur lesquels nous aurons à revenir ; mais il consacre, pour de longues années, le gouvernement de Bagdad, et indirectement son allié occidental, comme les promoteurs de l'arabisme. Dès fin 1930, Nouri Pacha Saïd exploite le succès en lançant l'idée d'une alliance arabe qui engloberait d'emblée, avec l'Iraq, la Transjordanie, le Nedj et le Hedjaz, et s'étendrait ensuite aux autres pays arabes. A défaut le gouvernement de Bagdad se contentera, d'ailleurs, de multiplier les accords bilatéraux qui auront, de façon durable, la faveur de la politique arabo-britannique.

Mais Ibn Séoud, souverain du Nedj, a chassé de La Mecque le roi Hussein et l'a ainsi forcé à abandonner, le 13 octobre 1924, le titre de calife qu'il venait de relever ; puis, expulsant le roi Ali de Djeddah, il a réuni le Hedjaz à sa couronne le 8 janvier 1926, pour prendre, en 1932, le titre de roi de

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

l'Arabie Séoudite. Dans un style différent, cet ennemi des Hachémites se pose, lui aussi, en champion de la fraternité arabe ; on le verra bien en 1931 lorsque, entré en conflit avec l'imâm du Yémen à propos du Djebel Arouh, il renonce à ses prétentions et cède à son rival le territoire contesté, car il considère « qu'il sort de la possession d'un Arabe pour entrer dans la possession d'un autre Arabe » ; puis, la guerre éclatant cependant trois ans plus tard, Ibn Séoud impose à l'imâm vaincu le « traité d'amitié islamique et de fraternité arabe » du 19 mai 1934, prévoyant entre eux un « état de fraternité islamique arabe perpétuelle » et disposant même, pour le principe, que « les deux nations n'en font qu'une seule ». Certes, ce n'est là que manœuvre d'un souverain intelligent, qui rehausse sa splendeur de générosité, afin de mieux servir sa propagande. Mais de tels gestes fomentent et entretiennent des passions qui vont plus loin même que les chefs d'Etats ne le pressentent et ne le souhaiteraient.

Dans les pays qui sont soumis à une tutelle et à une occupation étrangère, l'influence de l'arabisme iraquien s'exercera plus aisément. Sans doute l'Egypte, accaparée par sa propre lutte, reste isolée et méfiante, avant de devenir rivale. Mais, en Syrie, nombreux sont les nationalistes qui restent fidèles à l'idée faysalienne, voient dans un recours aux Hachémites la meilleure arme contre le mandat français et imaginent l'avenir sous la forme d'une union avec l'Iraq.

L'exemple du gouvernement de Bagdad, si discrètement mis en selle par la Grande-Bretagne, favorise donc de toute manière l'extension de l'arabisme, soit qu'il suscite, comme en Arabie Séoudite, et plus tard en Egypte, d'autres foyers unitaires rivaux, soit qu'il encourage efficacement, comme dans les Etats du Levant où il propagera le rêve hachémite d'une « grande Syrie », les réactions contre les particularismes locaux et l'usage « impérialiste » que l'Europe est accusée d'en faire. Ainsi le jeune Etat iraquien, si faible qu'il soit réellement, bénéficie-t-il d'un prestige puissant et qui croît sans cesse.

L'essor de la Turquie kémaliste

Parallèlement, il est vrai, tous les autres facteurs de l'évolution orientale, dont les possibilités eussent peut-être été non moins fécondes et qui, en tout cas, correspondaient à des valeurs humaines respectables dans leur cadre, ont été, autant que cela dépendait de Londres, délibérément sacrifiés. Donnant le pas au nationalisme unitaire arabe, incarné dans l'Iraq, les Britanniques combattent la rénovation turque, sacrifient les nationalistes « minoritaires » tels que Kurdes, Assyriens, etc., desservent la politique française en Syrie et au Liban, et s'efforcent enfin de cantonner le sionisme qu'ils ont introduit en Palestine, sans d'ailleurs réussir, sur ce dernier point, à entraver les développements d'un arabisme qu'ils favorisent ailleurs.

Si longtemps client des Britanniques, l'Empire ottoman les a déçus en se laissant prendre, au début du xx^e siècle, aux séductions allemandes, et la tentative de rénovation des Jeunes Turcs n'a pas modifié cette orientation germanophile. Aussi la Grande-Bretagne, comptant désormais sur l'arabisme pour la sauvegarde de ses intérêts orientaux, abandonne-t-elle complètement, dès les accords de 1915 et plus concrètement encore lors de l'armistice de Moudros du 30 octobre 1918 et du traité de Sèvres du 10 août 1920, sa politique de conservation de la Turquie ; elle favorise désormais sur l'ancien territoire ottoman, sous réserve de quelques influences alliées, l'essor des nationalités jusqu'alors sujettes.

Cette hostilité britannique à l'égard du régime turc déchu ne désarme pas devant la révolution nationale et sociale que Moustafa Kémal inaugure dès 1920 en Anatolie orientale. Tout au contraire, Londres favorise alors l'expédition hellénique qui, à partir des antiques bases historiques de l'Ionie, tente de reconstituer une grande Grèce sur les deux rives de l'Egée et, avant d'être définitivement rejetée à la mer à Smyrne (Izmir), en septembre 1922, fait courir à la Turquie nouvelle un péril mortel.

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

Moustafa Kémal n'éprouve pas la même résistance de la part des Français qui, après les durs combats de la Cilicie et de l'Anatolie méridionale, se résignent à abandonner à la Turquie nouvelle la frange nord de la zone d'influence qui leur est reconnue au Levant ; ils traitent avec elle en termes amicaux, sans réussir cependant à s'assurer ainsi des avantages particuliers ; ils sont d'ailleurs en position fautive à l'égard d'Ankara, puisque, malgré leur volonté de conciliation, il leur faut défendre les intérêts de leurs protégés syriens, ce qu'ils ne feront pas toujours efficacement : ils finiront par consentir, en 1939, à la rétrocession à la Turquie du sandjak d'Alexandrette, alors que dès 1925 les Anglais ont assuré à l'Iraq la possession du vilayet de Mossoul.

Au début de son mouvement révolutionnaire, Moustafa Kémal trouve auprès de la seule U. R. S. S. un appui effectif et complet : il lui apparaît, en effet, comme le champion d'une indépendance nationale orientale contre les impérialismes occidentaux. Il est assez paradoxal de voir le réformateur turc, qui abolit le califat et introduit audacieusement dans son pays le laïcisme d'Etat, le code civil suisse, l'émancipation réelle de la femme, la graphie de la langue nationale en caractères latins, c'est-à-dire une occidentalisation profonde et rapide, en butte jusque vers les derniers mois de sa vie (1938) à une sorte d'ostracisme politique occidental.

L'abandon des nationalismes kurde et chrétiens par l'Occident

Ce qui aurait pu d'ailleurs justifier pareil ostracisme, c'est-à-dire l'attitude négative et parfois cruelle de la Turquie kémaliste à l'égard des nationalismes non turcs qui essayaient de se faire valoir en Asie Mineure, préoccupe d'ailleurs fort peu alors un Occident quelque peu lassé par le poids de ses clientèles traditionnelles, et incapable d'esquisser, après sa victoire, la synthèse totale d'un Orient vraiment neuf. Les arrangements interalliés de 1915-1916, si médiocrement mar-

qués par le découpage égoïste de sphères d'influence, ne sont guère amendés par les dispositions du traité de Sèvres, qui, auprès et aux dépens de la Turquie mutilée à mort, dessine des embryons indistincts d'Etats arménien, kurde, etc., aussi peu viables qu'elle. Peut-être eût-il été nécessaire, et salutaire, d'oser créer alors un Etat mixte ou une fédération kurdo-arméno-assyrienne, qui, une fois éliminé de la sorte le joug ottoman, eût pu réaliser ainsi sur les confins turcs et arabes une aire de cohabitation pacifique islamo-chrétienne et de compréhension entre Orient et Occident. Faute d'une pensée d'envergure suffisante, l'Occident se trouve au contraire amené, à peu d'exceptions près, à sacrifier les nationalismes mineurs qui avaient eu foi en lui.

C'est surtout l'Occident anglo-saxon qui accomplit ces abandons. Dès 1920, le Sénat américain refuse le mandat sur l'Arménie, en sorte que cette nation n'aura plus d'autre ressource que de se développer dans l'orbite soviétique. Quant aux Britanniques, qui en décembre 1917 saluaient chaleureusement de ce titre, « notre plus petit allié », les Assyriens en révolte contre les Turcs, certes ils les reçoivent, fugitifs, en Iraq, et les incorporent dans leurs troupes ; mais ils les emploient à combattre, pour le compte de la monarchie hachémite, les Kurdes, cependant si proches cousins de ces chrétiens tribaux ; en 1924, ils se bornent à promettre aux Assyriens « un large degré de liberté dans la conduite de leurs affaires purement locales », mais se gardent de rien construire en Iraq à leur intention, et, au lendemain du traité anglo-iraquien de 1930, ils se bornent à déclarer platoniquement devant la S. D. N. que si les Assyriens « voulaient bien admettre le point de vue qu'ils sont destinés à être les citoyens d'un Etat en voie de progrès, ils seraient équitablement traités ». Tandis que le patriarche Mar Chimoun, chef de la communauté nestorienne, revendique maladroitement une sorte d'autorité médiévale et tribale sur les Assyriens, quelques-uns de ceux-ci se réfugient en Syrie, au cours d'une crise de désespoir, et leurs familles demeurées en Iraq

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

sont victimes d'un horrible massacre (11 août 1933), dont les autorités irakiennes sont les complices sinon les instigateurs. Abusé par les promesses britanniques, le peuple assyrien reste dès lors voué à une dispersion et à une misère dont il ne s'est pas encore relevé.

L'intérêt que les Britanniques manifestent un instant à l'égard des Kurdes ne sera ni plus durable, ni plus fécond. La mission conduite en 1919 par le major Noël dans le Kurdistan occidental demeure sans conclusion. En Iraq, dans la frange sud-est du peuplement kurde, qui juxtapose des tribus souvent en cours d'écroulement, des féodaux et chefs religieux traditionalistes et quelques élites citadines éprises de nationalisme et de progrès social, les Britanniques favorisent d'abord de semi-autonomies kurdes. Mais ils ont tôt fait d'invoquer les difficultés de ce milieu peu homogène et l'insuccès de la petite principauté de cheikh Mahmoud à Suleimanié, et de céder à leur souci capital d'aplanir les difficultés devant le gouvernement centralisateur et arabe de Bagdad ; ils incitent donc les Kurdes, ils les forcent même, par quelques opérations militaires, à se contenter de privilèges linguistiques et administratifs restreints et d'une pseudo-proportionnalité dans les fonctions publiques. Du moins l'existence d'un peuplement kurde est-elle, jusqu'à un certain point, reconnue en Iraq comme un fait, alors que tout particularisme kurde est alors combattu, en Turquie par des moyens violents, voire cruels, en Iran par la pression des autorités. Ce n'est qu'en Arménie soviétique et en Syrie que les Kurdes, en nombre restreint d'ailleurs dans ces deux pays, trouvent une atmosphère vraiment libérale et sympathique à leur culture.

Le Liban et la France

En matière de minorités, en effet, comme en d'autres domaines, la politique de la France au Levant présente d'emblée, avec celle de la Grande-Bretagne, des différences profondes motivées par des raisons historiques et psychologiques,

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

qui aboutiront à une opposition fondamentale et parfois même à des conflits larvés ou aigus.

Durant la guerre de 1914-1918, la France, accaparée par la lutte sur le front occidental, ne peut envoyer en Orient que de faibles effectifs et de rares missions ; au lendemain du conflit, elle doit consentir à troquer son influence protectrice de jadis, étendue sur l'ensemble de l'Empire ottoman, contre une charge de tutelle mandataire sur un territoire du Levant, étroit dès l'origine et constamment rétréci au gré d'arrangements successifs. En contact surtout, dans le passé, avec les minoritaires, puis avec les précurseurs intellectuels du nationalisme arabe, elle se sent étrangère à ce dernier mouvement, dans la mesure où il a trouvé désormais une assiette sociale différente, un patronage britannique et un ton nouveau d'agressivité politique. Elle tarde, d'autre part, à mesurer la force des idées neuves qui se répandent dans l'Orient moderne, et la rapidité de l'évolution qui se dessine désormais. Elle concevra donc son mandat comme une œuvre d'équipement rationnel mais progressif et d'éducation administrative et politique à longue échéance, à mener dans un scrupuleux et patient respect des particularismes locaux. Elle se trouvera vite dépassée par les circonstances et par le temps lui-même, bien qu'elle ait accompli une œuvre dont elle n'aura pas toujours mesuré sur-le-champ la portée profonde.

C'est ainsi tout d'abord que la France reconnaît, dans la zone du Levant commise à son mandat, deux pays à vocation étatique distincte : le Liban et la Syrie, et que dans le second de ces Etats elle aménage des entités territoriales qui resteront longtemps distinctes.

Le Grand Liban ainsi créé en 1920, et devenu en 1926 la République libanaise, se constitue autour du vieux noyau autonome du Mont Liban ou Petit Liban. La symbiose historique entre druzes et maronites devient donc le germe d'une cohabitation plus étendue entre diverses communautés chrétiennes et musulmanes, parmi lesquelles nulle vraie majorité n'est discernable, et où disparaissent les problèmes proprement

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

aits de minorités. La répartition proportionnelle des charges et des fonctions de l'Etat entre les diverses communautés et le vote des électeurs de ces diverses communautés en un collège unique fondent, dans l'atmosphère traditionnelle de la tolérance libanaise, un équilibre politique parfaitement original et d'une particulière qualité.

L'erreur du mandat français est sans doute de ne pas s'apercevoir que le degré d'évolution du Liban et son ouverture aux valeurs et aux amitiés occidentales justifieraient une émancipation rapide, qui nous procurerait au demeurant la chance extraordinaire de traiter de façon solide avec un nationalisme oriental non hostile. Mais ce nationalisme même passe presque toujours inaperçu aux yeux des agents du mandat français. L'auteur de ces lignes a cru pouvoir conter, dans un article récent, comment en 1931 la révélation de ce nationalisme lui fut une surprise ; qu'il lui soit permis, à titre d'illustration, de reproduire ici cette confession : « Vers [cette] époque, avec un avocat de Beyrouth, je m'entretiens des réformes à accomplir au Liban ; mon interlocuteur est ambitieux et hardi : dans l'ensemble nous sommes d'accord ; j'ai l'impression d'une conversation constructive. Soudain il fait un geste vers la fenêtre, puis lance amèrement : « Tout cela est inutile ! que pouvons-nous changer, tant qu'il y a des tirailleurs sénégalais sur le trottoir ? » Pour moi, ces troupes n'étaient que celles qui avaient aidé à écarter le joug ottoman, et qui assuraient un service d'ordre ; soudain il m'apparaît que, même l'arme au pied, elles pèsent sur la pensée du citoyen. »

Les incertitudes

du mandat français sur la Syrie

En Syrie, l'atmosphère est d'emblée plus âpre ; elle est aussi plus complexe, en raison à la fois de l'absence en ce pays d'un foyer historique unique et particulier, de l'existence d'une communauté diffuse de sentiments avec les autres terri-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

toires arabes voisins, et de la présence au sein d'une majorité musulmane sunnite de groupes minoritaires, musulmans dissidents ou chrétiens, nombreux et variés.

Les circonstances amènent malheureusement le mandat à débiter par un acte de force. Les troupes françaises chassent de Damas, le 25 juillet 1920, le roi Faysal installé par les Britanniques et qui a fait mauvais accueil à la perspective d'une tutelle française. En butte ainsi, d'emblée, au préjugé défavorable des nationalistes, qui susciteront en 1925 une rébellion armée et en 1936 des émeutes urbaines d'une importance décisive, le mandat s'efforcera de promouvoir la construction et l'équipement d'un Etat moderne ; il retiendra la plus grande partie, mais non la totalité de la loi organique votée en 1928 par la Constituante, et il lui ajoutera quelques articles destinés à consacrer ses propres prérogatives et moyens d'action ; il se trouvera enfin en conflit quasi constant avec les nationalistes sur le thème de l'unité nationale syrienne.

A l'origine, en effet, le territoire sur lequel va s'exercer la mandat français est divisé par les soins de celui-ci en quatre Etats : Damas, Alep, Alaouites, Djebel Druze, et un sandjak autonome, Alexandrette ; il s'agit de répondre à des particularismes locaux, à l'attitude centrifuge et ombrageuse des sectes dissidentes de l'islam, enfin aux privilèges consentis par traité à la minorité turque. Progressivement, mais trop lentement au gré des nationalistes, l'autorité mandataire réduit ces autonomies, tout en veillant au respect des droits minoritaires ; toutefois la colonisation de la Djezirah, province la plus orientale de la Syrie, par les chrétiens et les Kurdes réfugiés d'Anatolie, reconstitue bientôt un nouveau foyer de particularisme violemment opposé à la centralisation damascène.

Devant la pression nationaliste, la France se résout cependant à négocier ; le traité signé en 1936 est, dans ses grandes lignes, analogue au traité anglo-iraquien de 1930, mais il concède à la France des prérogatives plus considérables, qui s'appliquent en particulier à la protection des minorités et

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

qui seront encore étendues, en cette matière, par un échange de lettre ultérieur.

En dépit de ces aménagements, dont l'acceptation par le nationalisme syrien constituait une concession de grande valeur, l'opinion conservatrice française, attachée à une vue étroitement traditionnelle de notre mission au Levant, mène une violente campagne contre le traité franco-syrien de 1936 et le traité franco-libanais établi parallèlement. Le gouvernement de Paris renonce donc à présenter, à l'approbation désormais improbable du Parlement, ces textes qui restent lettre morte. Ainsi est perdue l'occasion, qui ne se représentera plus, d'un arrangement français avec le nationalisme arabe en Syrie.

Ce nationalisme arabe constitue d'ailleurs, de plus en plus nettement, un mouvement qui transcende les frontières fixées à San Remo et, au-delà d'efforts particuliers comme ceux des patriotes syriens, souvent séduits d'ailleurs, nous l'avons noté, par le rayonnement hachémite, recouvre l'ensemble des pays arabes. Il revient ainsi à sa vocation profonde, dont la poursuite n'avait, provisoirement, été ajournée que pour des raisons tactiques. Dès janvier 1933, un des leaders de l'arabisme, Chékib Arslan, dont la position personnelle illustre d'ailleurs l'unification qui se réalise (c'est un druze du Liban, sans doute agnostique, passé à l'islam sunnite et devenu de nationalité séoudite), écrit dans un journal de Damas : « Le fait que les Français se dressent contre la réalisation de l'unité relative devrait porter les populations de l'arrière-pays syrien à envisager un champ d'action bien plus vaste : l'unité arabe. »

IV. LONDRES CANTONNE LE SIONISME

Sionisme et arabisme

Il est du moins un grief que le nationalisme arabe ne peut articuler contre le mandat français : celui-ci ne favorise nullement, mais au contraire entrave, toute extension du sionisme

dans les territoires syriens et libanais. La Grande-Bretagne, qui a pris à la fois l'initiative de fonder un Foyer national juif en Palestine et celle de favoriser, à partir de l'Iraq, l'essor de l'arabisme, se trouve à cet égard dans une position beaucoup plus difficile ; elle s'efforce de la soutenir en cantonnant en Palestine un sionisme auquel elle entend interdire le domaine politique, et en créant entre Palestine, Iraq, Arabie Séoudite et Syrie, un Etat-tampon sous sa tutelle, la Trans-jordanie.

Le nationalisme hachémite, tout d'abord, ne s'émeut guère ; il est opportunément rassuré par les Britanniques, qui minimisent à ses yeux la portée de l'expérience sioniste ; tour à tour, Hussein et Faysal se résignent à l'institution de ce « foyer juif » dans lequel, convenablement chapitrés, ils ne voient peut-être qu'une sorte de nouveau ghetto plus confortable et plus sûr, noyé dans un Empire arabe auquel il apportera l'utile appoint de son travail industriel et de ses versements fiscaux. Ce n'est en tout cas que le 20 janvier 1921, soit plus de cinq ans après l'échange de lettres Hussein-Mac Mahon, que Faysal exposera au *Foreign Office* qu'à son avis la Palestine doit être considérée comme incluse dans la zone promise à l'indépendance arabe.

Les réactions locales, parfois violentes comme en 1920 et 1921 à Jaffa, suscitées par des chefs arabes plus clairvoyants, tels que le futur grand mufti de Jérusalem, Hadj Amine al Hussein, sont le fait d'une minorité activiste et n'ont pas encore grande portée ; pour la généralité des Arabes de Palestine, la venue d'immigrants juifs qui achètent cher des terres incultes, considérées comme sans valeur, et distribuent de nombreux salaires, n'est nullement une calamité. Les agents britanniques estiment, dans ces conditions, que d'une prospérité économique commune et d'une bonne gestion administrative, on peut attendre des « miracles politiques » : c'est-à-dire sans doute la lente éclosion de solutions politiques originales.

Au rêve de Lawrence, selon lequel les Arabes pourraient devenir « non notre dernière colonie, mais notre premier

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

dominion à peau bronzée », plus ou moins déjoué d'ailleurs entre temps par les exigences d'un arabisme intransigeant, fêré d'indépendance absolue, s'ajoute dans le cadre palestinien celui d'un « septième dominion » (c'est le titre d'un livre publié en 1928 par un membre travailliste du Parlement britannique, l'honorable Josiah C. Wedgwood), sans doute à base juive, mais supportable pour les Arabes locaux.

Missions et prérogatives du Foyer national juif en Palestine

En tout cas, une déclaration émise le 3 juin 1922 par sir Winston Churchill, alors secrétaire d'Etat aux Colonies, tout en confirmant la déclaration Balfour, précise que « la Palestine ne sera pas transformée en foyer national juif, mais que ce foyer sera fondé en Palestine ». Elle reconnaît pour mission, à cette nouvelle entité de droit public, nullement définie, « le développement de la communauté juive existante, avec l'aide des Juifs des autres parties du monde, en sorte qu'elle puisse devenir un centre pour lequel le peuple juif dans son ensemble puisse prendre de l'intérêt et de la fierté, pour des raisons de religion et de race ». Elle donne d'ailleurs diverses assurances aux Arabes en ce qui concerne leur sauvegarde et celle de leur langue et de leur civilisation ; elle affirme enfin l'intention de la Grande-Bretagne de poursuivre en Palestine l'établissement d'un gouvernement autonome.

L'institution en Palestine du Foyer national juif n'en pose pas moins deux questions capitales pour l'avenir d'un Etat palestinien, quel qu'il soit. La construction du Foyer n'impliquera-t-elle pas qu'il doive posséder certains organes paragouvernementaux, bénéficiant d'une sorte de démembrement de souveraineté ? L'engagement d'accueil contenu dans la déclaration Balfour entraîne-t-il une autorisation illimitée d'immigration juive, pouvant aller jusqu'au bouleversement total de l'équilibre des communautés en Palestine ?

Aux termes mêmes du mandat, un organisme juif officielle-

ment reconnu coopère avec l'administration de la Palestine. L'Organisation sioniste, puis l'Agence juive, disposent ainsi, à Jérusalem, d'un exécutif qui gère, en particulier, le Fonds de reconstruction de la Palestine (organisme financier couvrant les dépenses relatives à la colonisation, à l'instruction publique, à l'immigration, à l'hygiène, au travail et aux affaires religieuses) et le Fonds national juif, lequel vise « la libération du sol palestinien » par la formation d'un domaine foncier, propriété indivise inaliénable du peuple juif. S'il est vrai que manquent, à ce schéma, beaucoup des attributs de la puissance publique (défense, affaires étrangères, etc.), on n'en retrouve pas moins là les germes principaux d'un Etat autonome, inspirés d'ailleurs par un puissant élan créateur.

Cet embryon ne peut prendre forme que grâce à l'immigration. Celle-ci est en principe indéfinie, puisque tout Juif a le droit théorique d'être accueilli en Palestine : en fait, elle se trouve réglementée et réduite par la déclaration Churchill du 3 juin 1922, avec l'accord de l'Organisation sioniste, de manière à ne pas constituer un fardeau pour l'ensemble du peuple palestinien. Mais l'application pratique de ces dispositions, surtout à mesure que les événements précipitent le départ des Juifs de l'Europe centrale, provoque un conflit permanent, de plus en plus vif, entre l'administration britannique de la Palestine et le sionisme. Pour les Juifs, en effet, les dispositions diverses prises, durant la première après-guerre, par les Britanniques, sont inspirées par le souci de ménager leurs amitiés et alliances arabes et de restreindre indûment en conséquence, autant que faire se peut, le domaine d'application de la promesse Balfour.

La Transjordanie, marche frontière de l'arabisme et Etat-tampon

La création de l'émirat de Transjordanie apparaîtra ainsi, pour l'opinion sioniste, comme une nouvelle manifestation de cette politique de division ; du moins montre-t-elle l'extrême subtilité, le plus souvent d'ailleurs efficace, du jeu britan-

nique en Orient. L'essentiel de ce jeu, nous avons essayé de le montrer, repose sur une alliance magistrale avec l'arabisme ; mais les agents de Londres connaissent trop bien les diversités orientales, ils ont trop conscience aussi de la complexité des engagements en tous sens imposés à leur gouvernement par les circonstances, pour réduire leur action à un seul thème, fût-il capital ; autour de ce centre et en fonction de lui, mais sans négliger les attaches d'intérêts mineurs, ils ordonnent leurs entreprises de manière à équilibrer exactement les servitudes marginales qu'ils ont acceptées et à les faire adroitement servir, à leur rang, pour leur grand dessein.

Frustré du trône de Bagdad, auquel un congrès de notables l'avait appelé, mais que les Anglais ne lui destinaient pas, l'émir Abdallah, fils de Hussein, rôde, dès la fin de 1920, sur les steppes d'outre-Jourdain ; il louche vers le trône de Damas, dont les Français viennent de chasser Faysal. Il n'entre cependant pas dans les plans britanniques qu'il déclenche un conflit interallié en attaquant les forces françaises ; mais il peut leur convenir qu'il s'établisse fermement à proximité d'une Syrie sous étroite tutelle mandataire, pour offrir un refuge à ses dissidents et, à ses nationalistes déçus, le spectacle d'un pouvoir arabe autonome. La présence, sur cette marche, d'un pouvoir hachémite, aura l'avantage supplémentaire de ménager un écran solide entre, d'une part, les Séoudites en mauvais termes avec la Grande-Bretagne, d'autre part, les clients qu'ils pourraient être tentés de rechercher autour de Damas et de Jérusalem. Enfin, cette disposition achève de mettre en vase clos l'expérience sioniste ; elle ménage, sur le terrain même, une sorte d'écluse entre l'Iraq, où la marée de nationalisme arabe monte à son niveau le plus élevé, et la Palestine où il ne convient point qu'elle s'enfle.

La marche transjordanienne est donc, selon d'ailleurs les prudentes prévisions générales du mandat, détachée, le 16 septembre 1922, de la Palestine, et exclue de l'application des « articles sionistes » relatifs à l'établissement du Foyer national

juif. Constituée en émirat pour Abdallah, elle est proclamée indépendante le 25 mai 1923, et liée, le 20 février 1928, par un traité, à la Grande-Bretagne ; nonobstant toutes ces dispositions, mais avec une parfaite discrétion, celle-ci conserve à Amman toutes les prérogatives de puissance mandataire.

Cette combinaison donne à l'arabisme hachémite les facilités nouvelles que nous avons indiquées, à la veille même du moment où la Grande-Bretagne doit renoncer à maintenir, sous le roi Ali, le royaume client du Hedjaz, réuni en 1926 au Nedj pour former le Royaume arabe séoudite. Elle procure en outre aux peuples arabes la satisfaction de voir restreindre le territoire primitivement dévolu à l'expérience du sionisme. Quant à celui-ci, la perte d'un champ d'expansion qu'il n'eût pas été d'ailleurs, avant de longues années, en mesure d'aborder efficacement, est apparemment compensée par le voisinage d'un prince arabe astucieux, subtil et probablement intéressé, ménageant la meilleure chance possible de quelque avantageux accord pacifique.

Des mouvements arabes nationaux à l'unité générale arabe

Sur l'évocation de cette principauté ambiguë, nous pouvons, semble-t-il, achever l'exposé de cette période intermédiaire, qui va du premier conflit mondial jusqu'aux années qui précèdent immédiatement le second.

C'est dans l'affirmation nationale arabe que nous reconnaissons la marque de cette période. Affirmation, en effet, plutôt que réalisation ; et bien des observateurs à courtes vues prendront texte de cette évidente nuance pour dénier à ce mouvement toute importance véritable.

Ce déni peu justifié constitue la grande faiblesse des politiques occidentales de l'époque, celle de Londres exceptée. Si le combat national arabe se déroule, en effet, durant cette période, à l'intérieur des compartiments étatiques déterminés par les puissances ; si dans quelques-unes de ces cases terri-

L'AFFIRMATION NATIONALE ARABE

toriales, comme en Palestine, la conscience arabe tarde à prendre forme et à affirmer ses revendications ; si nombre de protagonistes de l'arabisme consentent encore toutes les équivoques de l'opportunisme, l'unité d'un sentiment commun se dégage déjà ; des penseurs s'efforcent de mettre cette idée-force à la base de l'entreprise, dont les visionnaires discernent le visage futur.

Où les politiques patentés errent souvent, un sociologue averti ne s'abuse cependant pas. Dès 1933, Robert Montagne, alors directeur de l'Institut français de Damas, observe dans l'Orient arabe « une profonde unité d'aspirations et de tendances, une interdépendance assez étroite des mouvements »... Les « pays arabes », poursuit-il dans ce texte publié sous le pseudonyme de Louis Jovelet, « aspirent confusément à l'unité, à la réalisation d'une « nation arabe »... La solidarité des Etats de l'Arabie, qui a d'ailleurs ses limites et n'exclut pas de graves querelles intérieures, est rendue sensible par le simple aspect de la presse locale orientale, dont l'horizon d'information est toujours très étendu : elle se manifeste aussi par la circulation incessante des hommes, l'aisance avec laquelle ils s'établissent dans un pays ou dans un autre ; elle s'exprime surtout par une idéologie commune qui cherche... à provoquer partout des réactions identiques et communes dans les domaines politique, culturel ou religieux. Ainsi naît un « impérialisme arabe » qui cherche son inspiration dans le passé... ou s'efforce de lier entre eux, dans le présent..., tous les mouvements nationaux nés séparément dans les divers pays orientaux. »

La nation arabe et le rêve d'Azzam Pacha

Après avoir présenté ce pertinent tableau des faits, Robert Montagne esquisse avec clairovoyance la philosophie de ce devenir arabe, encore confus, mais porté par de hautes ambitions :

« Alors que chez nous, écrit-il, l'idée de nation, bien que

complexe, se présente sous des contours géographiques, ethniques, linguistiques, politiques, économiques, relativement précis... dans le Proche-Orient, au contraire, le même concept est, si l'on peut dire, d'une nature essentiellement diffuse et nébuleuse, et peut s'étendre aussi bien à des groupes très réduits qu'à des ensembles très vastes. Au centre de cette « nébuleuse » se trouve le particularisme local — sentiment d'appartenance à une région comme le Liban, ou à une vaste province de l'islam (Iraq, Syrie au sens large du mot, Hedjaz) ; sous une forme plus indistincte apparaît la croyance à une unité de race, la race qui peuplerait l'ensemble des pays de la Péninsule arabique. Au-delà encore, on fait appel à la foi dans l'unité historique et culturelle des peuples de langue et de dialectes arabes du golfe Persique à l'Atlantique. Enfin apparaît le rêve d'une unité politique de ce vaste monde musulman qui, parce qu'il est attaché à la religion du Prophète, utilise la « langue sacrée de Dieu », ne serait-ce que pour les usages liturgiques... Quand un Oriental parle de nationalisme... il est presque toujours impossible de savoir celui de ces quatre aspects de la « nébuleuse » qui fixe à ce moment précis son attention... La « patric arabe » a tantôt cinq millions d'habitants (Syrie, Palestine), tantôt quinze (Arabie). Elle croît jusqu'à soixante-dix millions lorsqu'on la regarde comme formée par les peuples de langue arabe. Elle s'enfle jusqu'à trois cents à quatre cents millions lorsqu'il s'agit de l'islam. »

Dans cette analyse, Robert Montagne se réfère essentiellement aux penseurs déjà classiques de l'arabisme : Chékib Arslan, déjà mentionné ci-dessus, et Ihsan Djabri, grand bourgeois musulman d'Alep, rédacteurs de la revue mensuelle *La Nation arabe*, éditée à Genève depuis 1930 ; il remarque qu'ils « songent à défendre successivement la cause des nationalistes syriens (syro-palestino-libanais), celle des peuples de langue arabe et celle de l'islam, quelquefois même celle de tous les Orientaux contre l'Orient ». Mais il signale, au même moment, les appels enflammés d'un « homme qui vient », véritable

prophète de l'arabisme : Abderrahman Pacha Azzam. Il attache une particulière importance à l'article retentissant que vient de publier ce futur secrétaire général de la Ligue arabe dans le premier numéro de la revue *Al Arab*, de Jérusalem (27 août 1932), sous ce titre-programme : « Les Arabes, peuple de l'avenir. »

« Tandis que s'affirmera, écrit Abderrahman Pacha, la propagande de l'unité arabe, et qu'elle s'imposera aux peuples arabes effrayés et hésitants, ceux qui se consacreront à cette tâche apercevront avec évidence l'importance de leur rôle et le bien-fondé de leur entreprise... L'unité arabe est une réalité actuelle et une réalité historique... Le morcellement de la nation arabe en peuples et en tribus n'est pas un indice de sa dissolution, ni non plus de son manque de vitalité ; c'est simplement l'une des marques de l'ignorance et l'une des manifestations de la pression des races européennes en Orient. Mais cet état de division n'empêchera pas la nation arabe de se manifester avec la puissance qu'elle mérite... Si la race arabe devient prépondérante, avec elle les qualités parfaites prédomineront. Le besoin qu'ont les Arabes de l'unité ne fait pas de doute, pas plus que ne fait de doute le besoin que l'univers a des Arabes. Portez donc votre regard sur la nation de l'avenir, la nation arabe. »

Mais tandis qu'il parle ainsi, le prophète de la « nation arabe » ne semble pas sentir qu'elle n'est déjà plus seule dans le domaine qu'il lui reconnaît. Dans ce texte, il ne souffle mot du sionisme ; il ne reconnaît point encore cet adversaire inexpiable qui, dans les années à venir, va inciter les élans jusqu'alors diffus du sentiment arabe à se fixer sur la Palestine, et leur procurer ainsi, avec les thèmes de leur propagande, une forme plus concrète et une vigueur plus concentrée. Car Azzam Pacha lui-même tarde à identifier ce nationalisme israélien naissant qui, sur la terre « deux fois promise », va défier si gravement le nationalisme arabe, pour un violent conflit qui dominera les deux décennies à venir.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

IV

**L'ERE DE L'ANTAGONISME
ARABO-ISRAELIEN (1936-1955)**

Institut kurde de Paris

« La question juive internationale doit recevoir une solution nationale... Le vrai, le seul moyen serait la création d'une nationalité juive, d'un peuple sur son propre fonds, sur son propre sol, l'auto-émancipation des Juifs, leur égalisation comme nation entre les nations par l'acquisition d'une partie propre. »

LÉO PINSKER.

1. CONTRE LE SIONISME, L'ARABISME MISE SUR L'AXE

Premières résistances arabes en Palestine

Dans le sionisme naissant, l'arabisme n'a pas d'emblée, comme nous l'avons noté, vu son adversaire fondamental. Telle publication de l'Agence juive, qui, en mars 1939, croit pouvoir écrire que, « durant les années cruciales de 1917 à 1921, aucune prétention sur la Palestine ne fut élevée par les représentants arabes sur la base de la correspondance Mac Mahon », n'exagère pratiquement pas.

Les premières réactions qui se dessinent, en Palestine, contre les intrus, ne sont point exactement nationales : elles sont plutôt, semble-t-il, religieuses. Certes les immigrants

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

juifs ne sont pas tous des croyants de la foi juive, loin de là, et en tout cas ils ne se présentent pas comme tels ; mais c'est un sentiment musulman qu'ils suscitent à leur rencontre, comme si l'on ressentait d'abord que, sans droit divin, ils pénétreraient dans le *Dar al islam*, la Maison de l'islam, la Terre de la soumission au Dieu des musulmans. Ce n'est point un hasard que le premier à les braver, et à braver la domination anglaise qui les patronne, soit un jurisconsulte du droit islamique, le mufti Hadj Amine al Hussein ; l'erreur tactique des Britanniques qui, dans l'espoir de neutraliser ce personnage, accroîtront ses hautes charges musulmanes, semble ici complète.

Si l'on excepte l'épisode isolé des échauffourées de Jaffa, en 1920 et 1921, la résistance arabe, qui peu à peu s'affirme, prend d'abord les formes de la non-coopération administrative. Le premier incident grave (il fera deux cent quarante-neuf morts) n'éclate à Jérusalem que dans l'été 1929 ; il s'agit du Mur des Pleurs, dernier vestige du Temple de Salomon, qui, pour les musulmans, constitue aussi un lieu sacré, car là fut entravé le cheval Bouraq qui conduisit Mahomet à l'extase ; le prétexte est donc, une fois encore, religieux, mais on sent bien que désormais ce sont deux sensibilités exaspérées qui s'affrontent.

A l'instigation du mufti Hadj Amine, un Congrès islamique est réuni en décembre 1931 à Jérusalem, en vue de mieux défendre la « deuxième Ville sainte de l'islam », menacée par le sionisme ; son programme, religieux et culturel à l'origine, se charge, dans la réalisation, d'un contenu politique passionné. Si le spectre du sionisme mobilise alors quelques sympathies chrétiennes, surtout grecques-orthodoxes, si le rôle de directeur de la prière est confié par les congressistes à un chiite, l'unité est loin d'être réalisée ; on note, outre l'hostilité du clan arabe palestinien opposé au mufti, et l'opposition de la Turquie à cet « usage de la religion comme moyen politique », l'absence des représentants officiels de l'Iraq, du Nedj et de l'Egypte, celle-ci craignant pour la suprématie de l'Uni-

versité d'al Azhar. Le Congrès ne réussit certes pas à déclencher une action réelle ni à mettre sur pied une organisation efficace ; il fait cependant date, car il provoque dans le monde arabe un choc sentimental, et il fait retentir au loin l'émotion que commencent à soulever en Palestine les dangers du sionisme.

Les Britanniques prennent donc quelques précautions juridiques ; ils constatent officiellement qu'aucune terre en Palestine n'est plus disponible pour les achats des sionistes, dont l'immigration sera désormais mesurée par la seule possibilité de mieux exploiter le domaine déjà acquis. L'Agence juive s'émeut ; c'est en effet l'époque où l'essor du nazisme précipite vers les bureaux d'immigration une marée humaine qui s'enfle sans cesse.

Tardive évidence du nationalisme juif

Déjà, cependant, il ne suffit plus de mesurer les dimensions matérielles du problème. Il serait temps de reconnaître enfin que le sionisme présente un aspect moral prédominant, de caractère évidemment national. Mais peu de personnes le font encore. Les quelques observateurs occidentaux qui s'y efforcent ne réussissent guère à retenir l'attention, encore moins à emporter la conviction. Et ce n'est que vers 1936 que les Arabes eux-mêmes, enfin éclairés par leurs passions, prendront complète conscience de l'ampleur et de la nature du danger qui les menace.

Dans chacun de ces petits établissements collectivistes qui forment l'avant-garde de la colonisation sioniste en Palestine, dans chaque *kibboutz*, l'esprit du sionisme apparaît cependant, dès l'origine, en pleine clarté. Les jeunes pionniers qui ont aligné ces routes, bâti ces fermes, creusé ces canaux, sont des transfuges des cabinets d'avocats, des ateliers, des studios, des bibliothèques de l'Europe centrale. Mais ils ont accepté ici la discipline collective, la vie anonyme sous la tente,

l'ennui des tâches monotones de l'agriculture, l'absence des ordinaires ressources intellectuelles ; ils n'ont gardé auprès de leur lit de camp, pour le bref délassement du soir, qu'un violon, un carnet de dessin, un exemplaire de l'*Ethique* ou de *Zauberberg*. Et, lorsque le succès récompense leurs efforts, lorsque la jeune colonie boucle un bilan positif et reconstitue les fonds avancés, ils dédaignent de consacrer au confort et aux distractions les bénéfices désormais assurés ; ils essaient, et fondent plus avant une nouvelle entreprise.

La plupart de ces pionniers n'ont pas la foi religieuse juive. Souvent, dans les petites colonies, le groupe minuscule des croyants en est réduit à guetter l'éventuel visiteur pieux, dont la passagère présence permettra de parfaire l'effectif rituel et de prononcer la prière. Mais la tradition mosaïque, revivifiée comme une antique épopée et transposée en termes modernes, dessine le cadre où ce peuple a choisi de revivre : ce n'est pas n'importe où, c'est à Sion, qu'après quelques hésitations le Foyer a été fondé. Loi juive et doctrine socialiste modelent ensemble les institutions, tel ce bail héréditaire de quarante-neuf ans par lequel le Fonds national juif amodie aux colons les parcelles du domaine foncier inaliénable reconstitué pour le peuple. Ainsi la nation naguère humiliée et dispersée renoue, sur sa terre qu'elle ranime, le fil interrompu de sa glorieuse histoire.

Le sionisme n'est donc, en son essence, ni religieux, ni économique, mais national. Ainsi le prophétisait, dès 1882, Léo Pinsker, Juif d'Odessa, en écrivant *Auto-Emancipation*. Il ne s'agit ni de rebâtir le Temple, ni de constituer des entreprises rentables, ni même de fonder un sûr asile ; la renaissance juive exige « la création d'une nationalité juive, d'un peuple sur son propre fonds, l'auto-émancipation des Juifs, leur égalisation comme une nation entre les nations par l'acquisition d'une patrie propre ».

Sur la nécessité de rappeler constamment pareils principes, sur les modalités de l'entreprise, sur le rythme qu'il convient de lui imprimer, sur l'opportunité ou le danger de certains

ménagements, les sionistes peuvent être divisés, et ils le sont. Peu importe. Avec toutes les nuances possibles, l'action de tous et de chacun tend à faire de Sion une réalité souveraine ; elle est fondamentalement nationale et nationaliste.

Mais deux peuples différents ne peuvent pas, sur la même terre « deux fois promise », œuvrer pour leur exclusive affirmation. Car les Arabes, qui se sentent dispersés entre des frontières artificielles, humiliés par des impérialismes subtils, assoiffés d'absolu, entendent eux aussi réaliser l'idéal mystique de leur unité. Appelés, ils en sont persuadés, à une prochaine et totale émancipation, comment accepteraient-ils de concéder à des immigrants de définitifs droits souverains, comment supporteraient-ils que leur sol serve à l'affirmation de puissance d'un autre peuple, et devienne le chantier du prestige de l'étranger ?

Longtemps masqué par des manœuvres, des escarmouches, des compromis et des trêves, le conflit aigu entre arabisme et sionisme est inévitable : il éclate en 1936 en des troubles sanglants et inexpiables, marqués par un cruel terrorisme. Il dominera, pendant vingt ans, les réalités du Proche-Orient.

Les Britanniques devant le conflit aigu entre Juifs et Arabes

Les Britanniques envisagent enfin, à cette date, le problème palestinien dans toute son ampleur. Une commission spéciale d'enquête, présidée par lord Peel, dépose le 8 juillet 1937 un lumineux rapport. Ce document, qui analyse à fond les récents troubles, souligne entre autres le rôle considérable qu'y a joué le « facteur externe » : appui de l'arabisme des pays voisins, exemple des réalisations nationales, traités anglo-transjordanien de 1920, anglo-iraquien de 1930-1932, anglo-égyptien, franco-syrien et franco-libanais de 1936. Il révèle la réalité, face à ce nationalisme arabe, d'un nationalisme juif que ne peuvent satisfaire non plus les institutions boiteuses du mandat. « Le Foyer national ne pouvait pas être à demi

national... Un état de minorité permanente, ce n'est pas un Foyer national. » Il montre aussi que chaque communauté a développé en fait, de son côté, des institutions quasi nationales, sous forme de « gouvernements parallèles » : Agence juive, Haut-Comité arabe allié au Conseil suprême islamique. Il rejette, comme déjà dépassé, le palliatif par lequel on tenterait de fédérer deux « cantons » palestiniens, l'un juif, l'autre arabe. Il préconise donc la *partition*, c'est-à-dire une division totale et définitive : outre un territoire sous mandat, par lequel seraient assurées la neutralité et la protection des divers Lieux saints, il envisage deux États souverains et indépendants, bien que liés par traités à la Grande-Bretagne, l'un juif, l'autre arabe.

Chacun des deux camps antagonistes proteste, mais avec des nuances très différentes. L'arabisme, ainsi coupé de la Méditerranée, s'indigne violemment ; toutefois l'émir Abdallah, séduit par un éventuel accroissement de son domaine, se montre plus réservé. Le sionisme se refuse à envisager une limitation politique du nombre des immigrants, mais il n'est pas indifférent à la consécration du principe d'un État juif, si réduit soit-il. Ainsi s'amorcent des prises de position qui vaudront, dans l'ensemble, pour dix ans.

Tout essai de découpage palestinien se heurtera d'ailleurs, en attendant qu'il soit réalisé par les armes en 1948, à des « impossibilités pratiques », telles que celles que décrit en 1938 le très consciencieux, mais décourageant rapport Woodhead. Résolu donc, ainsi qu'il le proclame le 9 novembre 1938, à conserver « la responsabilité du gouvernement de l'ensemble de la Palestine », le Cabinet de Londres s'en tient désormais à une politique de laborieux et provisoires palliatifs.

L'arabisme séduit par le nazisme

La résistance arabe, électrisée par les dangers de tout partage, se précise et se généralise : un Congrès parlementaire panarabe se réunit au Caire, en septembre 1938, pour « la

défense de la Palestine ». Mais il ne parvient pas à l'unanimité ; ni l'Arabie Séoudite, ni le Wafd égyptien, alors absent du pouvoir, ne s'associent à ces démarches. Et pendant ce temps, le sionisme acquiert, en raison des circonstances, une puissance d'une ampleur imprévue.

Adolf Hitler, il faut le proclamer sans crainte du paradoxe, est un des principaux bienfaiteurs du Foyer national juif ; il aura contribué plus que quiconque à la fondation de l'Etat d'Israël, dont il sera par surcroît, nous le verrons ultérieurement, l'involontaire sauveur posthume. Dès 1933, commencent à affluer en Palestine les Juifs d'Allemagne et d'Autriche chassés par les prodromes du nazisme. Ils apportent non seulement leur nombre, mais leur talent, leur intelligence, leur esprit d'entreprise, et aussi leurs capitaux. Réaliste, en dépit de sa haine, le III^e Reich autorise en effet l'exportation des fonds juifs, à condition qu'ils soient réinvestis dans des affaires en relations avec l'Allemagne ; et jusqu'à la guerre subsistera au consulat nazi de Jérusalem un vice-consul, issu d'ailleurs d'une mère juive, spécialement chargé de ces arrangements.

Nonobstant ces curieux enchaînements, qu'ils n'aperçoivent sans doute guère, les nationalistes arabes voient dans le nazisme leur allié naturel, et bientôt leur aide majeure : non seulement il frappe les Juifs, devenus par le sionisme leurs ennemis inexpiables, mais encore il défie l'Occident, créateur et mainteneur de ce Foyer national enfoncé comme une épine, se développant dans la chair arabe comme un abcès. Le traditionnel goût musulman des communautés autoritaires, qui confondent en un élan unique les impulsions ailleurs distinguées en tant que « religieuses » ou « nationales » ; un respect inné de la force ; un certain romantisme, enfin, se conjuguent avec ces « raisons » pour réaliser, entre l'Axe et l'arabisme, une alliance non écrite, mais réelle et efficace. Or, de façon visible, le conflit mondial s'approche. La Grande-Bretagne, qui tient le « premier rôle » occidental en Orient,

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

et dans une certaine mesure la France, se trouvent en présence de prochaines et lourdes responsabilités.

Mesures pour le temps de guerre

Très sommairement, il faut énoncer les mesures que prennent les Alliés de demain pour répondre à ces responsabilités. L'expédition de Mussolini contre l'Ethiopie trouble d'autant plus l'Orient que l'Italie, qui n'avait jamais celé ses vucs, indistinctes mais ambitieuses, sur la côte anatolienne et sur les Détroits, renforce alors les garnisons du Dodécanèse devenu une sorte de base arrière. L'occasion semble donc bonne aux démocraties occidentales de rassembler, autour d'une garantie de sécurité, les Etats orientaux attachés à la stabilité de la région ; Grèce et Turquie adhèrent au pacte proposé ; le règlement, au profit de la Turquie, du litige d'Alexandrette, n'y nuit sûrement pas, mais il laissera légitimement une blessure au cœur des Syriens, ulcérés de n'avoir pas été, en cette circonstance, servis par la puissance qui assumait leur tutelle. A la veille de la guerre, une alliance en bonne et due forme est même conclue entre Grande-Bretagne, France et Turquie ; elle est signée le 3 septembre 1939.

La France renonce d'ailleurs, à l'égard des Etats du Levant, à poursuivre dans l'immédiat cette « politique des traités » qu'elle n'a pas pu conduire à son terme. Comme l'y autorisent les articles qu'elle a ajoutés aux chartes organiques de la Syrie et du Liban, elle met provisoirement en sommeil la vie constitutionnelle de ces Etats et elle y établit des gouvernements de fonctionnaires qu'elle décharge, à leur grand soulagement d'ailleurs, de toute responsabilité quant au maintien de l'ordre et au ravitaillement civil.

La Grande-Bretagne entreprend, elle aussi, après de vains essais de « Table ronde » arabo-anglo-sioniste, et d'inefficaces contacts avec l'Iraq, l'Egypte et l'Arabie, de « geler » le problème palestinien ; à cet effet, pense-t-on à Londres, il n'est que de durcir et de préciser la politique restrictive appliquée

en matière d'immigration juive, et d'éloigner la perspective, entrevue un instant, de l'Etat juif. Un Livre blanc publié le 17 mai 1939 annonce, à échéance de dix ans, le projet d'un Etat palestinien dans lequel Arabes et Juifs exerceraient conjointement l'autorité ; tandis que, progressivement, s'organisera la coopération nécessaire, l'immigration juive sera, durant les cinq années à venir, réduite à un total de soixante-quinze mille personnes.

Réactions juives

Les sionistes, qui se sentent gravement frappés par cette atteinte à leurs ressources humaines, y voient un reniement de la promesse Balfour. Ils se croient donc en droit de tourner cette réglementation, qu'ils jugent inique, et ils organisent l'immigration clandestine. Celle-ci emploiera tous les moyens, depuis le sabotage dans un port palestinien d'un navire chargé d'immigrants illégaux, qu'il faut dès lors accueillir (mais les Anglais soustrairont leur nombre du total des entrées autorisées) jusqu'au dynamitage des bureaux d'immigration, en vue de récupérer les permis d'entrée déjà utilisés et dont les Juifs se serviront de nouveau. L'ostracisme mandataire écartera même, durant la guerre, les fugitifs israélites qui s'échappent des territoires contrôlés par l'Axe ; trois cents d'entre ces malheureux, entassés sur la *Struma* et écartés de la Terre promise, préférèrent éventrer leur bateau et périr en mer Noire, plutôt que de regagner la Bulgarie.

L'exaspération réciproque à la suite de ces actes de désespoir, de ces violences et de leur répression, suscitera, dès la fin de la guerre, un cruel terrorisme antibritannique, auquel les Anglais répondront par des moyens non moins sévères ; il faut en lire le récit, horrible et exaltant, sous la plume de Menahem Begin, un des chefs de la résistance juive, auteur de *la Révolte d'Israël*.

Cependant, et quels que soient leurs griefs à l'égard des Britanniques, les sionistes comprennent bien que le destin

du Foyer juif, voire sa simple survie, sont liés à la victoire des démocraties occidentales. Ils s'offrent donc à participer à leur effort de guerre, et ils le feront, sur le front, avec éclat, dans la mesure minime où les Britanniques, qui craignent pour l'avenir, consentiront à les armer.

Première formule d'un « neutralisme » arabe

Quant aux Arabes, ils montrent dès cette date un trait de leur psychologie, qui restera constant et dont la connaissance éclaire tout le déroulement ultérieur des événements jusqu'à nos jours. Leur attitude est entièrement gouvernée par leurs passions nationales, par la considération exclusive des intérêts de leur peuple, enfin par la haine chaque jour plus forte qui les anime contre le sionisme, dans lequel ils reconnaissent désormais l'obstacle majeur à leurs desseins. Toutes les pensées, toutes les passions arabes tournent désormais autour du seul pôle palestinien. Rien n'entre en ligne de compte que leur lutte nationale ; à l'égard de tout autre conflit, ils sont, en quelque sorte, neutres. Entièrement dominés par la considération de leurs seuls objectifs nationaux, ils tiendront, en quelque sorte, les événements mondiaux pour inexistants ; ou mieux, ils ne les apercevront et les jugeront qu'en fonction du conflit particulier où ils sont engagés et de l'œuvre nationale qu'ils poursuivent.

Leur cause, en effet, n'est-elle pas majeure ? Abderahman Pacha Azzam, en invitant « les gens de langue arabe » à lutter contre l'ignorance et contre l'impérialisme, a défini leur obligatoire vocation en termes ambitieux et passionnés, qui les séduiront durablement : « En sauvant les Arabes, ils sauveront l'univers... sur lequel le matérialisme a étendu son aile, depuis que la civilisation arabe est arrivée à son couchant... Si la race arabe l'emporte, avec elle les qualités parfaites deviendront prédominantes, et la vie matérielle déclinera, pour que s'élève la vie spirituelle. Et, si les Arabes

donnent les qualités et la vie véritables à l'univers, ils l'auront sauvé des malheurs dans lesquels il se débattait et ils l'auront créé de nouveau. »

On ne s'étonnera donc pas de voir les Arabes, persuadés que leur lutte pour l'indépendance et leur quête de l'unité sont les événements majeurs de ce temps, tenir pour subalternes les efforts et les arrangements des puissances, et ne considérer que sous l'angle de leurs affaires propres le grand choc mondial qui se prépare.

L'élimination des forces étrangères qui s'accrochent en Iraq, en Egypte, en Syrie, au Liban ; le combat contre le sionisme, qui insère en Palestine une « présence occidentale » considérée comme plus dangereuse encore ; le rejet de toutes ces influences étrangères, dont l'arabisme se persuade qu'elles fomentent la division du monde arabe et l'empêchent de réaliser ses grands desseins de libération et d'unanimité, seront les thèmes en fonction desquels les nationalistes arabes jugeront les événements extérieurs et détermineront leur propre comportement.

Il ne faudra pas non plus s'indigner si les Arabes n'introduisent, dans leur jugement sur les antagonistes, aucune considération morale. Certes, après avoir cru que les Etats d'Occident, avec les idées démocratiques et les formules parlementaires, apportaient la liberté, et n'avaient point jugé qu'au lendemain de la victoire alliée de 1918 ce bien leur ait été procuré, ils subissent la séduction du totalitarisme fasciste et nazi qui flatte en eux des conceptions d'autorité et de communauté. Mais, par-dessus tout, ils se défient de ces étrangers, les uns et les autres ; ils leur reprochent leurs vues égoïstes, et aucun d'entre eux en effet : ni la Grande-Bretagne, qui n'a pas servi l'arabisme jusqu'au bout, et demeure odieuse par le maintien de ses bases en Egypte et en Iraq ; ni la France, qui prétend manifester un égal respect à l'égard de toutes les populations, mais qui est suspectée de vouloir tirer, de la protection des minorités, de subtils moyens de domination ; ni même l'Allemagne, ivre de sa propre voca-

tion, idolâtre de son propre sang, ne se consacrent vraiment à l'arabisme. Dès lors, les Arabes se tiendront à l'écart ; ils choisiront à l'extérieur, et de préférence hors du camp occidental, à leurs yeux coupable d'agression à leur égard, des aides et des alliés du moment, mais ils ne se lieront à aucune cause, parce que ce serait trahir la leur, qui leur paraît la seule.

Ce paroxysme de l'arabisme explique l'attitude des Arabes au cours de la deuxième guerre mondiale, comme il continue d'éclairer aujourd'hui leur neutralisme dans le conflit des deux blocs mondiaux. Faute de comprendre cela, on ne peut rien saisir de fondamental dans les affaires orientales, et l'on est voué à rester ballotté et désorienté par le choc des événements quotidiens.

Les remous de l'Iraq et la rébellion de Rachid Ali Gaylani

En 1939, le sentiment national arabe est donc avec l'Axe, parce qu'il est contre le sionisme. Mais ce n'est pas en Palestine, où les troubles ont amené les Britanniques à développer une forte assiette policière et militaire, c'est en Iraq, en ce pays dont les Britanniques avaient cependant fait le champion de l'arabisme, qu'ils lanceront leur défi aux Alliés.

Au lendemain des massacres assyriens de 1933, Faysal disparaît. L'affreux événement, dont la nouvelle l'a surpris en Suisse, l'avait bouleversé : n'allait-il pas disqualifier l'Iraq, à peine admis à l'indépendance ? Ressentir cette crainte était certes faire trop de crédit à la conscience occidentale ; mais le roi arabe, brisé d'émotion, succombe quelques jours plus tard à une crise cardiaque. Son fils Ghazi, qui lui succède, est un jeune homme aux violents instincts, passionné de voitures de course et de vitesse ; six ans plus tard, il se tuera au volant, à la porte même de son palais. Entre-temps, il aura laissé l'Iraq se détourner de cette politique arabe raisonnée et patiente que patronnait la Grande-Bretagne, et suivre les

séductions du nationalisme extrémiste. En 1936, une dictature militaire porte pour quelques mois au pouvoir Bekir Sidqi, l'un des auteurs des massacres assyriens ; et la faveur du peuple, délaissant le subtil Nouri Pacha Saïd, que ses attaches anglaises déconsidèrent, va désormais à l'énergique Rachid Ali Gaylani, paré du prestige religieux de son ancêtre Sidi Abdelqader, le grand saint de l'islam, dont la tombe est à Bagdad et dont la confrérie, la Qadriya, rayonne sur tout le monde musulman.

Dès les premiers jours de la guerre, le grand mufti Hadj Amine al Hussein quitte son précaire abri du Liban, où il avait fui de Palestine, et vient s'établir à Bagdad. Auprès de Faysal II, un enfant de cinq ans, veille le régent Abdullillah, son oncle, héritier loyal de la pensée faysalienne et champion de l'amitié britannique. Mais il faut bientôt laisser accéder au pouvoir Rachid Ali, auquel la présence du mufti et l'appui populaire procurent un surcroît d'élan. Les Britanniques n'ont plus les moyens de s'opposer à cette inquiétante évolution intérieure ; mais, forts des dispositions du traité de 1930, ils continuent d'utiliser l'Iraq comme base pour leurs opérations contre l'Axe aux confins de l'Égypte et de la Libye ; il leur semble plus sûr, et plus aisé, de faire débarquer les troupes de l'Inde à Bassorah plutôt qu'à Suez. C'est cependant à cette occasion que le conflit éclate entre Londres, qui pense être seul maître des modalités de transit, et Bagdad, qui entend régler celui-ci par échelonnement des grandes unités : une nouvelle division ne pourrait débarquer qu'après que la précédente aura quitté le territoire iraquien, qui à défaut de cette précaution risquerait d'être réoccupé en force. Les Britanniques ne modifient pas leur point de vue, et, le 2 mai 1941, l'Iraq de Rachid Ali se soulève contre eux et contre l'équipe du régent, leur allié.

Rachid Ali a certainement l'approbation de principe des nazis, moins sûrement leur accord quant à la date du mouvement, qu'ils ne soutiennent que très mollement ; ils sont alors, mais Bagdad l'ignore, en pleins préparatifs de cam-

pagne contre la Russie, et ils se soucient peu d'ouvrir un nouveau front oriental aussi lointain. Dans ces conditions, une petite colonne britannique, difficilement rassemblée en Transjordanie, n'a pas grand-peine à reprendre Bagdad, à chasser Rachid Ali et Hadj Amine et à réinstaller le régent.

II. LA GRANDE-BRETAGNE RELANCE L'ARABISME :

Bataille anglaise pour l'Orient

La Grande-Bretagne a senti le vent du boulet ; elle réagit aussitôt. D'une part elle prend les diverses mesures, parfois ingrates, qui empêcheront l'Orient de basculer du côté de l'Axe. D'autre part, de façon parallèle et sans crainte excessive d'éventuelles contradictions, elle lance une politique renouée de soutien de l'arabisme unitaire.

Dans la foulée, la force expéditionnaire britannique envahit Syrie et Liban, où les autorités de Vichy n'ont pas été en position de refuser toute facilité aux avions allemands transitant vers l'Iraq, et n'ont pas su éviter quelques envois d'armes aux rebelles. Les Français libres ont soin de s'associer à l'expédition britannique, en vue de maintenir au Levant une continuité française ; mais, rivalisant à armes inégales avec des Alliés, qui entendent non seulement contrôler un théâtre d'opérations, mais s'assurer un domaine politique particulier, ils seront assez vite évincés. Dans la foulée toujours, les Britanniques envahissent aussi l'Iran ; le gouvernement de Téhéran gardait en effet une neutralité ambiguë, et il était devenu nécessaire de forcer son concours pour établir, à travers son territoire, la liaison avec les Russes, venus d'ailleurs par le Nord à la rencontre du corps expéditionnaire anglais.

A l'égard de la Turquie, le problème est plus complexe. Lié

à Londres et à Paris par le traité du 3 septembre 1939, le gouvernement d'Ankara rétablit bientôt l'équilibre en négociant avec l'Allemagne le traité du 18 juin 1941 ; il entend, par le maintien obstiné de sa neutralité, qu'il représente à chacun des deux camps belligérants comme utile pour lui, tirer de l'un et de l'autre le maximum d'avantages, sans risquer la destruction de l'œuvre d'équipement national moderne inaugurée par Atatürk. A la veille de Stalingrad, le sentiment pro-allemand, aiguïté par la haine des Russes et par quelques visées pantouraniennes, est à son comble en Turquie. Aussi n'est-ce que le 2 août 1944 que le gouvernement d'Ankara rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne, et le 23 février 1945 qu'il lui adresse une déclaration de guerre, désormais purement formelle. Rien d'essentiel du moins ne pouvait être compromis par ces tergiversations.

Il en va tout autrement en Egypte, sur les confins occidentaux de laquelle les forces britanniques luttent durement contre l'Axe. A l'occasion du drame palestinien, le sentiment musulman, réchauffé en Egypte par le réformisme, a favorisé l'élargissement du patriotisme local en un puissant nationalisme arabe, impatient à la fois de secouer le joug de l'occupation britannique et de prendre la première place dans la lutte commune. Rien de surprenant donc à ce que l'Axe, dès les premiers jours de la guerre, bénéficie au Caire des faveurs de la foule et, longtemps, des discrètes préférences du gouvernement, qui se refuse même à déclarer la guerre à l'envahisseur italien. Instruits par le précédent de Bagdad, les Britanniques prennent les devants au Caire ; le 4 février 1942, au moyen d'une vigoureuse pression diplomatique appuyée par une démonstration militaire, ils imposent au roi Farouq la constitution d'un ministère présidé par Nahas Pacha, le chef du Wafd, rallié à eux depuis le traité de 1936. L'été 1942, la foule du Caire espère ardemment l'arrivée des soldats de Rommel, attendus comme des libérateurs, mais le gouverne-

ment wafdiste tient loyalement aux côtés des Britanniques, dont il épaula fortement d'ailleurs la politique en Syrie et au Liban.

Fort de ces « services de guerre », Nahas Pacha n'attend pas même la fin des hostilités pour solliciter une révision du traité anglo-égyptien. Mais la surenchère nationaliste le dépasse. Dès le 8 octobre 1944, il est déchargé du pouvoir par un souverain qui veut avoir les mains libres, fût-ce à l'égard de Londres, pour mener une vraie politique arabe, en particulier à l'égard de la Palestine ; une nouvelle période de tension s'ouvre entre Grande-Bretagne et Egypte.

Du moins, durant la période critique de la guerre, le pire avait-il pu, dans le domaine politique, être évité de justesse. Dans le domaine économique, la puissante organisation du *Middle East Supply Center*, créé en 1941, décharge les gouvernements des lourdes responsabilités du ravitaillement et, en même temps qu'il fait face très efficacement à ce problème, assure aux Anglo-Saxons une prise discrète et pleine d'avenir sur les réalités matérielles de l'Orient.

Nouvelle prime britannique pour l'unité arabe

Mais le gouvernement de Londres sait bien que ces réalités matérielles ne sont pas les seules, et qu'elles pèsent peu en regard des passions nationales ; aussi saisit-il, avec imagination et audace, la première occasion de lancer une nouvelle politique de l'arabisme, fondée une fois de plus sur l'Iraq. A peine les forces britanniques ont-elles fait leur rentrée victorieuse à Bagdad que, le 29 mai 1941, à Mansion House, M. Anthony Eden émet une déclaration capitale :

« Le monde arabe, proclame le chef du *Foreign Office*, a fait de grands pas, depuis le rétablissement de sa force réalisée à la fin de la dernière guerre, et beaucoup de penseurs arabes désirent pour leurs peuples un plus haut degré d'unité que

celui qu'ils ont acquis à présent. Pour arriver à cette unité, ils espèrent avoir notre aide. Aucun appel semblable venant de nos amis ne pourrait rester sans réponse. Il me semble à la fois naturel et équitable que non seulement des liens culturels et économiques, mais je dis aussi, des liens politiques, soient renforcés. Le gouvernement de Sa Majesté, pour sa part, donnera l'appui le plus complet à tout plan qui recevra une approbation générale. »

Ce texte est une sorte de chef-d'œuvre, dont on ne saurait trop peser et méditer les termes. Il flatte adroitement les Arabes qui, au lendemain même d'une révolte (durement réprimée au demeurant par le gouvernement légitime de Bagdad), sont expressément traités en « amis » ; il se garde bien de rappeler l'aide et les bienfaits britanniques, mais loue au contraire ces peuples des progrès de leur force. Loin de se cantonner prudemment dans les seuls domaines culturel et économique, il envisage hardiment le domaine politique, dont l'évocation suscite toujours un chaleureux intérêt. Cependant ce document séduisant ne manque pas de prudence, ni même de cautèle ; il se réserve de n'appuyer que les plans qui recevront une approbation générale, ce qui laisse une belle marge de choix, voire même une discrète possibilité de manœuvre.

« Croissant fertile » et Ligue arabe

Ainsi pourvu, Nouri Pacha Saïd, qui vient d'être remis en selle à Bagdad, entre aussitôt en campagne. Son plan, qui concilie les rêves de l'arabisme et les ambitions de l'Iraq, comporte la réalisation de l'unité du « Croissant fertile », cet arc de cercle qui recouvre les plaines palestiniennes, syriennes et mésopotamiennes : réalité géographique et économique, sinon humaine, dont la consécration politique permettra à l'unité arabe de marquer une première étape, à l'Iraq d'assurer décidément sa primauté. Dans cette construction, centralisée ou fédérale, en tout cas dominée par Bagdad, maronites du Liban

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

et sionistes de Palestine figureraient, avec une autonomie restreinte, comme des minorités protégées ; on comprend que cette perspective ne les enchante guère. D'autre part, ce persistant projet de la « grande Syrie », séduisant pour les réalistes négociants alépins, suscitera des méfiances durables chez les Damascènes, que seul l'amour-propre pourra détourner de leur particularisme, et qui conçoivent l'unité arabe sous d'autres formes.

L'Iraq fournit, en tout cas, son concours aux Britanniques pour fonder, en Syrie et même au Liban, un réveil du nationalisme qui permettra l'élimination du mandat français. Mais l'Egypte, à la même occasion, prête aussi main-forte, et, dès avant la fin de la guerre, elle se met en mesure, nous l'avons vu, de supplanter l'Iraq à la tête de l'arabisme ; elle met au pouvoir des hommes non suspects de collusion avec l'Occident, et elle endosse, à l'égard du problème palestinien, sans ménagement pour les attermoissements britanniques, les thèses extrêmes qui peuvent, seules, exalter les cœurs arabes.

C'est donc en Egypte que se situent, à l'automne 1944, les réactions d'où vont sortir les premières institutions de l'unité arabe. Iraq, Syrie, Liban, Transjordanie, Arabie Séoudite, Yémen, se joignent à l'Egypte pour signer, le 7 octobre 1944, le protocole d'Alexandrie ; ce document, qui esquisse les plans de la future Ligue et garantit l'indépendance et les frontières du Liban, met l'accent sur l'importance du problème de la Palestine, qui reçoit une promesse générale d'appui. Ces mêmes Etats souscrivent, le 22 mars 1945, au Caire, le pacte de la Ligue arabe : « Répondant aux vœux de l'opinion publique », cette institution a pour objet « le resserrement des rapports entre les Etats membres et la coordination de leur action politique ». La Ligue reçoit un secrétariat général permanent, établi au Caire, et dont le premier titulaire est le fougueux écrivain politique égyptien, Abderrahman Pacha Azzam. Son conseil, constitué par les représentants des Etats membres, ne peut toutefois prendre de décisions obligatoires qu'à l'unanimité.

Ainsi en ont disposé les particularismes nationaux, effarouchés, à la réflexion, par la formule fédérale esquissée à Alexandrie ; mais cette règle nouvelle constituera la grande faiblesse de l'institution. Il convient de souligner que cette faiblesse organique est expressément voulue, en particulier, par l'Égypte : « L'émiettement des forces politiques que consacre la charte de la Ligue comble ses vœux les plus chers », ainsi que le constatera un de nos meilleurs connaisseurs de l'Orient moderne, M. Marcel Colombe. « Dans la Ligue, conclura un observateur britannique, les hommes d'État arabes ont procuré un living-room à l'idée d'unité ; ils en ont conservé le fantôme et jeté la réalité par la fenêtre. »

D'emblée, la Ligue apparaît comme une tribune, offerte à l'arabisme pour développer son retentissement en Orient et son poids diplomatique à l'étranger, plutôt que comme un faisceau de forces cohérentes soumises à une direction unique. D'autre part, bien que les diverses capitales arabes alternent pour les sessions de la Ligue, l'établissement au Caire de ses organes permanents marque, en faveur de l'Égypte, un point important. En fait, l'Égypte détourne aussitôt à son profit les activités de la Ligue ; elle oublie à la fois que les Britanniques ont constamment été favorables au mouvement unitaire, et que le problème capital du monde arabe est la crise palestinienne, arrivée à son point le plus aigu ; elle dédaigne de rechercher, par le truchement de la Ligue, l'appui britannique pour la cause arabe en Terre sainte, mais elle mobilise l'institution nouvelle pour combattre la Grande-Bretagne dont elle veut extirper les derniers bastions en Égypte, et particulièrement les garnisons du canal de Suez.

C'est là une des raisons du peu d'efficacité de l'action arabe dans la nouvelle période de la crise palestinienne qui s'ouvre, au lendemain de la guerre, en termes décisifs. Une autre raison de l'échec arabe peut être trouvée dans l'apparition, sur la scène orientale, des États-Unis, fait très important qui doit nous retenir un instant.

III. LE CHOC PALESTINIEN BOULEVERSE L'ORIENT

Les Etats-Unis dans la politique orientale

Indécise encore en 1941, incertaine en 1943 devant les Balkans menacés par l'U. R. S. S., l'Amérique, en 1945, a gagné la guerre, nommé le péril de demain, pris la mesure du monde et revendiqué ses responsabilités. Dans le domaine qui nous occupe ici, elle aperçoit une tâche évidente : défendre l'Orient contre le bloc soviétique, afin de défendre l'Occident.

C'est déjà dire, d'un mot, que l'Amérique est condamnée, à l'égard du monde arabe, au plus grave des malentendus. Mais elle ignore ce danger. Tout conspire au contraire pour lui donner toute assurance : le développement rapide de ses intérêts pétroliers en Arabie Séoudite, l'épuisement de la Grande-Bretagne qui la presse de la relever en Turquie et dans les Balkans, l'empressement avec lequel de nombreux Etats orientaux sollicitent son aide et ses conseils, l'élan du sionisme consacré par le souvenir odieux des crimes nazis et appuyé chaleureusement par les Juifs des Etats-Unis, l'hésitation même de l'U. R. S. S. qui, en 1945, n'ose guère soutenir les revendications esquissées sur Kars et Ardahan, n'insiste pas sur la question des Détroits et, en 1946, abandonnant son entreprise d'Azerbaïdjan, retire ses troupes de l'Iran septentrional.

L'Amérique s'engage, presque naïvement, en une tâche dont elle ignore encore qu'elle excède sa puissance. « Les engagements contradictoires du président à l'égard des Arabes et des sionistes, en 1943-1945, constatera un excellent analyste, M. J. C. Hurewitz, se trouvaient déjà implicitement contenus dans les démarches par lesquelles l'Amérique avait pris, en partie, la responsabilité de régler l'imbroglio [palestinien] à la satisfaction mutuelle de chacun des intéressés. » En fait, dès les premières tentatives américaines de règlement apparaissent les insolubles dilemmes, et parallèlement la divi-

sion, aux Etats-Unis, de l'opinion et des autorités elles-mêmes. C'est contre l'avis du département d'Etat que le président Truman, écartant de modestes compromis, approuve le 4 octobre 1946 l'Agence juive qui réclame « un Etat juif viable contrôlant son immigration et sa politique économique, dans une région adéquate de la Palestine. »

Echec d'un règlement palestinien : le plan de partage de 1947

Cependant, le 14 février 1947, la Grande-Bretagne lassée de supporter seule, en Palestine, le poids d'une confuse et cruelle rébellion qui l'oblige à lutter à la fois contre les Juifs et les Arabes, se résigne à confier à l'O. N. U. la solution d'ensemble du problème. Après maints efforts, l'Assemblée générale des Nations Unies arrête, le 28 novembre 1947, un plan de partage évidemment fort imparfait. Il s'agirait, en réservant la zone de Jérusalem à une tutelle internationale permanente, de créer deux Etats, l'un arabe, l'autre juif, tous deux indépendants bien qu'économiquement associés, et tous deux constitués de trois territoires réunis par de délicates charnières communes¹.

Faute de mieux, les Juifs acceptent, satisfaits de pouvoir du moins construire un Etat, et s'en remettant à l'avenir pour améliorer ces bases précaires. Mais les pays arabes refusent, et les Etats-Unis doivent constater l'impossibilité où ils se trouvent d'imposer la solution internationale ; dès lors, les Juifs dénoncent leur carence et leur capitulation devant les revendications arabes.

Ainsi, malgré leur bonne volonté, leur générosité peut-être naïve, et toutes les ressources de leur puissance, les Etats-Unis échouent, comme la Grande-Bretagne et plus rapidement qu'elle, à trouver une solution pour le problème de

1. Voir croquis n° 11.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

Palestine. Ils tardent en effet à reconnaître que ce n'est pas un problème comme les autres. Sans doute eût-il fallu (et sans doute faudrait-il encore) le traiter non plus sur le seul plan des intérêts matériels et des passions humaines, mais en se souvenant qu'il s'agit de la Terre promise, et en construisant sa solution autour d'un statut des Lieux saints. L'islam et le judaïsme, comme la chrétienté, ont là des sanctuaires si précieux, qu'à leur sauvegarde et à leur honneur ces peuples qui professent des croyances monothéistes pourraient peut-être sacrifier quelques-uns des enjeux de leur politique. Il n'eût été, sans doute, que d'écouter les sereins avertissements prodigués de longue date par le Saint-Siège.

Maintes fois proposé, mais souvent à titre trop accessoire, le projet d'un statut spécial des Lieux saints n'a jamais retenu l'attention de façon suffisamment sérieuse. Ce sera l'honneur de Robert Montagne d'avoir dès 1947, alors que la Palestine était encore malléable, rappelé aux politiques que c'était « aux chrétiens aujourd'hui de concilier la querelle d'Israël et d'Ismaël », et proposé « qu'on applique désormais la notion de protection des Lieux saints des trois religions à des zones étendues de paix. Sur de vastes espaces autour de Tibériade, Nazareth, Jérusalem, Bethléem, Hébron, un gouvernement d'un type entièrement nouveau, formé des délégués des Eglises chrétiennes, imposerait l'ordre et bannirait toute activité politique et nationale, tout en favorisant les œuvres des trois religions. Son bras séculier serait la force d'un corps de volontaires internationaux et d'une police mixte »¹. Mais ce n'est que le 9 décembre 1949 que l'O. N. U. adoptera enfin un plan d'internationalisation de Jérusalem, à la fois trop réduit pour être efficace et trop ambitieux pour que la conjoncture permette de le réaliser. Il est permis de croire cependant que c'est en une voie pareille que, par l'effort des hommes de bonne volonté, si la Providence y consent, le douloureux conflit de Palestine trouvera enfin son apaisement.

1. *Le Monde*, 24 août 1947.

La guerre de Palestine et la naissance d'Israël

Au printemps 1948, cependant, ce sont les armes qui tranchent, en substituant au médiocre plan de partage de l'O. N. U. un découpage arbitraire, issu de la fortune des combats. Selon ses prévisions publiées de longue date, la Grande-Bretagne abandonne le mandat le 15 mai 1948, non sans avoir, discrètement, procuré aux Arabes les moyens d'exploiter au mieux cette décision. L'Etat juif est proclamé à Tel-Aviv et, seize minutes plus tard, reconnu *de facto* à Washington.

L'arabisme ne pardonnera jamais ce parrainage à l'Amérique. Mais, dans l'immédiat, il sera incapable d'étrangler au berceau l'Etat juif naissant. L'identité des buts poursuivis, la proximité de l'objectif, le caractère fuitif de l'occasion à saisir, ne convainquent pas les gouvernements arabes de faire trêve à leurs rivalités. Tout se passe, dans la seconde quinzaine de mai 1948, comme si les autres Etats arabes souhaitaient laisser la Transjordanie, la mieux armée, s'engager seule et s'exténuer, afin qu'elle n'ait plus, après la victoire, une force militaire intacte qui puisse s'imposer. La Légion arabe enlève Naplouse, la Samarie, Hébron, et pousse jusqu'aux hauteurs de Latron, d'où elle peut apercevoir, à quelques kilomètres seulement, Tel-Aviv et la mer ; mais elle doit, pour conquérir la vieille ville de Jérusalem, livrer un long et épuisant combat, et elle échoue enfin devant la ville nouvelle et les faubourgs, puissamment tenus par les Israéliens. Ceux-ci, en effet, par un extraordinaire sursaut de leur volonté nationale, ont fait en un instant le faisceau quasi miraculeux de toutes ces forces clandestines jusqu'alors régies par des mouvements particuliers ; la Haganah, presque régulière, l'Irgoun de Bégin, l'impitoyable groupe Stern ; l'armée juive est née en même temps que l'Etat et impose aussitôt son efficacité.

Dès lors, il est trop tard pour que les forces arabes s'enga-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

gent utilement ; leur sort sera, sans l'excuse des blessures préalables, celui des trois Curiaces vaincus tour à tour par le dernier survivant des Horaces. L'Iraq le comprend à temps ; le motif toujours disponible de quelque soulèvement kurde justifie le retrait de ses troupes à peine engagées. L'armée syrienne se contente, en enlevant une ou deux colonies à la frontière, de se procurer une carte de guerre favorable ; l'armée libanaise exécute une simple démonstration. Les trêves imposées par l'O. N. U. achèvent de briser le rythme des opérations, et il est irrémédiablement trop tard lorsque s'engage l'armée égyptienne ; ses unités, mal soutenues par leurs services, mal dirigées par le haut commandement, se battent vainement ; mais déjà quelques-uns de ses officiers, en pleine bataille, réfléchissent amèrement aux causes et aux responsabilités de la défaite, et ils en tirent les conclusions ; Gamal Abdel Nasser est parmi eux.

L'armistice et le blocus arabe

Il faut bien, enfin, que les Etats arabes se résignent à l'existence de l'Etat d'Israël, mais ils se refusent à la reconnaître. L'Iraq, qui ne peut avoir de frontières communes avec lui, maintient la fiction d'un état de guerre. Les autres gouvernements concluent des armistices sous les auspices de l'O. N. U. Celle-ci garnit la ligne de démarcation d'observateurs internationaux, le plus souvent impuissants à empêcher l'échange de raids et la multiplication d'incidents sanglants.

Les Etats arabes tiennent d'ailleurs leur échec pour provisoire. Ils reconstituent dans l'armistice, sous une forme en quelque sorte négative, la solidarité qu'ils n'ont pas su créer durant la bataille. Ils ont en effet deux armes, dont à échéance plus ou moins longue ils attendent le triomphe.

La première arme de l'arabisme, c'est le blocus d'Israël. Ce petit Etat de structure économique et sociale moderne, sans grandes ressources alimentaires, doté de cultures d'ex-

portation comme les agrumes et d'une industrie moyenne mais perfectionnée, ne peut vivre que d'échanges : le blocus arabe le coupe de son marché naturel en Orient ; il entrave même, contre tout droit, la circulation, par le canal de Suez et le golfe d'Akaba, des marchandises qu'Israël pourrait échanger avec les riverains asiatiques et africains de l'océan Indien.

En outre, Israël est, par construction même, obligé d'absorber tous les immigrants juifs qui se présentent ; il a déjà spontanément reçu les Israélites du Yémen, gens frustes mais sains, aisément assimilables en dépit de leur caractère oriental et médiéval ; on lui imposera les Juifs de l'Iran et de l'Iraq, expulsés contre leur gré sous prétexte de manque de loyalisme ; mais la plupart de ces derniers sont des employés ou commerçants urbains, des intermédiaires de type levantin, qui ne trouveront aisément ni leur emploi ni leur satisfaction dans le cadre israélien. Avec les meilleurs de ses jeunes gens à la garde de la ligne de démarcation, et un afflux d'inutiles dans les camps d'accueil, Israël connaît paradoxalement, à la fois, le problème du chômage et celui du manque de main-d'œuvre.

En dépit d'héroïques efforts et d'une extraordinaire austerité, l'économie nationale israélienne démarre difficilement ; la première année de son existence nationale, ses importations excèdent dix-sept fois ses exportations, et six ans plus tard la proportion s'établira encore aux environs de trois à un. Cet étranglement serait à bref délai mortel, si le nouvel Etat ne trouvait des concours extérieurs parfois inattendus : fonds drainés dans le monde entier par l'Agence juive, aide officielle ou privée des Etats-Unis, investissements de financiers américains, qui jouent gagnant ce jeune pays dynamique, enfin, sommes versées par la république d'Allemagne occidentale, à titre de réparations à la communauté juive pour les crimes nazis ; de nouveau Hitler apparaît comme le bien-faiteur, cette fois posthume, d'Israël.

Mais de telles ressources sont éminemment précaires. Les

violentes réactions arabes font un instant hésiter Bonn à persévérer dans son offre généreuse, de peur de perdre le commerce de l'Orient arabe ; mais une manœuvre, sans doute suggérée par Tel-Aviv, dissuade l'Egypte, adroitement intéressée, de parfaire l'unanimité nécessaire au sein de la Ligue pour ce boycottage de l'économie allemande. Autre grave alerte lorsque les Juifs des Etats-Unis craignent que l'attachement pour Israël ne soit, par quelque mac-carthysme, jugé incompatible avec le loyalisme à l'égard de l'Union ; ils ne seront que lentement et incomplètement rassurés. Enfin, la politique même du département d'Etat, bientôt aux mains des républicains et désormais soucieux de mieux satisfaire l'arabisme, est encore un sujet de préoccupations pour le gouvernement israélien. Ajoutons que celui-ci, en majorité socialiste, mécontente les plus actifs des citoyens qui le soutiennent, en s'associant les éléments libéraux qui lui sont indispensables pour acquérir aide et appui à l'extérieur.

Dans tous les domaines, économique et social, politique et stratégique, Israël est donc condamné à vivre dangereusement. Mais cet âpre climat galvanise ses énergies ; il vit, et il déjoue les plans arabes de blocus, si gros pour lui de multiples dangers.

Le problème des réfugiés arabes de Palestine

Contre Israël l'arabisme possède une seconde arme, non moins redoutable : la masse des réfugiés arabes de Palestine.

L'histoire de ces malheureux est obscure et cruelle. La panique s'est emparée, en effet, des populations musulmanes de Judée, lorsque dès les premiers chocs de mai 1948 des éléments juifs ont massacré les habitants de Deir Yassine, près de Jérusalem. Ce crime était-il le fait de quelques

fanatiques, ou bien avait-il été prémédité pour déclencher l'exode ? Au demeurant, certains chefs et notables musulmans n'auraient-ils pas encouragé cette émigration, considérée comme provisoire, afin de laisser le champ plus libre aux forces arabes coalisées contre Israël ? Quoi qu'il en soit, l'armistice trouve plus de cinq cent mille Arabes, originaires des territoires du nouvel Etat d'Israël, désormais réfugiés dans les pays arabes voisins. Israël autorise bien à rentrer quelques chrétiens citadins, mais croit avoir de solides raisons pour ne point accueillir derechef, sur un sol où déjà l'espace manque à ses immigrants, cette masse d'hommes d'ailleurs hostiles, tout prêts sans doute à former une gigantesque cinquième colonne.

Mais, de son côté, l'arabisme proclame l'imprescriptible droit de ces réfugiés à reprendre leur place sur le sol ancestral ; et de peur de sembler transiger, il n'admet pas que, même provisoirement, ils soient établis ailleurs. Loin de songer à alléger leurs maux, il les garde misérables, mais disponibles, comme une arme ; ils doivent être à la fois une menace contre Israël, un avertissement à l'adresse des gouvernements modérés arabes qui seraient tentés de fléchir, une inquiétude et un remords pour l'Occident. Ils sont même par surcroît, pour celui-ci, une charge : comme les pays arabes refusent de les établir sur leur sol, de leur confier des terres et de leur donner du travail, ils sont relégués inactifs en des camps, où l'accroissement démographique naturel augmente sans cesse leur nombre et où seuls des apports extérieurs subviennent à leurs besoins. Ces secours, c'est, par le canal d'une organisation spécialisée de l'O. N. U., presque exclusivement l'Occident qui les octroie, et particulièrement l'Amérique ; pour sa peine, celle-ci encourt la haine inexpiable de ces gens, persuadés par une constante propagande qu'elle est à l'origine de leurs malheurs.

Malgré cette haine, ou peut-être même à cause d'elle, les Etats-Unis recherchent avec constance par quel moyen ils

pourraient enfin trouver à leur problème une solution heureuse pour eux et acceptable pour tous. Il leur paraît que l'exploitation des ressources hydrauliques de la profonde vallée du Jourdain, réalisée en commun par les Etats riverains sur le type éprouvé de la *Tennessee Valley Authority*, pourrait, en procurant les terres irriguées nouvelles nécessaires à leur installation et en fournissant maints autres avantages aux économies nationales intéressées, constituer cette solution.

Mais c'est renouveler l'erreur des Britanniques qui naguère croyaient pouvoir, en Palestine, concilier Arabes et Juifs en une prospérité commune ; après l'échec de cette expérience et dans la situation gravement enfiévrée du moment, la méprise est évidente. Conscient de la difficulté de cette entreprise, le président Eisenhower met tous les atouts dans son jeu ; il choisit, pour son envoyé personnel, le patient et subtil Eric Johnston, qui s'est acquis une incomparable réputation de médiateur dans l'industrie cinématographique d'Hollywood ; cependant, celui qui a su concilier les caprices des stars et les exigences des producteurs échouera finalement, malgré de patientes missions renouvelées durant des années, à faire accepter par les Etats arabes riverains du Jourdain un plan qui leur assurerait la prospérité, mais qui priverait d'une partie de leur aliment les passions maîtresses de l'arabisme.

Les coups d'Etat militaires en Syrie

Ces passions, en effet, surexcitées par l'amère aventure palestinienne, travaillent plus profondément que jamais les masses arabes, et derrière les façades apparemment intactes des institutions gouvernementales, des influences sociales établies et des richesses acquises, elles vont renouveler, territoire par territoire, la structure des Etats les plus importants. Ainsi

l'échec de Palestine est-il à la base d'une vaste révolution interne, dont la gravité et la généralité n'apparaîtront que peu à peu.

Ce sont les officiers arabes, conscients du désastre qu'ils ont subi, mais persuadés que les gouvernants sont les seuls responsables, qui inaugurent et guident cette révolution. Issus généralement de la bourgeoisie moyenne, ils sont proches du peuple et conscients de ses besoins, et, mieux que la plupart des citoyens et même des chefs politiques, ils comprennent les nécessités du monde moderne, l'urgence des réformes, la valeur du désintéressement personnel et de la probité.

Le premier d'entre eux à se lever est un colonel syrien, Husni Zaïm : pittoresque et loyale figure de soldat, kurde et turc plutôt qu'arabe, militairement éduqué à la française, il élimine sans verser de sang, le 30 mars 1949, un gouvernement qu'il estime indigne ; une fois au pouvoir, il pratique un paternalisme bourru qui plaît au peuple, mais il ne réussit pas à rallier les milieux politiques nationalistes. Fêru d'indépendance syrienne et méfiant à l'égard de Bagdad, il cherche des assurances vers le Sud : le 25 juin, il déclare que « la Syrie compte sur l'appui de l'Egypte et de l'Arabie Séoudite et constitue avec ces deux pays « le triangle Le Caire-Damas-Riadh ». Mais, après seulement cent trente-sept jours, il est sauvagement abattu par un petit parti militaire dévoué aux fractions pro-hachémites locales.

Quelques mois plus tard, un troisième coup d'Etat est exécuté en Syrie par le colonel Adib Chichakli ; plus politique que Zaïm, celui-ci se maintiendra quatre ans, au milieu d'expériences assez variées ; lorsque, le 27 février 1954, il se laissera éliminer par une fraction militaire, car il refusera de verser le sang pour se maintenir, il aura marqué de significatives étapes dans l'évolution syrienne : l'importance politique des communautés a été réduite, l'aide américaine du Point IV refusée, un certain progrès social amorcé, enfin et surtout le sentiment de l'arabisme favorisé, en liaison signifi-

cative avec un nationalisme syrien renouvelé. La Syrie est mûre pour l'essor des forces de gauche, que marquent dès les élections de septembre 1954 les premiers succès vite généralisés du parti socialiste de la renaissance arabe, le *Baas*.

La révolution égyptienne et la montée de Nasser

A la différence des coups d'Etat syriens, la révolution survenue au Caire le 26 juillet 1952 et qui balaye une monarchie et une aristocratie de gouvernement tenues pour corrompues, n'est pas exclusivement l'œuvre des militaires. Le groupe islamique fondamentaliste des Frères musulmans y prend une part importante et même, à l'en croire, prépondérante. Mais c'est bien l'inspiration des « officiers libres » qui donne au mouvement son sens et son élan ; ces soldats honnêtes ont remâché le désastre de Palestine et en ont rendu responsables non seulement le haut commandement, mais le gouvernement et la monarchie ; ils imposent, avec d'ailleurs le minimum de violence, une volonté de réforme qui leur vaut une adhésion populaire enthousiaste.

A la tête de l'Egypte ainsi renouvelée, la silhouette patriarcale du général Mohamed Néguib, portée d'abord au premier rang, fait place au bout de dix-huit mois à celle, plus tranchante, du lieutenant-colonel Gamal Abdel Nasser. Les dimensions récemment prises par ce personnage sur la scène arabe et internationale ne doivent pas faire oublier que sa vocation première, exprimée en un pamphlet de forme médiocre, mais de tendance caractéristique, *La Philosophie de la Révolution*, fut celle d'un réformateur social. Autoritaire, certes, mais d'esprit moderne, sincèrement désireux d'agir au profit du petit peuple et, en ce sens, plus réellement libéral que les grands leaders nationalistes et wafdistes qui l'ont précédé, Nasser a essentiellement voulu être l'homme de la réforme agraire. L'absence de moyens financiers et techniques suffi-

sants et les lenteurs presque inévitables de pareille entreprise l'ont empêché d'en faire la réalisation massive dont il rêvait ; du moins a-t-il pu, à cette occasion, frapper avec éclat quelques opposants, et le petit peuple du Caire ne perdra pas le souvenir de ce pacha qu'il a vu, en tenue de bagnard, partir vers les travaux forcés, pour avoir tenté de s'opposer au partage de ses terres. Une ambitieuse entreprise de mise en valeur, la création de la province modèle de la Libération, *at Tahrir*, dans le Fayoum, n'aura pas plus de succès réel.

On comprend dès lors que Nasser, tout en rejetant sur l'opposition bornée des impérialismes la responsabilité de ces échecs, songe dorénavant au grand projet du haut barrage d'Assouan, dont il attend les gigantesques moyens de rénovation qui lui sont nécessaires. On comprend aussi qu'en dépit de leur relatif insuccès, les efforts sincères qu'il a tentés et que souligne sa propagande, très bien faite, lui valent dans tout le monde arabe la sympathie des masses, ignorées ou malmenées par ces gouvernements conservateurs parmi lesquels se recrutent, au surplus, les clients et alliés de l'Occident anglosaxon.

Beaucoup plus que les confus coups d'Etat de la petite Syrie, le mouvement de la vaste et prestigieuse Egypte commence d'ébranler secrètement l'Orient. Nasser revêt, nous l'avons dit, l'aspect populaire d'un Garibaldi oriental, bien avant que les événements de 1956 ne lui procurent, dans l'imagination enfiévrée des Arabes, la stature d'un Bismarck, champion d'une unité en gestation. De la plèbe de Bagdad, qui bouge dès novembre 1952, jusqu'aux réfugiés arabes en constante effervescence, et aux prolétariats naissants qui s'agglomèrent autour des entreprises pétrolières et esquissent les premiers mouvements de grève sur les rives du golfe Persique, se répand une agitation qui annonce la révolution interne de l'Orient. Tel est le fruit du drame palestinien de 1948, origine première des soulèvements militaires contre le régime des bourgeois nantis et le gouvernement des pachas.

IV. LE NEUTRALISME ARABE FAIT ECHEC A LA DEFENSE OCCIDENTALE

Les incertitudes de l'Occident

Ces premiers symptômes d'un bouleversement oriental eussent, à l'époque, mérité plus d'attention. Ils montrent, en effet, avec l'ampleur des griefs des peuples arabes, l'unité d'esprit qui, pour la première fois de façon si effective, anime leurs réactions. Mais, depuis la fin du deuxième conflit mondial, l'Occident cesse d'être en mesure de tenir avec l'Orient les contacts étendus de jadis. La plate-forme des relations politiques est devenue étroite : l'Allemagne et l'Italie ont été écartées de l'Orient, par leurs adversaires, et la France éliminée par ses alliés. Restent les seuls Anglo-Saxons, dont le cas d'ailleurs n'est pas simple.

Les Britanniques bénéficient d'une expérience ancienne, d'une science incomparable de l'Orient, de moyens politiques éprouvés, bien qu'un peu vieillis ; en revanche, ils ressentent l'amenuisement général de leurs ressources, et ils n'entendent donc désormais garder que des positions essentielles : une influence politique sur les monarchies hachémites, avec un doigt dans le mouvement arabe ; des sources assurées de pétrole payable en sterling sur les rives du golfe Persique ; réserve discrète, enfin, leurs traditionnelles clientèles et possessions à la périphérie de la Péninsule arabique. Cette politique de « conservation réduite » les associe, il est vrai, à des gouvernements conservateurs dont l'assiette se réduit, elle aussi, et c'est la grande faille du système. En revanche, s'ils abandonnent en 1948 le mandat sur la Palestine, ce n'est pas parce qu'ils sous-estiment, mais au contraire parce qu'ils apprécient pleinement l'importance primordiale du conflit arabo-israélien : ils croient devoir en alléger leur politique orientale : solution d'ailleurs trop facile, qui contribuera à les conduire, quelques années plus tard, à la fatale impasse du pacte de Bagdad.

Avec empressement, les Américains assurent, partout où cela leur semble possible, la relève des Britanniques. Mais ils ne recueillent, de l'héritage de Londres, ni l'expérience ni la prudente clairvoyance. Ni d'abord dans leur soutien passionné du sionisme, ni dans la hâte qu'ils mettent ensuite à se rapprocher des Etats musulmans, ils ne donnent l'impression d'apprécier à sa juste valeur le poids capital du conflit arabo-israélien ; ils ne savent nullement, en conséquence, retrouver sa trace dans ces cheminements populaires et unitaires du nationalisme arabe, dont la profondeur leur échappe. Ils sont au contraire frappés par la complexité de l'Orient, obnubilés par les contradictions, les zizanies, les rivalités apparemment inconciliables des Etats, séduits enfin par l'idée qu'en traitant séparément chacun de ceux-ci selon ses désirs et ses besoins, on peut s'en faire un client, voire un allié, ou du moins le dissuader d'entrer dans une coalition hostile.

L'aide que les Etats-Unis apportent à la Turquie, de façon massive depuis 1947, et la sorte de médiation qu'ils offrent à l'Iran au lendemain du conflit des pétroles, se situent hors de la zone arabe. Mais, à l'intérieur de celle-ci, les subsides et facilités de toutes sortes qu'ils dispensent, en particulier au titre du Point IV, semblent rarement susciter des sentiments de reconnaissance : l'opinion locale pense que ces bienfaits ne sont pas désintéressés, et les met aigrement en parallèle avec les appuis, plus importants à ses yeux, dont bénéficie Israël. Enfin, si discrètement que l'Arabie Séoudite leur renouvelle, le 18 juin 1951, la faculté d'utiliser la base aérienne de Dahrân, créée durant la guerre à titre de relais vers l'Extrême-Orient, la chose ne passe pas inaperçue des nationalistes ; ils en concluent que les Américains ne songent qu'à s'installer, en vue d'opérations futures contre l'U. R. S. S., dans les pays orientaux qu'ils entraîneront dans la guerre.

Il est incontestable, du moins, que la manière dont les Etats-Unis agissent en Orient les montre fort peu avertis de l'état d'esprit et des réactions de cette région. Ils traitent, en particulier, le problème arabo-israélien comme tout autre pro-

blème oriental, en fonction de leurs préoccupations propres ; et celles-ci sont à une autre échelle, car ils ne songent qu'au grand conflit mondial entre l'Est et l'Ouest.

L'échec américain en Orient et l'acuité de la crise orientale actuelle ne semblent pas avoir, au fond, d'autre cause. Faute d'avoir bien discerné l'essentiel, les Etats-Unis ont dispersé leurs efforts et accumulé d'étranges contradictions. Tout en décevant Israël, il ont heurté l'arabisme : ils ont négligé les désirs fondamentaux des peuples arabes, tout en offrant à leurs gouvernements des satisfactions matérielles, certes acceptées, mais dénoncées aussitôt par l'opinion comme dérisoires ou dangereuses. Ils ont enfin tenté d'imposer leurs vues politiques propres, justifiées sans doute par la conjoncture mondiale, mais trop étroitement inspirées par des considérations étrangères à la région pour mordre sur les réalités orientales et obtenir les adhésions locales nécessaires. Tels semblent les éléments majeurs de la mésaventure occidentale, dont il nous reste à retracer la chronique.

Un essai occidental de stabilisation : la déclaration de 1950

Le désarroi et le désordre arabes, à leur comble en l'hiver 1948-1949, donnent, il est vrai, l'impression que rien en cette région ne peut être construit que du dehors. C'est, au lendemain de la défaite, une de ces cruelles périodes où prévalent chez les politiques, sur les sentiments fraternels de solidarité, les facteurs de division et les motifs de haine.

Si maigres que soient les dépouilles arabes de la Palestine, les membres de la Ligue s'entre-dévorent à leur sujet. Tandis que s'établit un moment dans l'étroite enclave de Gaza, tenue par l'Egypte, un gouvernement arabe de Palestine présidé par Hadj Amine, les villes de la vieille Jérusalem, de Naplouse et d'Hébron, avec les territoires adjacents, sont purement et simplement annexées par Abdallah qui peut devenir, désormais, roi de Jordanie.

Pour ce prince subtil, mais trop ambitieux, c'est une victoire à la Pyrrhus, dont en fin de compte il périra. L'annexion de cette portion de la Palestine, jointe à l'afflux des réfugiés, transforme à son détriment l'équilibre de l'émirat, naguère encore médiéval et bédouin, et le livre aux passions arabes ; le souverain, jugé traître à l'arabisme, tombera finalement lui-même, le 20 juillet 1951, dans la mosquée al Aksa de Jérusalem, sous les coups des séides du Caire ; et le tribunal jordanien, qui aura à connaître de ce crime, fera exécuter entre autres, à titre de principal instigateur, un neveu et conseiller intime du grand mufti, Moussa Husseini.

Fouettées par l'agrandissement du royaume d'Abdallah, les ambitions hachémites réapparaissent vite ; Bagdad, qui songe toujours au « Croissant fertile », propose à Amman, à titre de première étape, une alliance militaire. Le Caire craint aussitôt de voir lui échapper le leadership arabe, et, pour ruiner le projet hachémite, propose mieux : un pacte général de défense inter-arabe. Aucun des Etats de la Ligue ne croit pouvoir se dérober, et le pacte est signé le 13 avril 1950. Mais le retard des ratifications, et les réserves dont certaines s'entourent, montrent combien les gouvernements arabes répugnent à s'engager effectivement dans une organisation militaire cependant purement consultative.

Le pacte de défense inter-arabe apparaît comme l'un, entre autres, de ces projets unitaires sentimentaux ou théoriques, dont la Ligue se montre si féconde, à l'instigation d'hommes politiques comme le Syrien Hassan Hakim et l'Iraqien Fadhel Jamali, et qui visent surtout à favoriser, sous le couvert de l'idéal arabe, les seuls intérêts des Etats qui en ont pris l'initiative.

D'ailleurs, étant donné que toute démarche en vue d'une alliance hachémite menace Syrie et Liban, inquiète Egypte et l'Arabie Séoudite, le pacte militaire inter-arabe, s'il doit prendre quelque sens, ne saurait évidemment que viser Israël. Le moment semble venu, pour les puissances occidentales, de tenter de mettre, sinon un terme, du moins quelques

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

limites, au chaos oriental. C'est l'objet de la déclaration tripartite (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) du 23 mai 1950 : « Les trois gouvernements reconnaissent que les Etats arabes et l'Etat d'Israël ont tous besoin de maintenir un certain niveau de forces armées dans le dessein d'assurer leur sécurité intérieure et leur légitime défense, et de leur permettre de jouer le rôle qui leur revient dans la défense de l'ensemble de la région. Toute demande d'armes ou de matériel de guerre à destination de ces contrées sera appréciée à la lumière de ces principes. » Renouvelant leur déclaration du 4 août 1949, opposée « au développement d'une course aux armements entre les Etats arabes et Israël », les puissances occidentales demandent donc des assurances, concernant ses intentions non agressives, à tout Etat de la région qui solliciterait des envois d'armes, et réprouvent tout usage de la force, toute violation des frontières ou des lignes d'armistice, entrepris ou projetés par les Etats orientaux.

La déclaration tripartite est certainement sage, en son souci de conservation d'une paix et d'un équilibre très menacés ; elle ne peut cependant que mécontenter les Etats arabes, qui la rejettent dès le 21 juin en considérant qu'elle implique reconnaissance de l'Etat d'Israël, et, par surcroît, n'apprécient guère qu'elle paraisse entendre les associer à la défense générale de la région.

Un premier plan occidental de défense : le M. E. D. O.

C'est cependant en cette dernière direction que les Etats-Unis s'orientent décidément ; il leur paraît même que le pacte militaire inter-arabe constitue l'ébauche d'un système de défense analogue à celui de l'O. T. A. N., et capable éventuellement de le prolonger. La Turquie, soucieuse de tirer le maximum d'avantages concrets et de garanties de son association militaire avec l'Occident, vient précisément d'obtenir son entrée dans le pacte Atlantique ; ne serait-il

pas avantageux de l'associer, en charnière géographique entre les deux systèmes, à une organisation de défense du Moyen-Orient, *Middle East Defense Organisation (M. E. D. O.)*, innervée par l'Occident et dont le pivot oriental serait l'Egypte ?

Ce projet manifeste, malheureusement, une méconnaissance complète de la conjoncture orientale. L'Iran vient de secouer la tutelle britannique indirecte de l'*Anglo-Iranian* en nationalisant la concession de cette compagnie ; l'Egypte croit le moment venu de porter un coup à la Grande-Bretagne, que le choc reçu en Iran semble avoir étourdie ; le 8 octobre 1951, Nahas Pacha dénonce unilatéralement le traité anglo-égyptien de 1936, et entame la guérilla contre les garnisons britanniques du canal de Suez, qui d'ailleurs réagissent vigoureusement.

Mais, imperturbables, les Américains poursuivent l'exécution de leurs plans stratégiques ; dès le 13 octobre, associant à leur démarche les représentants apparemment fort peu enthousiastes de la Grande-Bretagne et de la France, ainsi que ceux de la Turquie, ils convient l'Egypte à participer, avec d'honorables responsabilités, à l'organisation du *M. E. D. O.*, et ils en donnent avis aux autres Etats de la Ligue arabe et à Israël, concurremment invités. Le résultat ne pouvait faire de doute : l'Egypte élude sèchement ces avances, et l'ensemble des pays arabes manifeste un total désaccord.

Réactions arabes : le neutralisme

Ainsi s'affirme clairement la doctrine, déjà exprimée de longue date, du « neutralisme arabe », dont il faut une fois de plus s'étonner que l'Occident n'ait pas pris plus rapidement et plus nettement conscience. Les peuples arabes ne songent qu'à se libérer de l'étranger, c'est-à-dire de la pression multiforme de l'Occident ; pour certains d'entre eux, comme les Egyptiens et les Iraquiens, il s'agit d'abord d'éliminer

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

l'occupation britannique, qui subsiste partiellement, et c'est pourquoi, dans ces deux pays, les considérations locales prendront longtemps le pas sur le fait palestinien ; mais à mesure que les uns et les autres se verront entièrement libérés, comme les Syriens, « l'agression israélienne » deviendra la préoccupation principale, en fonction de laquelle seront appréciés tous les événements extérieurs. De plus en plus le monde arabe ne se sent concerné que par le conflit arabo-israélien, pour lui non seulement capital mais unique ; il se désintéresse du conflit Est-Ouest et des parades du monde libre à l'égard du danger soviétique. Seule la menace d'Israël compte à ses yeux : il ne considère d'ailleurs nullement que l'U. R. S. S. lui soit hostile ; à tout prendre, une domination soviétique qui ménagerait, croit-il, les sentiments des peuples arabes, lui paraîtrait, si par impossible elle devait se réaliser, bien moins catastrophique qu'une domination israélienne, dont le résultat serait d'extirper l'arabisme.

Les hommes d'Etat arabes ne font aucun mystère de ces dispositions d'esprit, mais leurs paroles ne semblent guère retenir l'attention en Occident. Écoutons l'un d'entre eux, très représentatif, M. Maarouf Daoualibi. Etudiant naguère à Paris, c'est lui qui, un jour de mai 1946, sur l'aérodrome d'Orly, a échangé ses papiers avec ceux du grand mufti Hadj Amine, et a, de la sorte, permis à celui-ci de quitter clandestinement la France. En Syrie, il sera successivement député du parti populiste, ministre de l'Economie, président de la Chambre, voire un instant président du Conseil.

« Les Arabes préfèrent mille fois devenir une République soviétique que de servir de proie à Israël », déclare le président Daoualibi devant la Ligue arabe, dès mars 1950. Et, au lendemain des propositions occidentales, il dira encore : « S'il faut aller au plus pressé, il convient de mettre un terme à l'agression dont le monde arabe a souffert, avant de s'occuper de repousser une agression encore lointaine et incertaine. L'agression israélienne est réelle et indiscutable. Si le plan d'alliance qu'on nous propose ne doit pas servir

à supprimer l'agression israélienne, quel intérêt peut-il avoir pour nous ? » (17 octobre 1951.) Au même moment, un adversaire politique du député populiste, M. Akram Hourani, socialiste, chef du parti de la Renaissance arabe du *Baas*, proclame que le plan de défense n'est autre « qu'un projet impérialiste destiné à partager l'Orient en zones d'influence. Anglais et Américains doivent choisir entre l'amitié des Arabes et celle des Juifs. D'autre part, la Russie n'est pas notre ennemie ; nos ennemis, ce sont les puissances impérialistes qui occupent nos pays et qui soutiennent Israël contre nous » (22 octobre 1951). Même son de cloche chez les Frères musulmans, dont l'aumônier en Syrie, le cheikh Moustafa Sebaï, proclame : « Nous nous lierons à la Russie, fût-elle le diable ! » (12 mai 1950).

V. L'OCCIDENT REPREND L'INITIATIVE AU CAIRE ET A BAGDAD

La Grande-Bretagne traite avec l'Egypte

Etats-Unis et Grande-Bretagne persévèrent cependant : mais, outre que bien des conflits d'influence les opposent çà et là en Orient, ils divergent désormais par la direction de leurs efforts comme par leur style.

Persuadés de l'importance de l'Egypte, et davantage encore après le coup d'Etat de 1952, les Américains comptent toujours y fonder la base orientale de leur système de défense, qui sera largement étalé en profondeur ; ils pressent donc la Grande-Bretagne de faire à cet Etat de larges concessions politiques et d'en retirer leurs troupes, afin de le réconcilier avec l'Occident. Mais ils ne commenceront à obtenir quelques réalisations en ce sens que grâce au traité anglo-égyptien paraphé le 27 juillet et signé le 19 octobre 1954. Le gouvernement égyptien, ayant ainsi obtenu l'évacuation de la zone du canal, accepte d'en laisser entretenir et gardienner les bases et d'au-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

toriser leur « réactivation », en cas de guerre ou de menace de guerre contre les pays arabes, et même contre la Turquie.

Cette dernière concession, obtenue à grand-peine, et qui n'a pu être étendue au cas de l'Iran, semble si lourde au gouvernement égyptien que celui-ci se refuse à envisager d'imposer, dans l'immédiat, à son opinion publique, les engagements militaires réciproques plus étendus que sollicitent les Etats-Unis.

Washington mise sur Le Caire

Cependant, le président Nasser donne à l'opinion américaine des assurances assez étendues. Le 3 août 1954, il déclare en effet au représentant de l'*Associated Press* que l'Egypte, désireuse de recevoir l'aide des Etats-Unis, et même, en cas d'agression, leur concours militaire pour sa défense, se considère comme ouvertement en lutte contre le communisme inspiré par l'U. R. S. S., et qu'elle orientera désormais sa politique étrangère davantage vers l'Ouest que vers l'Est.

Dès lors s'accroît visiblement, chez les Américains, le désir de complètement séduire les Etats arabes du Sud, et en particulier l'Egypte ; les manifestations d'amitié, parfois naïves, se multiplient. Le chef d'une mission envoyée au Caire par les « Amis américains du Moyen-Orient » y déclare que « l'une des plus grandes erreurs qu'un homme d'affaires américain puisse commettre serait de sous-estimer la capacité, l'intelligence, l'honnêteté et le caractère des peuples du Moyen-Orient ». Le président d'une délégation de journalistes tient à affirmer au président Nasser qu'il est le « Washington du Moyen-Orient ». Sur simple demande du roi Séoud, on s'empresse d'enlever du palais de Justice de New York, et de faire détruire, une statue de Mahomet, symbole contraire aux prescriptions rigoureuses de l'islam traditionnel. Au début de 1955, le département d'Etat concrétise enfin son désir de rapprochement avec l'Egypte en chargeant M. George Allen des affaires orientales et en plaçant au Caire l'ambas-

sadeur Henry Byroade, dont toutes les démarches visent à flatter le gouvernement du président Nasser.

Cependant l'Egypte ne pouvait aller trop loin dans la voie des concessions ; comme l'observe M. Marcel Colombe, faisant allusion à l'attentat perpétré le 26 octobre par un Frère musulman, « les huit balles qui avaient sifflé aux oreilles du colonel Abdel Nasser quelques jours à peine après la conclusion du traité avec Londres avaient clairement fixé les limites ».

Entre-temps, les Etats-Unis ont cependant prodigué à d'autres pays orientaux, à titre en quelque sorte accessoire, une aide militaire plus ou moins étendue. L'Iraq en particulier bénéficie de cette assistance à partir du 21 avril 1954. Un pacte d'assistance militaire est conclu, le 10 mai 1954, avec le Pakistan, membre de l'Organisation défensive du Sud-Est asiatique (S. E. A. T. O.), laquelle se trouve en quelque sorte reliée à l'O. T. A. N. par le traité turco-pakistanaï du 4 avril. L'armement et l'équipement stratégiques de la Turquie sont, d'autre part, très activement poussés.

Londres renouvelle ses rapports avec Bagdad

L'idée d'organiser défensivement, en face du bloc soviétique, les pays de la « couche Nord » de l'Orient, le *Northern Tier*, n'est cependant pas, comme on l'a parfois cru, d'origine américaine. Elle est bien plutôt due à la Grande-Bretagne, qui exploite et harmonise les tendances que certains Etats orientaux manifestent dans ce sens. La Turquie, en effet, voit avec grande faveur tout ce qui peut, en augmentant l'afflux de l'aide occidentale, à la fois assurer sa sécurité contre l'ennemi héréditaire russe et le communisme, accroître sa puissance économique, lui permettre enfin de développer l'influence politique qu'elle envisage désormais d'exercer vers les pays arabes. L'Iraq, de son côté, souhaite échanger le rôle de client d'une seule puissance occidentale contre celui d'un

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

associé de l'ensemble de ces puissances ; de plus, il est avide de recevoir des moyens militaires qui puissent accroître son poids en Orient et le rapprocher de ce leadership arabe dont il n'a cessé de rêver, en concurrence aiguë avec l'Egypte.

La Grande-Bretagne découvre, en cette conjoncture, le moyen presque inespéré de placer sur une base nouvelle ses relations contractuelles avec l'Iraq, détériorées par le temps et rendues insupportables par l'évolution générale. Très en avance sur celle-ci en 1930, le traité anglo-iraquien, dix ans plus tard, est déjà désuet : comment Bagdad supporterait-il ces liens inégaux et l'occupation de bases par les Britanniques, alors que Damas et Beyrouth sont libres de pareilles entraves et fiers d'une indépendance absolue ?

Le gouvernement de Londres le sent bien ; un traité plus libéral est conclu à Portsmouth dès 1948 ; mais, sous la pression d'une opinion nationale qui le juge encore gravement inégal, Bagdad se refuse à le ratifier. Les Britanniques comprennent pourtant l'urgence de remplacer le traité de 1930, qui vient à expiration en 1957 ; ils pensent que le procédé le plus commode consisterait à s'insérer dans une alliance militaire plus large, qui comprendrait aussi l'Iraq, et dans le cadre de laquelle il serait aisé de conclure un discret arrangement particulier avec ce pays. Tout en restaurant ses relations politiques avec l'Iraq et en procurant une meilleure « chance arabe » à son vieil allié hachémite, la Grande-Bretagne pourrait ainsi devenir le partenaire occidental d'une organisation orientale de défense, et acquérir en Orient un renouveau de crédit et de puissance.

Les Etats-Unis ne peuvent certes entièrement partager ces vues, qui contrarient leur souhait de se substituer autant que possible, en Orient, à une Grande-Bretagne qui leur semble épuisée ; mais, dans la mesure où elles visent à construire des môles de défense contre l'U. R. S. S., elles correspondent à leur préoccupation majeure ; tout en les trouvant imparfaites, ils consentent à leur réalisation.

Le pacte de Bagdad

Telles sont les préoccupations et les démarches dont le pacte de Bagdad tire sa source. Elles sont, on le voit, assez particulières, et l'on peut à bon droit s'étonner qu'une entreprise destinée à gravement engager, en fait, tout l'Occident, et à modifier l'équilibre des pays arabes, ait été menée avec autant de légèreté et sans aucune prévision de ses probables conséquences lointaines.

Annoncé depuis plusieurs mois par des accords particuliers, des conversations prolongées et d'insistantes rumeurs de presse (parfois fort inquiètes, comme au Liban), un pacte turco-iraquien de coopération mutuelle est signé à Bagdad le 24 février 1955. Ouvert à l'adhésion d'autres Etats, ce sera le « pacte de Bagdad ». Après un rappel du traité turco-iraquien le 29 mars 1946, les signataires considèrent qu'en tant que membres des Nations Unies, ils ont en commun une « grande responsabilité » et un vif désir « de maintenir la paix et la sécurité dans la région du Moyen-Orient » ; ils notent que le pacte de défense inter-arabe ne saurait, de son propre aveu, affecter les droits et les obligations découlant de la qualité de membres de l'O. N. U. (préambule), et décident donc de coopérer « en conformité avec l'article 51 de la charte des Nations Unies, en vue d'assurer leur sécurité et leur défense » (article premier). Ils affirment que le pacte n'est en contradiction avec aucune de leurs obligations internationales (art. 4), prévoient que « le pacte sera ouvert à tout membre de la Ligne arabe ou tout Etat activement intéressé à la paix et à la sécurité dans cette région » (art. 5), et disposent que, « dès que quatre puissances au moins deviendront parties à ce pacte, un Conseil permanent au niveau ministériel sera constitué en vue d'agir dans le cadre du pacte » (art. 6).

A défaut de l'adhésion d'aucun pays arabe, le pacte obtient celles du Pakistan (1^{er} juillet), puis de l'Iran (11 octobre), qui hésite d'abord longuement et se met en devoir de rassurer

l'U. R. S. S. en présentant cet engagement comme purement défensif. La Grande-Bretagne devient partie au pacte dès le 30 mars, et passe, avec l'Iraq, dans son cadre, un accord spécial de défense. Elle acquiert, par cet accord, la charge de réaliser l'attache occidentale du pacte et une sorte de privilège pour le conseil et l'aide technique militaire à l'Iraq ; elle secourra celui-ci sur sa demande et, éventuellement, par les armes, en cas d'attaque ou de menace d'attaque. Elle abandonne ses bases en Iraq, mais garde des facilités de transit. Celles-ci, jointes à ses missions d'instruction et à ses tâches d'entretien, assureront encore une notable présence militaire anglaise dans ce pays ; à l'occasion de la révolution du 14 juillet 1958, on apprendra qu'il ne reste pas moins de mille deux cents Britanniques à Habbaniya.

Les réactions arabes devant le pacte

Dans le monde arabe, le pacte est très mal accueilli. L'Egypte n'a point tort de considérer qu'il est, à plus d'un titre, dirigé contre elle ; aussi s'efforce-t-elle de faire jouer à l'encontre de l'Iraq, au sein de la Ligue, la coalition des autres Etats arabes. Mais les statuts de la Ligue, nous l'avons souligné, exigent pour toute décision l'unanimité. C'est dire que l'Iraq n'a aucune peine à la paralyser : la Ligue connaît ainsi, au moment même où elle va célébrer son dixième anniversaire, une crise profonde qui l'affaiblira pour longtemps et que d'aucuns croiront mortelle.

Défaite et déçue, persuadée qu'elle a été jouée par les Anglo-Saxons, l'Egypte songe à d'autres recours. « Le rapprochement égypto-soviétique, constate M. Marcel Colombe, s'inscrit dès lors dans les faits : il est la conséquence inéluctable et d'ailleurs prévisible de la conclusion du pacte de Bagdad et de l'antagonisme irako-égyptien. L'Egypte ne peut s'y soustraire. Aussi bien, dès avril 1955, la conférence de Bandung révèle-t-elle au président Nasser tout le parti qu'il peut

tirer dans sa lutte contre l'Iraq d'une politique « neutraliste ». Le neutralisme passe désormais au service du nationalisme égyptien. L'U. R. S. S. en est la première bénéficiaire. »

Syrie et Liban sont à peine moins hostiles au nouveau pacte. En Syrie, le régime parlementaire, récemment remis en vigueur, fonctionne difficilement dans la multiplication et l'instabilité des partis, et les forces de gauche montent. Le Liban traverse alors une période paisible, mais on sait combien son délicat équilibre communautaire est sujet aux ébranlements du dehors. Les deux Etats peuvent légitimement craindre pour leur indépendance, si les ambitions de l'Iraq continuent de se préciser et ses forces de croître. Au surplus, la Turquie tente auprès d'eux des pressions indiscretes, fort mal reçues. La France, il est vrai, très heureusement inspirée en l'occurrence, ne dissimule pas sa méfiance à l'égard du pacte ; elle se réfère à la déclaration tripartite de 1950 et rappelle qu'elle est opposée, comme tous ses signataires doivent l'être, à toute modification de frontière en Orient ; elle apporte ainsi un discret concours à la résistance libanaise et syrienne contre les projets de « Croissant fertile ».

Mais l'irréparable est accompli. Ni résistances, ni objections ne peuvent désabuser les protagonistes du pacte, persuadés d'avoir trouvé en lui un utile moyen d'organisation orientale, et d'avoir de la sorte contourné l'obstacle palestinien. Les Etats-Unis eux-mêmes, d'abord froids, estiment « réaliste » de s'intéresser au pacte « puisqu'il existe » et, sans y adhérer formellement, lui apporteront d'importants et précieux concours, qui équivalent à un véritable patronage.

Il était cependant bien léger de croire que l'on pouvait biaiser avec l'antagonisme israélo-arabe et faire comme s'il n'existait pas. En se détournant de cette difficulté, on allait tomber dans une autre qui, dès lors, se montrerait plus redoutable encore. C'était en effet une grave illusion que de penser que l'U. R. S. S. allait laisser, sans réagir, construire ce « rempart du Nord » destiné à la ceinturer.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

V

**L'ERE DE L'IMMIXTION
SOVIETIQUE DANS L'ORIENT
ARABE (DEPUIS L'AUTOMNE 1955)**

Institut kurde de Paris

*« Les Arabes préfèrent mille fois
devenir une République soviétique
que de servir de proie à Israël. »*

MAAROUF DAOUALIBI.

*« Nous nous lierons à la Russie,
fut-elle le diable ! »*

Cheikh MOUSTAFA SEBAL.

I. LES SOVIETS ENTRENT EN SCENE

Illusions occidentales sur l'action soviétique en Orient

On a rarement apprécié de façon correcte, en Occident, les rapports de l'U. R. S. S. avec l'islam et les peuples d'Asie. En particulier, l'attitude de la Russie moderne à l'égard de l'Orient arabe a généralement été considérée sous un angle très étroit. On s'est le plus souvent appliqué, à la manière d'une enquête de police et comme s'il s'agissait de déjouer un complot, à relever de petits faits, des gestes particuliers, des incidents personnels, dont on a tiré des conclusions hâtives, trop générales d'ailleurs pour être vraiment significatives.

Depuis 1945, en particulier, un prélat orthodoxe ne pou-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

vait aller à Moscou, une mission commerciale soviétique visiter le Yémen, l'ambassade russe au Caire enfler ses effectifs, la radio de Tiflis modifier ses émissions, une cellule du parti être découverte à Bagdad, un club de fellow-travellers se constituer à Beyrouth, un député communiste être élu à Damas, sans que la presse occidentale ne monte triomphalement le fait en épingle : les manœuvres du Kremlin étaient percées à jour.

Aux yeux des Occidentaux, d'ailleurs, la politique russe semblait marquer des faiblesses et commettre des erreurs : elle n'osait pousser à fond la pression sur la Turquie, elle lâchait prise en Iran du Nord, elle se gardait d'intervenir en faveur des communistes locaux appréhendés ; à l'égard d'Israël, elle était flottante et ambiguë ; elle ne pouvait complaire en tout cas, estimait-on, aux musulmans croyants. Elle ne faisait, au fond, qu'un obscur travail de sappe : elle touchait des mécontents et des inquiets, elle s'attachait des prébendiers ; elle flirtait sournoisement, comme au Caire, avec des gouvernements en délicatesse avec l'Occident.

Il n'était donc, pour celui-ci, que d'encourager les cabinets conservateurs qui pourchassaient la propagande soviétique, et si possible d'accroître leur nombre, du moins leur efficacité. Tout était affaire de vigilance.

Les Soviets et la nation arabe

Mais ce qui échappait, généralement, à l'opinion occidentale, c'est que les démonstrations visibles de l'activité soviétique en Orient ne constituaient que des hors-d'œuvre à peu près négligeables. Au-delà de ces escarmouches, il eût fallu déceler une tactique, pressentir une stratégie, comprendre que l'U. R. S. S. ne pouvait logiquement se contenter d'une offensive à coups d'épingles. Moscou, en effet, avait une méthode, et la plus simple de toutes : jouer sur les fautes de l'adversaire.

En particulier, les Soviets exploitaient la tare de l'Occident : son impuissance à traiter le conflit arabo-israélien, et

L'IMMIXTION SOVIÉTIQUE

même tout simplement à apprécier sa réelle importance, sa primauté. Ils savaient que, ce faisant, l'Occident décevrait et exaspérerait l'arabisme, et ils comptaient que celui-ci se retournerait vers eux. D'ailleurs, il n'était même point nécessaire que l'arabisme prît ouvertement le parti de Moscou ; il suffisait qu'il abandonnât celui de Washington et de Londres. Sa neutralité, à elle seule, déjouait les plans occidentaux, qui visaient sa participation à la défense du monde libre. Or, l'attention exclusive que portait l'arabisme à son conflit avec Israël l'amenait, de toute nécessité, à tenir pour nulle et non avenue la lutte entre les deux blocs mondiaux ; c'était le neutralisme arabe, patent et avoué dès 1950.

Dès lors la partie était jouée. Moscou n'avait qu'à laisser faire ; dans leur méconnaissance de l'Orient arabe, les Occidentaux accroissaient, par la plupart de leurs initiatives, le désordre oriental. Une occasion favorable ne pouvait donc manquer de surgir. Le pacte de Bagdad vient fournir aux Russes cette occasion ; ils la saisissent d'autant plus vite que cet instrument diplomatique maladroit comporte cependant, à leur égard, une menace militaire d'une certaine gravité.

Nous permettra-t-on de proposer ici une fable, à la manière orientale ? Le Soviétique en Orient était comme un braconnier, traqué parce qu'il piégeait de temps à autre un maigre gibier, mais trop prudent pour s'en prendre au garde-chasse ou au propriétaire. Un beau jour, on a cru trouver le moyen de lui mettre la main dessus. On va donc lui régler son compte ; mais voilà qu'il a séduit la fille de la maison, dont par excès de précautions l'on contrariait les sorties en ville. Exaspérée, elle s'est jetée à la tête du rustre ; à la fois, elle se venge et elle pense s'affranchir, tout en se disant, d'ailleurs, qu'une fois satisfaite et « libre », elle saura bien s'en débarrasser.

L'Occident tenait en lisière la nation arabe, dont il voulait ignorer les fièvres : elle se donne aux Soviets, qui ont découvert ses passions et lui promettent de les assouvir.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

La livraison des armes soviétiques aux pays arabes

Il faut en croire l'anecdote, controuvée peut-être, mais plus vraie assurément que le réel, qui situe un soir de l'automne 1955 l'ouverture de cette ère nouvelle, marquée par l'immixtion décisive des Soviets en Orient. Au cours d'une réception au Caire, le président Nasser s'entretient avec l'attaché militaire soviétique ; mi-sérieux mi-plaisant, peut-être par simple badinage, peut-être pour sonder le terrain à tout hasard, il demande à cet officier si, d'aventure, l'U. R. S. S. ne pouvait lui vendre des armes. Le Soviétique s'incline gravement et dit qu'il en référerait. Quarante-huit heures plus tard, l'ambassadeur de l'U. R. S. S. sollicite une audience et déclare que la réponse est : oui.

Ce seul mot vient frapper l'Occident, de façon cruellement efficace, au défaut de sa cuirasse. Le pacte de Bagdad, en s'ajoutant à la déclaration tripartite de 1950, confirmait que l'Orient arabe était convié à recevoir des armes en vue d'une guerre éventuelle entre Est et Ouest, dont il se désintéressait, et qu'il lui était interdit de s'en servir dans le conflit arabo-israélien ouvert en sa chair même. Cette prétention occidentale n'était pas seulement un défi presque naïf aux passions arabes : elle tendait à perpétuer, sur le monde oriental, une de ces influences indirectes dont l'opinion locale s'impatiait. Après les « mandats » politiques sur les gouvernements, puis les « mandats » économiques sur les ressources, n'était-ce point là une sorte de « mandat » militaire sur l'armement ? Si même l'expression n'a pas été employée, c'est bien ainsi que la chose a été ressentie.

Dès lors, la livraison sans conditions des armes soviétiques, triomphalement annoncée par Nasser le 27 septembre 1955, va permettre à l'Égypte, et aux autres pays arabes après elle, de rejeter les derniers liens de sujétion à l'Occident et de se sentir enfin parfaitement libérés. Par le fait même, le précaire armistice entre Israël et les États arabes se trouve irrémédia-

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

blement condamné ; le moindre incident remettra en question ce *statu quo* dont l'Occident, depuis 1950, prétendait faire la charte de l'Orient ; la tragédie de l'automne 1956 est déjà nouée. L'U. R. S. S. bouleverse l'Orient ; non, comme on se complaisait à le prétendre, par de longues et laborieuses intrigues (d'ailleurs parfois réelles), mais par un seul geste, marqué d'un surprenant génie politique.

C'est un coup de théâtre. Si dans l'immédiat l'offre soviétique peut, en effet, apparaître comme une surprise, on doit bien admettre qu'elle vient, en lui donnant tout son sens, s'insérer dans une profonde évolution politique et sociale de l'Orient.

De cette évolution, nous avons déjà reconnu les termes essentiels. Elle n'est pas principalement caractérisée par l'essor préalable des partis communistes locaux, l'accroissement des relations diplomatiques ou commerciales avec les gouvernements ou la propagande directe. Mais elle est dominée par deux faits essentiels survenus dans les années antérieures : l'affrontement arabo-israélien, qui en suscitant le neutralisme impose aux Arabes l'attitude extérieure la plus favorable à la politique et à la stratégie soviétiques ; et la montée du nationalisme populaire unitaire, *qaoumiya*, qui recouvre peu à peu les patriotismes nationaux, *wataniya*, qui consacre les impulsions sociales en les associant aux passions de l'arabisme, et qui facilite aux Arabes les comportements profonds les plus favorables à la pénétration d'une mystique d'extrême gauche.

Essais de parade avec le pacte de Bagdad

Pour répondre efficacement au défi soviétique qui venait couronner ces prémices, il eût fallu d'abord que les Occidentaux, et particulièrement les Américains, comprissent la nature et les racines de cet événement. Faute de cette perspicacité, ils ne tenteront pas de réviser leur politique ; mais ils s'ef-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

forcent seulement d'augmenter ses moyens et d'accroître sa vigueur, sans modifier sa direction.

Tout d'abord, à ce qui avait pu être appelé, de façon imagée, « un parachutage politique derrière le pacte de Bagdad », les Etats membres du pacte et leurs associés officiels, les Etats-Unis, répondent en renforçant les ressorts et en multipliant les aspects de cette institution ; de toute évidence ils espèrent en faire, plus encore qu'un simple verrou de sûreté contre l'agression extérieure, une garantie contre le désordre intérieur, un moyen de renforcement général des participants, une entreprise de séduction pour les pays voisins tentés par d'autres perspectives.

Aussi la première session plénière du pacte, les 21 et 22 novembre 1955, désigne-t-elle expressément comme objectif les « activités subversives » à l'intérieur des Etats-membres. Un « comité de lutte contre la subversion » est créé au sein de l'Organisation et les Etats-Unis y adhèrent, sans toutefois devenir membre du pacte d'ensemble.

Au printemps 1956, c'est au nom du pacte que les forces iraniennes obtiennent la coopération de l'Iraq contre la tribu kurde des Djavanroudis, empêchée dès lors d'aller comme d'ordinaire chercher refuge au-delà des frontières ; l'agitation tribale habituelle de ce petit groupe kurde est taxée, sans véritable justification, de communisme. En juin-juillet 1956, une nouvelle session du comité lui permet d'exprimer son inquiétude devant la « souplesse accrue » des menées subversives exercées dans la région, et de suggérer des « contre-mesures » promptes et efficaces. Dès novembre 1956, la Turquie paraît déjà soulever, au même titre, la question des « menées communistes » en Syrie.

Le pacte se propose en parallèle, sur le plan constructif et dès sa première session également, d'« accroître le bien-être et la prospérité des peuples de la région ». Un « comité économique de l'Organisation », bientôt renforcé lui aussi par l'adhésion des Etats-Unis, fonctionne dès le printemps 1956 ; le délégué britannique qui y figure insiste sur l'urgence des

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

tâches de reconstruction économique dans l'ensemble de la zone du pacte et recueille aisément l'adhésion des délégués orientaux. On entreprend donc la planification en commun des ressources hydrauliques partagées par les frontières, l'étude d'une voie ferrée Ankara-Téhéran-Karatchi, la négociation d'accords sur les transports aériens, l'établissement d'un système de télécommunications, et jusqu'à l'amélioration du cheptel et la coordination des mesures vétérinaires.

La tendance de Londres, qui semble viser à reconstituer en Orient un instrument d'influence sinon de contrôle économique, analogue au *Middle East Supply Center* de la guerre 1939-1945, paraît balancer ici les préoccupations d'équipement stratégique d'ensemble qui inspirent surtout Washington. Mais les avantages économiques et financiers que les membres du pacte tirent de leur adhésion, pour notables qu'ils soient, ne seront jamais suffisamment considérables pour exercer un effet d'attraction décisif sur les autres Etats. Il eût fallu pour cela que les Etats-Unis concentrent sur ses seuls membres leur aide économique et technique ; or ils ne peuvent y songer, car ils recherchent toujours un ralliement général de l'Orient et en particulier de l'Egypte.

Les séductions de l'aide soviétique

Le pacte ne réussit donc pas à faire prime ; il laisse pratiquement intactes les possibilités de séduction de l'aide soviétique. Ces possibilités sont considérables : l'U. R. S. S. tire le meilleur parti de sa propre expérience du sous-développement et des remèdes sommaires que l'on peut y apporter ; elle rappelle aux Etats orientaux, non sans coquetterie ni astuce, qu'elle était elle-même, voici un tiers de siècle, dans l'état où ils se trouvent actuellement ; l'effort d'une seule génération a suffi à la mener au rang non seulement politique, mais économique, d'une puissance mondiale. Il n'est que de suivre la méthode appropriée, dont elle leur livrera les règles et les moyens, en même temps qu'elle les aidera dans leur emploi.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

Il s'agit d'ailleurs, on le remarquera, de méthodes relativement simples et dont l'usage, à la différence de celles que propose l'Occident capitaliste, ne compromettra nullement la règle de l'égalité entre les Etats et par surcroît correspondra aussi bien aux possibilités russes qu'aux besoins orientaux : en échange de l'équipement industriel, bien adapté par sa rusticité même aux nécessités d'un pays en cours de développement, et que peut aisément fournir, avec l'aide éventuelle d'une satellite comme la Tchécoslovaquie ou la Pologne, une Russie dont l'effort a porté sur l'industrie lourde et la fabrication des biens d'équipement, les pays orientaux livreront les produits de base dont ils disposent, ces excédents d'ailleurs instables de coton et de blé, bienvenus dans l'U. R. S. S. qui a sacrifié à la mystique collectiviste le rendement agricole et dont l'immense population absorbera sans difficulté ces fournitures.

Le cycle, sommaire et pratique, propre à séduire les esprits et les cœurs et à satisfaire les besoins élémentaires, est ainsi noué. Il rallie, dès la fin de 1955, l'Egypte ; quelques mois plus tard, il ravira la Syrie jusqu'à un bouleversement complet.

Contre cette aide soviétique, si bien adaptée et présentée qu'elle soit, l'Occident n'est pas si dépourvu qu'au moyen de son immense puissance industrielle et financière il ne puisse rivaliser efficacement. Mais il ne manifestera malheureusement pas, en l'occurrence, la surprenante maîtrise des Soviets. Les règles d'un capitalisme compliqué, aux exigences minutées ; le jeu de structures politiques et administratives complexes, que nulle impulsion d'ensemble ne domine efficacement ; les réactions, enfin, d'une opinion publique divisée, à l'humeur extraordinairement « quotidienne », qui prévalent souvent sur les discrets calculs consciencieux des bureaux, présideront à la parade occidentale ou plus exactement américaine. Celle-ci s'inspirera encore, par surcroît, d'une doctrine politique peu ouverte aux réalités de la psychologie des peuples étrangers, peu sensible à l'expérience immédiate dont

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

les faits fournissent quotidiennement les éléments, mais inspirée jusqu'à l'absurdité par de grandes conceptions quasi mystiques, et qui se croit « pragmatiste » lorsqu'elle joue les redoutables aléas du « risque calculé ».

Il est juste d'ajouter que le partenaire oriental, persuadé de pouvoir toujours surenchérir, ne fera rien pour tenir compte des difficultés internes et des obligatoires conditions d'action du partenaire occidental, ni pour le ménager ni même pour réellement l'éclairer ; toutes les conditions du malentendu sont donc réunies.

II. L'OCCIDENT HÉSITE A ASSOUAN ET SE DÉSUNIT A SUEZ

Un test : le financement du haut barrage d'Assouan

Le banc d'épreuve, ce sera, durant l'hiver 1955-1956 et au printemps 1956, l'affaire du haut barrage d'Assouan.

Le thème est bien choisi : il est vital pour l'Egypte. L'enjeu est immense : s'il est un point sur lequel il y a chance de faire « basculer » l'Orient, c'est bien celui-là. Le levier est à portée de la main : si gigantesque que l'entreprise apparaisse, elle n'excède aucunement les ressources financières et techniques de l'Occident, alors que selon toute apparence elle époumonnerait l'U. R. S. S. Au lendemain du dangereux défi russe, une pareille occasion fournit, de façon providentielle, le moyen de montrer enfin à l'Orient où se trouve pour lui la voie efficace.

Mais cette chance unique sera déplorablement gâchée par un jeu maladroit.

Le projet du haut barrage d'Assouan constitue littéralement une question de vie ou de mort pour l'Egypte. Tandis que se poursuit sans trêve le gigantesque accroissement démo-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

graphique de ce pays, les ressources de celui-ci demeurent stagnantes ; toutes les terres irrigables, dans l'état actuel des installations hydrauliques, sont cultivées ; et le bouleversement de leur répartition par la réforme agraire, si elle devait réellement intervenir, remédierait certes à de criantes injustices sociales, mais, dans l'immédiat du moins, diminuerait plutôt qu'il n'accroîtrait un rendement déjà insuffisant. En revanche, le haut barrage prévu à Assouan assurerait l'utilisation totale des eaux du Nil, par la mise en réserve des crues excédentaires ; il permettrait en Egypte la culture de huit cent cinquante mille hectares de plus, un drainage plus efficace et, au surplus, la complète navigabilité du fleuve ; enfin, il procurerait, au prix minime de 3,50 francs, 10 millions de kilowatts-heure, et multiplierait ainsi par trente les possibilités industrielles de la vallée.

Pour obtenir ces résultats, il faudra construire, sur un sol préalablement consolidé par des injections d'argile colloïdale, une muraille faite de blocs de granit joints par des colonnes d'argile, haute de 110 mètres et longue de 5 kilomètres. Cette entreprise, réalisable en dix ans, nécessitera 1 400 millions de dollars, dont au minimum 400 en devises fortes. La Banque internationale de reconstruction et de développement (B. I. R. D.) juge l'affaire réalisable et accepte de s'y intéresser à ses conditions habituelles : intérêt de 3,5 % ; remboursement en vingt ans ; contrôle technique de l'entreprise, et surveillance, par ses soins, du budget de l'Etat emprunteur, qui ne pourra plus contracter ailleurs sans autorisation ; participation financière substantielle assurée en outre par un autre Etat au moins. Sur de telles bases, la B. I. R. D. propose 200 millions de dollars : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne peuvent allouer respectivement 56 et 14 millions, et rechercheront ultérieurement les 130 millions encore nécessaires en devises.

Mais l'U. R. S. S. fait savoir qu'elle pourrait fournir son aide à des conditions plus avantageuses et plus libérales. L'Egypte se flatte, par d'adroites surenchères, d'obtenir la

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

renonciation des prêteurs occidentaux au contrôle qu'ils exigent sur ses finances et son économie ; elle entend du moins qu'il soit proclamé qu'il ne saurait s'agir d'un service à elle rendu par les Anglo-Saxons, mais qu'au contraire ceux-ci se trouveraient obligés par son acceptation ; enfin, elle ne cache pas qu'elle compte sur des offres alléchantes des pays de l'Est et de groupes privés.

Raisons et déraisons du retrait de l'offre américaine

Or, durant l'hiver 1955-1956, divers secteurs de l'opinion anglo-saxonne n'évoluent nullement en faveur de l'Egypte.

A Londres, on s'inquiète des intérêts des autres pays riverains du Nil, en particulier du Soudan ; celui-ci a acquis son indépendance et s'est soustrait à l'influence égyptienne, et le plan d'eau projeté mordra d'ailleurs sur son territoire ; on pense qu'il serait opportun qu'un accord global sur la répartition des eaux du Nil intervienne avant la conclusion définitive du financement.

A Washington, les objections sont complexes. L'opinion israélite américaine, négligeant l'avantage qu'il pourrait y avoir à détourner, par une œuvre constructive dans le Sud, le patriotisme égyptien sollicité par des idées de revanche en Palestine, se plaint que l'aide à l'Egypte prenne le pas sur l'aide à Israël. Les démocrates du Sud, défenseurs des intérêts cotonniers locaux, considèrent avec méfiance une entreprise qui leur paraît devoir procurer des atouts décisifs à la concurrence égyptienne. Enfin, les milieux de droite s'indignent que l'Egypte mette si peu d'empressement à adhérer à l'alliance contre le communisme et soit déjà si profondément engagée à l'égard de Moscou. Au demeurant, d'une façon plus générale, le Congrès accentue son hostilité à l'égard de l'aide américaine à l'étranger, dont il diminue le montant global et rend plus serrées les conditions d'octroi : les allocations

devront désormais être accordées, à concurrence de 80 %, sous forme de prêts et non plus de dons ; dans le cas particulier, cette condition nouvelle est de nature à compliquer les choses du côté de la B. I. R. D., qui redoute désormais que l'Egypte ne soit accablée sous un poids d'annuités et d'intérêts trop lourd pour son économie et ses finances. De toutes ces indications, les dirigeants américains peuvent d'autant moins négliger de tenir compte que l'on se rapproche de l'échéance d'une élection présidentielle.

Cependant, loin de s'employer à influencer en sa faveur cette opinion américaine qui se détériore, l'Egypte lui fournit, par son attitude, de nouvelles raisons de méfiance ; elle reconnaît le gouvernement de la Chine populaire et poursuit ses conversations en vue de l'octroi d'une aide soviétique. De plus, elle ne prend pas garde que ses possibilités de surenchère sont limitées dans le temps : elle oublie que, selon les normes américaines, l'offre des Etats-Unis doit, pour devenir ferme, être acceptée avant le 30 juin, date de l'expiration de l'année fiscale.

Dès lors, au début de juillet 1956, est annoncée l'annulation « comptable » de l'offre américaine ; il est cependant précisé, en même temps, que rien n'est changé à la politique américaine à l'égard de l'Egypte et qu'une nouvelle inscription de crédits reste possible. Le président Nasser ne réagit que plusieurs jours plus tard ; c'est de Yougoslavie, où sans doute le maréchal Tito lui aura ôté quelques illusions sur les dispositions des Soviets, qu'il télégraphie à son ambassadeur à Washington d'accepter à tout prix. Le 19 juillet, le diplomate égyptien n'est cependant reçu au département d'Etat que pour s'entendre signifier un refus déjà décidé ; les offres de la Grande-Bretagne et de la B. I. R. D. sont, peu de jours plus tard, parallèlement retirées. Et, tout aussitôt, il apparaît aussi qu'aucune aide soviétique n'est à attendre dans l'immédiat pour le haut barrage, encore que les Soviets déclarent vouloir continuer à favoriser le développement de l'industrie égyptienne.

***La satisfaction naïve de l'Occident
et la riposte de Nasser :
nationalisation du canal***

La décision de M. Foster Dulles fait en général, dans la presse britannique, française et américaine, l'objet d'une approbation proche de l'enthousiasme. A en croire la plupart des journaux occidentaux, Nasser subit un gros échec ; sa politique de chantage est désormais condamnée ; c'est une épreuve de force et aussi de lucidité ; la politique aventureuse du président Nasser a fini entre deux chaises ; il a été pris un « risque calculé », Moscou se trouvant désormais acculé à assumer des obligations qu'il ne pourra tenir, et à décevoir l'Egypte qui, désillusionnée et assagie, reviendra vers l'Occident.

Seul peut-être le *New York Herald Tribune* garde raison, lorsqu'il conseille au département d'Etat de tâcher de « ramener la puissance du président égyptien aux proportions qu'il mérite : car, lorsqu'on se fait un ennemi, il faut aussi le traiter comme tel ». Il est plus caractéristique encore de noter que huit mois plus tard, alors que chacun a pu constater les conséquences du refus américain, M. Foster Dulles, tout en niant qu'il ait entendu imposer à l'U. R. S. S. une épreuve de force, énumère calmement, comme parfaitement valables, les motifs de son geste ; pour citer encore le *New York Herald Tribune* dans un commentaire de M. Stewart Alsop, il y a sans doute eu dans l'esprit du secrétaire d'Etat le désir impérieux de ménager d'importants courants intérieurs d'opinion, sous l'apparence plus « héroïque » d'une hardie manœuvre, destinée à faire apparaître le creux des offres soviétiques.

Il convenait, croyons-nous, d'exposer avec quelques détails cette affaire d'Assouan, demeurée peu connue de l'opinion française ; nul exemple ne montre mieux la maladresse foncière des réactions occidentales en présence d'un Orient électrisé par les espoirs de soutien soviétique.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

Mais l'on sait que Nasser a reçu le refus américain « comme une gifle » ; sa réaction, ce sera la nationalisation du canal de Suez. Cet événement et ses conséquences ont été si souvent analysés et commentés que nous pourrions nous y attacher moins longuement.

La nationalisation du canal n'était nullement imprévisible ; quelles qu'aient été la sagesse de la gestion de la Compagnie, et la prudence de sa politique qui consistait expressément « à ne pas faire de politique », elle risquait certes de partager le sort de toutes ces grandes entreprises, suspectes de constituer en Orient des moyens de domination indirecte au service de l'Occident. D'aucuns pensaient, il est vrai, que l'Égypte n'avait pas intérêt à se charger prématurément d'une affaire qui, non sans exagération d'ailleurs, passait pour techniquement difficile à conduire, et qui de toute façon devait lui faire retour en 1968 à l'expiration de la concession. D'autres estimaient cependant qu'une fois obtenue l'évacuation des garnisons britanniques de la zone du canal, l'Égypte souhaiterait sans doute achever par une mainmise sur la Compagnie sa récupération du territoire national ; un journaliste français installé au Caire adressa même à un journal libanais un article quasi prophétique, publié le 15 juillet 1956, mais qui passa inaperçu¹. Selon toute apparence, Nasser projetait la nationalisation, mais à terme plus ou moins éloigné. Le 26 juillet 1956 il la brusque, pour des motifs de valeur inégale.

La première et la plus spontanée des raisons de la nationalisation, c'est que Nasser ne veut pas rester sur un échec humiliant ; ce geste constitue une riposte hardie, qui lui permet d'avoir le dernier mot. Seconde raison, officiellement invoquée, mais objectivement très discutable : la nationalisation donnera à l'Égypte le moyen de tirer du canal les

1. F. COURTAL : « Evacué par les troupes anglaises, le canal de Suez devra-t-il aussi être abandonné par la Compagnie universelle ? » *L'Orient*, 15 juillet 1956. L'article est daté du 22 juin.

revenus qui lui permettront d'entreprendre la construction du haut barrage. Il n'est pas sûr du tout que Nasser ait aperçu dès l'abord la raison la plus puissante qu'il aurait pu avoir de nationaliser le canal : il allait, de la sorte, gravement diviser les puissances occidentales.

Le durcissement franco-britannique et l'initiative préventive d'Israël

En effet, la nationalisation touche fort peu les Etats-Unis, dont le trafic à travers le canal est faible et qui ne détiennent guère de participation financière dans la Compagnie ; elle frappe lourdement, en revanche, pour les raisons inverses, France et Grande-Bretagne. L'indignation de ces deux puissances, outre qu'elle semble fortement fondée en droit, s'explique donc aisément en fait. Elle les conduira, après diverses tentatives, restées vaines, de règlement international, à une action directe dont les conséquences, ainsi qu'il n'était pas impossible de le prévoir, seront fâcheuses, et en premier lieu pour elles-mêmes. On ne constatera pas sans mélancolie qu'après s'être si continûment opposées en Orient, les deux puissances alliées ne se sont enfin mises d'accord que pour cette aventure inconsidérée.

La question, durant cet été 1956, n'est pas, en effet, de savoir quels heureux effets on serait en droit d'attendre d'une élimination de Nasser, obtenue à la suite d'une vigoureuse action à son encontre. C'est bien plutôt de savoir si pareille action peut être menée jusqu'à son terme. Or, deux facteurs au moins semblent devoir s'y opposer. Tout d'abord, l'opération ne saurait être limitée à l'Egypte, car elle entraînera nécessairement des réactions de solidarité arabe, contre lesquelles il y aurait lieu de se prémunir : il s'agit, en particulier, de la sauvegarde des pipe-lines acheminant le pétrole d'Iraq vers la Méditerranée. D'autre part et surtout, l'U. R. S. S. semble déjà trop engagée en Orient pour laisser se développer une entreprise qui entraînerait la défaite de ses

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

clients et provoquerait la substitution, au glacis neutraliste arabe, d'une base politique et stratégique de l'Occident. C'est pour avoir méconnu les virtualités du nationalisme arabe, et surtout la profondeur de l'immixtion soviétique en Orient ; en un mot, pour avoir mal apprécié quelle est, dans le moment, la question d'Orient, que Londres et Paris se lancent dans l'impasse.

Il est vrai que la solidarité arabe ne joue pas, d'emblée, pleinement en faveur de l'Égypte ; tout en approuvant, sur le plan de droit, la nationalisation ainsi prononcée, le gouvernement de l'Iraq confirme son attachement fidèle au pacte de Bagdad et se garde de désapprouver ouvertement la politique britannique. Le gouvernement du Liban demeure, de son côté, fort réservé. Mais tous les autres cabinets arabes appuient Le Caire ; et surtout les masses populaires, sensibles au regain de prestige que ce geste vaut à Nasser, s'enthousiasment pour la résistance. Le dictateur égyptien ne manque pas d'exploiter ce soudain accroissement de sa popularité ; il influence de façon décisive les élections qui se déroulent en Jordanie et qui, le roi Hussein n'ayant pas osé faire venir des forces irakiennes pour encourager les modérés, amènent, le 21 octobre 1956, la désignation d'une Chambre presque totalement pro-égyptienne. Dès sa formation, le nouveau cabinet d'Amman s'associe à l'accord syro-égyptien de défense conclu le 20 octobre 1955 et qu'avaient complété le 27 octobre une convention avec l'Arabie Séoudite, et le 21 avril 1956 un pacte de défense égypto-yemeno-séoudite ; une étroite coalition militaire égypto-syro-jordanienne est constituée dès le 23 octobre 1956, sous la direction du général égyptien Hakim Amer^{*} ; celui-ci prend le commandement effectif des forces des trois pays, et sans plus tarder se rend en inspection à Amman et Damas.

Israël, fortement inquiet déjà, et non sans raison, depuis l'accord concernant la fourniture d'armes soviétiques aux pays arabes, considère que cette coalition militaire arabe effective, qui désormais l'encerclé presque totalement, lui fait

* Suicidé le 13-9-1967, après combat avorté contre Nasser.

courir un danger mortel ; aussi décide-t-il d'agir avant que le commandement arabe unifié n'ait pu s'organiser et que les soldats égyptiens et leurs alliés n'aient complètement appris le maniement de leur nouvel armement perfectionné ; les risques d'une campagne préventive lui paraissent en effet moindres. Dans la nuit du 29 au 30 octobre, les forces israéliennes franchissent la ligne de démarcation et envahissent le Sinaï ; en quelques heures, elles infligent aux troupes égyptiennes une déroute complète.

L'intervention franco-britannique à Suez et les veto américain et soviétique

Alors se précipite une série d'interventions dont le souvenir est dans toutes les mémoires. Dès le 30 octobre, Britanniques et Français enjoignent aux antagonistes de se séparer ; ils reprennent l'affaire à leur compte le 31 et commencent le bombardement des aérodromes égyptiens. Les Egyptiens « sabordent » le canal en y coulant divers bâtiments, et des éléments militaires et populaires syriens font sauter le pipeline de l'Iraq Petroleum.

Le 6 novembre, après avoir enlevé Port-Saïd, les Franco-Britanniques doivent interrompre les opérations sur l'injonction des Nations Unies, qui décident l'envoi d'une force internationale. L'attitude des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique ont été déterminantes pour sauver l'Egypte d'un écrasement militaire complet. Cependant la Grande-Bretagne assurera les Etats orientaux du pacte de Bagdad que leur démarche auprès d'elle a fortement contribué à sa décision d'interrompre les opérations.

Le bilan de la crise ne tardera pas à se révéler très différent de ce que la plupart des protagonistes avaient escompté ; il s'agit d'une véritable « affaire des dupes ».

Nasser, que Britanniques et Français se flattaient d'abattre, échappe à leur assaut, mais frappe gravement leur économie

dans ses approvisionnements pétroliers ; il remporte une évidente victoire diplomatique que sa propagande, fort bien adaptée aux imaginations et aux passions arabes, assortit aussitôt d'une victoire militaire préalable ; il renforce ainsi son prestige en Orient, comme nous l'avons déjà signalé, dans des proportions inouïes.

Au triomphe égyptien, d'autres peuples arabes sont associés, bien qu'aucun d'entre eux n'aient le moins du monde accroché les Israéliens sur les lignes de démarcation. Cependant la Syrie se prévaut, non seulement de la destruction du pipe-line (doublement efficace : elle prive l'Occident de pétrole et l'Iraq de *royalties*), mais de l'anéantissement du cuirassé français *Jean-Bart*, torpillé au large de Port-Saïd, comme tout le monde en est désormais assuré en Orient, par une vedette que pilote un chrétien d'Alep, Jules Jamal. L'exploit est représenté sur les timbres-poste égyptiens, et le nom de Jules Jamal est donné à une rue dans la plupart des villes arabes.

Les Nations Unies marquent un point, moins pour l'obtention du cessez-le-feu, évidemment dû à la pression des deux Grands, et pour leur entreprise en vue de la remise en état du canal, que grâce au fonctionnement de la force internationale. En séparant Israéliens et Arabes sur la ligne sud de démarcation et en tenant à Charm el Cheik le débouché du golfe d'Akaba, cette force « refroidira » en effet notablement le conflit égypto-israélien (la fièvre demeurant la même sur les confins jordaniens) et atténuera l'étouffement d'Israël, qui trouve un poumon sur la mer Rouge.

Le bilan de l'aide fournie au Caire par l'U. R. S. S., si l'on s'en tient aux faits, peut paraître mince. Les armes soviétiques n'ont pas procuré aux Arabes la victoire militaire ; elles ont moins servi aux forces égyptiennes, dans le Sinaï, qu'elles ne le pourront faire ultérieurement aux Israéliens, qui les ont récupérées en grande quantité, parfois même encore emballées. Et d'aucuns se louent que le jeu soviétique ait été de la sorte, avec plus d'un an de retard il est vrai, démasqué

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

devant l'opinion occidentale : tel est en effet, déclare M. Guy Mollet le 12 novembre, le résultat positif d'une opération que, très crânement d'ailleurs, il ne regrette ni ne désavoue. On peut encore alléguer, non sans vraisemblance, que la démarche comminatoire de l'U. R. S. S. à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne a été pratiquement inutile, car, de toute façon ces deux puissances se seraient inclinées devant la décision de l'O. N. U.

Mais toutes ces sages constatations ne valent que pour des Occidentaux. Auprès des Arabes, l'U. R. S. S. a considérablement accru son prestige par son attitude dans l'affaire de Suez. Elle leur apparaît comme la seule grande puissance dont l'amitié et le soutien aient été totaux, spontanés et efficaces. La preuve de la sincérité et du désintéressement de ses sentiments à leur égard leur semble désormais faite, de façon irrécusable. Ils attendent donc plus que jamais de cet État, non seulement une aide économique et technique fournie aux conditions les moins gênantes et les moins onéreuses, mais un formidable appui diplomatique, pratiquement inconditionnel.

III. LES ÉTATS-UNIS PRÉTENDENT ASSUMER LA CHARGE DE L'ORIENT

Une « nouvelle donne » américaine en Orient : la doctrine Eisenhower

Tout ceci est affaire de sentiment, non de raisonnement. Aussi, à leur naïve surprise d'ailleurs, les États-Unis ne bénéficient-ils pas auprès des Arabes, pour leur sévérité à l'égard des Français et des Britanniques, de la moindre reconnaissance. S'ils ont pu penser, en l'occurrence, trouver une occasion de rentrer en grâce auprès de l'arabisme, leur manœuvre a complètement fait long feu.

Sans doute M. Adlai Stevenson, candidat démocrate malheu-

reux à la présidence, voit-il donc juste quand il déplore, le 1^{er} novembre, une politique orientale dont le résultat est que « les Etats-Unis se trouvent, aux Nations Unies, dans le même camp que l'U. R. S. S. et le dictateur de l'Egypte, contre les démocraties britannique, française et israélienne », et conclut que « jamais, au cours de l'histoire, la diplomatie américaine n'a enregistré échec aussi profond, aussi complet et aussi catastrophique ». Mais le gouvernement de Washington déclare, le 3 décembre, espérer que les Etats-Unis pourront « aider au règlement permanent des conflits qui ont empoisonné de façon persistante, au cours des dernières années, le Moyen-Orient. »

Derrière cette formule modeste, c'est en réalité une véritable « nouvelle donne » qui s'annonce : les Etats-Unis se préparent à combler le dangereux « vide de puissance » produit en Orient par l'élimination des Britanniques et des Français. L'expression n'est savoureuse qu'outre-Atlantique ; à Londres et à Paris, elle blesse inutilement, car même les milieux les plus hostiles à l'opération de Suez ne pensent pas que ce qu'ils tiennent pour une erreur puisse et doive abolir les résultats de siècles entiers de présence et de liens divers ; au Caire et à Damas, elle ulcère l'orgueil arabe, et en effet elle est, par surcroît, inexacte : le théâtre oriental est réellement rempli, on n'en peut douter, par le jeu tumultueux des passions arabes que mènent, peu visibles mais efficaces, metteur en scène et souffleur soviétiques. Cette malheureuse théorie du « vide », ressassée par la presse des Etats-Unis, ôtera par avance, aux solutions américaines qui seront formulées, tout effet psychologique attractif.

Après un entretien avec M. Dag Hammarskjöld, secrétaire général des Nations Unies, lesquelles gardent la charge du règlement concret des séquelles de la crise, le président Eisenhower fait connaître, le 31 décembre, les grandes lignes de son plan de reconstruction orientale : les Etats-Unis s'opposent, au besoin par la force, à toute agression soviétique en cette région : ils consacreront, en deux ans, de 400 à

500 millions de dollars à une aide massive destinée à empêcher l'infiltration politique et la subversion, en renforçant dans les divers pays les éléments anticommunistes.

Telle est la « doctrine Eisenhower » ; elle entre aussitôt en vigueur pratique, bien qu'elle ne doive être définitivement publiée, toutes formalités constitutionnelles accomplies, que le 9 mars 1957. Le président des Etats-Unis est autorisé, aux fins d'action rapide, à « coopérer avec, ou à aider toute nation du groupe des nations de la région du Moyen-Orient, qui désirerait recevoir cette aide pour développer sa puissance économique en vue de maintenir son indépendance nationale ». Il pourra établir, à cet effet, des programmes d'assistance militaire avec les nations intéressées, et « utiliser la force armée pour assister toute nation ou groupe des nations qui demanderait une telle assistance contre une agression armée menée par l'un quelconque des pays contrôlés par le communisme international ». De plus, jusqu'à la fin de l'année fiscale en cours, le président peut disposer des crédits disponibles jusqu'à concurrence de 200 millions de dollars, aux fins ainsi prévues d'assistance économique et militaire.

L'application de la « doctrine » : quelques succès d'avant-postes

L'U. R. S. S. ne tarde pas à riposter ; le 11 février, M. Chepilov suggère aux Occidentaux une « déclaration à quatre » sur le Proche-Orient, démarche qui inaugure le style nouveau, et désormais constant, de la diplomatie russe en la matière. Persuadés, non sans raison, qu'adopter cette procédure conduirait à consacrer en droit l'immixtion soviétique de fait dans cette région, mais apparemment incapables de concerter une riposte positive, les chancelleries de Washington, de Paris et de Londres se bornent à décliner l'offre. Les Britanniques croient devoir, par surcroît, souligner que le pacte de Bagdad, auxquels ils participent, contribue efficacement à la paix. Le président Nasser saisit au bond cette balle, peut-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

être inconsidérément servie : ni doctrine Eisenhower ni plan Chepilov, mais, proclame-t-il, « neutralité positive » ; cependant, ajoute-t-il, à la différence des Américains les Russes comprennent cette attitude ; ils ont aidé et ils aident l'Egypte.

Outre ses maladresses de présentation, et cette polémique diplomatique qui a tourné à l'avantage évident des Russes et des Egyptiens, la doctrine Eisenhower va souffrir d'une autre grave disgrâce : elle remportera d'emblée quelques succès au moins apparents, qui, en masquant ses vices profonds, encourageront les Américains à en poursuivre l'application, malgré toutes les critiques et jusqu'à l'absurde.

La première de ces chances suspectes, et la plus paradoxale, est l'appui, pour ne pas dire le parrainage, trouvé par la grande démocratie américaine auprès du Royaume arabe séoudite, dont on connaît le caractère conservateur, sinon médiéval. Ce paradoxal choix des Etats-Unis n'est pas sans justifications : ils entendent commencer à faire sentir à Nasser, en quelque sorte, qu'ils l'ont sauvé malgré eux, et qu'ils le maintiendront isolé jusqu'à ce qu'il fasse les frais d'un rapprochement compréhensif ; mais ils ne peuvent, ni ne veulent, pour autant, recourir au gouvernement de Bagdad, dont les nuances d'attitude montrent assez que la Grande-Bretagne, avec laquelle il s'est refusé à rompre lors de la crise de Suez, compte encore pour lui en première ligne. Reste donc un seul champion possible, le roi Séoud, qualifié d'ailleurs, selon le département d'Etat, par « la position spirituelle, géographique et économique » de son pays ; il est invité et reçu aux Etats-Unis avec des égards tout particuliers. Flatté sans doute, le souverain est conscient des avantages concrets à retirer d'un pareil rôle ; il se persuade, au demeurant, qu'ainsi épaulé, il n'en exercera que mieux ses habituelles influences en pays arabes et gardera toujours assez de souplesse pour se dégager le moment venu ; il sera donc, en Orient, l'avocat de la doctrine.

Une mission américaine, conduite par M. James Richards, visite, du 12 mars au 7 mai, bon nombre de pays orientaux.

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

Outre plusieurs adhésions formelles (Liban, Turquie, Iran, Iraq, etc.), l'Amérique recueille la clientèle même de certains Etats qui n'ont pas pu se rallier formellement, telle la Jordanie. Le gouvernement pro-nassérien d'Amman a, dès le début de janvier, rejeté la théorie du « vide » ; mais le roi Hussein force, le 10 avril, le cabinet Naboulsi à se démettre, déjoue un complot monté contre sa personne et, après une lutte courageuse contre les éléments pro-nassériens, militaires et civils, installe le 15 avril un gouvernement modéré à sa dévotion. Au cours de cette crise très grave, qui se prolonge jusqu'au début de mai, le jeune roi est fortement épaulé par des forces séoudites ; de plus et surtout, la VI^e flotte américaine vient croiser devant Beyrouth. Sur le moment, cette démonstration passe pour décisive ; quelques mois plus tard, certains observateurs britanniques affirmeront que, selon toute apparence, le roi Hussein n'avait pas eu besoin de cet appui moral pour triompher.

Echec américain dans la crise syrienne

Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis sont désormais persuadés de posséder l'infailible moyen de régler toutes les affaires orientales. Leurs désillusions commencent avec la Syrie. Meurtres politiques et jugements pour complots dans lesquels sont impliqués des membres du P. P. S. (parti populaire syrien, partisans de la « grande Syrie », d'origine fasciste), des « modérés » et des « agents américains », constituent la toile de fond de la scène politique syrienne ; le devant de celle-ci est tenu par des hommes politiques de gauche, socialistes arabes du *Baas*, en particulier, et quelques officiers, comme le colonel Sarraj, vivement hostiles aux féodaux. Le sentiment antiaméricain est encore accru, au printemps, par la démonstration de la VI^e flotte en faveur du roi Hussein, et par l'adhésion, le 23 mars, des Etats-Unis au comité militaire du pacte de Bagdad ; décidément, conclut M. Salaheddine Bitar,

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

ministre socialiste des Affaires étrangères, « doctrine Eisenhower et pacte de Bagdad, c'est tout un ».

Le remplacement des hommes politiques condamnés à mort, et d'ailleurs grâciés, nécessite, en particulier à Damas, des élections partielles, fixées aux 4 et 5 mai. Le « front conservateur », qui rassemble des opposants de toute sorte : populistes pro-iraquiens, nationalistes « modérés », fondamentalistes musulmans, présente pour candidat le guide suprême des Frères musulmans, cheikh Moustafa Sebaï ; il est battu par une coalition de gauche allant jusqu'aux communistes, et les sympathies ouvertes, sinon même les encouragements, dont il a bénéficié de la part des Américains, n'ont d'autre effet que de transformer son échec en défaite de l'interventionnisme occidental conjugué avec les forces de la réaction.

On ne saurait, dans ces conditions, s'étonner de voir s'accroître en Syrie le sentiment de l'isolement, qui atteindra durant l'été les dimensions d'une véritable fièvre obsidionale : entre l'Iraq et la Turquie, adhérents du pacte de Bagdad, le Liban et la Jordanie clients des Etats-Unis, la Syrie se persuade qu'elle risque d'être étranglée ; et, non d'abord sans hésitations, elle se tourne du côté de l'U. R. S. S., seul soutien possible à ses yeux. Un patricien richissime, déçu par ses échecs politiques et qui cherche, du côté de l'extrême gauche, sûretés et tremplins, M. Khaled al Azem, se rend à Moscou ; il y obtient, le 6 août, un important accord d'assistance technique et économique, bientôt assorti d'une ample aide militaire. Là-dessus, Damas annonce un nouveau complot, dans lequel seraient compromis des membres de l'ambassade américaine, et en informe le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le département d'Etat envoie alors en mission en Orient l'ambassadeur Loy Henderson, qui, depuis qu'il a contribué à régler la délicate question des pétroles d'Iran, a la réputation de savoir comment parler aux nationalistes orientaux. Malheureusement, au lieu de tenter une démarche directe à

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

Damas, il va d'abord s'enquérir à Ankara, où il rencontre, de surcroît, le roi et le régent d'Iraq ; puis il se rend à Beyrouth et rentre à Washington en déclarant que la situation est « des plus graves ». Il est certain que le Liban, trop évidemment associé à l'Occident depuis le communiqué américano-libanais du 16 mars associant fortement le gouvernement de Beyrouth à la doctrine, ne peut plus jouer en Orient son rôle traditionnel d'intermédiaire.

Des manœuvres turques provoquent alors, en Syrie, une émotion intense ; le gouvernement de Damas effectue, à grand fracas, une sorte de levée en masse, et toute la population se rue aux travaux de fortification. Le 13 octobre, des troupes égyptiennes débarquent à Lattaquié ; elles sont reçues en Syrie avec un enthousiasme délirant. Il n'est pas jusqu'à l'Iraq qui, feignant de croire que c'est Israël que la Syrie redoute, ne promette son concours pour la défense du sol syrien et ne rejette un plan occidental de pipe-line destiné à évacuer ses pétroles par le territoire turc.

Le roi Séoud esquisse, fin octobre, sans beaucoup de conviction, semble-t-il, une médiation entre Syrie et Turquie ; Damas la récusé et les Séoudites se gardent d'insister. Au début du mois suivant, la tension syro-turque s'apaise d'elle-même ; les plaintes déposées tombent en sommeil. Il n'y a, au terme de la crise syrienne, qu'un seul vaincu : les Etats-Unis, dont l'impuissance a été patente aux yeux de tous.

IV. NASSER FOMENTE UN NOUVEL ARABISME

*L'essor de la solidarité arabe ;
le « Bandoeng populaire du Caire »*

La solidarité arabe se trouve singulièrement renforcée par tous ces événements. La concentration des réactions orientales sur les Etats-Unis, seuls réellement « actifs » en Orient, a mis à l'unisson, non seulement les gouvernements orientaux

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

fondièrement hostiles à Washington, comme ceux du Caire et de Damas, mais aussi les cabinets de Bagdad et d'Amman, qui, tout en lui étant favorables, ne peuvent négliger pareille occasion d'apaiser, à peu de frais, l'opinion publique de leurs pays ; et même le roi Séoud, désireux de ne pas sembler le céder, comme champion de l'arabisme, à Nasser. Mais c'est bien celui-ci seulement qu'acclament, du Nil au Tigre et au golfe d'Oman, les masses arabes, dont l'enthousiasme est à son comble.

Syrie et Egypte s'empressent d'exploiter la conjoncture. Au Caire, du 21 au 23 octobre, les délégués officiels de vingt-trois nations africaines et asiatiques jettent en hâte les plans d'une conférence plénière ; puis, le 31 octobre, le Conseil de la Ligue arabe se retrouve uni pour voter une résolution de solidarité avec la Syrie. A Damas, le 8 novembre, s'ouvre le Congrès des juristes africains et asiatiques ; en l'inaugurant, le président Choucri Kouatli s'attache habilement à lier la crise syro-turque au danger israélien. Selon les instructions de la Ligue, une conférence des Chambres de commerce arabes, ouverte au Caire le 23 novembre, étudie la constitution d'un « marché commun arabe » et la création d'une compagnie arabe de navigation, qui acheminerait la plus grande part de la production pétrolière, dont le transit terrestre à travers des territoires non arabes serait en tout cas exclu. Enfin une grande Conférence des pétroles arabes, préparée par une réunion d'experts à Bagdad, est prévue pour 1958 ; on espère qu'elle pourrait même inclure des délégués des protectorats britanniques du golfe.

Le grand dessein de Nasser, cependant, c'est un « nouveau Bandoeng » qui, à la charnière des deux grands continents solidaires, réunirait, face à l'Europe et auprès des « champs de bataille » de l'Orient et du Moghreb, non plus les délégués des gouvernements africains et asiatiques, mais les représentants des peuples eux-mêmes. Tel est le thème de la Conférence de solidarité afro-asiatique, réunie au Caire du 26 décembre au 1^{er} janvier 1958. Les musulmans de l'Union

soviétique y jouent, pour la première fois, un rôle important ; ils seront d'ailleurs représentés dans les organismes permanents. Leur participation, il est vrai, a entraîné quelques abstentions notables, comme celle des Turcs, Pakistanaï, Philippins, Vietnamiens du Sud et Cambodgiens ; elle assure toutefois à la « sœur aînée » soviétique une retentissante occasion de propagande et de patronage auprès des nations sous-développées. L'occasion est bonne également pour les peuples arabes, et surtout la Syrie et l'Égypte, de faire valoir leurs « armes » ; le neutralisme politique et le non-alignement, et leurs idéaux immédiats : révision du statut des concessions pétrolières, nationalisation des grandes ressources naturelles de l'outre-mer. C'est au Caire que s'établissent les organes issus du Congrès : secrétariat général permanent et comité de solidarité.

La formation de la République arabe unie

À l'aube de 1958, les progrès de la solidarité des peuples arabes, dont Moscou se loue et dont Washington s'inquiète, constituent une réalité difficilement niable, dont cependant l'Occident, attaché à des idées trop sommaires sur les divisions chroniques de l'Orient, tarde à reconnaître l'ampleur. Les événements que ce mouvement implique ne manquent donc pas de le surprendre à bref délai ; ils sont, il est vrai, insolites ; et si leurs justifications profondes sont claires, leurs circonstances et leurs causes immédiates demeurent confuses.

Le 1^{er} février 1958, le président de la République syrienne, M. Choucri Kouatli, donnant suite à une décision secrètement prise le 14 janvier par le Parlement syrien, conclut au Caire, avec le président Gamal Abdel Nasser, la fusion syro-égyptienne au sein de la République arabe unie. Cet accord, qui intervient à l'initiative d'un des plus farouches défenseurs de l'indépendance syrienne, entre deux pays sans frontières communes, et d'économie plutôt concurrentes que complémen-

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

taires, peut certes surprendre. Mais, comme le remarque un excellent observateur italien, M. Paolo Minganti, « si illogique qu'elle pût paraître d'un point de vue pratique, l'idée d'une union entre Syrie et Egypte possédait cependant tous les présupposés théoriques et idéologiques ». En effet, la constitution syrienne du 5 septembre 1950 proclamait déjà que le « peuple syrien..., partie de la nation arabe, aspire au jour où elle s'unira en un Etat unique », et cette conception est à la base de la doctrine du *Baas* ; la Chambre syrienne a formé, dès le 5 juillet 1957, le vœu de pareille union ; les accords militaire du 20 octobre 1955 et économique du 3 septembre 1957 la réalisent déjà en des domaines particuliers.

Dans cet hiver 1957-1958, l'idée d'une union syro-égyptienne exerce sur les différentes tendances de l'opinion syrienne des séductions diverses, sinon même opposées, mais dont les résultats s'additionnent à la faveur du courant de solidarité arabe qui bat alors son plein et du prestige de plus en plus considérable dont jouit le président Nasser. Patriotes et nationalistes, à Damas, espèrent mieux sauvegarder l'entité syrienne en la fondant avec la lointaine Egypte qu'en lui laissant courir le risque d'une absorption par le trop proche Iraq au sein du « Croissant fertile » ; à l'angoissant étranglement entre les deux branches, jordanienne et iraquienne, de l'état hachémite, ils voient se substituer la perspective d'ambitieuses pesées sur la Jordanie, où l'opinion publique est pour eux, et sur le Liban, où ils peuvent réveiller des nostalgies musulmanes. La Syrie ne sera plus, sans doute, qu'une province dans un plus vaste ensemble arabe ; mais elle pourra, en même temps, devenir une « grande Syrie », et cette fois à son propre compte.

Les socialistes du *Baas* trouvent dans l'union un moyen de maintenir la prédominance de fait de leur mouvement et leur primauté politique locale, sans rien abandonner ni de leurs principes, ni de leurs conceptions sociales, parallèles à celle de l'Egypte ; par la même occasion se trouverait écarté le danger d'une concurrence de gauche fomentée par le grand

bourgeois rouge, M. Khaled al Azem. La rivalité entre celui-ci et M. Choucri Kouatli peut porter le vieux lutteur nationaliste à consentir, sur l'autel de l'unité arabe, « un sacrifice illustre et fait pour étonner », en reconnaissant avec éclat l'évidente primauté de Nasser, plutôt que de risquer de tomber devant un antagoniste méprisé et détesté. Modérés et possédants aperçoivent d'ailleurs, dans l'introduction en Syrie de la législation égyptienne, le plus sûr procédé pour l'élimination du parti communiste.

En somme, en reculant les uns et les autres devant des dangers différents, les Syriens de diverses orientations peuvent se trouver rassemblés autour de cette idée centrale ; d'aucuns ne visent sans doute qu'à une fédération, mais de confuses surenchères amènent finalement à la fusion. Ces médiocres circonstances disparaissent d'ailleurs aussitôt, comme il sied, dans un halo héroïque : selon le communiqué publié au Caire, les hommes d'Etat réunis dans cette ville « ont conclu que l'union, qui est le fruit de l'arabisme, est pour les Arabes la voie vers la liberté et la souveraineté, et un des moyens que possèdent les hommes pour réaliser la collaboration et la paix ; c'est pourquoi c'était leur devoir de faire passer une pareille union du domaine des espoirs dans celui de la réalisation, avec une ferveur décisive et une forte persévérance ».

Les lendemains de la fusion syro-égyptienne

Au moment où se conclut l'accord du Caire, les observateurs occidentaux, désormais avertis de l'importance du rôle de Moscou, épient les réactions soviétiques. Certains faits pourraient sembler contradictoires. Le 29 janvier, l'U. R. S. S. et l'Egypte ont passé un accord très étendu sur la coopération technique. Mais, au même instant, le député communiste de Damas, M. Khaled Bagdache, quitte son pays qui va passer sous la loi égyptienne. C'est sans doute que l'U. R. S. S.

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

continue à jouer, en Orient, sur les grands entraînements d'ensemble que réalise le nationalisme, plutôt que sur la propagande marxiste limitée que pourraient effectuer des agents locaux.

La presse russe, qui ne se hâte d'ailleurs pas de prendre position sur la fusion syro-égyptienne, continue de se montrer favorable au mouvement unitaire arabe, mais elle estime que c'est une affaire interne, qui regarde exclusivement les peuples et gouvernements intéressés ; elle applaudit à leur accord, mais, délibérément, du dehors. Ce qui lui importe, ce semble être surtout que l'Orient ne constitue pas une base à la disposition des Occidentaux ; son hostilité à l'égard du pacte de Bagdad ne se dément pas, mais elle affecte de faire porter la responsabilité de cet acte diplomatique à ses protagonistes britanniques et américains, et plaint, plus qu'elle ne les blâme, les États orientaux qui se sont laissé prendre à cette manœuvre. Pour l'U. R. S. S., ce ne sont pas des alliés qu'elle recherche, mais des amis. Tout se passe donc comme si Moscou, à son habitude, attendait patiemment que Washington, devant cette nouvelle situation orientale qui va le déconcerter, se remette à commettre des fautes.

Du 29 avril au 16 mai, le président Nasser accomplit en U. R. S. S. un voyage qui le mènera jusque dans les régions musulmanes de l'Asie centrale. A l'issue de ce voyage, un communiqué commun d'une longueur inusitée expose la volonté de cohabitation pacifique des deux pays en dépit de la différence de leurs régimes, leur accord sur un grand nombre de problèmes (« agression impérialiste » contre le Yémen, affaire algérienne, représentation de la Chine populaire à l'O. N. U., droits des réfugiés arabes de Palestine, etc.), ainsi que leur désir de développer leur coopération économique et culturelle ; la République arabe unie exprime ses remerciements pour l'aide soviétique en vue de son industrialisation ; le texte s'achève par un vœu en faveur de la réunion d'une conférence au sommet. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que le voyage du président Nasser à Moscou a été

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

précédé par une sensible amélioration des rapports entre la République arabe unie et les Etats-Unis, en particulier sur le plan économique et financier. Le dictateur égyptien semble donc gagner sur les deux tableaux.

Dans les autres pays arabes, la création de la République arabe unie apparaît évidemment comme un fait capital ; les réactions, ainsi que l'on pouvait s'y attendre, sont nombreuses et diverses, de la part des gouvernements comme de la part des peuples ; tout le premier semestre de 1958 va s'en trouver marqué.

Du côté des gouvernements, on note d'abord une adhésion rapide, celle du Yémen, qui entre aussitôt en pourparlers et, le 8 mars, se fédère à la République arabe unie ; les considérations sociales ne jouent certainement ici aucun rôle, mais l'imâm espère sans doute, de la sorte, mieux équilibrer les pressions anglaises issues d'Aden. L'attitude de l'Arabie Séoudite est plus ambiguë ; si l'on en croit les dirigeants syriens, le roi Séoud fomenté un attentat contre Nasser ; mais son frère, l'émir Faysal, dont les sympathies nassériennes sont connues, parvient à s'imposer au souverain et obtient le 23 mars que les pouvoirs qui lui sont délégués deviennent réels. Passant au premier plan, le prince oriente désormais vers Le Caire la politique du royaume ; à Washington, le département d'Etat semble soucieux de minimiser l'affaire, et note qu'il n'y a pas de raison d'attribuer à Faysal des sentiments anti-américains. On peut noter cependant le chemin parcouru depuis la visite du roi Séoud aux Etats-Unis, à peine plus d'un an auparavant.

En Syrie même, la réalisation pratique de la fusion ne va pas sans diverses difficultés, dont il est malaisé d'apprécier la portée exacte, mais impossible de contester la réalité. Les ajustements économiques apparaissent laborieux, et sont prudemment retardés ; certaines mesures d'égyptianisation froissent l'amour-propre damascène ; enfin Le Caire, qui se garde de réserver aux baassistes zéloteurs de l'union, comme ceux-ci l'attendaient, toutes ses faveurs, expérimente les

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

diverses embûches de la mobilité de l'esprit syrien, qui semble en partie au moins soucieux de maintenir, voire de reconquérir, un certain degré d'auto-disposition.

Les réactions hachémites : l'Union arabe

A Bagdad et à Amman, la mauvaise humeur suscitée par la naissance de la République arabe unie est évidente, bien que dans la première de ces capitales on ait eu l'élégance, ou l'astuce, de féliciter Nasser. Mais un ancien premier ministre, toujours fort influent, M. Fadhel Jamali, qui fut toujours un fervent protagoniste de l'arabisme iraquien, souligne aussitôt que l'union syro-égyptienne est « anormale et non naturelle », tandis qu'une union syro-iraquienne eût été dans la logique des choses ; l'équipe de Nouri Saïd ne peut en effet cesser de penser au « Croissant fertile » et à la « grande Syrie ».

Il est à peine nécessaire de souligner que l'inquiétude de Bagdad a, entre autres, de fortes raisons pétrolières : grâce à sa mainmise sur la Syrie, le président Nasser possède désormais tous les débouchés, terrestres et maritimes, de l'huile naturelle de l'Orient vers l'Europe. Cette considération rend une singulière actualité à la suggestion, articulée quelques mois plus tôt par Nouri Pacha Saïd, d'un retour au plan de partage palestinien proposé par l'O. N. U. en 1947 ; une voie terrestre arabe de Bagdad à Amman et Saint-Jean-d'Acre pourrait dès lors être reconstituée, sous contrôle hachémite. Il faut cependant ajouter que l'inévitable opposition d'Israël, qui considère d'ailleurs la fusion syro-égyptienne avec un étonnant sang-froid, s'abstenant même d'en faire l'objet d'un débat parlementaire, ferait de pareille suggestion une simple vue de l'esprit.

Les monarchies hachémites vont cependant réagir, de façon concrète, à l'initiative du Caire et de Damas. Et, ce qui illustre d'ailleurs la force actuelle du courant unitaire arabe, la riposte est donnée dans le même style ; les deux rois hachémites

L'IMMIXTION SOVIÉTIQUE

Faysal et Hussein fédèrent leurs Etats, dès le 14 février, en une « Union arabe » dont les affaires seront menées par Nouri Pacha Saïd. Le caractère purement gouvernemental de cette association n'en fait cependant qu'une pâle réplique, que l'avenir montrera vite inefficace, de la République arabe unie.

Pour cette dernière, en effet, les masses, souvent surexcitées par les émissions cairottes de « la Voix des Arabes », s'enthousiasment dans tous les pays arabes ; on manifeste dans le Hermel chiite (Liban), à Jérusalem, Naplouse et Salt (Jordanie), à Koweït, en divers points de l'Iraq. La popularité du président Nasser se trouve encore accrue par ce début de réalisation, opéré sous son égide, du principal objectif des passions arabes. Les sentiments ainsi soulevés qui, paradoxalement, ne sont pas non plus étrangers à l'aggravation de la situation à Chypre, grave problème pour l'O. T. A. N., conduisent à bref délai à deux crises graves : l'une au Liban, l'autre en Iraq.

Interventions anglo-saxonnes au Levant

Dès le printemps, l'agitation s'accroît au Liban. Le 28 mars, à Tyr, le 9 avril dans le Chouf, surviennent des désordres suscités par de bruyants partisans de la République arabe unie ; enfin le feu est mis décidément aux poudres par l'assassinat, durant la nuit du 7 au 8 mai, à Beyrouth, d'un des principaux journalistes de l'opposition, M. Nassib Metni. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué ci-dessus, la chose se complique, dans l'atmosphère libanaise, par suite de l'interférence des questions de clans et de personnes avec les grandes options de la politique arabe, voire mondiale.

Les Américains hésitent longtemps à intervenir ; la complexité des choses libanaises, les probables réactions du nationalisme libanais les inquiètent ; peut-être aussi se flattent-ils de n'avoir plus à déployer la force de leur VI^e flotte, mais simplement à laisser entendre qu'ils pourraient le faire. Mais

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

cette pression indirecte reste inefficace ; ils le constatent, et ils se décident enfin à débarquer le 16 juillet, lorsque les répercussions de la révolution iraquienne leur font éprouver des craintes pour la vie du président Chamoun.

Entre temps, en effet, la pression populaire arabe a brusquement triomphé en Iraq, à la date délibérément symbolique du 14 juillet. D'aucuns ont pu être surpris que ce soit un coup d'Etat militaire qui ait renversé la monarchie ; en novembre 1952, en effet, l'armée iraquienne s'était encore montrée un rempart efficace de l'ordre établi. L'événement permet de mesurer la portée de l'évolution intervenue contre le « gouvernement des pachas » : peuple et classes moyennes se sont efficacement unis ; tel est le nouveau visage de l'arabisme.

Comme les Américains à Beyrouth et pour les mêmes raisons, les Britanniques envoient des troupes à Amman ; ils ne peuvent rester sourds à l'appel du roi Hussein. En même temps, sans nul doute, ils comptent que la preuve de détermination qu'ils administrent ainsi réconfortera leurs derniers amis et associés orientaux : en allant au secours du trône jordanien, ils assurent Koweït. Car les passions nassériennes grondent, ils ne l'ignorent pas, chez les soixante mille habitants de la minuscule principauté, laquelle assure le tiers de la production orientale d'huile minérale et permet à la Grande-Bretagne de se fournir en pétrole-sterling.

Ces interventions anglo-saxonnes sont, dans cette forme, sans lendemain possible ; une fois acquis les immédiats résultats recherchés, il faudra retirer les troupes, en s'efforçant de ne pas compromettre par ce geste inévitable les positions ainsi sauvegardées. Cependant il y a plus grave : les interventions ont donné à la politique occidentale, ou plus exactement anglo-saxonne, une certaine physionomie, sans doute inspirée par le souci de riposter à l'U. R. S. S., mais qui ne peut manquer de sembler hostile aux nouveaux courants de l'Orient arabe.

Ainsi déjà l'immixtion soviétique, qui s'exerce massivement

L'IMMIXTION SOVIETIQUE

en Orient depuis l'automne 1955, secrète ses suites. Elle aura incontestablement dominé une période d'environ deux ans et demi, capitale d'ailleurs pour l'évolution de cette région du monde. Elle aura fait mûrir, à partir du drame palestinien qui couve toujours, bien qu'au second plan, l'actuel essor de l'arabisme unitaire populaire. Cette nouvelle forme du mouvement arabe, nettement dégagée durant ces derniers mois, semble l'événement majeur du premier semestre de 1958. Mais, comme nous allons le voir, les faits survenus durant ces dernières semaines font apparaître des failles dans l'unitarisme arabe et illustrent, en revanche, la souple continuité de l'action soviétique.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

EPILOGUE

LE PROCHE-ORIENT DANS L'OMBRE DE L'ASIE

Institut kurde de Paris

« Le nassérisme n'est peut-être pas autre chose que la confiance en eux-mêmes, que les Arabes ont retrouvée à travers Nasser. Et cette confiance avait besoin, pour s'épanouir, d'une égale confiance de la part de l'Étranger. L'habileté a consisté pour le Russe à être le premier à témoigner cette confiance aux Arabes. »

RENÉ AGCIOURI.

La crise de juillet se résorbe

La crise orientale de 1958 atteint son point culminant dans les journées du 14 au 16 juillet. Il semble alors un instant que, l'Occident anglo-saxon ayant pris ses responsabilités, une épreuve de force risque de s'instituer, entre les deux blocs mondiaux, pour la domination ou, comme on dit aujourd'hui, pour le contrôle des terres du Levant.

Mais cette impression sera fugitive. Il apparaît, au bout de quelques jours, que l'épreuve de force n'aura décidément pas lieu. Les Anglo-Saxons renoncent aussitôt à tirer les conséquences de leur geste énergique ; ils se préoccupent, tout au contraire, de limiter les répercussions politiques d'une entreprise qu'ils jugent peut-être, à la réflexion, bien aventureuse.

De leur côté, les Soviétiques dénoncent, assurément, l'agression « impérialiste » ; mais, au lieu de pousser jusqu'au

drame l'événement déclenché par leurs adversaires, ils s'efforcent seulement d'en tirer le prétexte d'un débat général ; ils espèrent ainsi faire reconnaître, en droit, cette faculté d'intervention dans les affaires orientales qu'ils se sont, depuis quelques années, si habilement procurée en fait. On irait donc, dans ces conditions, à quelque conférence au sommet qui mettrait les Grands face à face, pour un règlement d'ensemble des affaires orientales.

A peine entrevue, cependant, cette perspective s'efface à son tour. Tout se passe comme si, au cours des démarches préparatoires, l'U. R. S. S. se faisait rappeler à l'ordre par son allié chinois. Pour Pékin, un accord limité aux seules questions du Proche-Orient présente en effet plus d'inconvénients que d'avantages : ce n'est point seulement en Méditerranée, c'est dans l'aire du Pacifique qu'il convient d'amener l'impérialisme à composer. Le zèle de la diplomatie soviétique s'atténue soudain, et les batteries de la Chine populaire entament un bombardement massif de Quemoy ; les yeux des Américains se tournent derechef vers l'Extrême-Orient ; un grand quotidien libanais titre son éditorial : « De Beyrouth à Pékin. » (*L'Orient*, 19 août 1958.)

L'idée d'une Conférence au sommet se trouve donc abandonnée. C'est une fois de plus aux Nations Unies qu'il reviendra de préparer un règlement oriental, qui d'ailleurs, en de telles circonstances, ne pourra être que mineur. On se bornera modestement à l'essentiel : le rétablissement d'un *statu quo* formel, et le maintien d'une précaire stabilité dans les pays qui avaient motivé une intervention, Liban et Jordanie. Encore apparaît-il bientôt que les Anglo-Saxons n'ont aucune chance de faire, à cette occasion, adopter une résolution favorable à leur thèse, comportant une condamnation implicite des ambitions nassériennes et leur imposant une borne ; les délégations « neutres » préparent des formules de compromis, sans grand espoir de réunir sur leurs textes la majorité des deux tiers, requise en l'occurrence.

Servie par la diversion chinoise qui, consciemment ou non,

fait de la solidarité asiatique une réalité, la diplomatie arabe saisit l'occasion d'écarter, de l'Orient, jusqu'au signe le plus minime d'une intervention extérieure. Le 20 août, les Etats de la Ligue arabe, auxquels se joignent Maroc et Tunisie, qui adhèrent d'ailleurs bientôt à cet organisme, présentent une résolution par laquelle la stabilisation de l'Orient est pratiquement remise à leur diligence. Si l'on s'en tient aux formes (mais comment, en pareil cadre, faire autrement ?), le difficile débat devient sans objet, car la crise qui le motivait se résorbe d'elle-même. La résolution arabe est, dès le lendemain, unanimement adoptée ; le secrétaire général de l'O. N. U., M. Dag Hammarskjöld, est chargé d'en assurer l'application, et il reprend, à destination de l'Orient, son familier bâton de pèlerin.

La Ligue exécute devant l'O. N. U. une démonstration d'arabisme unitaire

L'intervention occidentale de juillet s'était exercée au profit de deux Etats membres de la Ligue qui s'estimaient, à tort ou à raison, menacés par leurs voisins et associés ; elle rendait, à tout le moins, patente la division du monde arabe oriental. Cinq semaines plus tard, les Etats arabes se trouvent d'accord pour apporter eux-mêmes une solution à la crise, et en mesure de faire adopter leur plan par les Nations Unies. On ne peut que reconnaître l'habileté de cette manœuvre, qui restaure sur le plan international une Ligue arabe passablement oubliée depuis la crise du pacte de Bagdad ; le prestige du président Nasser, hier accusé, aujourd'hui médiateur, s'en trouve évidemment grandi.

La résolution arabe se place adroitement au confluent des tendances révélées par l'évolution de la crise internationale ; elle ne manque d'ailleurs pas de se référer aux principes sur lesquels un accord, effectif ou tacite, a déjà été réalisé. Elle reprend, en l'atténuant quelque peu, la formule russe du retrait des troupes étrangères, qui sera « prochain » au lieu

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

d'intervenir « sans délai ». Elle emprunte au discours inaugural du président Eisenhower l'idée d'un organisme de développement « dirigé par les Etats arabes eux-mêmes » et alimenté par des concours extérieurs. Elle confie au secrétaire général de l'O. N. U. le soin d'étudier ce plan, ainsi soustrait aux pressions des puissances, en même temps que, sans cesser de se référer aux exigences de non-intervention formulées par la Ligue, ce haut fonctionnaire international normalisera la situation de la Jordanie et du Liban.

Car, et c'est sans doute la grande habileté du geste arabe, la résolution du 21 août reconnaît expressément les mérites de la Ligue, et consacre les principes de non-immixtion dans les affaires intérieures des Etats membres et de respect des gouvernements établis que proclame son article 8. Elle épargne ainsi aux Etats arabes les avertissements, d'ailleurs discrets, que formulait le projet norvégien : « Les Etats devraient s'abstenir, etc. » ; elle se contente d'enregistrer leurs « assurances renouvelées » de non-immixtion, comme s'il n'avait jamais été question de pareille immixtion. Plutôt qu'elle n'énonce des moyens de régler la crise, la résolution nie indirectement l'existence même d'une crise. Elle fait tomber, de la sorte, les accusations prodiguées contre les agents de la République arabe unie, et justifie indirectement la politique du président Gamal Abdel Nasser. Elle reconnaît, en fait, aux Etats arabes une qualification exclusive pour régler les affaires qui les concernent.

Cependant cet exploit diplomatique emporte l'admiration plutôt que l'adhésion. Le geste arabe est habile ; il l'est même à l'excès. La solidarité ainsi proclamée en conclusion d'une crise patente ne laisse pas de paraître artificielle ; elle a été trop rapidement et trop bruyamment réalisée pour se révéler vraiment profonde et solide.

N'est-ce pas, au demeurant, la fonction traditionnelle de la Ligue que de recouvrir les dissensions arabes du « manteau de Noé », pour les dérober aux yeux du monde ? A cet égard, la rentrée de la Ligue sur la scène internationale s'est déroulée

dans un style des plus classiques. Mais les observateurs avertis savent que les réalités sont bien différentes de cette parade. Ce qui, toutefois, pourrait donner un sens nouveau, voire une portée effective, aux démonstrations de la Ligue, c'est le sentiment solidaire qui travaille désormais les peuples arabes, quelles que soient les manœuvres de leurs gouvernements, et dont le président Nasser a su, jusqu'à ces derniers temps, capter le bénéfice exclusif. Ce n'est pas à New York, c'est en Orient même que nous pourrons constater si ces passions populaires continuent effectivement de jouer à son seul profit.

Des solutions provisoires interviennent en Jordanie et au Liban

Pour l'opinion internationale du moins, au lendemain de la session de l'O. N. U., le président Nasser apparaît plus que jamais comme l'arbitre du monde arabe. M. Dag Hammarskjöld le confirme implicitement, lorsque, désespérant de trouver à Amman une formule qui permette aux parachutistes britanniques de se rembarquer tout en laissant derrière eux un roi Hussein rassuré, il se rend au Caire. C'est bien marquer que, s'il se trouve une solution, elle doit être entre les mains de Nasser.

Sans doute devait-elle y être en effet, puisque l'évacuation des Britanniques a été décidée, et s'achève le 30 octobre. Mais, si nous voyons s'accomplir les faits, nous en sommes encore, quant à leurs ressorts, réduits à des hypothèses. Puisqu'il n'a pas été possible de faire accepter une extension de l'effectif, et du rôle, des forces de l'O. N. U. en Orient, par quoi Hussein a-t-il pu être rasséréiné ? L'éventuelle présence de quelques envoyés diplomatiques permanents de l'O. N. U. ne vaut évidemment pas, pour cette mission précise, une brigade.

On peut dès lors se demander si la meilleure garantie, pour le trône de Hussein, ne réside pas dans les graves difficultés qu'entraînerait son écroulement ; en particulier, s'il fallait

procéder à un partage de la Jordanie, comment écarter les prétentions d'Israël ? L'intérêt des pays arabes n'est peut-être pas, dès lors, que la question soit posée dans l'immédiat ; et l'on peut imaginer que le président Nasser, dans ces conditions, se soit en quelque sorte porté garant du *statu quo* jordanien, quitte à avoir demandé et obtenu, en échange de ces bons offices, quelques garanties du roi Hussein. Mais encore une fois, ce ne sont là que des hypothèses, qui sont loin de suffire à rassurer tous les observateurs sur le comportement futur de la République arabe unie et sur le destin de la Jordanie.

Au Liban, la situation est plus claire ; ce sont les Libanais eux-mêmes qui l'ont réglée, non sans d'ailleurs des difficultés si graves que l'apaisement procuré par l'élection du 31 juillet a failli, dans les premiers jours d'octobre, être totalement compromis, et que la survie même de l'Etat a pu paraître mise en question. D'une part, le président Chamoun n'a pas cru devoir abandonner son mandat avant l'expiration légale de celui-ci, le 23 septembre, et durant cette longue attente l'autorité du président élu, le général Chehab, s'est naturellement effritée. D'autre part le président Chehab, investi enfin à cette date, n'a pas cru pouvoir, comme on s'y était d'abord attendu, désigner un « neutre » comme président du Conseil ; il a fait appel au chef de l'insurrection de Tripoli, M. Rachid Kéramé. Ce choix a semblé une sorte de provocation aux loyalistes d'hier, désormais opposants, regroupés autour du président sortant, M. Camille Chamoun, et du chef des *Kataeb* ou « Phalanges libanaises », M. Pierre Gemayel ; ce dernier, sous la pression des circonstances, a fait de son groupement, dévoué depuis trente ans à l'indépendance du Liban, une formation chrétienne d'autodéfense ; il a lancé à son tour une sorte d'insurrection, et il a réussi par le moyen d'une grève à paralyser le pays.

Après diverses tentatives infructueuses, le président Chehab a pu enfin, le 14 octobre, mettre sur pied un ministère typiquement équilibré, à la libanaise : M. Pierre Gemayel y siège

à côté de M. Rachid Keramé, et deux hommes politiques moins marqués, MM. Raymond Eddé et Hussein Oueini, complètent la formation. Islamo-chrétien comme il sied, mais réduit à des représentants des seules communautés chrétienne maronite et musulmane sunnite, ce Cabinet doit faire face à des tâches urgentes : apaisement des esprits, désarmement des bandes, relance économique. Mais le Parlement lui conférera-t-il l'autorité nécessaire ? A l'égard des anciens opposants, qui ont le sentiment d'avoir, à la fois, triomphé et renoncé à tirer de leur victoire toutes les conséquences, sera-t-il possible de maintenir longtemps une Chambre élue contre eux, dans les conditions suspectes que l'on sait ? Mais, dans la situation actuelle du pays, une consultation électorale est-elle réalisable ? Des problèmes immédiats continuent donc de se poser au Liban.

Entre-temps, le 26 octobre, les troupes américaines ont achevé de se retirer. L'entité libanaise est préservée en sa forme traditionnelle et l'indépendance sauvegardée ; mais c'est un pro-nassérien déclaré qui dirige le gouvernement. Ici encore, à défaut d'un succès total, le président de la République arabe unie marque des points, pour le moment du moins ; il peut avoir la tentation de pousser, demain, des avantages encore précaires.

Le particularisme iraquien s'affirme

Contrairement à l'attente presque générale, ce n'est pas à Amman ou à Beyrouth, c'est à Bagdad que la République arabe unie est réellement, dès maintenant, mise en échec. Certes, dans le coup d'Etat d'Iraq comme naguère dans celui d'Egypte, on assiste à la victoire de forces nationales profondes sur des « régimes de pachas », et donc, par l'action de militaires issus de la classe moyenne, au triomphe de l'arabisme populaire. Mais l'analogie, frappante au premier abord, ne va peut-être pas aussi loin qu'il semble.

M. Marcel Colombe propose ce suggestif parallèle : « La

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

révolution égyptienne... s'est faite contre les partis politiques tout-puissants : elle ne pouvait qu'évoluer rapidement vers le parti unique. La seconde révolution [iraquienne] au contraire s'est faite contre la « dictature » de Nouri Saïd et au profit des partis et organisations d'opposition, pourchassés par le « despotisme » du pacha ; le régime du parti unique ne saurait donc *a priori* lui convenir ». En fait, le général Abdul Kerim Kassem associe aussitôt à son gouvernement les représentants de partis d'abord rivaux, et il autorise le retour de grands leaders exilés, comme Rachid Ali Gaylani : mais il tarde à définir une orientation politique, et se borne d'abord à des mesures paternalistes au profit du petit peuple ; comme jadis son prédécesseur syrien Husni Zaïm, il lutte contre l'accaparement et le pain trop cher. Peu à peu seulement se dessine chez lui une orientation décidée vers le particularisme iraquien ; au début d'octobre, il élimine de l'armée, puis du gouvernement, le colonel Abdesselem Aref, avocat d'une fusion de l'Iraq avec la République arabe unie, et il le fait, en fin de compte, arrêter le 4 novembre ; il se sépare de ses ministres baassistes, et il réduit au silence Rachid Ali, trop sensible lui aussi au prestige nassérien et peut-être, tout compte fait, représentant de conceptions vicieuses : constatation qui mesure, d'ailleurs, le chemin parcouru en moins de vingt ans par l'Orient.

A la disparition de Nouri Saïd, Nasser n'a donc rien gagné ; bien au contraire. Il était prestigieux pour lui, et en somme commode, d'avoir pour principal ennemi cet homme honni par le peuple. Mais voici qu'à la place de l'odieux tyran a surgi, à Bagdad, un dictateur populaire, non moins féru d'indépendance iraquienne, et contre lequel les mêmes arguments ne peuvent plus être employés.

Avec Kassem, l'Iraq accroît ses chances dans la course au leadership arabe, que Nasser semblait en train de gagner. Voilà sans doute une des significations de la révolution de Bagdad, qui en comporte peut-être d'autres, nous le verrons, sous l'aspect des rapports arabo-soviétiques.

La Syrie est mise au pas

On ne saurait, même sur le papier, refaire l'histoire ; mais on ne peut s'empêcher de songer que, si le coup d'Etat iraquien avait eu lieu six mois plus tôt, la Syrie en proie à la fièvre unitaire se serait tournée vers Bagdad plutôt que vers Le Caire. Il n'est pas impossible que cette pensée, venant à l'esprit de Nasser, n'accroisse, en cette fin de l'été 1958, les soucis que lui procure sa « province du Nord ».

Comme par malice, le nouveau régime iraquien fournit des aliments à ces inquiétudes. Les procès intentés, à Bagdad, à des personnalités de l'ancien régime, confirment la constance bien connue avec laquelle l'Iraq de naguère poursuivait la réunion du « Croissant fertile » ; ils révèlent aussi l'accueil, parfois nullement décourageant, que ces intrigues trouvaient à Damas. A cet arabisme des bords du Tigre, un leader nationaliste syrien comme M. Sabri Assali, dont Nasser a fait depuis lors un vice-président de la République arabe unie, ne s'était pas montré insensible.

Prompt à saisir l'occasion, le président Nasser remanie son gouvernement, dont il exclut le leader syrien, et lui donne une forme délibérément plus centralisée. Il s'agit de tenir mieux en mains une « province septentrionale », dont le particularisme reste vivace et qui, surtout, cache mal sa déception devant les piteux résultats économiques de sa réunion avec l'Egypte. Dès janvier, cet aspect du problème excite l'inquiétude à Damas et à Alep ; en septembre, ces appréhensions sont devenues angoisse et aigreur.

Par ces mesures de rigueur, la Syrie peut être contrainte, mais la puissance d'attraction du Caire ne se trouvera nullement accrue, quel que soit d'autre part l'éclat soigneusement donné, le 4 septembre, à l'accueil officiel du confédéré yéménite. Le geste de la Tunisie qui, à peine admise au sein de la Ligue, dénonce devant elle, le 11 octobre, les agissements qu'elle impute au gouvernement du Caire, ne trouve sans doute pas d'appui auprès des autres délégations arabes,

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

mais il flatte peut-être secrètement quelques-uns de leurs souhaits.

Tout au contraire, un desserrement de l'étreinte égypticune en Syrie eût pu préparer l'évolution de la République arabe unie vers la formule plus souple de quelque Etat fédéral ou confédéral, qui auprès du Yémen associé et d'une entité syrienne reconstituée sous forme autonome eût accueilli, selon l'occasion, tels autres Etats arabes : Koweït, Jordanie, Iraq même. Sans doute est-ce principalement l'attitude négative de l'Iraq qui aura découragé ce dessein. Le président Nasser a sûrement de prudentes raisons pour appesantir son pouvoir sur les territoires qu'il contrôle ; mais, par là même, ne révèle-t-il pas la baisse de sa capacité de séduction ? Le signe est à retenir.

La question kurde rebondit

On accumulerait aisément d'autres exemples d'entreprises nassériennes qui tournent moins bien que prévu. Relevons-en tout au moins un, qui nous fera pénétrer dans un secteur trop négligé du monde oriental.

Nasser ne songe pas seulement à l'arabisme. Il note, à l'extrémité nord-est de sa « province septentrionale », dans la Djezireh syrienne, l'existence d'une population kurde. Il sait que les Kurdes ont quelque motif de se plaindre de tous les Orientaux, à l'exception des Syriens... et des Russes. Sans doute est-ce en vue de jouer sur le nationalisme kurde qu'au début de juin il lance, à la radio du Caire, des émissions en langue kurde ; dès juillet se manifeste leur retentissement, non seulement en Syrie, mais dans les régions kurdes de l'Iraq et de l'Iran. On exprime de divers côtés, et particulièrement en Turquie, la crainte de voir Nasser pousser à la création d'un Etat kurde « satellite », qui s'insérerait comme un coin entre les pays membres du pacte de Bagdad et relierait l'U. R. S. S. à la République arabe unie.

Mais, aussitôt après la proclamation de la république en

Iraq, le général Kassem, qui a fait figurer plusieurs personnalités kurdes au sein du Conseil de souveraineté et du Cabinet, promulgue une Constitution provisoire, dont l'article 3 est ainsi conçu : « La société iraquienne est fondée sur la coopération totale entre les citoyens, sur le respect de leurs droits et de leurs libertés. Les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette nation. La Constitution garantit leurs droits nationaux au sein de l'entité iraquienne. » Les chefs nationalistes kurdes jadis condamnés sont amnistiés : les « exilés », comme l'illustre Molla Moustafa Barzani, réfugié en Arménie soviétique après l'écroulement de la République kurde de Mahabad, sont autorisés à rentrer en Iraq et accueillis avec éclat. Enthousiaste, la presse kurde d'Iraq, qui passe aussitôt du plan culturel sur le plan politique, lance l'idée de la transformation de ce pays en un véritable Etat fédéral, unissant une entité kurde et une entité arabe.

Quoi qu'il puisse penser de pareil projet, le gouvernement du général Kassem se garde de le condamner ; une telle perspective n'est-elle pas de nature à séduire les populations kurdes de la Djezireh syrienne, à les faire passer de l'orbite du Caire dans celle de Bagdad et à servir, de la sorte, les éventuels desseins de l'Iraq vers Damas ? Paradoxalement, le réveil du kurdisme fait rebondir l'idée arabe, chère à feu Nouri Saïd, du « Croissant fertile ». On voit que le tour pris par cette question kurde, initialement soulevée par la radio égyptienne, n'est nullement favorable au nassérisme.

Mais il est un pays oriental mieux placé encore que l'Iraq pour tirer parti du facteur kurde : c'est l'Iran. Le gouvernement de Téhéran semble l'avoir compris : en réponse, en quelque sorte, aux premières émissions du Caire, il lance un programme de développement dans ses provinces kurdes et inaugure des émissions radio en langue kurde. Il faudrait sans doute peu de chose, dans la voie tracée par de telles mesures, pour que joue davantage, dans le cadre de l'Iran, l'affinité naturelle entre Kurdes et Persans, membres de la même race et du même groupe linguistique.

Le réveil de la question kurde semble donc aujourd'hui susceptible de provoquer, dans le Proche-Orient, des conséquences naguère imprévisibles. L'Occident ne saurait les considérer comme nécessairement dangereuses pour lui ; en effet, les gouvernements orientaux qui sont ses alliés ne se trouveraient-ils pas plus forts et plus stables si, du fait des sages mesures qu'ils pourraient prendre, les Kurdes qu'ils régissent devenaient des citoyens satisfaits ? Mais il est évident que le Kremlin, qui a su de longue date se donner comme l'ami des Kurdes et se procurer des moyens d'action auprès d'eux, s'efforcera d'exploiter à son profit cette situation nouvelle.

L'affaire des pétroles arabes mûrit lentement

Une des surprises de l'été 1958 aura peut-être été aussi de ne pas voir s'ouvrir cette nouvelle crise des pétroles arabes, redoutée depuis que le président Nasser a agité le projet d'une Conférence des pétroles.

Mais, contrairement aux craintes conçues au lendemain de la révolution du 14 juillet, le nouveau gouvernement iraquien ne semble nullement enclin à des mesures extrêmes, qui risqueraient de faire mourir la « poule aux œufs d'or ». Soucieux de voir s'enfler de nouveau le montant de ses *royalties*, gravement compromises par les effets de la crise de Suez, le gouvernement de Bagdad souhaite un accroissement de la production et une amélioration du taux des redevances ; sur le premier point, l'*Iraq Petroleum* correspond entièrement à ses vues et se mettra en mesure d'extraire 60 millions de tonnes en 1961 ; quand au second, elle remplira ses engagements ; mais, contestant qu'aucune société exploitante ait effectivement réalisé jusqu'à présent des versements d'un taux supérieur aux siens, elle s'en remettra à un arbitrage.

Sur ce plan comme dans le domaine politique, l'Iraq affirme donc, à l'égard du nassérisme, la liberté de son attitude. Avec diverses nuances, les émirats de Koweït et de Qatar, et le cheikh

d'Abou Dhabi, chez lequel *British Petroleum* et Compagnie française des pétroles viennent de découvrir un important gisement sous-marin, semblent, eux aussi, préférer, pour le moment du moins, la régularité de larges revenus immédiats aux risques d'une revendication d'ensemble, qui les obligerait à jouer le tout pour le tout. La règle du partage par moitié des bénéfices est largement tournée, déjà, par les offres de M. Mattei et de certains pétroliers japonais et même américains : tôt ou tard les anciens concessionnaires ne s'aligneront-ils pas, au terme de négociations courtoises qui peuvent s'ouvrir avec chacun d'entre eux ?

Il faut ajouter que Koweït, naguère en délicatesse avec l'Iraq, tend à se rapprocher de nouveau du gouvernement de Bagdad, auquel il offrira peut-être ce port pétrolier en eau profonde indispensable pour les pétroles de la région de Basorah. D'autre part, l'Iran, qui se trouve en plein développement pétrolier avec l'ouverture des champs d'Aga Djari et de Gatch Saran dans le Sud-Ouest, et les recherches de Qoum dans le centre du pays, travaille en plein accord avec ses associés étrangers ; il songe de nouveau au grand pipe-line qui, par la Turquie et Alexandrette, lui permettrait d'évacuer une partie de sa future production sans nul recours aux voies arabes de transit. On constate donc que la plate-forme d'une Conférence orientale des pétroles, rêvée depuis 1956 par le président Nasser, demeure bien mince. Aussi le gouvernement du Caire, en attendant sans doute d'avoir pu développer son action auprès des riverains arabes du golfe Persique, reporte-t-il pour la cinquième fois la date de la réunion, fixée désormais au 15 avril 1959.

Abstraction faite d'un instant d'affolement boursier, le 15 juillet, à Londres et surtout à Paris (l'action de la Compagnie française des pétroles perd en une seule séance 26 % de sa valeur, qu'elle regagne peu à peu par la suite), l'Occident considère d'ailleurs avec sang-froid les perspectives d'une éventuelle défaillance des livraisons arabes de pétrole : une enquête ouverte, en août, par la revue *Occident-Western*

World, auprès de douze personnalités internationales du pétrole, établit que les conditions de l'approvisionnement occidental sont meilleures qu'à l'automne 1956 ; des « virtualités inexploitées » permettraient de suppléer la totalité de la production orientale, et de nombreux navires pétroliers actuellement désarmés assureraient aisément les longs transports nécessaires ; la cessation des livraisons arabes entraînerait une gêne sérieuse, mais nullement « mortelle », et en tout cas temporaire. Au demeurant, ajoutent la plupart des personnalités consultées, les pays arabes, qui ne pourraient exploiter seuls leurs champs pétroliers et qui ont besoin des *royalties* que seuls des clients occidentaux sont disposés à leur verser, n'ont aucun intérêt à « faire grève ».

Il convient cependant d'observer que dans les pays arabes, et surtout au Caire, les passions parlent souvent plus fort que les intérêts. De plus, Suez a appris au dictateur égyptien que défier l'Occident était possible et même rentable, ses techniciens et ses entrepreneurs n'étant décidément pas irremplaçables. Le président Nasser ajourne ses projets ; il est peu probable qu'il y renonce.

Si l'U. R. S. S. pousse la République arabe unie à priver l'Occident des pétroles arabes, ne fournira-t-elle pas à l'Orient les moyens de parer aux conséquences de ce geste ? Le bruit court à Téhéran que les Soviétiques se chargeraient d'exploiter les champs de pétrole, en ne prélevant qu'une redevance de 10 %. Des techniciens arabes du pétrole, le président Nasser l'a confirmé, sont à l'entraînement en Russie. Une compagnie suédoise aurait offert les concours techniques nécessaires pour la création d'une flotte pétrolière arabe.

Resterait, il est vrai, à remplacer les acheteurs occidentaux. L'U. R. S. S., suffisamment pourvue en huile naturelle, n'est pas en mesure d'absorber la production arabe. Mais l'Asie, et particulièrement la Chine, en cours d'industrialisation rapide, ne pourraient-elles le faire ? Une conjugaison du technicien russe et du client chinois constituerait dès lors, pour les pétroles arabes, la solution de l'avenir.

***L'U. R. S. S. relance l'affaire
du haut barrage d'Assouan***

Durant cet été 1958, l'U. R. S. S. ne manifeste dans le Proche-Orient qu'une discrète activité : elle apparaît cependant plus ou moins bien placée, mais toujours présente, au bout de toutes les perspectives qui s'ouvrent aux politiques arabes. Toujours soucieuse d'afficher le plus grand respect pour les souverainetés locales, elle se borne à dénoncer les interventions des autres puissances, les pactes « agressifs », les débarquements militaires ; elle propose les conférences paritaires qui permettraient d'éliminer malentendus et différends, et elle s'efforce d'apparaître aux peuples orientaux comme le partenaire idéal pour la coopération et le progrès.

Dès l'automne, cependant, un calme apparent s'étant rétabli en Orient, les Soviets commencent à se montrer plus entreprenants. En quelques jours, plusieurs faits significatifs manifestent leur volonté de pénétration dans les divers pays de cette région : une offre financière et technique pour la construction du haut barrage d'Assouan, l'annonce d'une prochaine visite de M. Khrouchtchev au Caire, un avertissement adressé au gouvernement de Téhéran, et sans doute aussi l'agitation des éléments d'extrême-gauche autour et auprès du nouveau gouvernement iraquien.

La relance de l'affaire d'Assouan par les Russes, le 21 octobre, est un événement considérable, qui pèsera peut-être aussi lourd sur les destinées de l'Orient arabe que ne le fit la livraison des armes soviétiques, annoncée le 27 septembre 1955. On sait quel ressentiment le retrait des offres américaines pour le financement du haut barrage avait suscité naguère chez les dirigeants de l'Egypte. A l'époque, les Soviets n'avaient pas cru devoir préciser ni renouveler leurs propres propositions ; sans doute attendaient-ils que l'Orient fût, en quelque sorte, préparé par une nouvelle série de troubles. Ils estiment probablement qu'il est mûr aujourd'hui.

Les 400 millions de roubles ainsi offerts ne représentent,

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

on l'a justement souligné, qu'à peine un dixième des sommes nécessaires ; et il semble peu probable que les Soviets puissent à eux seuls financer jusqu'au bout cette gigantesque entreprise. Peut-être est-ce la raison pour laquelle Washington a manifesté tant de sang-froid devant l'initiative de Moscou. On peut croire, en effet, que des concours financiers occidentaux se révéleront nécessaires et deviendront même prépondérants, bien qu'il ne soit pas très facile d'imaginer la manière dont Soviétiques et Occidentaux pourraient, sans paraître s'associer, concourir à l'exécution de cette immense tâche. Et sans doute faut-il tenir compte aussi des résistances et des contreprojets que le plan de l'Égypte suscite chez les autres riverains du Nil, qui tiennent ses sources et le haut de son cours : Kenya, Tanganyika et Ouganda sous contrôle britannique, Éthiopie, Soudan ; d'ores et déjà le gouvernement d'Addis-Abéba manifeste l'intention d'édifier des retenues sur le Nil bleu ; et celui de Khartoum, qui ne s'estime plus lié par les conventions antérieures sur le partage, fort inégal à son détriment, des eaux du Nil, a fait étudier un immense programme de barrages, dont l'exécution réduirait considérablement le volume laissé à l'Égypte.

La solution logique et équitable consisterait dans une planification intégrale de la vallée du Nil. Sans l'attendre ni même l'escompter, sans tenir compte des mesures que peuvent prendre Éthiopie et Soudan, les Égyptiens étudient la transformation radicale de leur technique agricole, que provoqueront le nouveau régime de l'irrigation, soustrait à la servitude de la crue annuelle, et l'immense extension des superficies appelées à être mises en culture ; ils inaugurent sans plus tarder les vastes travaux préparatoires : construction de voies d'accès, de dépôts, de logements, qui doivent précéder l'ouverture du gigantesque chantier ; ils engagent leur avenir économique, pour un demi-siècle, sur un programme dont les moyens d'achèvement demeurent incertains. C'est peut-être, de leur part, une imprudence, mais les Russes gagneront à coup sûr ; si l'œuvre s'achève un jour, ils conserveront le

mérite de l'avoir lancée, et leur propagande saura longuement en tirer parti ; si elle doit être abandonnée ou réduite, l'odieux en sera rejeté sur l'Occident, qui aura refusé ou marchandé son concours.

D'ores et déjà le Kremlin pousse, psychologiquement, ses avantages : il annonce, pour décembre, la visite de M. Khrouchtchev à la capitale de la République arabe unie, où il assistera à l'ouverture de la Conférence économique afro-asiatique, et où il est assuré de trouver le plus enthousiaste des accueils.

En Orient, les Soviets jouent sur tous les tableaux

Les Soviets ne réservent cependant pas leur faveur à la seule « province égyptienne » ; leur effort technique de coopération se poursuit dans la « province syrienne », où il soulève des espoirs avivés par l'inquiétude que suscite la crise économique ; il se porte aussi, semble-t-il, vers le Liban, durement éprouvé par les récents événements, et auquel des offres considérables auraient été présentées. Parallèlement, le gouvernement de Moscou adresse ses avertissements aux Etats orientaux qu'il soupçonne de vouloir se lier plus étroitement au bloc occidental ; il en va ainsi de l'Iran, qu'il met en garde, le 31 octobre, contre un nouveau projet d'accord militaire étroit avec les Etats-Unis. Enfin, dans la nouvelle République d'Iraq, en même temps que les éléments baassistes et pronassériens sont l'objet de mesures de suspicion, les groupements d'extrême-gauche déploient une activité croissante, et divers observateurs redoutent qu'ils ne prennent une importance décisive ; d'aucuns craignent qu'une République populaire ne voie le jour à Bagdad, ou que le pays ne croule dans l'anarchie.

La République arabe unie passe cependant toujours, à l'extérieur, pour l'exemple typique du gouvernement oriental séduit par le totalitarisme soviétique. Elle est mise en accu-

sation, au début d'octobre, au sein même de la Ligue arabe, par la Tunisie, qui vient à peine d'être admise dans cet organisme ; le président Bourguiba reproche aux maîtres du Caire, à la fois, d'héberger et de soutenir son adversaire, M^e Salah ben Youssef, condamné pour trahison, et de prétendre exercer sur le monde arabe une hégémonie injustifiée, allant jusqu'à la domination d'un seul. En exposant sa position, le 16 octobre, devant la Constituante, le président de la République tunisienne élève le débat ; il met en cause la collusion entre la République arabe unie et l'U. R. S. S. S'adressant aux gouvernants du Caire, il s'écrie :

« Coopérer avec la Russie et étouffer le parti communiste à l'intérieur, chaque chose étant placée sur un plan séparé, me paraît un propos peu sérieux destiné à donner le change. C'est une gageure impossible à tenir. La Russie est le premier soutien du communisme dans le monde. Elle ne s'en cache pas. Qu'elle accepte de livrer des armes et tolère dans le même temps que les communistes soient jetés en prison, il n'y a vraiment personne pour y croire. Ce qui est vrai, c'est que l'infiltration se fait par étapes. Une fois que vous serez bien enfoncés, vous comprendrez le communisme. Tout ceci, nous l'avons dit sans détours. Nous avons même ajouté qu'en supposant le pire, nous pourrions, en cas de brouille avec les Américains, nous joindre à vous. Parce que nous avons la liberté de le faire. Vous le savez par expérience, vous qui avez coopéré avec eux et pu, grâce à leur appui, obtenir l'évacuation des troupes britanniques. Ce que je crains, par contre, c'est que vous ne puissiez en faire autant le jour où, voyant que les choses ne se présentant pas exactement comme vous les attendiez, vous seriez conduits par la déception à vouloir renouer avec les Américains. Quand le rideau de fer tombe, c'est fini. L'Histoire n'offre aucun exemple d'un pays qui ait pu le traverser en sens inverse. Les pays d'Europe centrale sont là pour en témoigner. »

L'opinion anglo-saxonne enregistre avec la plus grande satisfaction cet avertissement donné au dictateur égyptien par

un chef d'Etat arabe. Peut-être oublie-t-elle, cependant, que Nasser n'est pas seul dans le monde arabe à désormais regarder vers Moscou, pas plus qu'il n'est seul aujourd'hui à mener les forces nouvelles de l'arabisme populaire. Il convient de souligner, en effet, que Bagdad agit aujourd'hui indépendamment du Caire et peut le faire demain contre lui. Or l'U. R. S. S. se met en mesure de jouer sur les deux tableaux ; si, dans le passé, elle a su exploiter les fautes de l'Occident et ses différends avec le monde oriental, elle peut fort bien tirer parti demain des zizanies interarabes. L'arabisme, en effet, se flatte d'avoir triomphé de l'impérialisme occidental, mais il ne saurait prétendre avoir réalisé sa cohésion interne. L'U. R. S. S. conserve à son égard, avec le prestige d'un allié aux indispensables concours, toutes les possibilités de manœuvre d'un dominateur indirect et subtil.

La sagesse d'un vieux peuple d'Orient dira le dernier mot

En ce début de novembre 1958, au moment d'achever ces pages, nous nous demandons, une fois encore : quelle est donc, aujourd'hui, la question d'Orient ? Plus précisément, sommes-nous encore dans la phase où prédomine l'immixtion soviétique ? ou faut-il considérer que l'essor de l'arabisme populaire, si frappant depuis quelques mois, ouvre une ère nouvelle et doit devenir le pôle de nos réflexions ?

L'arabisme populaire continue, certes, de bouillonner, et son élément essentiel demeure, assurément, le mythe nassérien ; mais il se peut que, dans ces développements, Nasser n'ait constitué qu'un épisode. L'étendue même de son succès, fondé sur l'imagination plus encore que sur la réalité, provoque des réactions, froisse des amours-propres et des intérêts, suscite des imitateurs prompts à devenir des rivaux. Rien n'est moins assuré que son avenir, encore qu'il soit imprudent d'escompter sa prochaine éclipse et de croire que pareil événement bouleverserait le cours des choses : le désordre arabe,

le tourbillon oriental lui survivraient. Ces phénomènes ont des causes lointaines et profondes, parmi lesquelles figurent le fait israélien (bien qu'il soit actuellement un peu moins en vedette), la haine de « l'impérialisme », la méfiance à l'égard de l'Occident, les erreurs et les fautes accumulées par les Européens et surtout par les Américains. Et ces passions trouveront toujours sans difficulté des interprètes représentatifs, qu'elles auront vite fait d'exalter.

Mais ce trouble chronique provoquerait moins de souci et justifierait moins d'émoi s'il ne servait de prétexte, de support, d'instrument à l'action soviétique. Longtemps discrète, puis retentissante, cette immixtion parfois se masque jusqu'à se faire pratiquement oublier. Ce fut le cas, cet été, durant plusieurs semaines, après l'échec du projet russe d'une Conférence au sommet, et jusqu'à ce que, ces tous derniers jours, le renouvellement de l'offre russe pour le haut barrage d'Assouan en ait manifesté le réveil, ou plutôt la persistance.

Cette immixtion, à la fois, exploite l'arabisme et le soutien. « Depuis deux ans, confie, au début du mois d'août, le président Nasser à un journaliste arabe du Liban, M. Afif Tibi, l'U. R. S. S. n'a repoussé aucune demande arabe. » Et l'éditorialiste de *l'Orient de Beyrouth*, M. René Aggiouri, opine, le 24 août, que « le nassérisme n'est peut-être pas autre chose que la confiance en eux-mêmes, que les Arabes ont retrouvée à travers Nasser. Cette confiance avait besoin, pour s'épanouir, d'une égale confiance de la part de l'Etranger. L'habileté a consisté pour le Russe à être le premier à témoigner cette confiance aux Arabes ». Il convient toutefois, nous semble-t-il, de généraliser : ce n'est plus seulement le monde russe, c'est le monde communiste tout entier, de Prague à Pékin, qui patronne et soulève le monde arabe d'Orient. L'Asie centrale et extrême, de toute sa masse, pèse sur sa presque ile occidentale, sur l'Asie Mineure, sur le Levant, sur leurs prolongements africains.

Les dimensions de ces événements surprennent et inquiètent les hommes d'Occident. Dérraisonnable enflure du mythe nas-

sérien, rêves illimités de l'arabisme, hardiesse et insolence démesurées des maîtres du Kremlin, gigantesques réalisations et vastes desseins des dirigeants de Pékin, voilà bien, autrement amples que du temps de Gobineau, « cet amas de périls qui s'accumulent du côté de l'Asie, qui vont s'écrouler sur l'Europe », et auxquels il convient en effet d'être, comme il le fut, attentif.

Que cette vigilance, toutefois, se traduise par le recueillement des soirées de réflexion et par l'activité des journées de travail méthodique, non pas l'angoisse des nuits d'insomnie. Du fond de l'Asie, chez ce vieux peuple kurde dont nous avons constaté le réveil, montent les voix d'une sagesse séculaire qui, pour le réconfort des hommes paisibles, condamne les excès des despotes. Entendons-les : que ces antiques proverbes nous servent de viatique. « Toute chose se casse lorsqu'elle s'amincit, mais l'homme se brise lorsqu'il s'enfle » : et voici pour l'Orgueil, qui méprise les bornes imposées par Dieu. Mais voilà aussi pour la Ruse, qui s' imagine pouvoir tourner l'obstacle : « Nul être n'est plus matois que le renard, mais on trouve sa peau dans tous les marchés. »

11 novembre 1958.

Institut kurde de Paris

INDEX

I. — Principaux textes (analyses sommaires).

Accord de défense anglo-iraquien (1955), p. 166.

Accord Sykes-Picot (1916), p. 96.

Communiqué relatif à la fondation de la République arabe unie (1958), p. 199.

Communiqué relatif aux rapports de la R. A. U. et de l'U. R. S. S. (1958), p. 200.

Correspondance Hussein - Mac Mahon sur l'indépendance et l'unité arabes (1915-1916), p. 91.

Déclaration Balfour sur le Foyer national juif en Palestine (1917), p. 98.

Déclaration Britannique sur l'Egypte (1922), p. 99.

Déclaration Churchill sur la Palestine et la Transjordanie (1922), p. 113.

Déclaration Eden en faveur de l'unité arabe (1941) p. 138-139.

Déclaration tripartite relative au *statu quo* en Orient (1950), p. 158.

Doctrine Eisenhower sur le Moyen-Orient (1956-1957), p. 190-191.

Mémoire du Wafd égyptien devant la Conférence de la Paix (1919), p. 98-99.

- Pacte de Bagdad (1955), p. 165.
 Pacte de la Ligue arabe (1945), p. 140-141.
 Pacte de la S. D. N., art. 22 relatif au régime des mandats (1920), p. 97.
 Plan de partage palestinien adopté par l'O. N. U. (1947), p. 142.
 Protocole d'Alexandrie en vue de la réalisation de l'unité arabe (1944), p. 140-141.
 Rapport Peel sur la situation en Palestine (1937), p. 127-128.
 Résolution arabe votée par l'O. N. U. en vue du règlement de la crise orientale (1958), p. 211-212.
 Traité anglo-égyptien (1954), p. 161-162.
 Traité « d'amitié islamique et de fraternité arabe » entre l'Arabie Séoudite et le Yémen (1934), p. 103.

II. — *Etats et peuples orientaux (mentions principales).*

- Abou Dhabi, p. 221.
 Aden, p. 46, 201.
 Arabie Séoudite, p. 49-52, 65, 102, 103, 151, 155, 186, 192-196, 201.
 Arménie, p. 107, 219.
 Assyriens, p. 106-107.
 Bahrein, p. 46, 48, 65, 196.
 Chypre, p. 35, 36, 209.
 Côte de la Trêve, p. 46, 48, cf. Abou Dhabi.
 Egypte, p. 36-44, 65, 98-100, 137, 138, 140, 141, 148, 151-152, 159, 161-163, 166, 167, 174, 177, 178-190, 195-197, 216, 217.
 Empire ottoman, p. 84-90, 104.
 Ethiopie, 224.
 Iran, p. 32-34, 65, 136, 141, 159, 162, 165, 177, 193, 194, 219, 221, 223.
 Iraq, p. 29-32, 65, 100-103, 106, 107, 134-140, 146, 147, 155, 157,

163-167, 176, 186, 188, 192-197, 202, 204, 215, 216, 218-222, 225, 227.

Israël (et sionisme), p. 52-55, 111-114, 124, 145-161, 167, 172, 174, 181, 185-196, 202.

Jordanie (et Transjordanie), p. 44-46, 114, 145, 156, 157, 186, 193-197, 202-204, 210, 212-215, 218.

Kenya, p. 224.

Koweït, p. 47, 48, 65, 196, 204, 218, 220, 221.

× Kurdes, p. 67, ~~105-107~~¹⁰⁷, ~~174~~¹¹⁰, 218-220, 224.

Lahej, p. 48.

Liban, p. 24-28, 107-109, 130, 136, 146, 167, 186, 193-197, 203, 204, 210, 212, 213-215.

Maroc, p. 211.

Mascate, p. 46.

Ouganda, p. 224.

Pakistan, p. 163, 165, 196.

Palestine, p. 91-92, 111-114, 123, 132, 140-150, 154, 156, 200, 202 ; cf. : Israël, Jordanie.

Qatar, p. 47, 48, 65, 196, 220.

République arabe unie, p. 197-205, 210-228.

Rhodes, p. 35.

Soudan, p. 181, 224.

Syrie, p. 41-44, 109-111, 130, 136, 146, 150-152, 167, 177, 178, 188, 192-199, 201, 202, 217-219, 225.

Tanganiyka, p. 224.

Tunisie, p. 211, 217, 225.

Turquie, p. 34-35, 104-106, 130, 136-137, 155, 162, 163, 167, 177, 193-196.

Yémen, p. 52, 147, 186, 200, 201, 218.

III. — *Noms de personnes, groupements, organismes permanents, dynasties, etc.*

- Abbassides, p. 69.
Abdallah (émir, puis roi), p. 93, 115, 116, 128, 156, 157.
Abdallah Yafi, p. 26.
Abdelaziz Ibn Séoud, p. 49, 102, 103.
Abdelqader (Sidi), p. 135.
Abdelnasser (cf. Gamal Abdelnasser).
Abdelwahab Mourjan, p. 31.
Abderrahman Kaouakibi, p. 76.
Abderrahman Pacha Azzam, p. 83, 117-119, 132, 140.
Abderrazak (Ali), cf. Ali Abderrazak.
Abdesselem Aref, p. 216.
Abdou (Mohamed), cf. Mohamed Abdou.
Abdul Mohsen as Saadoun, p. 101.
Abdulkérim Kassem, p. 32, 216, 219.
Abdulillah (régent), p. 21, 32, 135.
Abdulmedjid (sultan), p. 86.
Adib Chichkali, p. 37, 42, 151.
Afif Tibi, p. 228.
Afghani (Djemaleddine), cf. Djemaleddine Afghani.
Agence juive, p. 114, 123, 125, 128, 143, 147.
Aggiouri (René), p. 209, 228.
Ahmed Khan, p. 76.
Akram Hourani, p. 161.
Al Ahd, p. 91.
Al Azhar (Université), p. 100, 125.
Alexandre, p. 72.
Ali (roi), p. 102, 106.
Ali Abderrazak, p. 76.
Allen (Georges), p. 162.
Allenby (général), p. 92, 94.
Alsop (Stewart), p. 183.
Amer (général Hakim), cf. Hakim Amer.
Amine al Hussein, cf. Hadj Amine al Hussein.
Amis américains du Moyen-Orient, p. 162.

Anglo Iranian Oil Company, p. 33, 64, 159 ; voir aussi *British Petroleum*.

Aramco, p. 64.

Arslan (Chékib), cf. Chékib Arslan.

Associated Press, p. 162.

Ataturk, cf. Moustafa Kémal.

Ayoubites, p. 69.

Azzam (Abderrahman Pacha), cf. Abderrahman Pacha Azzam.

Azem (Khaled), cf. Khaled Azem.

Azouri (Néguib), p. 75, 89.

Baas, p. 12, 43, 152, 161, 172, 193, 198, 216, 225.

Bagdache (Khaled), cf. Khaled Bagdache.

Balfour (lord), p. 97, 98, 113, 114, 131.

Banque internationale de reconstruction et de développement (B. I. R. D.), p. 180, 182.

Begin (Menahem), cf. Menahem Begin.

Bell (Gertrude), p. 100.

Begir Sidqi, p. 135.

Bismarck, p. 39, 153.

Bitar (Salaheddine), cf. Salaheddine Bitar.

Bompard, p. 87.

Bourguiba (président), p. 226.

Boustani, p. 75.

Board of Development, p. 29, 31.

British Petroleum, p. 221 ; *Anglo Iranian Oil Company*.

Byroade (Henry), p. 163.

Canning (sir Stradford), p. 86.

Catherine II, p. 86.

Catroux (général G.), p. 59.

Chamoun (président Camille), p. 22, 26-28, 204, 214.

Chehab (Fouad), p. 29, 214.

Cheikh Mahmoud, p. 107.

Cheikh Moustafa Sebaï, p. 161, 171, 194.

Chékib Arslan, p. 111, 118.

Chepilov, p. 191, 192.

Chichkali (Adib), cf. Adib Chichkali.

Chimoun (Mar), cf. Mar Chimoun.
 Choukri Kouatli, p. 196, 197, 199.
 Churchill (sir Winston), p. 100, 113, 114.
 Colombe (Marcel), p. 141, 163, 166, 215.
 Comité économique du pacte de Bagdad, p. 176.
 Comité de lutte contre la subversion du pacte de Bagdad,
 p. 176.
 Comité militaire du pacte de Bagdad, p. 176.
 Commission des mandats, p. 102.
 Compagnie arabe de navigation, p. 196, 222.
 Compagnie française des pétroles, p. 221.
 Compagnie universelle du canal de Suez, p. 39, 71, 184, 185.
 Conférence de Bandoung, p. 195, 196.
 Congrès islamique, p. 124, 125.
 Congrès parlementaire panarabe, p. 128, 129.
 Conseil de Sécurité des Nations Unies, p. 28, 194.
 Conseil suprême islamique, p. 128.
 Constant, p. 87.
 Daouabili (Maarouf), cf. Maarouf Daouabili.
 Djemaeddine Afghani, p. 76.
 Diaz, p. 72.
 Djabri (Ihsan), cf. Ihsan Djabri.
 Dulles (Foster), p. 183.
 Eddé (Raymond), p. 215.
 Eden (sir Anthony), p. 138.
 Eisenhower, p. 26, 42, 50, 150, 189, 190-192, 194, 212.
 Fadhel Jamali, p. 31, 157, 202.
 Farouk (roi), p. 137.
 Fatimites, p. 69.
 Faysal (émir séoudite), p. 51, 201.
 Faysal I^{er} (roi), p. 92-95, 98, 100, 110, 112, 115, 134.
 Faysal II (roi), p. 21, 26, 32, 46, 135, 203.
 Foreign Office, p. 98, 112, 138.
 Frères musulmans, p. 37, 40, 76, 78, 152, 163, 194.
 Ford, p. 49.
 Gama (Vasco de), p. 72.

Gamal Abdel Nasser, p. 28, 31, 32, 36, 40, 43, 47, 51, 54, 77, 146, 152, 153, 162, 163, 166, 174, 182-187, 191-203, 209, 211, 214, 216, 218, 220, 221, 227, 228.

Gandhi, p. 28, 49.

Gancem (Chekri), p. 75.

Garibaldi, p. 39, 153.

Gaylani (Rachid Ali), cf. Rachid Ali Gaylani.

Gemayel (Pierre), p. 75, 214.

Ghazi (roi), p. 134.

Glubb (général), p. 45.

Gobineau, p. 229.

Gortschakoff, p. 85.

Guillaume (empereur), p. 85.

Hachémites, p. 29, 44, 94, 100, 101, 103, 111, 154, 202.

Hadj Amine al Husseini, p. 112, 124, 135, 136, 156, 160.

Haganah, p. 120, 145.

Hakim Amer (général), p. 186.

Hakim (Hassan), cf. Hassan Hakim.

Hamadé (Sabri), cf. Sabri Hamadé.

Hammaraskjoeld (Dag), p. 28, 190, 211-213.

Haut Comité arabe, p. 128.

Hassan Hakim, p. 157.

Henderson (Loy), p. 194.

Hikmet Suleiman, p. 30.

Hitler (Adolf), p. 129, 147.

Hourani (Akram), cf. Akram Hourani.

Hurewitz (J. C.), p. 142.

Hussein (chérif et roi), p. 90-98, 102, 112, 115.

Hussein II (roi), p. 22, 45, 46, 186, 193, 203, 204, 213, 214.

Hussein Oucini, p. 215.

Husseini (Hadj Amine), cf. Hadj Amine al Husseini.

Husseini (Moussa), cf. Moussa Husseini.

Husni Zaïm, p. 37, 151, 216.

Ibn Séoud (Abdelaziz), cf. Abdelaziz Ibn Séoud.

Ihsan Djabri, p. 118.

Iraq Petroleum Oil Company, p. 29, 32, 64, 66, 187, 220.

Institut français de Damas, p. 117.

Irgoun, p. 145.

Jamal (Jules), p. 188.

Jamali (Fadhel), cf. Fadhel Jamali.

Jason, p. 63, 72.

Johnston (Eric), p. 150.

Joumblatt (Kémal), cf. Kémal Joumblatt.

Jovelet (Louis) (pseud. de Robert Montagne), p. 117.

Kamel (Moustafa), cf. Moustafa Kamel.

Kaouakibi (Abderrhaman), cf. Abderrahman Kaouakibi.

Kataeb (Phalanges libanaises), p. 214.

Kassem (Abdulkérim), cf. Abdulkérim Kassem.

Kémal (Moustafa), cf. Moustafa Kémal.

Kéramé (Rachid), cf. Rachid Kéramé.

Khairallah Khairallah, p. 75.

Khaled al Azem, p. 194, 199.

Khaled Bagdache, p. 199.

Khan (Ahmed), cf. Ahmed Khan.

Khoury (Farès), p. 75.

Knox d'Arcy (William), p. 64.

Kouatli (Choucri), cf. Choucri Kouatli.

Khrouchtchev, p. 223, 225.

Lawrence (colonel T. E.), p. 30, 92, 95, 100, 112.

Ligue arabe, p. 48, 49, 140, 141, 196, 211, 212, 213, 217.

Ligue de la patrie arabe, p. 89.

Ligue ottomane, p. 89.

Louis XIV, p. 87.

Mac Mahon (sir Henry), p. 91, 95, 96, 98, 112, 123.

Maarouf Daouabili, p. 160, 171.

Mahmoud (Cheikh), cf. Cheikh Mahmoud.

Mahomet, p. 90, 124, 162.

Mâlik (Charles), p. 26.

Mamelouks, p. 69.

Mar Chimoun, p. 106.

Marco Polo, p. 72.

Mattei, p. 221.

Menahem (Begin), p. 131, 145.

Metni (Nassib), p. 28, 203.
 Méouchi (Mgr), p. 27.
Middle East Supply Center, p. 138, 177.
 Minganti (Paolo), p. 198.
 Mohamed Abdou, p. 76.
 Mohamed Néguib, p. 37, 152.
 Molla Moustafa Barzani, p. 219.
 Mollet (Guy), p. 189.
 Montagne (Robert), p. 117, 118, 144.
 Morgan (Jaques de), p. 64.
 Mossadegh, p. 33.
 Mourjan (Abdelwahab), cf. Abdelwahab Mourjan.
 Moustafa Nahas, p. 137, 138, 159.
 Moustafa Kamel, p. 99.
 Moustafa Kémal, p. 77, 104, 105.
 Moussa Husseini, p. 157.
 Moussa Salamé, p. 75.
 Mussolini, p. 130.
 Naboulsi, p. 193.
 Naccache (Georges), p. 75.
 Nahas (Moustafa), cf. Moustafa Nahas.
 Napoléon, p. 23.
 Napoléon III, p. 87.
 Nasser (cf. Gamal Abdel Nasser).
 Nations Unies (cf. Organisation des).
 Noël (major), p. 107.
 Néjib Roubai, p. 32.
 Néguib (général Mohamed), cf. Mohamed Néguib.
New York Herald Tribune, p. 183.
 Nouri Pacha Saïd, p. 21, 30 à 32, 46, 100, 102, 135, 139, 202,
 203, 216, 219.
 Omeyyades, p. 49, 94.
 Organisation des Nations Unies, p. 28, 38, 45, 53, 143-149,
 165, 176, 187-202, 210, 212, 213.
 Organisation sioniste, p. 98, 114.
 Orloff, p. 72.
 O. T. A. N., p. 158, 163, 203.

Ottomans, p. 69.

Oueini (Hussein), cf. Hussein Oueini.

Parti communiste, communisme, p. 136, 138, 147, 152, 162, 172, 226, 228.

Parti démocrate, p. 34.

Parti populaire syrien (P. P. S.), p. 193.

Parti populiste, 160, 194.

Parti républicain du peuple, p. 34.

Parti socialiste de la Renaissance arabe (cf. *Baas*).

Patriarcat maronite, p. 75.

Peel (lord), p. 127.

Pharaon (Henri), p. 75.

Picot, p. 96.

Pinkser (Léo), p. 123, 126.

Qadriya, p. 109, 135.

Rabbath (Edmond), p. 75.

Rachid Ali Gaylani, p. 30, 134, 135, 136, 216.

Rachid Keramé, p. 28, 214, 215.

Rachid Rida, p. 76.

Richards (James), p. 192.

Rida (Rachid), cf. Rachid Rida.

Rommel, p. 137.

Rothschild (lord), p. 98.

Roubai (Néjib), cf. Néjib Roubai.

Saad Pacha Zaghoul, p. 98, 99.

Saadoun (Abdul (Mohsen), cf. Abdul Mohsen as Saadoun.

Sabri Assali, p. 217.

Sabri Hamadé, p. 28.

Saeb Slam, p. 28.

Saïd (Nouri Pacha), cf. Nouri Pacha Saïd.

Salah Ben Youssef, p. 226.

Saleheddine Bitar, p. 193.

Saint Louis, p. 87.

Sami Solh, p. 26, 27.

Sarraj (colonel), p. 193.

Sebai (cheikh Moustafa), cf. cheikh Moustafa Sebai.

Séoud Ibn Abdelaziz, p. 49, 51, 162, 192, 195, 196, 201.

Sidqi (Békir), cf. Békir Sidqi.

Slam (Saeb), cf. Saeb Slam.

Solh (Sami), cf. Sami Solh.

Stern, p. 145.

Stevenson (Adlaï), p. 189.

Suleiman (Hikmet), cf. Hikmet Suleiman.

Sykes (sir Mark), p. 94, 96, 98.

Takla, p. 75.

Templer (général), p. 45.

Tennessee Valley Authority, p. 150.

Tito, p. 182.

Truman, p. 34, 143.

Union et Progrès, p. 89, 148.

Wafd, p. 37, 40, 98, 99, 129, 137.

Wedgwood (Josiah C.), p. 113.

Weizmann (Haïm), p. 98.

Woodhead, p. 128.

Xénophon, p. 72.

Yafi (Abdallah), cf. Abdallah Yafi.

Yazigi, p. 75.

Zaghloul (Saad Pacha), cf. Saad Pacha Zaghloul.

Zaïm (Husni), cf. Husni Zaïm.

IV. — *Quelques idées, mouvements formules et problèmes du Proche-Orient.*

Aide américaine, p. 34, 37, 38, 42, 45, 79, 147, 151, 152, 155, 156, 162, 178-183, 191, 201, 224 ; soviétique, p. 22, 23, 38, 42, 79, 174-182, 186, 189, 194, 197-200, 205, 223-228.

Air Control, p. 47, 100, 101.

Amitié islamique et fraternité arabe, p. 103.

Arabisme, p. 27, 28, 30, 31, 41, 46, III, 123, 127-129, 133, 134,

136, 138, 140, 141, 145, 147-149, 151, 156, 157, 160, 164,
 173, 189, 194, 195-197, 211-227.
 Armes occidentales, p. 23, 33, 158, 163, 174 ; — soviétiques,
 p. 38, 174, 186-188.
 Assouan (haut barrage), p. 38, 71, 153, 179-185, 223-225, 228.
 Auto émancipation, p. 123, 126.
Autonomie ou anatomie, p. 85, 99.
 Axe, p. 30, 129, 131, 134, 135-137.
Bandoung populaire, p. 195, 196.
 Bases militaires, navales, aériennes, etc., p. 35, 37, 45, 101,
 102, 133, 135, 155, 161, 164, 166, 186, 200.
 Blocus d'Israël, p. 146-148.
 Bourgeoisie, notables, p. 26, 101, 115, 153, 199.
 Cantonisation, p. 128.
 Capitalisme, classes possédantes, p. 30, 53, 78, 153, 178.
 Chrétiens, p. 24, 25, 36, 67, 68, 74, 77, 78, 84, 85, 87, 124, 139,
 144, 149.
 Collège unique, p. 109.
 Communisme, p. 136, 138, 147, 152, 162, 163, 164, 172, 175,
 176, 181, 191, 199, 226, 228.
 Conférence au sommet, p. 200, 210, 228.
 Conférence des pétroles arabes, p. 220, 221.
 Conférence économique afro-asiatique, p. 225.
 Conflit arabo-israélien, p. 154, 155, 160, 173-175.
 Conflit Est-Ouest, p. 156-160.
 Conservateurs, p. 42, 74, 78, 154, 172, 192, 193, 194.
Croissant fertile, p. 42, 63, 139, 157, 167, 198, 202, 217, 219.
 Coups d'Etat militaires, cf. officiers libres.
 Défense du Proche-Orient, p. 158, 159.
 Défense du Sud-Est asiatique, p. 163.
 Défense interarabe, p. 157, 158, 165.
Deuxième ville sainte de l'islam, p. 124.
 Développement, sous-développement, p. 29, 30, 177, 178, 182,
 196, 219.
 Doctrine Eisenhower, p. 26, 42, 50, 189, 191-195.
 Economie égyptienne, p. 39, 40, 179-85, 197, 201 ; — ira-

- nienne, p. 33 ; — iraquienne, p. 29, 30, 64, 65, 185, 187, 188, 195, 220-222 ; — israélienne, p. 53, 147 ; — jordanienne, p. 45 ; — orientale, p. 59, 73, 138, 150, 176-178 ; — syrienne, p. 43, 197, 201 ; — turque, p. 34, 88, 162.
- Enosis*, p. 36.
- Etat coranique, islamique, p. 76.
- Etat juif, d'Israël, p. 128, 130, 131, 143, 145, 146-149.
- Etat laïc, moderne, p. 110.
- Fédération, Confédération, p. 217-219.
- Fifty-fifty*, p. 33, 65, 221.
- Foyer national juif, p. 92, 97, 112-115, 126, 129, 131.
- Fusion syro-égyptienne, p. 197, 198, 202.
- Gauche, p. 152, 167, 175, 193, 223, 225.
- Gouvernements de pachas*, p. 78, 153, 154, 172, 192, 203, 204, 215-217.
- Grande Syrie*, p. 103, 110, 140, 151, 197, 198, 202.
- Guerre sainte, p. 90, 91.
- Gun boat policy*, p. 23.
- Haut barrage, cf. Assouan.
- Homme malade*, p. 84, 85.
- Impérialisme, p. 39, 103, 105, 153, 209.
- Impérialisme arabe*, p. 117, 132, 200.
- Indépendance arabe, p. 89, 91, 92, 97, 112, 133, 191 ; — égyptienne, p. 99, 181 ; — iraquienne, p. 79, 101, 134, 215 ; — syrienne, p. 151, 197 ; — turque, p. 104, 105.
- Indirectes (dominations, influences), p. 78, 86, 133, 161, 186.
- Internationalisation de Jérusalem, p. 144.
- Internationaux (règlements, contingents), p. 130, 144.
- Islam, p. 25, 28, 36, 68, 69, 72, 75-78, 87, 90, 124, 129, 144, 162, 171.
- Jeunes Turcs, p. 89.
- Jourdain (mise en valeur de la vallée du), p. 150.
- Kémalisme, p. 104, 105.
- Laïcisme, p. 34, 68.

Langues, p. 66, 67, 118, 132, 219.

Leadership arabe, cf. arabisme, nassérisme.

Liban au visage arabe, p. 26.

Libéraux yéménites, p. 52.

Lieux Saints, p. 96, 144.

Mandat, p. 95-97, 102, 108, 109, 110, 115, 140, 145, 154, 174.

Marché commun arabe, p. 196.

Masses populaires, p. 30-32, 48, 51, 153, 175, 186, 195, 196, 203, 209.

Militaires (coups d'Etat), cf. officiers libres.

Militaires (interventions), p. 21-25, 28-31, 46, 204, 205.

Minorités, p. 35, 68, 101, 107-111, 128, 132, 140, 151.

Moyennes (classes), p. 151, 204, 205.

Musulmans, cf. Islam.

Nassérisme, cf. arabisme.

Nationalisation, cf. Suez.

Nationalisme arabe, p. 83, 119, 125, 127, 132, 134, 135, 137, 140, 155, 167 ; — égyptien, p. 99, 167, 175 ; — iraquien, p. 77, 102, 103, 135 ; — israélien, p. 119, 125-127, 129 ; — kurde, p. 105-107, 177, 218, 220 ; — libanais, p. 109, 203, 213-215 ; — syrien, p. 41, 43, 77, 109-111, 118, 152.

Neutralisme arabe, neutralité, p. 28, 132, 134, 137, 154, 159, 167, 173, 175, 193.

Nil (planification de la vallée), cf. Assouan.

Nord (couche, rempart du), *Northern Tier*, cf. pacte de Bagdad.

Notre plus petit Allié, p. 106.

Notre premier dominion à peau bronzée, p. 112-113.

Occident, p. 22, 23, 26, 29, 31, 32, 50, 54, 55, 76, 105, 106, 140, 149, 150, 154, 158-161, 165, 171-174, 178, 179, 183, 184, 209, 224, 228.

Officiers libres, p. 30, 37, 150-152, 161, 187, 217.

Pacte de Bagdad, p. 31, 33, 34, 154, 163, 165, 166, 167, 173-176, 187, 193, 194, 200, 211, 218.

Parachutage politique derrière le pacte de Bagdad, p. 176.

Parlementarisme, p. 26, 41, 89, 133, 167.

Partage des bénéfices pétroliers, cf. *fifty-fifty*.
 Parti unique, p. 216.
 Paternalisme, p. 48, 151, 216.
 Pétrole, p. 29, 33, 47, 48, 50, 64-66, 79, 153, 154, 185, 187, 188, 195-197, 202, 204, 220-222.
Peuple syrien, partie de la nation arabe, p. 198.
 Point IV, cf. aide américaine.
Politique de la canonnière, cf. *gun-boat policy*.
 Populaires (mouvements), cf. masses populaires.
 Promesse Balfour, p. 96-98, 113, 114, 131.
 Propagande, p. 51, 153, 188, 200.
 Proportionnelle (représentation, partage des fonctions), 25, 107, 109.
 Province de la Libération, p. 39.
 Province du Nord, province septentrionale, p. 217, 218.
 Réforme agraire, p. 30, 152, 180.
 Réformisme musulman, p. 75, 76, 100, 137.
 Réfugiés arabes, p. 44, 148, 150, 157.
 République populaire, p. 225.
Révolte dans le désert, p. 90.
 Révolution égyptienne, p. 152-153, 216 ; iraquienne, p. 51, 204, 216 ; — syrienne, p. 150-152 ; — turque, p. 104.
Risque calculé, p. 179, 183.
 Route des Indes, p. 47, 69, 70, 84, 90.
Royal Air Force, cf. *Air control*.
Septième dominion, p. 113.
 Sionisme, p. 42, 97, 98, 104, 111, 115, 119, 123-127, 129, 131-134, 142, 155.
Sixième flotte américaine, p. 45, 193, 203.
 Socialisme arabe, p. 152, 193, 198.
 Solidarité arabe, cf. arabisme.
 Soviétique (action), cf. aide.
 Suez (crise de), 26, 38, 40, 61, 66, 70, 71, 141, 147, 159, 161, 183-190, 220.
Terre deux fois promise (la), p. 119, 127, 144.
 Terrorisme, p. 36, 127, 131.

Totalitarisme, p. 133.

Traité inégaux, p. 37, 100, 101.

Triangle Le Caire, Damas, Riadh, p. 151.

Union arabe, p. 31, 46, 148, 198, 199, 201, 202, 203.

Union et progrès, p. 89.

Unité, p. 110, 116, 118, 119, 124, 127, 133, 138, 139, 140, 153,
154, 199.

Unité arabe, cf. arabisme.

Unité syrienne, cf. nationalisme syrien, Grande Syrie.

Vide de puissance, p. 190, 193.

Washington du Moyen-Orient, p. 162.

Institut kurde de Paris

LES GRANDES DATES DU PROCHE-ORIENT CONTEMPORAIN

- 1859 : *avril*. — Ferdinand de Lesseps fait commencer à Port-Saïd les travaux du canal de Suez.
- 1861 : 9 *juin* — Le Mont Liban est constitué en province autonome au sein de l'Empire ottoman ; modifié en 1864, le statut restera en vigueur jusqu'à son abolition unilatérale par les Ottomans au début de la guerre de 1914.
- 1869 : Le premier journal Jeune Turc est édité à Londres. Le Libanais Boutros Boustani achève ses Dictionnaires, premier monument de la renaissance culturelle arabe.
- 17 *novembre* — Le canal de Suez est ouvert à la navigation.
- 1872 : Le réformiste Djemaleddine Afghani s'installe au Caire.
- 1878 : 3 *mars* — La Turquie signe la paix à San Stefano après que les armées russes aient été arrêtées par les réactions des puissances devant les portes de Constantinople.
- 4 *juin* — Chypre est remise en gage à la Grande-

Bretagne, à charge d'assurer l'intégrité des frontières asiatiques de l'Empire ottoman.

- 1881 : 20 *décembre* — Le sultan se plie à l'institution du Conseil de la Dette publique ottomane formé de représentants des créanciers étrangers.
- 1882 : 15 *juillet* — Les Britanniques débarquent à Alexandrie et occupent l'Égypte.
- 1888 : 29 *octobre* — Une convention internationale, signée à Constantinople, garantit le libre usage du canal de Suez.
- 1894 : Le comité « Union et Progrès » est fondé à Paris.
- 1897 : 24 *août* — Le Congrès sioniste de Bâle demande « l'établissement en Palestine, pour le peuple juif, d'un foyer garanti par le droit public ».
- 1898 : Rachid Rida fonde la revue réformiste *Al Manar*.
- 1899 : 23 *janvier* — Les Britanniques consolident par traité leur tutelle sur Koweït.
- 1903 : 5 *mars* — L'Allemagne obtient de l'Empire ottoman la concession de la *Bagdadbahn*.
- 1905 : Negib Azouri publie, à Paris, *le Réveil de la nation arabe*.
- 1907 : 31 *août* — Anglais et Russes se mettent d'accord sur leurs zones d'influence en Perse.
- 1908 : Willam Knox d'Arcy découvre du pétrole dans le sud de l'Iran.
- 23 *juillet* — Les Jeunes Turcs s'emparent du pouvoir à Constantinople et forcent le sultan à rétablir la constitution.
- 1909 : 14 *avril* — L'*Anglo Persian Oil Company* est fondée par les Britanniques.
- 1913 : 30 *mai* — La Turquie, battue par la coalition balkanique, souscrit à Londres des préliminaires de paix.
- 18 *juin* — Le premier Congrès national arabe se réunit à Paris.

- 1913 : *novembre* — La mission Liman von Sanders s'installe en Turquie.
- 1914 : 30 *octobre* — L'Empire ottoman entre en guerre aux côtés des empires centraux.
5 *novembre* — Chypre devient colonie britannique.
23 *novembre* — Le sultan-calife de Constantinople proclame la guerre sainte.
18 *décembre* — La Grande-Bretagne étend son protectorat sur l'Égypte.
- 1915 : 4 *mars* — Un accord anglo-franco-russe prévoit le partage de l'Orient en zones d'administration et d'influence.
21 *août* — Des patriotes libanais sont exécutés à Beyrouth par les Ottomans.
24 *octobre* — Une correspondance politique s'institue entre le chérif Hussein, de La Mecque, et le haut commissaire britannique en Égypte, sir Henry Mac Mahon ; elle dure jusqu'au 30 janvier 1916.
- 1916 : 19 *février* — Une convention tripartite complète l'accord interallié du 4 mars 1915 sur l'Orient.
9 *mai* — L'accord Sykes-Picot esquisse le partage franco-britannique de l'Orient arabe.
10 *juin* — Le chérif Hussein notifie l'indépendance arabe au commandant de la garnison turque de La Mecque et lance, le 27 juin, une proclamation justifiant sa rébellion.
6 *novembre* — Le chérif Hussein se fait proclamer roi des Arabes.
- 1917 : 21 *août*. — La convention de Saint-Jean-de-Maurienne accorde à l'Italie une zone d'influence en Anatolie occidentale.
2 *novembre* — Le gouvernement britannique formule la « promesse Balfour », décidant « l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif ».

- 1918 : 30 *octobre* — Les puissances alliées imposent à l'Empire ottoman vaincu l'armistice de Moudros.
- 13 *novembre* — Saad Zaghloul et le Wafd revendiquent l'indépendance de l'Égypte.
- 1919 : 29 *janvier* — L'émir Faysal réclame, devant la Conférence de la Paix, l'indépendance pour « les peuples de l'Asie parlant arabe ».
- 15 *mai* — Les forces helléniques débarquent à Smyrne.
- 1920 : 18-25 *avril* — Les accords de San Remo transfèrent la région de Mossoul et la Palestine à l'influence britannique et placent Syrie et Liban d'une part, Palestine et Mésopotamie, d'autre part, sous les mandats respectifs de la France et de la Grande-Bretagne.
- 1^{er} *juin* — Le Sénat des États-Unis refuse le mandat sur l'Arménie.
- 25 *juillet* — Les troupes françaises chassent le roi Faysal de Damas.
- 10 *août* — Un traité est signé à Sèvres entre les puissances alliées et la Turquie. Il consacre l'indépendance de l'Arménie et réduit l'emprise prévue pour la France dans l'Anatolie méridionale.
- 1^{er} *septembre* — Le Liban, considérablement agrandi, devient une entité politique distincte (Grand Liban), appelée à l'indépendance.
- 29 *novembre* — La République socialiste soviétique d'Arménie est proclamée dans le cadre de l'U. R. S. S.
- 1921 : 20 *janvier* — L'émir Faysal revendique la Palestine pour la zone de l'indépendance arabe.
- 12 *mars* — La Conférence du Caire, présidée par M. Winston Churchill, définit la politique arabe de la Grande-Bretagne.
- 16 *mars* — Un traité russo-turc est signé à Moscou.
- 1^{er} *mai* — Des troubles sanglants opposent Arabes et Sionistes à Jaffa.
- 23 *août* — Faysal I^{er} monte sur le trône de Bagdad.

- 1921 : 20 *octobre* — L'accord d'Angora ramène au parallèle d'Alexandrette la frontière septentrionale de la Syrie sous tutelle française.
- 1922 : 28 *février* — Les Britanniques reconnaissent l'indépendance de l'Égypte, sous réserve du maintien de leur occupation militaire et de leurs responsabilités en matière, en particulier, de communications impériales et de défense.
- 3 *juin* — M. Winston Churchill émet une déclaration précisant que la Palestine ne sera pas transformée en Foyer national juif, mais que ce Foyer sera fondé en Palestine.
- 9 *septembre* — Les forces kémalistes reprennent Smyrne et mettent fin à la tentative hellénique en Anatolie.
- 16 *septembre* — La Transjordanie est détachée de la Palestine, exclue de l'application des « articles sionistes » du mandat, et transformée en émirat pour Abdallah.
- 10 *octobre* — La Grande-Bretagne conclut avec l'Iraq un traité qui organise sa tutelle mandataire sur ce pays.
- 1923 : 25 *mai* — La Transjordanie est proclamée indépendante sous le pouvoir de l'émir Abdallah et sous discrète tutelle britannique.
- 29 *octobre* — La République est proclamée en Turquie.
- 1924 : 30 *octobre* — Chassé de La Mecque par Ibn Séoud, le roi Hussein abandonne le titre califal qu'il venait de relever.
- 1925 : 24 *juillet* — Une révolte éclate en Syrie contre le mandat français.
- 16 *décembre*. — La S. D. N. attribue à l'Iraq le vilayet de Mossoul.
- 1926 : 8 *janvier* — Le Hedjaz est réuni au Nedj pour former

sous Ibn Séoud un royaume, qui prendra en 1932 le nom de Royaume arabe séoudite.

1926 : 23 mai — Le Liban reçoit une constitution républicaine et parlementaire.

1927 : 25 octobre — Un important gisement de pétrole est découvert près de Kirkouk (Iraq du Nord).

1928 : 20 février — Un traité passé avec la Grande-Bretagne définit les nouvelles modalités de la tutelle de celle-ci sur la Transjordanie, qui reçoit le 16 avril une constitution non parlementaire.

1929 : 23 août — Une échauffourée arabo-juive, à la suite d'incidents au Mur des Pleurs, fait deux cent quarante-neuf morts en Palestine.

1930 : 30 juin — La Grande-Bretagne signe avec l'Iraq un traité qui émancipe cet Etat.

1931 : 6 décembre — Un Congrès islamique s'ouvre à Jérusalem à l'instigation de Hadj Aminc al Husseini.

1932 : 18 juillet — La Turquie kémaliste est admise à la S. D. N.

27 août — La revue *Al Arab* de Jérusalem publie l'article d'Abderrahman Pacha Azzam sur « les Arabes, peuple de l'avenir ».

3 octobre — L'Iraq est admis à la S. D. N.

1933 : 11 août — Un massacre de chrétiens assyriens est perpétré dans l'Iraq du Nord.

8 septembre — Le roi Faysal I^{er} d'Iraq meurt à Berne.

1934 : 9 février — La Turquie, la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie forment l'Union balkanique.

17 mai — Le roi Séoud passe avec l'imâm Yahia du Yémen, qu'il vient de battre, un « traité d'amitié islamique et de fraternité arabe », disposant en principe que « les deux nations n'en font qu'une seule ».

1936 : 20 janvier — D'importantes émeutes éclatent en Syrie contre le mandat français.

- 1936 : 15 *avril* — Le meurtre de deux Juifs par des Arabes constitue le premier acte de troubles graves et prolongés en Palestine.
- 20 *juillet* — La Turquie obtient à Montreux un nouveau règlement des Détroits, qui lui en confie pratiquement la garde.
- 26 *août* — La Grande-Bretagne signe avec l'Égypte un traité qui libère totalement ce pays, à l'exclusion du droit pour les forces britanniques de tenir garnison dans la zone du canal de Suez et d'user librement du territoire en temps de guerre.
- 9 *octobre* — Le traité franco-syrien est paraphé ; il sera signé le 22 décembre.
- 29 *octobre* — Bekir Sidqi et Hikmet Suleiman instaurent un régime dictatorial en Iraq.
- 13 *novembre* — La France et le Liban signent le traité qui doit mettre fin au mandat.
- 1937 : 5 *janvier* — Sous le régime rétabli de la constitution de 1926 est réalisé pour la première fois au Liban le partage des charges suprêmes entre un maronite président de la République et un sunnite président du Conseil.
- 26 *mars* — L'Égypte est admise à la S. N. D.
- 7 *juillet* — La commission Peel dépose son rapport d'enquête sur la Palestine et conclut à la nécessité du partage.
- 8 *juillet* — Turquie, Iraq, Iran et Afghanistan concluent le pacte de Saadabad.
- 11 *août* — Le dictateur Bekir Sidqi est assassiné à Mossoul.
- 1938 : 2 *août* — Le chemin de fer transiranien est achevé.
- 9 *novembre* — Le gouvernement britannique présente au Parlement le rapport Woodhead sur le partage de

la Palestine, en même temps qu'il déclare pareille solution impraticable.

1938 : 10 novembre — Moustafa Kemal meurt à Istanbul.

14 décembre — Le gouvernement français renonce à proposer les traités franco-syrien et franco-libanais à l'approbation du Parlement.

1939 : 31 mars — Le Taurus Express arrive à Mossoul.

17 mai — Un Livre blanc britannique limite, pendant cinq ans, l'immigration sioniste en Palestine au total de soixante-quinze mille personnes, et prévoit la création d'un Etat palestinien arabo-juif dans un délai de dix ans.

23 juin — Le sandjak d'Alexandrette est cédé à la Turquie et devient le Hatay.

3 septembre — Une alliance est conclue entre Grande-Bretagne, France et Turquie.

1941 : 2 mai — Rachid Ali Gaylani soulève l'Iraq contre les Britanniques.

29 mai — Par son discours de Mansion House, au lendemain de la fin de l'insurrection iraquienne, M. Anthony Eden relance la politique britannique de l'arabisme.

8 juin — Les forces britanniques et françaises libres pénètrent dans la Syrie et le Liban, demeurés sous la tutelle du régime de Vichy.

29 juin — La Grande-Bretagne installe au Caire un ministre d'Etat pour le Moyen-Orient (sir Oliver Lyttleton).

15 août — L'échange de lettres Lyttleton-de Gaulle consacre le principe de la sauvegarde des intérêts prédominants français en Syrie et au Liban.

25 août — Les Britanniques et les Russes occupent l'Iran.

28 septembre et 26 novembre — Le général Catroux

proclame le droit à l'indépendance pour le Liban, puis pour la Syrie.

1941 : *novembre* — Le *Middle East Supply Center* est créé en Orient par les Britanniques.

1942 : *29 janvier* — Une alliance tripartite associe l'Iran à la Grande-Bretagne et à la Russie.

4 février — Les Britanniques imposent au roi Farouq d'Egypte la constitution d'un cabinet Nahas Pacha.

23 octobre — Par la victoire d'El Alamein, les Britanniques écartent de l'Egypte la menace d'une occupation germano-italienne.

1943 : *8 novembre* — Avec Béchara Khoury et Riad Solh, le Liban rejette les « articles mandataires » de la constitution de 1926 et s'émancipe pratiquement du mandat.

21 novembre — Après une tentative de réaction des représentants du mandat français, le gouvernement Bechara Khoury-Riadh Solh est rétabli au Liban et adopte le « pacte national ».

22 décembre — Les autorités françaises commencent la rétrocession des pouvoirs aux gouvernements de la Syrie et du Liban.

1944 : *2 août* — La Turquie rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne.

7 octobre — Les Etats arabes d'Orient signent le protocole d'Alexandrie.

8 octobre — Nahas Pacha est déchargé du pouvoir au Caire.

1945 : *31 janvier* — Les prélats orthodoxes orientaux sont conviés à participer au Concile réuni à Moscou pour l'élection du patriarche.

23 février — La Turquie déclare la guerre à l'Allemagne.

22 mars — Egypte, Iraq, Syrie, Liban, Transjordanie,

Arabie Séoudite, Yémen concluent au Caire le pacte de la Ligue arabe.

1945 : 6 mai — L'insurrection éclate à Damas contre la tutelle française.

30 mai — Les Britanniques obligent les Français à cesser leur résistance à l'insurrection syrienne.

13 décembre — Un accord franco-britannique prévoit l'évacuation de la Syrie et du Liban.

20 décembre — Le gouvernement égyptien remet en cause le traité anglo-égyptien de 1936.

1946 : 4 octobre — Le président Truman approuve le vœu de création d'un Etat juif en Palestine exprimé par l'Agence juive.

1947 : 14 février — La Grande-Bretagne s'en remet à l'O. N. U. du soin de résoudre le problème palestinien.

22 mai — L'« aide Truman » est accordée à la Turquie.

24 août — Le professeur Robert Montagne suggère, dans *le Monde*, l'établissement d'un gouvernement international pour la zone palestinienne des Lieux saints.

28 novembre — L'Assemblée générale des Nations Unies arrête un plan de partage de la Palestine, que les Sionistes acceptent en principe et que les Etats arabes repoussent.

1948 : 15 janvier — La Grande-Bretagne conclut avec l'Iraq, à Portsmouth, un traité destiné à se substituer à celui de 1930, mais que les réactions de l'opinion empêchent le gouvernement de Bagdad de ratifier.

15 mai — La Grande-Bretagne abandonne le mandat et retire ses forces de Palestine ; Arabes et Juifs luttent pour la possession de ce territoire. L'Etat d'Israël est proclamé à Tel Aviv et reconnu aussitôt *de facto* par les Etats-Unis.

1949 : 30 mars — Le colonel Husni Zaïm s'empare du pouvoir à Damas.

15 juin — Husni Zaïm proclame l'existence du « triangle Le Caire-Damas-Riadh ».

4 août — Les puissances occidentales émettent une déclaration condamnant la course aux armements entre les Etats arabes et Israël.

14 août — Husni Zaïm est abattu par les acteurs d'un nouveau coup d'Etat militaire. (Hammouri)

19 décembre — Un troisième coup d'Etat militaire porte le colonel Adib Chichakli au pouvoir à Damas.

9 décembre — L'Assemblée générale de l'O. N. U. adopte un plan d'internationalisation de Jérusalem.

1950 : 4 avril — Un traité d'assistance mutuelle est conclu entre la Turquie et le Pakistan.

13 avril — Les Etats de la Ligue arabe souscrivent un pacte de défense interarabe.

12 mai — Le cheikh Moustafa Sebaï, aumônier des Frères musulmans en Syrie, déclare : « Nous nous lierons à la Russie, fût-elle le diable. »

23 mai — Etats-Unis, Grande-Bretagne et France souscrivent une déclaration tripartite pour le maintien du *statu quo* dans le Proche-Orient, que les Etats arabes rejeteront le 21 juin.

5 septembre — La constitution syrienne exprime le souhait que la nation arabe s'unisse en un Etat unique.

1951 : 15-20 mars — Le Parlement iranien vote la nationalisation des concessions pétrolières.

18 juin — L'Arabie Séoudite renouvelle aux Etats-Unis, pour cinq années reconductibles, la faculté d'utiliser la base aérienne de Dahran.

20 juillet — Le roi Abdallah de Jordanie est assassiné dans la mosquée al Aqsa de Jérusalem.

x Annuaire du Brésil, le 28 septembre 1964 par insynium

- 1951 : 8 octobre — Nahas Pacha dénonce unilatéralement le traité anglo-égyptien de 1936. La guérilla commence contre les garnisons anglaises du canal.
- 13 octobre — Les puissances occidentales et la Turquie, à l'instigation des Etats-Unis, convient l'Egypte, qui refusera aussitôt, à s'associer à un système occidental de défense du Proche-Orient.
- 1952 : 18 février — La Grande Assemblée nationale vote l'accession de la Turquie au pacte de l'Atlantique Nord.
- 26 juillet — Les officiers libres chassent le roi Farouq et prennent le pouvoir en Egypte.
- 21-23 novembre — Le peuple de Bagdad esquisse un soulèvement, réprimé par l'armée et la police.
- 1954 : 25 février — Le colonel Gamal Abder Nasser élimine, au Caire, le général Neguib du pouvoir.
- 27 février — Le général Adib Chichakli abandonne le pouvoir ; la Syrie revient au régime parlementaire.
- 21 avril — L'Iraq bénéficie de l'aide militaire des Etats-Unis.
- 10 mai — Les Etats-Unis concluent un pacte d'assistance militaire avec le Pakistan.
- 27 juillet — Britanniques et Egyptiens paraphent un traité prévoyant l'évacuation de la zone du canal de Suez.
- 3 août — Le président Nasser déclare à l'*Associated Press* que la politique de son pays sera désormais orientée davantage vers l'Ouest que vers l'Est.
- 19-20 septembre — L'exploitation des gisements pétroliers du Sud de l'Iran, naguère concédés à l'*Anglo Iranian Oil Company*, est affermée à un consortium international.
- 29 septembre-4 octobre — Les élections législatives syriennes marquent les premiers succès des forces de gauche et en particulier du *Baas*.

- 1954 : 19 *octobre* — La Grande-Bretagne signe avec l'Egypte un traité par lequel elle s'engage à retirer ses troupes
- 26 *octobre*. — Le colonel Gamal Abdel Nasser échappe de la zone du canal, qu'elle garde la faculté de réoccuper en cas de guerre ou de menace de guerre contre les pays arabes ou la Turquie.
- 30 *mars* — La Grande-Bretagne adhère au pacte de à Alexandrie, à un attentat perpétré par un Frère musulman.
- 1955 : 24 *février* — Un pacte turco-iraquien de coopération mutuelle est signé à Bagdad (pacte de Bagdad).
- 1^{er} *juillet* — Le Pakistan adhère au pacte de Bagdad. Bagdad et passe, dans son cadre, un accord spécial de défense avec l'Iraq, qui se substitue au traité de 1930.
- 27 *septembre* — Le président Nasser annonce que le bloc soviétique cèdera, sans restrictions, des armes aux pays arabes.
- 11 *octobre* — L'Iran adhère au pacte de Bagdad.
- 20 *octobre* — La Syrie et l'Egypte concluent un accord de défense.
- 27 *octobre* — Une convention militaire est passée entre l'Egypte et l'Arabie Séoudite.
- 21 et 22 *novembre* — Le pacte de Bagdad tient sa première session plénière et crée un « Comité de lutte contre la subversion », auquel adhèrent les Etats-Unis.
- 1956 : 16 *janvier* — Une constitution autoritaire est promulguée en Egypte.
- 4-27 *février* — Les forces iraniennes écrasent la tribu kurde des Djavanroudis, que la coopération iraquienne au sein du pacte de Bagdad empêche de chercher refuge en Iraq.
- 1^{er} *mars* — Le roi Hussein de Jordanie se sépare de Glubb Pacha.

1956 : 21 *avril* — Un pacte militaire est conclu entre l'Égypte, l'Arabie Séoudite et le Yémen.

19 *juillet* — M. Foster Dulles signifie à l'ambassadeur d'Égypte l'annulation des offres américaines pour le financement du haut barrage d'Assouan.

26 *juillet* — Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez.

21 *octobre*. — Une Chambre pro-égyptienne est élue en Jordanie.

23 *octobre* — Une coalition militaire effective est formée entre Égypte, Syrie et Jordanie.

29 *octobre*. — Les forces israéliennes déclenchent une campagne préventive dans le Sinaï.

30 *octobre* — Les gouvernements de Londres et de Paris enjoignent aux forces israéliennes et égyptiennes de cesser le feu.

31 *octobre* — Français et Britanniques commencent le bombardement des aérodromes égyptiens.

6 *novembre* — Après avoir enlevé Port-Saïd, les Franco-Britanniques interrompent leurs opérations sur l'injonction des Nations Unies, qui décident l'envoi d'une force internationale.

31 *décembre* — Le président des États-Unis fait connaître les grandes lignes de la doctrine Eisenhower pour la reconstruction de l'Orient.

1957 : 11 *février* — L'U. R. S. S. suggère aux Occidentaux une « déclaration à quatre » sur le Proche-Orient.

9 *mars* — La déclaration Eisenhower est définitivement approuvée et publiée.

12 *mars*-7 *mai* — M. James Richards parcourt l'Orient pour recueillir des adhésions à la doctrine Eisenhower.

16 *mars* — Un communiqué conjoint américano-libanais associe fortement le Liban à la doctrine Eisenhower.

1957 : 23 mars — Les Etats-Unis adhèrent au comité militaire du pacte de Bagdad.

10 avril — Le roi Hussein de Jordanie force le cabinet pro-égyptien Naboulsi à se démettre et le remplace le 15 par un gouvernement modéré.

4-5 mai — Les élections partielles syriennes constituent un nouveau succès pour les socialistes.

5 juillet — La Chambre syrienne exprime le vœu d'une union avec l'Egypte.

6 août — M. Khaled al Azem obtient, à Moscou, un important accord d'assistance technique et économique pour la Syrie.

3 septembre — Un accord syro-égyptien jette les bases d'une union économique.

13 octobre — Des troupes égyptiennes débarquent à Lattaquié, en vue d'appuyer la Syrie qui, depuis plusieurs semaines, s'estime menacée par la Turquie.

21 octobre — Damas récusé la médiation séoudite.

23 novembre — Une Conférence des chambres de commerce arabes, tenue au Caire, étudie un projet de « marché commun » arabe et diverses questions relatives aux pétroles.

28 décembre — Une Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques s'ouvre au Caire.

1958 : 29 janvier — U. R. S. S. et Egypte passent un accord étendu sur la coopération technique.

1^{er} février — L'Egypte et la Syrie se fondent en une République arabe unie.

14 février — Les royaumes hachémites d'Iraq et de Jordanie se fédèrent au sein de l'Union arabe.

3 mars — Nouri Pacha Saïd revient au pouvoir à Bagdad.

8 mars — Le Yémen se fédère avec la République arabe unie.

1958 : 23 mars — L'émir Faysal obtient du roi Séoud d'Arabie une délégation effective de pouvoirs.

28 mars — L'agitation pro-nassérienne commence à Tyr (Liban).

7 mai — Un journaliste de l'opposition, M. Nassib Metni, est assassiné à Beyrouth ; la rébellion commence au Liban.

13 mai — Un communiqué conjoint égypto-soviétique, publié à Moscou au terme du voyage du président Nasser en U. R. S. S., constate l'accord étendu existant entre les deux pays.

26 mai — Le chef des Observateurs des Nations Unies est tué, au mont Scopus, près de Jérusalem, par une balle jordanienne.

10 juillet — La Grande-Bretagne cesse de reconnaître le sultan de Lahej.

14 juillet — La République est proclamée à Bagdad après un coup d'Etat militaire ; le roi Faysal II, le régent et Nouri Pacha Saïd sont assassinés.

16 juillet — Les forces américaines débarquent au Liban et des parachutistes britanniques s'installent sur l'aérodrome d'Amman.

27 juillet — La Constitution provisoire de la République iraquienne proclame l'association des Arabes et des Kurdes au sein de la nation iraquienne.

31 juillet — Le général Fouad Chehab est élu président de la République libanaise.

21 août — L'Assemblée générale de l'O. N. U. adopte à l'unanimité la résolution arabe pour le règlement de la crise orientale, et charge son secrétaire général d'en poursuivre l'application.

4 septembre — La Confédération entre la République arabe unie et le Yémen commence à fonctionner.

23 septembre — Le général Chehab prend effectivement les fonctions de président de la République

libanaise et charge M. Rachid Keramé, qui a dirigé l'insurrection à Tripoli, de former le gouvernement.
6 octobre — Le chef kurde Molla Moustafa Barzani, jadis réfugié en U. R. S. S., rentre en Iraq.

11 octobre — Le délégué tunisien auprès de la Ligue arabe prononce, au sein de cet organisme, un violent réquisitoire contre le gouvernement de la République arabe unie.

14 octobre — Un ministère équilibré est formé au Liban, où renaît le calme.

16 octobre — Le président Bourguiba, dans un discours devant la Constituante tunisienne, avertit le gouvernement du Caire du danger de ses rapports avec les Soviêts.

21 octobre — Le gouvernement soviétique offre à la République arabe unie 400 millions de roubles pour commencer les travaux du haut barrage d'Assouan.

26-30 octobre — Les marines américains quittent Beyrouth, et les parachutistes britanniques Amman.

31 octobre — Une grave émeute éclate à Aden.

4 novembre — Le colonel Aref, porte-parole des tendances nassériennes en Iraq, déjà exclu du gouvernement, est arrêté à Bagdad.

7 novembre — L'ambassade soviétique au Caire suggère que la visite dans cette ville de M. Khrouchtchev coïncide avec l'ouverture de la conférence économique afro-asiatique, le 7 décembre.

Institut kurde de Paris

DOCUMENTS ANNEXES

Production et transit du pétrole

a) Production (en millions de tonnes, chiffres arrondis.)

	1914	1930	1938	1947	1954	1956	1957	1958 1 ^{re} sem.
Koweït	—	—	—	2,2	47,72	54,98	57,30	33,42
Arabie Séoud. . . .	—	—	—	12,1	46,87	47,87	49,00	25,63
Iraq	—	0,1	4,8	4,5	30,66	31,32	21,00	15,83
Iran	0,4	5,8	10,5	20,4	3,00	26,53	35,50	19,35
Qatar	—	—	—	—	4,78	5,88	6,50	3,95
Egypte	0,1	0,3	0,2	1,3	1,99	1,80	2,00	1,50
Bahrein.	—	—	0,6	1,5	1,50	1,50	1,67	0,90
Zone neutre entre Koweït et Ara- bie.	—	—	—	—	0,85	1,60	3,48	2,50
Turquie.	—	—	—	—	0,05	0,30	0,30	0,15
Israël.	—	—	—	—	—	0,03	0,07	0,25
TOTAL arrondi : Proche-Orient.	0,5	6,2	16,2	42	137,45	171,81	176,82	103,48

(Les chiffres gras indiquent des productions probables.)

b) Transit pétrolier (A. Pipe-lines vers la Méditerranée.)

Date de mise en service	Compagnies exploitantes	Champ desservi	Port d'embarquement	Capacité annuelle normale
1931	I. P. C.	Kirkouk (Iraq)	Haïfa (Israël)	Hors service
1931	I. P. C.	Kirkouk	Tripoli (Liban)	7 500 000 t.
1950	I. P. C.	Kirkouk	Tripoli (Liban)	15 500 000 t.
1950	Tapline	Hasa (Arabie Séoudite)	Saïda (Liban)	15 500 000 t.
1953	I. P. C.	Kirkouk (Iraq)	Banias (Syrie)	18 500 000 t.

B. Canal de Suez.

Pétrole brut ayant transité vers l'Occident en 1955 (dernière année normale) : 66 893 000 tonnes sur un trafic Sud Nord total de 87 426 000 tonnes et un trafic global total de 107 508 000 tonnes.

Abréviations :

- (A) : intérêts américains.
- (B) : intérêts britanniques.
- (F) : intérêts français.
- (N) : intérêts anglo-néerlandais.
- (P) : intérêts privés divers.

B. P.	British Petroleum
C. F. P.	Compagnie française des pétroles
G. E.	Gulbenkian Estates
G. O.	Gulf Oil
I.	« Indépendants » américains
M. O.	Mobiloil Overseas Oil
R. D. S.	Royal Dutch-Schell
S. M.	Socony Mobiloil
S. O. C.	Standard Oil of California
S. O. N. J.	Standard Oil of New Jersey
T. O.	Texas Oil

c) *Les grands intérêts internationaux
dans l'exploitation des pétroles d'Orient*

PAYS	COMPAGNIE EXPLOITANTES	INTÉRÊTS REPRÉSENTÉS (EN %)
Koweït	Koweït Oil	G. O. (A) 50 % ; B. P. (B) 50 %
Arabie Séoudite	Aramco	S. O. C. (A), S. O. N. J. (A), T. O. (A), chacun 30 % ; S. M. (A) 10 %
Iraq	Iraq Petroleum et filiales	B. P. (B), R. D. S. (N), C. F. P. (F), chacun 23,75 % ; S. O. N. J. (A), S. M. (A), chacun 11,87 % ; G. E. (P) 5 %
Iran	Iranian Oil Explorating and Producing Company	B. P. (B) 40 % ; R. D. S. (N) 14 % ; S. O. C. (A), S. O. N. J. (A), T. O. (A), S. M. (A), G. O. (A), chacun 7 % ; C. F. P. (F) 6 % ; I. (A) 5 %
Qatar	Iraq Petroleum	Voir ci-dessus
Egypte	Anglo-Egyptian Oilfields	B. P. (B), R. D. S. (N), cha- cun 30 % ; gouvernement égypt- tien 10 % ; (P) 30 %
	Mobiloil Egypt	M. O. 100 %
Bahreïn	Bahreïn Petroleum	S. O. C. (A), T. O. (A), cha- cun 50 %
Zone neutre	American Independent Oil Pacific Western Oil	I. (A) 100 %

N. B. — Seuls sont indiqués les pays ayant extrait effectivement plus d'un million de tonnes en 1957.

Le croquis n° 5 figure les pays producteurs et transitaires en fonction de leur importance respective à la veille de la crise de Suez.

d) *La part de l'Orient dans l'approvisionnement pétrolier de la France*

Le pétrole brut importé en France en 1955 (dernière année normale) provenait

d'Amérique du Sud et divers			5,6 %
de l'Orient, par pipe-lines,	Iraq	38,5 %	49,8 %
puis par mer	Arabie Séoud.	11,3 %	
	Iraq (Bassora)	4,3 %	
de l'Orient, par mer	Koweit	29,5 %	44,6 %
(Canal de Suez)	Qatar	5,4 %	
	Iran	4,8 %	
	Zone neutre	0,6 %	

CROQUIS ILLUSTRANT LES DONNÉES FONDAMENTALES DES PROBLÈMES ORIENTAUX

Les quelques croquis insérés ci-après feront apparaître les traits saillants du Proche-Orient. Ils ne prétendent nullement remplacer les indispensables cartes et atlas ; ils sont seulement conçus pour illustrer, de façon aussi frappante que possible, certaines des données géographiques, historiques, économiques et politiques exposées dans ce volume.

Du « damier oriental », on a d'abord présenté deux aspects importants : l'imbrication des peuples (n° 1) et l'insertion, entre les montagnes du Nord et les déserts du Sud, du « Croissant fertile » (n° 2), réalité climatique et agricole dont on a pu faire un symbole et un programme politique d'unification.

La figure même du « damier oriental » varie, en effet, selon le point de vue sous lequel on le considère : son image géographique et politique courante (n° 3) se modifie étrangement lorsqu'on représente chaque Etat, non plus d'après sa superficie réelle, mais selon l'importance que lui attachent le démographe qui calcule sa population (n° 4), le pétrolier qui considère son rôle dans la production et le transit de l'huile naturelle (n° 5), le stratège qui évalue ses forces armées immédiatement disponibles et les pressions militaires qui peuvent s'exercer sur lui (n° 6). Ainsi les « dimensions » de l'émirat de Koweït, petit et à peine peuplé (nos 3 et 4), s'enflent immensément si l'on considère ses richesses pétrolières (n° 5) ; mais, sous l'angle du potentiel de guerre, il disparaît (n° 6). Au contraire, la vaste Turquie (n° 3), de population nombreuse (n° 4), disposant de beaucoup de soldats (n° 6), apparaîtra comme négligeable sous l'aspect pétrolier (n° 5), aussi longtemps du moins que le projet de pipeline Qoum-Alexandrette ne sera pas réalisé. Il conviendra, croyons-nous, de méditer un instant sur ces figures géométriques, déconcertantes au premier abord, qui font saillir, à la façon des caricatures, les traits saillants, caractéristiques de chaque Etat.

L'histoire contemporaine, elle aussi, prête à l'Orient des visages changeants : figure ample encore, mais déjà gangrenée par les aliénations partielles de souveraineté, de l'Empire ottoman agonisant (n° 7) ; rêve unitaire arabe déployé devant le chérif Hussein en 1915 (n° 8), mais contredit par la fragmentation des accords interalliés (n° 9), puis par les partages mandataires de la première après-guerre (n° 10) et par l'actuelle répartition étatique (n° 3) ; à propos de cette dernière, il faut évidemment réunir par la pensée les deux fragments, Egypte et Syrie, géographiquement distincts, de la République arabe unie, ainsi que le royaume du Yémen, qui lui est fédéré.

Un territoire oriental, la Palestine, a fait durant ces dernières années l'objet de nombreux partages, projetés ou effectifs ; il est curieux de comparer les limites de l'Etat d'Israël, né des combats de 1948, aux frontières qui avaient été proposées pour les deux Etats arabe et juif et pour la zone internationale de Jérusalem par le plan de partage de 1947 (n° 11), plan dont la reprise en considération était naguère encore suggérée par l'Iraq.

Les compagnies pétrolières ont effectué, elles aussi, une sorte de « découpage oriental », selon leurs concessions, tout en superposant à cette nouvelle mosaïque l'entrecroisement de leurs pipe-lines (n° 12). Tenant les débouchés du pétrole, les Etats transitaires (et singulièrement la République arabe unie, avec le canal de Suez dans sa province égyptienne et les pipe-lines d'Iraq et d'Arabie dans sa province syrienne) ne le cèdent pas, en importance réelle, aux Etats producteurs (n° 5).

Les grands chemins historiques, dans l'Orient et autour de lui, proposent d'ultimes réflexions : la région est un carrefour de grands passages, à moins que les hommes n'interviennent pour obliger à s'en détourner : alors les navires pétroliers de 1956 doivent refaire, en sens inverse, le périple africain de Vasco de Gama (n° 13). On a pu, en effet, représenter dans ces croquis les figures des Etats, les ressources et les routes ; il était impossible de retracer, de la même manière, les élans et les ambitions. Il faudra, cependant, se garder d'oublier ces passions : sur le « damier oriental », ce sont elles, en fin de compte, qui mènent le jeu et forgent le destin.

Turcs



Kurdes



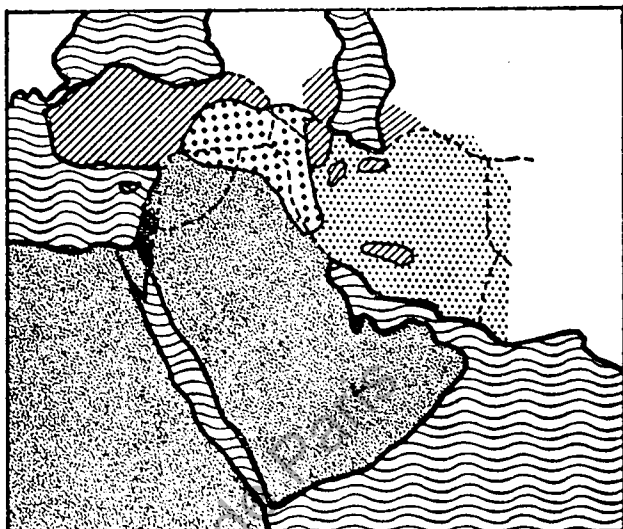
Persans



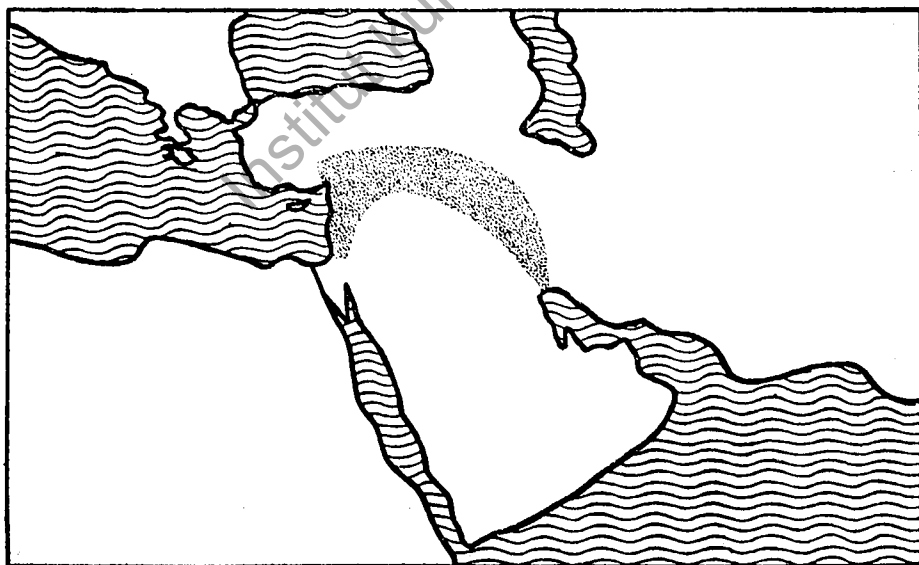
Arabes
et
Arabisés



Israélites



le croissant fertile



les superficies et l'état politique

Pays du
Pacte
de Bagdad.



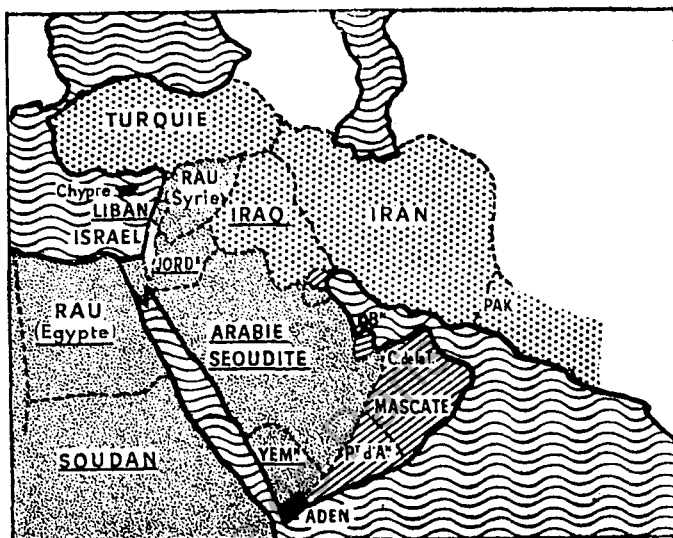
Pays de
la Ligue
arabe.



Colonies
étrangères.



Protectorats.

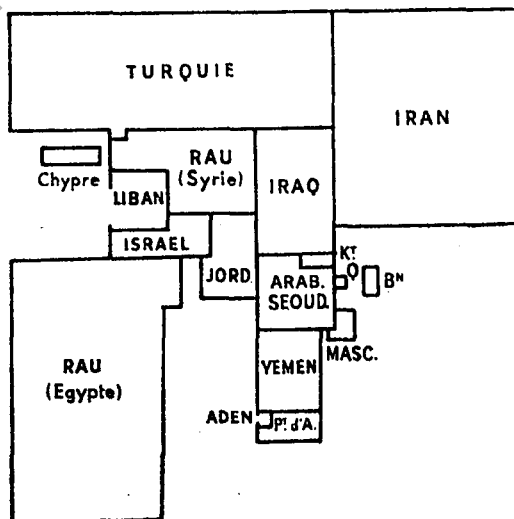


la population

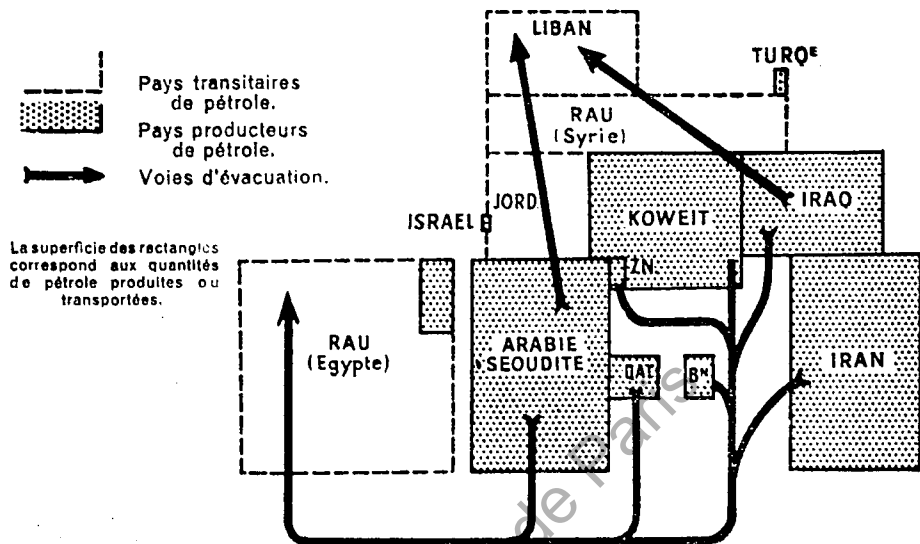
La superficie des
rectangles corres-
pond au chiffre de
la population.

LÉGENDE
abréviations

A = Aden
BN = Bahrein
C de la T = Côte de la Trêve
KT = Koweït
LIBN = Liban
MASC = Mascate
PT d'A = Protectorat d'Aden
Q = Qatar
S = Syrie
ZN = Zone neutre

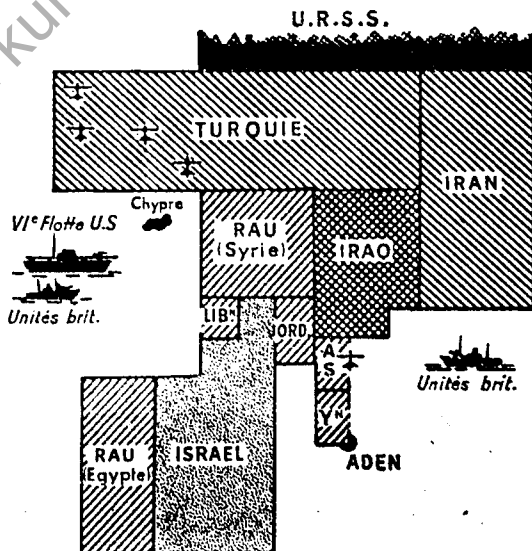
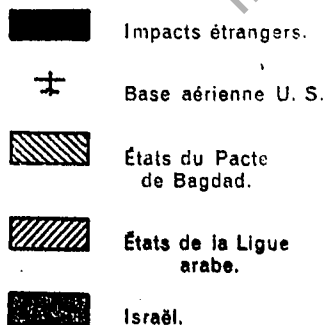


la production et le transit pétrolier



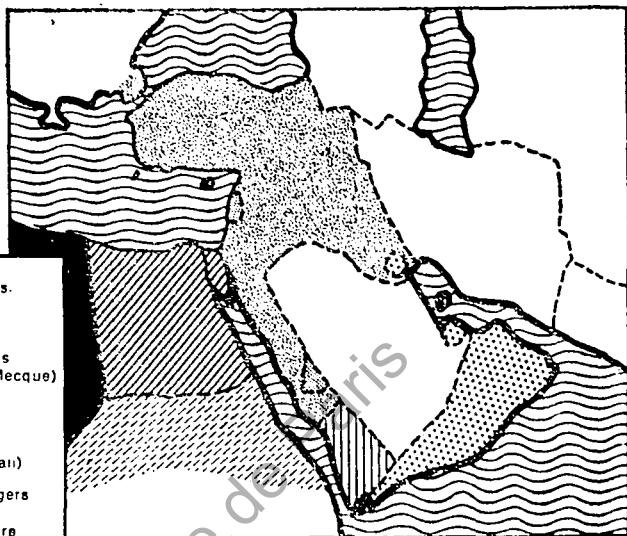
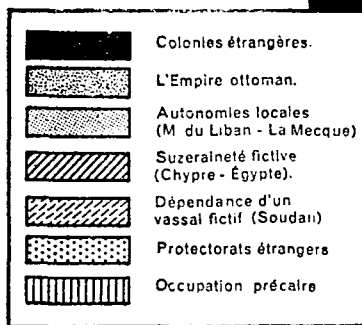
les forces armées

La superficie des rectangles correspond à l'importance des forces armées immédiatement disponibles.

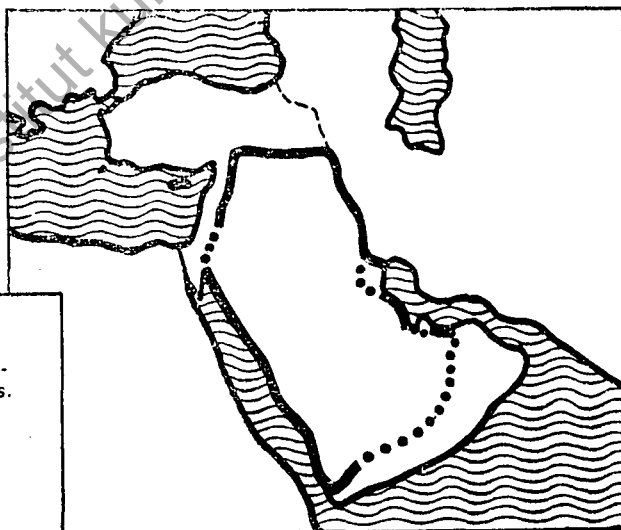
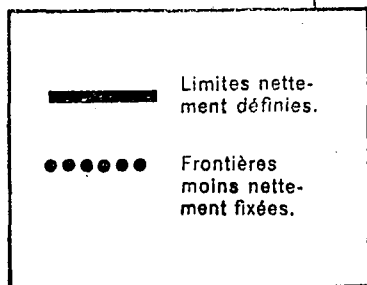


LES TRANSFORMATIONS

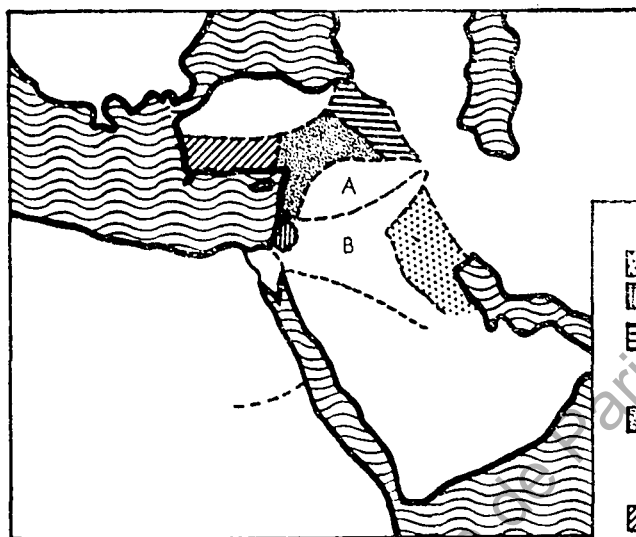
L'ORIENT AVANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 1913



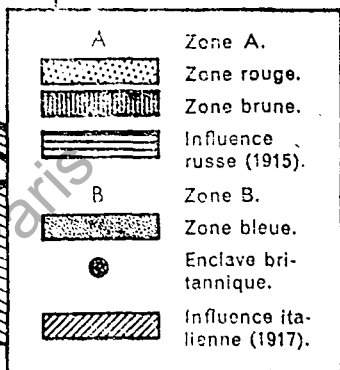
L'ORIENT entrevu par le roi HUSSEIN 1916



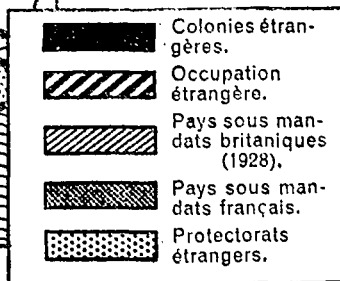
DE L'ORIENT 1913-1928



L'ORIENT des
accords inter-
alliés
1915-1917

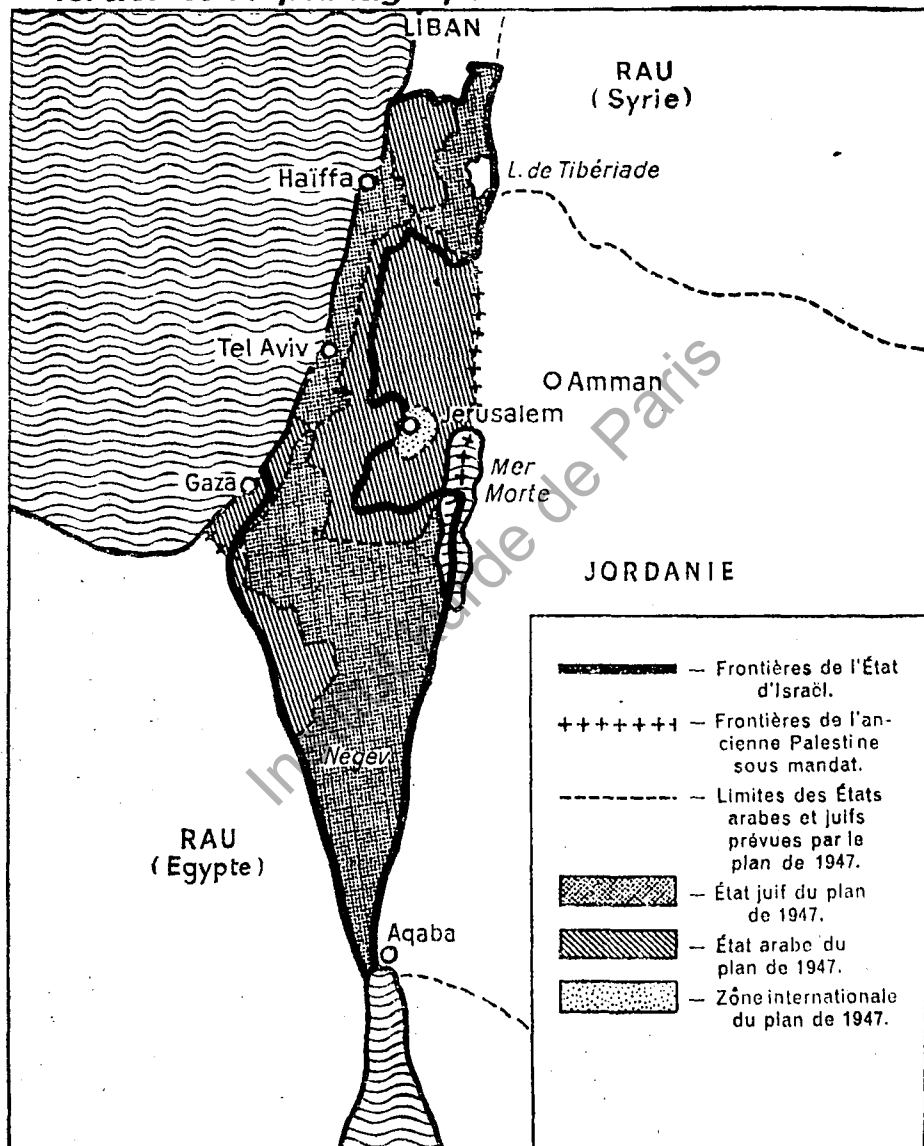


L'ORIENT
après la
première
guerre
1928.



L'ORIENT CONTEMPORAIN

Israël et le partage palestinien



l'ORIENT des pétroles

— Pipe-line en service.
 ••••• Pipe-line en projet.

Zônes de production
pétrolière.



Iraq Petroleum
et filiales.



Aramco.



Koweit Oil.



Consortium inter-
national (Iran).



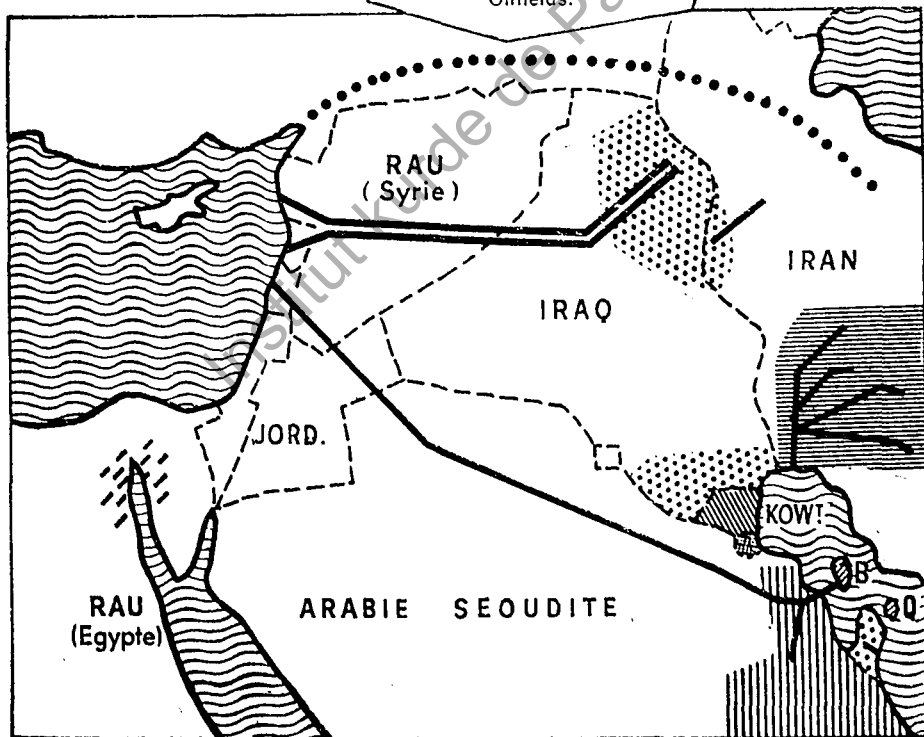
Pétroliers améri-
cains indépendants
(Zone neutre).



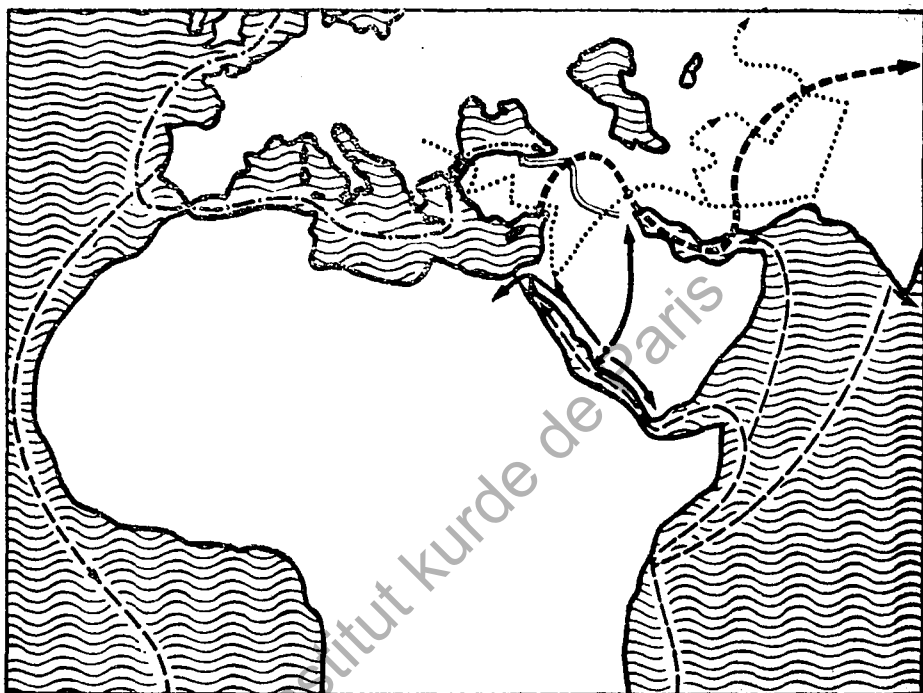
Bahrein Petroleum.



Anglo-Egyptian
Oilfields.



QUELQUES GRANDS ITINÉRAIRES HISTORIQUES A TRAVERS... OU AUTOUR DE L'ORIENT



- ······ → — Jason
- ———→ — Xénophon
- ······ → — Alexandre
- ———→ — Marco Polo
- ······ → — Les Russes au XVIII^e siècle
(Amiral Orloff)
- ———→ — Les Portugais au XV^e-XVI^e
(Vasco de Gama, Diaz, etc.)
- ———→ — Courants caravaniers autour
de La Mecque au VI^e siècle

DESTIN DU PROCHE-ORIENT

Information objective, véritable fil d'Ariane, *Destin du Proche-Orient* fournit, en des pages captivantes et d'une haute impartialité, un dossier complet sur cette partie du globe, si proche de nous, où se joue le destin d'une civilisation entre le choc de deux blocs.

L'auteur nous présente, d'une manière attachante, les données géographiques, historiques, économiques et politiques du damier oriental. La personnalité de Pierre Rondot nous est le meilleur garant de la sûreté de son témoignage sur ces régions, qu'il a sillonnées en tous sens pendant plus de dix ans et dans lesquelles, partout, il a cherché à trouver l'homme, à le comprendre, au reste parfaitement initié à son langage, à travers la Syrie, la Turquie, le Liban, l'Egypte, la Mésopotamie, la Palestine, Pierre Rondot continue le combat pour une plus grande fraternité humaine.

Sommes-nous encore dans la phase où prédomine l'immixtion soviétique ? Le mythe nassérien ne constitue-t-il qu'un épisode sans lendemain ? Au contraire, Nasser incarne-t-il la prise de conscience du nationalisme refoulé des Arabes ?

Il semble que la sagesse des vieux proverbes kurdes ait déjà répondu :

« Toute chose se casse lorsqu'elle s'amincit, mais l'homme se brise lorsqu'il s'enfle. »

« Nul être n'est plus matois que le renard, mais on trouve sa peau dans tous les marchés. »



Institut kurde de Paris

PRINTED IN FRANCE